



Évaluation de mécanismes participatifs innovants dans l'élaboration de politiques publiques
en milieu rural : une étude de cas à Petit-Saguenay.

par Juliette Charpentier

Mémoire présenté à l'Université du Québec à Chicoutimi en vue de l'obtention du grade de
Maître ès arts (M.A.) en études et interventions régionales (MEIR)

Québec, Canada

© Juliette Charpentier, 2024

RÉSUMÉ

Les collectivités québécoises font face à plusieurs défis complexes en ce début de 21^{ème} siècle. Certains de ces enjeux sont particulièrement marqués dans les municipalités rurales qui se sont vues confier de plus en plus de responsabilités, à la suite de la décentralisation des pouvoirs (Bonneau et al, 2020 ; Scalzo, 2016 ; FQM, 2015). Face aux forces drainantes des grandes métropoles, les municipalités doivent faire preuve de créativité et d'efforts pour adopter des approches innovantes afin d'attirer de nouveaux résident·e·s (Fédération Canadienne des Municipalités, 2018).

Le développement durable est souvent évoqué comme une piste de solution pour aider les collectivités à faire face aux défis auxquels elles sont confrontées (Hamman, 2011). Ces démarches étant souvent volontaires, et devant l'absence de lignes directrices ou de règles d'application à l'échelle locale, divers instruments et processus de mise en œuvre sont utilisés pour guider la démarche de développement durable de ces collectivités (Riffon, 2016). En lien avec la crise démocratique et la perte d'implication de la population dans la vie politique et communautaire, notre recherche souhaite évaluer l'utilité d'une approche participative dans une démarche de cocréation de politiques publiques dans une petite municipalité rurale en processus de transition socio-écologique.

Pour ce faire nous avons choisi une étude de cas : *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves*. Petit-Saguenay est un village identifié comme dévitalisé par le gouvernement du Québec (Institut de la statistique du Québec, 2020). Il a entrepris un projet de recherche-intervention en partenariat avec l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC) pour co-élaborer ses propres politiques de participation citoyenne et de développement durable. En janvier 2022, la municipalité de Petit-Saguenay lance donc une démarche prospective et expérimentale de consultation citoyenne ayant une volonté d'entendre une diversité de voix, notamment celles des personnes généralement moins entendues ou écoutées (jeunes, aîné·e·s, agriculteur·rice·s, immigrant·e·s, etc.) dans leur processus de réflexion et de prise de décision.

Cette expérimentation fait appel à des approches de participation citoyenne moins connues que les traditionnels conseils municipaux et commissions par exemple. On parle d'aller là où les gens sont, les approches ludiques, positives, axées sur le rêve, etc. Ces approches n'ont jamais été soumises à une évaluation. Selon les principes de la participation (Hansotte, 2021), il y a un risque que la démarche manque d'innovation, de dialogue constructif, d'informations et risque d'être intrusive dans la communauté. Son évaluation permet d'étudier son potentiel de reproductibilité.

Cette recherche permet donc d'évaluer, à partir de la littérature, des observations de l'étudiante-chercheuse et des témoignages d'acteur·rice·s de la démarche, l'utilité de la démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves*. L'analyse est axée sur l'expérience vécue par les parties prenantes (effets de la démarche). Elle identifie les atouts et faiblesses de chaque type de mécanismes d'animation au sein de la démarche ainsi que les facteurs de participation, et mesure l'efficacité et l'efficience de la démarche.

Cette recherche a été réalisée avec une méthodologie scientifique qualitative et inductive, incluant une approche praxéologique. Pour réaliser cette recherche, onze entrevues de recherche ont été réalisées avec des parties prenantes de la démarche, soit des participant·e·s, des animateur·rice·s, des concepteur·rice·s, des élu·e·s et des agent·e·s municipaux·ales. Ils ont été choisis en fonction du nombre et du types d'activités auxquelles les personnes ont participé, leur niveau d'engagement préalable dans la communauté et leur appartenance à un des groupes de public ciblés.

L'analyse des discours a permis de constater que la démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves* avait répondu aux objectifs de la municipalité en mobilisant plus d'un tiers de la population lors d'activités rassembleuses et en alimentant deux politiques publiques authentiques et réalistes. L'analyse des entrevues a aussi permis de réaliser que chaque type d'animation (homogène/hétérogène, formelles/informelles, en extérieur, ludique ou intellectuelle, etc.) avait ses forces et ses faiblesses, mais que l'important était la complémentarité de ces animations dans la planification d'une démarche de participation citoyenne. L'analyse des facteurs de participation à la démarche a révélé que les approches ludique, expérimentale, territoriale, narrative, axée sur le rêve, profitant du tissu social existant et allant vers les gens pouvaient être sources d'une plus grande mobilisation. Enfin, l'analyse des efforts mis en place par rapport aux retombées ont mis en lumière une démarche gourmande en énergies et en ressources humains et financières, mais qui en a valu la peine. En effet, la démarche aurait principalement permis aux participant·e·s de se sentir écouté·e·s, de renforcer le sentiment d'appartenance de la communauté, de créer du lien social, d'améliorer la confiance des citoyen·ne·s envers la municipalité, d'améliorer l'image de la municipalité, d'améliorer le contenu des politiques, et d'entendre des personnes qu'on n'entend pas souvent dans la vie municipale.

Au-delà d'un enrichissement des théories et des pratiques sur la participation publique en milieu rural engagé dans la transition socio-écologique, les résultats de la recherche pourraient permettre à des municipalités similaires à celle de Petit-Saguenay de développer leur propre démarche de cocréation de politiques de développement durable et/ou de participation citoyenne.

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES	iv
LISTE DES TABLEAUX	vii
LISTE DES FIGURES	viii
LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS	ix
REMERCIEMENTS	x
INTRODUCTION	1
CHAPITRE 1	5
PROBLÉMATIQUE DE RECHERCHE	5
1.1 CRISE DÉMOCRATIQUE : DÉMOCRATIES REPRÉSENTATIVES ET PARTICIPATIVES	5
1.2 ENJEUX ET DÉFIS DE LA PARTICIPATION CITOYENNE	8
1.3 CRISE DÉMOCRATIQUE DISCRÈTE ET TRANSITIONS DANS LES MUNICIPALITÉS RURALES	11
1.4 DES APPROCHES PARTICIPATIVES RENOUVELÉES À ÉVALUER	12
1.5 QUESTION ET OBJECTIFS DE RECHERCHE	16
1.6 PERTINENCE SCIENTIFIQUE	17
1.7 PERTINENCE SOCIALE	19
CHAPITRE 2	20
CADRE THÉORIQUE	20
2.1 LES DÉMARCHES DE PARTICIPATION CITOYENNE	20
2.2 DE NOUVELLES APPROCHES EN PARTICIPATION CITOYENNE	31
2.3 ÉVALUATION DE DÉMARCHES PARTICIPATIVES	37
CHAPITRE 3	42
MÉTHODOLOGIE DE LA RECHERCHE	42
3.1 L'ANCRAGE ÉPISTÉMOLOGIQUE	43
3.2 LES APPROCHES MÉTHODOLOGIQUES	46
3.3 L'ÉTUDE DE CAS UNIQUE	49
3.4 LES OUTILS DE COLLECTE DE DONNÉES	50
3.5 L'ANALYSE DES DONNÉES	54
3.6 LES CONSIDÉRATIONS ÉTHIQUES	57
CHAPITRE 4	58
LES RÉSULTATS DE LA DÉMARCHE CRÉER LE PETIT-SAGUENAY DE NOS RÊVES	58
4.1 TERRAIN À L'ÉTUDE : LA MUNICIPALITÉ DE PETIT- SAGUENAY	58
4.2 LA DÉMARCHE CRÉER LE PETIT-SAGUENAY DE NOS RÊVES	64

4.3	PORTRAIT D'IMPLICATION DES RÉPONDANTS	77
	CHAPITRE 5	79
	DES ANIMATIONS AUX FORCES COMPLÉMENTAIRES	79
5.1	FORCES ET FAIBLESSES DES ANIMATIONS.....	79
5.2	ANALYSE TRANSVERSALE.....	109
	CHAPITRE 6	117
	DES FACTEURS DE PARTICIPATION ILLUSTRANT LES FORCES DE CETTE	
	DÉMARCHE	117
6.1	FACTEURS DE PARTICIPATION DE LA DÉMARCHE	117
6.2	DES APPROCHES D'ANIMATION QUI FAVORISENT LA	
	PARTICIPATION.....	121
	CHAPITRE 7	128
	UNE DÉMARCHE GOURMANDE EN ÉNERGIE, MAIS QUI SEMBLE EN VALOIR LA	
	PEINE	128
7.1	RETOMBÉES DE LA DÉMARCHE	128
7.2	EFFORTS MIS EN ŒUVRE POUR LA DÉMARCHE	142
7.3	EFFICACITÉ ET EFFICIENCE	147
	CHAPITRE 8	151
	LIMITES ET PERSPECTIVES DE RÉPLICATION DE LA DÉMARCHE	151
8.1	LES LIMITES DE LA DÉMARCHE	151
8.2	LES PERSPECTIVES DE RÉPLICATION.....	159
	CHAPITRE 9	166
	DISCUSSION	166
9.1	FORCES ET FAIBLESSES DES TYPES D'ANIMATIONS	166
9.2	FACTEURS DE PARTICIPATION	170
9.3	EFFICACITÉ ET EFFICIENCE	174
9.4	UTILITÉ.....	178
	CONCLUSION	180
	BIBLIOGRAPHIE	188
	CERTIFICATION ÉTHIQUE	200
	ANNEXE 1 : GUIDE D'ENTREVUE POUR CITOYENS DE PETIT-SAGUENAY	201
	ANNEXE 2 : RÉFÉRENTIEL D'ÉVALUATION DE LA DÉMARCHE CRÉER LE PETIT-	
	SAGUENAY DE NOS RÊVES	204
	ANNEXE 3 : GRILLE D'ÉVALUATION MULTICRITÈRES (UTILISÉE LORS DES	
	ENTREVUES).....	206
	ANNEXE 4 : ARBRE THÉMATIQUE NVIVO.....	207
	ANNEXE 5 : GRILLE D'ANALYSE DES ACTIVITÉS DE LA DÉMARCHE CRÉER LE	
	PETIT-SAGUENAY DE NOS RÊVES	208
	ANNEXE 6 : TABLEAU DE TRAVAIL DES LIEUX POTENTIELS DE RENCONTRES	
	AVEC LA POPULATION DE PETIT-SAGUENAY.....	209
	ANNEXE 7 : FORMULAIRE D'INFORMATION ET DE CONSENTEMENT.....	210

**ANNEXE 8 : GUIDE MÉTHODOLOGIQUE DE LA SYNTHÈSE PARTICIPATIVE DU
GRAND DIALOGUE UTILISÉ À PETIT-SAGUENAY 214**

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1. DIFFÉRENTS EFFETS POTENTIELS DES PROCESSUS PARTICIPATIFS.....	23
TABLEAU 2. ÉTAPE DANS L'ÉLABORATION D'UN PROTOCOLE DE SUIVI-EVALUATION.....	41
TABLEAU 3 : ÉCHANTILLON DES ENTRETIENS SEMI-DIRECTIFS.....	53
TABLEAU 4. INDICE DE VITALITÉ DES MUNICIPALITÉS DU BAS-SAGUENAY SUD, EN 201861	
TABLEAU 5 : ACTIVITÉS DE LA DÉMARCHE CRÉER LE PETIT-SAGUENAY DE NOS RÊVES69	
TABLEAU 6. NOMBRE DE DONNÉES ISSUES DE LA DÉMARCHE CRÉER LE PETIT-SAGUENAY DE NOS RÊVES.....	73
TABLEAU 7. ÉCHANTILLONNAGE DES ENTRETIENS SEMI-DIRECTIFS EN LIEN AVEC LES ACTIVITÉS DE LA DÉMARCHE	78
TABLEAU 8. EFFETS PRINCIPAUX DES DIFFÉRENTS TYPES D'ACTIVITÉS DE LA DÉMARCHE CRÉER LE PETIT-SAGUENAY DE NOS RÊVES	116
TABLEAU 9. ANALYSE DES FACTEURS DE PARTICIPATION DE LA DÉMARCHE <i>CRÉER LE PETIT-SAGUENAY DE NOS RÊVES</i> AVEC LA LITTÉRATURE.....	171

LISTE DES FIGURES

FIGURE 1. DÉFINITION DE LA PARTICIPATION CITOYENNE	9
FIGURE 2. LES HUIT ÉCHELONS SUR L'ÉCHELLE DE PARTICIPATION CITOYENNE	21
FIGURE 3. SCHÉMA DES GRANDS REGISTRES DE L'ÉVALUATION	38
FIGURE 4. CARTE DE LOCALISATION DE LA MUNICIPALITE DE PETIT-SAGUENAY, TERRAIN D'ETUDE DE LA DEMARCHE	60
FIGURE 5. CARTOGRAPHIE DES ACTEUR·RICE·S DE LA DÉMARCHE CRÉER LE PETIT- SAGUENAY DE NOS RÊVES.....	66
FIGURE 6. ÉTAPES DE LA DÉMARCHE CRÉER LE PETIT-SAGUENAY DE NOS RÊVES.....	67
FIGURE 7. LIGNE DU TEMPS DES ANIMATIONS DE LA DÉMARCHE CRÉER LE PETIT- SAGUENAY DE NOS RÊVES.....	69
FIGURE 8. PHOTOS DU DATAVIZ NOMADE	72
FIGURE 9. PHOTO DE L'ATELIER DE SYNTHÈSE PARTICIPATIVE À PETIT-SAGUENAY	74
FIGURE 10. PHOTOS DU LANCEMENT DES POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE PARTICIPATION CITOYENNE DE PETIT-SAGUENAY	76
FIGURE 11. SECTION DE LA GRILLE D'ANALYSE DES ACTIVITÉS DE LA DÉMARCHE (ANNEXE 5) CONCERNANT LES EFFETS SUR LA POLITIQUE	81
FIGURE 12. SECTION DE LA GRILLE D'ANALYSE DES ACTIVITÉS DE LA DÉMARCHE (ANNEXE 5) CONCERNANT LES EFFETS SUR LA MUNICIPALITÉ	85
FIGURE 13. SECTION DE LA GRILLE D'ANALYSE DES ACTIVITÉS DE LA DÉMARCHE (ANNEXE 5) CONCERNANT LES EFFETS SUR LE PROJET D'ÉLABORATION DES POLITIQUES (SOURCE : AUTRICE)	89
FIGURE 14. SECTION DE LA GRILLE D'ANALYSE DES ACTIVITÉS DE LA DÉMARCHE (ANNEXE 5) CONCERNANT LES EFFETS SUR LES PARTICIPANTS (SOURCE : NVIVO)	98
FIGURE 15. SECTION DE LA GRILLE D'ANALYSE DES ACTIVITÉS DE LA DÉMARCHE (ANNEXE 5) CONCERNANT LES EFFETS SUR LES ANIMATEUR·RICE·S.....	106
FIGURE 16. DIAGRAMME DE SURFACES COMPARANT LE NOMBRE DE RÉFÉRENCES D'ENCODAGE POUR LES APPROCHES DE LA DÉMARCHE GLOBALE	122
FIGURE 17. DIAGRAMME DE SURFACE COMPARANT LE NOMBRE DE RÉFÉRENCES D'ENCODAGE POUR LES EFFETS DE LA DÉMARCHE GLOBALE	129
FIGURE 18. DIAGRAMME DE SURFACE COMPARANT LE NOMBRE DE RÉFÉRENCES D'ENCODAGE DES EFFETS DE LA DÉMARCHE GLOBALE SUR LES PARTICIPANT·E·S	130
FIGURE 19. DIAGRAMME DE SURFACE COMPARANT LE NOMBRE DE RÉFÉRENCES D'ENCODAGE DES EFFETS DE LA DÉMARCHE GLOBALE SUR LA MUNICIPALITÉ....	135
FIGURE 20. DIAGRAMME DE SURFACE COMPARANT LE NOMBRE DE RÉFÉRENCES D'ENCODAGE DES EFFETS DE LA DÉMARCHE GLOBALE SUR LES POLITIQUES.....	139
FIGURE 21. DIAGRAMME DE SURFACE COMPARANT LE NOMBRE DE RÉFÉRENCES D'ENCODAGE DES FAIBLESSES DE LA DÉMARCHE GLOBALE.....	152
FIGURE 22. DIAGRAMME DE SURFACE COMPARANT LE NOMBRE DE RÉFÉRENCES D'ENCODAGE DES BÉMOLS CONCERNANT LA REPRODUCTIBILITÉ DE LA DÉMARCHE AILLEURS	161
FIGURE 23. LES ÉTAPES POUR COCRÉER UNE POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET PARTICIPATIF DANS UNE PETITE MUNICIPALITÉ RURALE	164

LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS

ACFAS :	Association canadienne-française pour l'avancement des sciences
AGIR :	Action Globale et Innovante pour la Réussite éducative au Bas-Saguenay
ASP :	Ateliers des Savoir Partagés
CDE :	Comité de Développement Économique
CRISES	Centre de recherche sur les innovations sociales
ICPC	Institut de la Concertation et de la Participation Citoyenne
IUCN	L'Union internationale pour la conservation de la nature
LAGORA	Laboratoire de recherche sur les Gouvernances Alternatives
MADA	Municipalité Amie des Aînés
MAMH	Ministère des Affaires Municipales et de l'Habitation
MEIR	Maîtrise en Études et Intervention Régionale
MITACS	Mathematics of Information Technology and Complex Systems
MRC	Municipalité Régionale de Comté
OBVQ	Organisme des Bassins Versants du Québec
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Économiques
ONU	Organisation des Nations-Unies
OTJ	Organisme de Terrain de Jeux
SLSJ	Saguenay–Lac-Saint-Jean
TIESS	Territoires Innovants en économie sociale et solidaire
TLM	Toujours Les Mêmes
UQAC	Université du Québec À Chicoutimi

REMERCIEMENTS

L'aboutissement de ce travail de recherche n'aurait pas été possible sans l'aide et le support d'un grand nombre de personnes, qu'il est à propos de remercier ici. Tout d'abord, je tiens à remercier Olivier Riffon de m'avoir donné l'opportunité de réaliser cette recherche et de poursuivre mon aventure au Québec, pour son écoute, sa patience, sa compréhension et la pertinence de ses conseils. Merci également à Sabrina Tremblay, qui a embarqué dans la direction de ce projet de recherche avec des conseils complémentaires et tout aussi pertinents.

Merci à la municipalité de Petit-Saguenay pour m'avoir fait confiance les yeux fermés et les bras ouverts. Merci à Corinne d'être sortie de sa zone de confort en étant ma partenaire d'animation. Merci à Philôme de se dévouer chaque jour pour l'avenir de son village et essayer de faire une différence à son échelle. Merci à Jean pour son dévouement, ses valeurs, ses émotions, ses chansons et tout ce qu'il a pu me partager au cours de ces deux dernières années. Merci aussi à Lisa, Mireille, Julien et Théo d'avoir égayé chacune de mes journées au bureau.

Merci au conseil municipal de Petit-Saguenay pour leur ouverture d'esprit, leur patience et surtout leur implication dans la vie politique

Je tiens à remercier l'ensemble des participant·e·s impliqué·e·s dans ma recherche, et plus particulièrement la communauté de Petit-Saguenay qui dès le premier jour a su m'accueillir chaleureusement, m'intégrer et se prêter volontiers aux jeux que je leur proposais.

Je remercie l'ensemble des équipes du Grand Dialogue et de LAGORA, pour leur accompagnement au cours de cette recherche et pour toutes les discussions qui ont alimenté mes réflexions. Merci à Véronique, Émilie, Delphine, Simon, Catherine et tous les autres.

Merci également aux nombreuses personnes avec qui j'ai eu l'occasion de collaborer dans le cadre de ce projet, notamment au sein des Ateliers des Savoirs Partagés. Leurs avis et leurs conseils ont grandement contribué à enrichir ma réflexion.

Je tiens également à remercier, pour leur appui financier, le programme de bourse MITACS et l'UQAC.

Merci à ma famille, à mes amis, et surtout à mes merveilleux colocataires dont le soutien et les encouragements n'ont jamais cessé tout au long de la réalisation de ce travail. C'est en grande partie grâce à eux que ce projet a pu aboutir.

Merci enfin à tous les acteurs et actrices de changement, qui travaillent à petite et à grande échelle pour une transition vers un monde meilleur pour tous·tes.

INTRODUCTION

Les collectivités québécoises font face à plusieurs défis complexes en ce début de 21^e siècle. Ces défis sont liés à des enjeux sociaux, économiques, environnementaux, ou encore de gouvernance. Nous parlons par exemple de crises globales comme les crises écologiques, sanitaires et démocratiques. Certains défis sont plus localisés, comme la décroissance démographique, le vieillissement de la population ou la vulnérabilité économique (Simard et al., 2016 ; Emelianoff et Laurent, 2005). Ces derniers sont particulièrement marqués dans les municipalités rurales qui se sont vu confier de plus en plus de responsabilités envers leur communauté, à la suite de la décentralisation des décisions (Fournis, 2023 ; Bonneau et al, 2020 ; Scalzo, 2016 ; Labelle, 2018). En effet, elles doivent plus que jamais gérer des domaines de compétences touchant au bien-être dans leur milieu, comme l'aménagement et l'urbanisme (efficacité énergétique des bâtiments, sécurité routière, mobilité, îlots de fraîcheur, etc.) ou le développement (dynamisme culturel, attractivité des entreprises, accès aux logements, etc.), qui durant la période keynésienne étaient sous la responsabilité de l'État (Allie, 2009 ; Vachon, 2009). Ces défis peuvent, dans certains cas, remettre en question la viabilité de certains modes de développement, voire la vitalité même des collectivités. Ainsi, les dirigeant·e·s municipaux·ales en milieu rural doivent faire preuve de créativité et d'efforts pour adopter des approches innovantes et affronter ces défis, pour attirer par exemple de nouveaux résident·e·s (Fédération canadienne des municipalités, 2018).

Le développement durable est souvent évoqué comme piste de solution pour aider les collectivités à faire face aux défis auxquels elles sont confrontées, d'un point de vue économique, social et écologique (Hamman, 2011). L'approche du développement durable peut en effet s'appliquer à l'échelle locale, notamment dans les municipalités (Gagnon, 2006 ; Theys, 2002). Pour

certain, la collectivité serait même l'échelle par excellence pour lutter et s'adapter aux changements climatiques, parce que c'est le niveau de gouvernance le plus près des gens. Cette proximité joue un rôle vital pour l'éducation et la mobilisation du public autour du développement durable (Prieur, 1993).

Conséquemment, partout dans le monde et dans divers contextes, des milliers de collectivités, de municipalités et de villes ont entrepris des démarches territoriales de développement durable, contribuant à la construction d'un nouveau courant de planification stratégique et territoriale, plus participatif et plus systémique. Ces démarches étant souvent volontaires, et devant l'absence de lignes directrices ou de règles d'application à l'échelle locale, divers instruments et processus de mise en œuvre sont utilisés pour guider la démarche de développement durable de ces collectivités (Riffon, 2016). Il peut être difficile pour les petites municipalités de s'y retrouver, surtout lorsqu'on parle de cocréation de politiques publiques impliquant une participation et une implication de différentes parties prenantes dans la prise de décision (Serval et al., 2022 ; Ferlie et al., 2003).

C'est dans ce contexte que Petit-Saguenay, municipalité identifiée comme dévitalisée par le gouvernement du Québec (Institut de la statistique du Québec, 2020), entreprend un projet de recherche en partenariat avec l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC) pour élaborer sa propre politique de participation citoyenne et de développement durable. La municipalité souhaite adopter une approche innovante qui vise à entendre et prendre en compte une diversité de voix, notamment celles des personnes généralement moins entendues ou écoutées (jeunes, aîné·e·s, agriculteur·rice·s, immigrant·e·s, etc.). Pour cela, des mécanismes qui se veulent ludiques, festifs et inclusifs sont testés sur le terrain, au sein d'une grande démarche de consultation, en partenariat avec le Grand Dialogue¹ pour la transition au Saguenay–Lac-Saint-Jean (ci-après nommé Grand Dialogue). Cette recherche vise à évaluer la pertinence de ces activités et de l'approche adoptée dans le cadre d'une démarche de cocréation de politiques publiques en milieu rural.

¹ <https://www.granddialogue-slsj.com/>

Le présent mémoire de recherche vise à comprendre l'utilité d'une approche participative dans une démarche de cocréation de politiques publiques dans une petite municipalité rurale en processus de transition socioécologique. Afin de développer l'objet d'étude, nous débutons par une mise en lumière de la problématique où nous présentons succinctement les enjeux de la démocratie représentative et participative, donnant naissance à des approches participatives émergentes dans les démarches municipales.

Par la suite, les objectifs et questions de recherche sont précisés. La recherche permettra de documenter 1) quelles sont les forces et faiblesses des différents mécanismes d'animation utilisés dans la démarche à l'étude ; 2) les facteurs favorisant la participation des publics les plus éloignés des espaces de discussions ; 3) les retombées perçues de la démarche par les parties prenantes et si cette dernière atteint ses objectifs et est répliquable. Nous présentons ensuite la municipalité de Petit-Saguenay, terrain d'étude de la démarche que nous allons évaluer. Cette démarche nous interpelait particulièrement par son échelle municipale, sa réalisation en milieu rural, sa volonté de transition et par la diversité d'acteur·rice·s et de parties prenantes mobilisée.

Le chapitre sur le cadre théorique présente les concepts en lien avec le sujet d'étude. Il présente d'abord la théorie autour des démarches participatives, leurs effets attendus, le processus classique et les facteurs qui favorisent la participation. Ensuite, il aborde les nouvelles approches en participation citoyenne, soit les approches inclusives, positives, prospectives, créatives, expérimentales et ancrées localement. Enfin, une partie de notre revue de littérature concerne la mise en œuvre de notre recherche, c'est-à-dire l'évaluation de démarches participatives. La fin de ce chapitre explique ce que l'on cherche à évaluer, le processus ou les effets, et comment réaliser l'évaluation.

Le cinquième chapitre explicite la méthodologie de recherche utilisée, ancrée dans le constructivisme. Nous avons réalisé une étude de cas en utilisant une approche qualitative et une posture praxéologique. La particularité de cette recherche est également d'avoir été réalisée dans

une approche de recherche-intervention, où l'étudiante-chercheuse est aussi une agente municipale à Petit-Saguenay. La collecte de données a été réalisée en utilisant l'observation directe lors des activités de la démarche à l'étude, le journal de bord du Grand Dialogue ainsi que des entrevues semi-dirigées auprès d'acteur·rice·s impliqué·e·s dans la démarche (porteur·euse·s de la démarche, participant·e·s, animateur·rice·s). L'analyse de cette information a été faite selon une approche d'analyse de contenu thématique. Ces stratégies de recherche nous ont permis d'étudier la réalité vécue des parties prenantes de la démarche.

La présentation des résultats débute par la présentation de la démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves* et ses résultats préliminaires. Ce chapitre présente les origines de la démarche, la planification et la communication. Il présente aussi le portrait d'implication des répondants aux entrevues semi-dirigées. Ensuite, un chapitre est dédié à l'analyse des forces et faiblesses des différentes activités selon leur type (formelle/informelle et en ligne/en personne/en extérieur) et le public qu'elles visent (homogène/hétérogène). Chaque force et faiblesse est présentée selon le bénéficiaire des effets. Ainsi, les résultats sont séparés en cinq sections : effets sur les participant·e·s, sur les politiques, sur le projet d'élaboration des politiques, sur la municipalité et sur les animateur·rice·s. Ce chapitre se base sur la grille d'analyse des animations (annexe 4). Une analyse des forces des animations conclut le chapitre en mettant en lumière l'existence de « moments magiques » et de mécanismes d'animation transversaux. Le huitième chapitre présente, lui, les facteurs de participation identifiés pour la démarche à l'étude. Les approches participatives adoptées dans cette démarche sont analysées et mises en relation avec les facteurs de participation pour montrer les impacts de celles-ci sur le taux de mobilisation. Le neuvième chapitre présente les retombées de la démarche au global, à la différence des effets de chaque activité. Ensuite, ces retombées sont comparées aux objectifs de la démarche et aux moyens mis en œuvre pour évaluer l'efficacité et l'efficience de cette dernière. Enfin, le dernier chapitre de résultats présente les limites de la démarche : limites procédurales, limites d'atteintes d'objectifs, risques intrinsèques et menaces externes. Ensuite, les raisons pour lesquels répliquer la démarche sont détaillées, ainsi que les conditions d'une telle reproductibilité.

CHAPITRE 1 PROBLÉMATIQUE DE RECHERCHE

Ce premier chapitre va nous permettre de comprendre pourquoi avoir choisi d'étudier la démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves* dans notre recherche. En fait, cette étude de cas unique va nous permettre d'apporter des réponses à une problématique plus globale. En effet, la démarche de participation à l'étude est sous-tendue par un contexte de crise démocratique où la participation citoyenne a ses limites et où de nouvelles approches participatives sont utilisées dans les démarches de cocréation de politiques publiques dans les petites municipalités rurales du Québec. La question de recherche et les objectifs spécifiques qui ont balisé notre cheminement découleront de cette problématique. Nous expliquerons également en quoi nous considérons cette recherche comme pertinente, tant d'un point de vue scientifique que social, en revenant sur le contexte dans lequel elle s'inscrit.

1.1 CRISE DÉMOCRATIQUE : DÉMOCRATIES REPRÉSENTATIVES ET PARTICIPATIVES

Le mot démocratie tient ses origines du grec, formé de *dêmos* (« peuple ») et de *kratos* (« pouvoir »). On parle donc de pouvoir du peuple. Abraham Lincoln², aurait même déclaré que la démocratie était « le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple » (Mercier et Duhamel, 2005, p.15). Plusieurs formes de régimes démocratiques existent. La démocratie est dite

² Abraham Lincoln (1809-1865) est le seizième président des États-Unis, élu à deux reprises, en novembre 1860 et en novembre 1864. Il est le premier président républicain de l'histoire du pays.

« directe » lorsque les citoyens exercent directement leur pouvoir en prenant, par exemple, des décisions à main levée lors d'assemblées (Mercier et Duhamel, 2005). La démocratie représentative est un régime dans lequel les citoyens choisissent des représentants pour exercer le pouvoir en leur nom (Goujon, 2015 ; Mercier et Duhamel, 2005). C'est le cas du gouvernement québécois dans lequel les électeurs élisent des députés qui agiront au nom de leur circonscription à l'Assemblée nationale. L'idée que le peuple a besoin de représentants pour se gouverner est présente dès l'Antiquité et repose sur l'argument de la nécessité de désigner les gouvernants les plus aptes, par leur qualité ou par leur origine, pour diriger les affaires de la cité (Goujon, 2015).

Dans un cahier spécial du 18 novembre 2023³, le journal *Le Devoir* fait la promotion de *l'État du Québec 2024*, le nouveau recueil de texte de l'Institut du Nouveau Monde (INM) sur la démocratie. Cet ouvrage propose une réflexion quant aux choix politiques possibles face à la crise de la démocratie contemporaine et propose des pistes de solutions. « La confiance dans les institutions diminue, les médias en arrachent, le clivage des opinions nous dresse les uns contre les autres, le harcèlement des élus atteint des sommets... plusieurs signaux nous indiquent que les démocraties se portent moins bien » selon Josselyn Guillarmou, codirecteur de l'ouvrage (Venne, 2023, p.1). De nombreux autres auteurs appuient ce constat et soulèvent notamment une baisse des taux de participation aux élections sur le territoire québécois à cause d'une perte d'intérêt et de confiance envers les instances politiques (Fournis, 2023 ; Michels, 2011 ; Cain et al., 2006). Nous assistons ainsi à une désaffection des citoyen·nes pour les outils de démocratie représentative (Lamoureux, 2008). Cette désaffection est révélatrice des transformations, des enjeux et des rapports de force qui agitent l'ensemble social québécois depuis les années 1960 (Lash, 1976). Par exemple, « l'adhésion des jeunes à la démocratie pâtit de l'incapacité apparente des gouvernements élus à lutter décisivement contre les changements climatiques » (Venne, 2023, p.1). Certains militants passent donc de l'écoanxiété à la désobéissance civile (Venne, 2023).

³https://www.ledevoir.com/documents/cahier_special/pdf/a103a41f6bd778fb331e94fa77effe8d463d5c8f.pdf

Toutefois, Albertini (2014) appelle à la précision dans l'évocation d'une crise moderne de la démocratie. Selon lui, plutôt que la mise en cause du principe même de représentation, c'est la critique de l'exclusivité de la représentation électorale qui est pointée dans cette crise. L'ajout de la participation citoyenne à la décision coïncide donc avec le début d'un processus de déconsolidation des démocraties représentatives. Plusieurs auteurs suggèrent d'ouvrir le système politique aux citoyens afin de remédier à la démobilitation citoyenne et à la perte de confiance dans les institutions politiques (Serval et al., 2022 ; Hansotte, 2021 ; Carrel, 2013 ; Bherer 2008). Les autorités publiques sont contraintes désormais de recourir à d'autres modalités de prise de décision afin d'éviter, de contourner ou de canaliser les conflits avec leur population. En effet, la participation citoyenne est souvent appréhendée comme un moyen de développer la cohésion sociale, de reconstruire du lien et de favoriser l'inclusion des populations les plus éloignées des institutions (Institut du nouveau monde, 2015 ; Carrel, 2013).

La démocratie participative est un « projet politique qui propose d'aménager des espaces de participation hors des dispositifs électoraux traditionnels », selon Bherer (2008, p.167). Dans sa forme actuelle, la démocratie participative ne serait donc pas un modèle politique concurrent à la démocratie représentative, ni un projet donnant un pouvoir décisionnel explicite aux citoyens, mais bien l'aménagement d'espaces qui permettent aux citoyens de « co-produire » la décision publique avec les gouvernants (Bherer, 2008). Nous observons d'ailleurs la formation de mouvements sociaux, dont le dénominateur commun est la revendication à participer à l'élaboration des politiques publiques (Riffon, 2016 ; Bennour, 2006). Le fonctionnement des institutions doit évoluer pour permettre à des modes ascendants d'élaboration des politiques publiques de se développer, en s'appuyant sur l'expertise des citoyen·ne·s et la codécision, selon plusieurs auteurs (Carrel, 2013 ; Sintomer, 2007).

Toutefois, ce concept soulève un certain scepticisme dans la littérature selon Sintomer (2007). Certains chercheurs se demandent comment réussir à concilier la participation des citoyens et le principe de la représentation, d'autres s'interrogent sur la portée démocratique d'un tel projet si la décision ultime appartient toujours aux décideurs, enfin, on s'inquiète parfois des possibles

dérives (accaparement, exclusivité, culture du refus, rejet systématique des projets de développement ou de changement). Bherer (2008) affirme que la jeunesse et l'hétérogénéité des expériences de participation citoyenne mises en place depuis une trentaine d'années peuvent expliquer une part du scepticisme qui existe à son égard.

1.2 ENJEUX ET DÉFIS DE LA PARTICIPATION CITOYENNE

Dans son sens large, la participation citoyenne fait référence à l'engagement ou à la contribution de chacun et chacune pour l'intérêt commun (Mercier, 2009). Dans la littérature scientifique, de nombreuses définitions de la participation citoyenne existent. Aucune définition de la participation citoyenne ne semble encore faire consensus. Selon l'Institut du Nouveau Monde (INM) (2018), c'est l'exercice et l'expression de la citoyenneté à travers la pratique de la participation publique, de la participation sociale et de la participation électorale (figure 1). La citoyenneté est un concept polysémique, qui varie d'un pays à l'autre et d'une époque à l'autre (Xypas, 2003). Ce serait avant tout un idéal issu de l'antiquité gréco-romaine : serait citoyen celui qui participerait au pouvoir, qui respecterait l'ensemble des droits et des devoirs qui le lie à un État et ses habitants, ou encore qui ressentirait un sentiment d'appartenance et un désir de vivre ensemble au sein d'une communauté (Xypas, 2003). La participation citoyenne est donc la mise en place de processus permettant aux citoyens et citoyennes d'une communauté de prendre part au processus de décisions collectives, de s'engager bénévolement dans leur collectivité, d'exercer leur droit de vote et de se porter candidats (INM, 2018).



Figure 1. Définition de la participation citoyenne

(Source : tiré de l'INM dans la politique de participation citoyenne de la ville de Rosemère, 2018, p.5)

Selon Michels, la participation citoyenne est « un élément important de la citoyenneté démocratique » dans de nombreux pays (2011, p.276). Dans le même esprit, Carrel affirme que la participation citoyenne pourrait être l'un des leviers les plus efficaces pour régénérer la démocratie, toujours en chantier (2013). En fait, la participation citoyenne locale est de plus en plus considérée comme un élément important de la citoyenneté démocratique (Bresson, 2022 ; Michels, 2011), chose que le gouvernement du Québec reconnaît lui-même dans sa politique. En effet, dans la Politique nationale de l'architecture et de l'aménagement du territoire publiée le 6 juin 2022, le gouvernement souligne l'importance d'avoir des communautés dynamiques et authentiques partout sur le territoire. L'atteinte de cet objectif nécessiterait notamment de « favoriser la concertation de toutes les parties » (Gouvernement du Québec, 2022, p.24).

Les pratiques participatives répondent à l'incapacité des seuls experts à apporter des solutions durables aux problématiques vécues par une communauté (Riffon, 2016 ; Hamel, 1991). Les citoyens peuvent effectivement fournir des connaissances qui surpassent les connaissances académiques. Ces savoirs sont de trois types : d'usage (expérience du territoire), techniques (compétences dans un domaine) et militants (habiletés politiques) (Nez, 2011). De plus, cette co-construction permet de cibler les enjeux qui sont réellement significatifs pour la population cible (Chu et al., 2016 ; Makuch et Aczel, 2020). Plus généralement, on attend aussi des dispositifs participatifs qu'ils accroissent la transparence de l'action administrative, la circulation des informations et le respect des droits des usagers.

Selon Michels, « depuis quelques décennies, nombreux sont les pays qui organisent de plus en plus des référendums, des forums citoyens, des jurys citoyens, des modalités de gouvernance collaborative, de budgétisation participative et d'autres modèles dans lesquels les citoyen·nes peuvent intervenir de manière plus directe » (2011, p.276). Des structures « plus proches de la

base » se créent, comme des comités de quartier (Riffon, 2016 ; Mathieu et Guermond, 2005). De multiples initiatives se sont ainsi déployées au sein des collectivités locales. Les villes en particulier ont développé une « offre » variée de dispositifs participatifs ayant des formes et des fonctions très diverses (Avenel, 2017, p.56 ; voir aussi Avenel, 2013).

Toutefois, les individus sont aujourd'hui souvent engagés sur le plan cognitif ou affectif, sans être engagés sur le plan comportemental (Boga Agodio, 2022 ; Martyn et Dimitra, 2019). Ils s'intéressent à des questions politiques ou civiques, ont des connaissances, des opinions ou des sentiments, mais sans pour autant agir. On assisterait donc à une désaffection générale de la population envers les outils de démocratie représentative, mais il n'y aurait pas non plus une grande mobilisation envers les outils de démocratie participative (Lamoureux, 2008). La mobilisation des citoyens et citoyennes est un des défis des démarches de participation citoyenne, mais ce n'est pas le seul.

Un des enjeux les plus complexes et les plus fréquemment identifiés serait la représentativité (OCDE, 2020 ; Carr et Halvorsen, 2001). Très souvent, les personnes participantes aux activités ne sont pas vraiment représentatives de la communauté en général (Lamoureux, 2008). C'est-à-dire que les démarches participatives ont tendance à occulter les points de vue et les besoins des groupes culturels minoritaires et des jeunes (OCDE, 2020 ; Michels, 2011 ; Daquino, 2007). Selon l'équipe du Centre Morris J. Wosk, c'est le manque de temps et de ressources des organisateur·rice·s qui serait le principal obstacle à « la réalisation d'une mobilisation complète et équitable du public » (Centre Morris J. Wosk, 2020, p.23). « La caricature d'assemblée peu nombreuse composée de retraités blancs mieux insérés que la moyenne est malheureusement souvent vraie » (Livet, 2017, p. 32). Cette problématique est communément appelée le cercle des « toujours les mêmes (TLM) » (Rousselet, 2020 ; Avenel, 2017 ; Commune de Laillé, 2016). Le phénomène des TLM souligne que l'on retrouve souvent les mêmes personnes impliquées et mobilisées dans les différentes actions collectives et dans la vie municipale d'un village par exemple (Bonneau et al., 2020 ; Motoi et al, 2013).

1.3 CRISE DÉMOCRATIQUE DISCRÈTE ET TRANSITIONS DANS LES MUNICIPALITÉS RURALES

Nous avons vu que l'État et les centres urbains se dotent de plus en plus de dispositifs participatifs, mais qu'en est-il des municipalités rurales éloignées dans un contexte de transition ? Selon une étude de Fournis (2023) sur la place des élus dans les territoires ruraux présentée au colloque Habiter Autrement, on assiste à une « crise démocratique discrète » dans les municipalités des territoires non centraux (s.p.). Cette crise démocratique en région peut être illustrée par le peu de candidats aux postes de conseillers municipaux lors des dernières élections. On parle de crise discrète notamment parce que « les municipalités sont souvent 'sous-valorisées' dans des débats publics qui survalorisent l'État (Divay, 2010, p. 335) » (Fournis, 2023, s.p.). De plus, les élus sont souvent négligés en développement territorial (Chiasson, 2000, Lachapelle et Bourque, 2020) et les élus ruraux sont encore moins étudiés que les élus nationaux (Boisvert, 2009), selon Fournis (2023). Or, les élus tiennent une place importante dans la politique locale puisqu'ils sont proches des citoyens et citoyennes, d'autant plus dans les petites collectivités rurales (Fournis, 2023). Le contexte de participation citoyenne est donc différent à cette échelle.

En outre, l'augmentation des responsabilités des municipalités et la stagnation des ressources font en sorte que le municipal est un foyer de politique caractérisé par de plus en plus de tension (Lesemann, 2001). Fournis (2023) parle de l'élargissement des missions municipales comme un « passage à une fonction politique de construction d'un milieu de vie complet » (s.p.). Cette transition des politiques municipales se caractérise aussi par le passage d'un mode léger de coordination à un mode plus durable et actif de mobilisation des leaders locaux des différents secteurs-champs (Fournis, 2023). Ainsi, la participation citoyenne, même portée par une véritable volonté politique, est soumise à de nombreux défis dans cette vaste mission d'encadrement (création

de politiques publiques et plans d'action) qu'ont les municipalités, manquant d'outils et naviguant parmi les multiples manières de faire existantes (Fournis, 2023 ; Avenel, 2017 ; Lamoureux, 2008).

Enfin, au-delà de la transition de la mission des municipalités et de leur politique, les territoires eux sont aussi en transition. En effet, sur les territoires ruraux, une transition économique et écologique est nécessaire puisque ce sont « les deux racines des régions ressources » (Fournis, 2023, s.p.). Les petites municipalités rurales doivent donc repenser leur économie sur des bases locales et prendre en compte l'écologie (Fournis, 2023). D'ailleurs l'auteur souligne l'apparition de « nouveaux espaces pour la prise en compte de la notion de transition socioécologique par les personnels élus relativement originaux » (s.p.).

1.4 DES APPROCHES PARTICIPATIVES RENOUVELÉES À ÉVALUER

Selon Sintomer (2007), il faut sortir des espaces de débat traditionnels pour articuler la parole individuelle et privée avec une parole collective et publique des habitants. Nous le verrons dans notre revue de littérature, pour assurer la participation du plus grand nombre de personnes et sortir du cercle des TLM, de nombreuses techniques de mobilisation existent (Hansotte, 2020 ; OCDE, 2020 ; Rousselet, 2020 ; Avenel, 2017 ; Livet, 2017). Ainsi, depuis les dernières décennies, de nouvelles approches de participation citoyenne émergent dans la littérature et sur le terrain. Les approches émergentes que nous avons identifiées favorisent la création de liens sociaux, touchent l'inclusion, l'ouverture d'esprit et d'espace, le contexte local, le tissu associatif, les approches positives et prospectives, l'art et la culture, ainsi que le ludique et l'expérimentation.

Plusieurs auteurs soulignent la possibilité de favoriser la création de liens sociaux lors des activités de participation citoyenne dans une municipalité. Selon eux, les projets d'animation citoyenne doivent prendre en considération que ces activités combinent deux fonctions : l'une étant de se réunir, et l'autre étant de répondre à des objectifs (Robinson et al., 2021 ; Sénéchal et al.,

2021). Ces activités permettent notamment de rompre l'isolement social en plus d'être une occasion qui favorise les échanges entre la population néo-québécoise et native permettant ainsi l'adaptation réciproque et le développement de compétences (Frozzini et al., 2019). Le réseautage permet d'augmenter le sentiment d'appartenance, de satisfaire les besoins sociaux de certaines personnes et de favoriser un bon climat de travail (Collin, 2016 ; Korfiatis et Petrou, 2021 ; Robinson et al., 2021). Par le fait même, ces interactions permettent la discussion entre divers groupes, dont des interactions intergénérationnelles et entre différentes cultures (Makuch et Aczel, 2020 ; Percy-Smith, 2006). La création de liens sociaux peut se faire au travers d'activités plus attrayantes. Par exemple, des activités comme une balade collective se veulent pertinentes pour préserver l'attention des participants, mais également pour faire émerger de nouvelles réflexions (Laplace-Treytore et Douence, 2019 ; Makuch et Aczel, 2020). Les activités participatives en urbanisme sont particulièrement propices à ce genre d'originalité. Nommons par exemple la campagne *Share an Idea*, une invitation aux résidents à exprimer leurs idées sur les aménagements futurs dans la ville de Christchurch en Nouvelle-Zélande. Un total de 106 000 propositions a été récolté grâce à des écrits laissés sur un mur du centre-ville (Juillet et al., 2015).

Ensuite, de plus en plus de guides en matière de participation citoyenne préconisent de porter une attention particulière aux bonnes pratiques d'inclusion. Par exemple, des stratégies existent pour faciliter la prise de parole lors des animations. La possibilité de grouper les individus ayant vécu les mêmes expériences dans le but de créer un espace sécuritaire permet de limiter les rapports de pouvoir qui peuvent survenir dans les groupes et qui limitent la portée de la voix des groupes minoritaires (Godrie et al., 2018 ; Percy-Smith, 2006 ; Sénéchal et al., 2021). Selon certains auteurs, la mixité de catégories de personnes n'assure pas nécessairement une plus grande participation ou un plus long engagement, particulièrement chez les groupes marginalisés. Il peut donc être important de porter attention aux groupes cibles lors du recrutement pour les activités d'animation (Sénéchal et al., 2021). En outre, la participation à certaines animations peut être riche en émotion. Des mécanismes peuvent aussi être établis pour permettre l'expression des émotions lors des activités plus difficiles (Bauer et al., 2019 ; Ferdman, 2013). Certains auteurs conseillent de s'associer avec

des organismes locaux existants pour plus d'efficacité et pour faciliter la mobilisation des individus. Les organismes sur place connaissent bien les communautés visées et peuvent être un levier pour faciliter l'intégration (Chu et al., 2016). Cette tendance est particulièrement remarquable chez les jeunes (Flanagan et Levine, 2010 ; Makuch et Aczel, 2020). En effet, de plus en plus d'initiatives de participation citoyenne mobilisent les jeunes au travers des écoles. C'est par exemple le cas de l'atelier jeunesse organisé par le CEUM sur le réaménagement des pourtours de la station de métro Beaubien, dans l'arrondissement de Rosemont–La Petite Patrie, à Montréal (Juillet et al., 2015).

En outre, l'intérêt pour les sujets d'étude peut aussi être favorisé par de la recherche-intervention en partenariat avec des organisations de la communauté (Montoya et al., 2021). C'est le cas de la grande consultation menée auprès des jeunes Charlevoisiens et Charlevoisiennes par le Réseau culturel d'initiatives collectives (RCIC) pour les mobiliser quant à l'amélioration de leurs conditions de vie. Au total, 116 jeunes âgés de 12 à 35 ans participent à la démarche entre 2013 et 2016. Il y a eu sept groupes de discussion, une analyse collective, la validation des résultats, et leur diffusion au moyen d'une pièce de théâtre montée par un groupe de jeunes participants. Cette approche créative fait aussi partie des nouvelles expériences en termes de participation citoyenne (Juillet et al., 2015).

Enfin, de nombreux auteurs conseillent d'utiliser le visuel et l'imaginaire en participation citoyenne. Nelson et Stolterman soutiennent l'utilisation de la « pratique du design », soit le fait d'imaginer ce qui n'existe pas encore avant de le créer (Marques Leitão et Marchand, 2018). Le caractère projectif de l'imagination, contrairement à la fantaisie qui est dissociée des actions, a tendance à davantage mobiliser l'initiative collective (Appadurai, cité par Marques Leitão et Marchand, 2018). L'élaboration d'activités métaphoriques facilite l'imagination et permet de laisser des traces écrites, comme des carnets de balade ou des albums photos (Laplace-Treyture et Douence, 2019). L'utilisation de métaphores permet également d'articuler et d'approfondir des idées particulières (Percy-Smith, 2006). La démarche du Grand Dialogue pour la transition socioécologique du Saguenay–Lac-Saint-Jean utilise cette approche projective stimulant l'imaginaire.

Le Grand Dialogue est une initiative citoyenne de transformation sociale. Leur objectif est de mobiliser tous les citoyen·ne·s intéressé·e·s à co-construire une feuille de route pour la transition socioécologique au Saguenay–Lac-Saint-Jean, du Nord du Lac jusqu'à Petit-Saguenay. Pour y arriver, les personnes impliquées créent des espaces de discussion et de réflexion autour de la vision du territoire pour identifier ses défis, ses forces et les aspirations de chacun. Chaque personne résidant dans la région est invitée à participer au dialogue. Il s'agit, selon l'équipe du Grand Dialogue, « d'une proposition audacieuse, risquée et nécessaire pour faire face, collectivement, aux nombreux enjeux globaux et régionaux du 21^e siècle » (Grand Dialogue régional pour la transition, 2023). Cette initiative se fait en collaboration avec le collectif de recherche LAGORA de l'UQAC, sous la supervision du professeur-chercheur Olivier Riffon.

En parcourant la littérature scientifique sur la participation citoyenne, il nous est apparu que certains principes avancés par Van Den Hove (2001) pouvaient entrer en contradiction avec les approches de participation citoyenne nommées ci-dessus. Par exemple, « si l'interaction entre intérêts opposés est faible, le risque existe que l'approche participative ne soit pas créatrice de solutions nouvelles ou originales et, en ce sens, que le processus soit peu constructif » (Van Den Hove, 2001, p.31). Ainsi, l'intervention dans des espaces de rencontre existants, auprès de groupes citoyens ayant des intérêts communs, limiterait peut-être l'innovation. Il en va de même pour les mécanismes d'animation demandant une interaction avec un dispositif physique de récolte de données. « Participer ne suffit pas, encore faut-il être suffisamment éduqué sur le problème lui-même et sur le processus communicationnel en général pour pouvoir effectivement dialoguer » (Van Den Hove, 2001, p.30). Selon Daquino, « la construction théorique et pratique de la participation [est] à poursuivre, en associant mieux la longue et riche connaissance expérimentale à une littérature théorique croissante, mais dispersée. » (Daquino, 2007, p.4) Les mécanismes d'animation conçus pour des démarches participatives considérées comme émergentes ou informelles doivent donc faire l'objet d'évaluations, car le projet participatif est loin d'avoir atteint sa maturité politique (Bherer, 2008)

Finalement, certains organismes et municipalités tentent de mettre en œuvre des démarches de participation citoyenne avec des approches plus ludiques et rassembleuses, mais rares sont celles qui ont été soumises à des évaluations. Dans le cas des petites municipalités rurales, cela peut s'expliquer par leur manque de moyens, mais aussi par le fait que l'évaluation de mécanismes participatifs est être un exercice plutôt complexe (Rey-Valette et al., 2018). Il serait donc intéressant de définir, mais aussi d'évaluer la pertinence et l'utilité des mécanismes participatifs mis en œuvre dans des démarches avec des approches participatives émergentes. La démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves* nous paraît offrir une belle occasion pour étudier ce genre de mécanismes d'animation, puisqu'elle mobilise à elle seule une bonne variété de mécanismes différents, sur un territoire bien défini.

1.5 QUESTION ET OBJECTIFS DE RECHERCHE

Dans notre cas d'étude, le contexte rural et l'intérêt envers la transition socioécologique du conseil municipal de Petit-Saguenay sont importants. Nous avons à cœur de remettre la démarche en perspective des enjeux et besoins du territoire, et de la société québécoise en général. Ainsi, pour cette recherche, l'utilité (rapport enjeux/résultats) semble le registre d'évaluation le plus adéquat d'étudier, puisqu'elle va au-delà de l'efficacité, c'est-à-dire au-delà de la comparaison des objectifs fixés au début de la démarche avec les résultats obtenus. Le registre de l'efficience est aussi pertinent pour évaluer la faisabilité d'une réplique de la démarche ailleurs. Une définition plus approfondie des registres d'évaluation se trouve dans notre revue de littérature.

Les réflexions basées sur la littérature et sur la démarche menée à Petit-Saguenay proposeront des éléments de réponse à la question de recherche : « Quelles sont les approches participatives les plus utiles dans une démarche de cocréation de politiques publiques dans une petite municipalité rurale en processus de transition socioécologique ? ». Les sous-questions qui la sous-tendent sont : est-ce que certaines approches favorisent la participation des publics les plus éloignés

des espaces de discussions ? Quelles sont les forces et faiblesses des différents mécanismes d'animation utilisés dans ces approches ? Est-ce que la démarche atteint ses objectifs et est répliquable ?

La finalité de cette recherche est d'évaluer l'utilité de la démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves* dans ses objectifs de rejoindre un maximum de citoyen·nes et de favoriser ainsi la mobilisation dans le village. L'analyse sera davantage centrée sur l'expérience vécue par les parties prenantes (effets), que sur les mécanismes en eux-mêmes (processus). Dans un cadre plus global, cette recherche contribuera à l'amélioration des mécanismes participatifs du Grand Dialogue, en considérant les enjeux d'un milieu rural dévitalisé, pour affiner leurs futures animations réalisées à l'échelle régionale.

Les objectifs spécifiques sont :

- Identifier les forces et faiblesses de chaque type de mécanismes d'animation évalués au sein de la démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves*.
- Identifier les facteurs de participation qui semblent motiver les personnes habituellement éloignées des espaces de discussion ou de décision, notamment au travers des approches adoptées.
- Mesurer l'efficacité (atteintes des objectifs) et l'efficience (rapport moyens/résultats) de la démarche « Créer le Petit-Saguenay de nos rêves ».

1.6 PERTINENCE SCIENTIFIQUE

Depuis les années 1990, les dispositifs de participation se sont multipliés à différentes échelles territoriales (Rey-Valette et al., 2018). Pourtant, force est de constater qu'un investissement est rarement consenti par les initiateurs, notamment les collectivités, pour évaluer par la suite ces dispositifs. L'évaluation est un outil important que toute organisation devrait utiliser, entre autres afin

de démontrer son sens des responsabilités, ses succès et même ses échecs (Zarinpoush, 2006). Rowe et Frewer (2004) sont les premières à dénoncer un manque d'études structurées sur l'analyse d'approches participatives dans la littérature. Il s'avère que de nombreux angles morts scientifiques existent dans ce domaine. En effet, « la participation a surtout été étudiée à l'intérieur de contextes formels (Kilpatrick, 2009 ; Kenny et al., 2013) » (Bonneau et al., 2020). Or, selon Van Den Hove (2001), les approches informelles sont intéressantes pour permettre aux acteur·rice·s de se délester d'un cadre et mieux progresser dans leur dialogue.

À l'exception de rares travaux basés sur l'analyse d'une centaine de dispositifs différents (Beuret et Cadoret, 2010 ; Beierle et Cayford, 2002), les évaluations concernent en général un seul dispositif et reposent sur des entretiens semi-dirigés auprès d'un nombre de personnes restreint (Rey-Valette et al., 2018). La diversité d'activités dans notre cas constitue un intérêt pour l'évaluation au sens où elle permet de bénéficier d'un large panel de dispositifs et donc de comparaisons possibles.

En outre, la plupart des critères d'évaluation discutés dans la littérature portent généralement sur l'efficacité d'un processus plutôt que la mesure de ses effets (Rowe et Frewer, 2004). De nombreux autres travaux, depuis l'étude de Rowe et Frewer, soulignent la rareté de l'évaluation des effets des dispositifs participatifs (Rey-valette et al., 2018 ; Font et al., 2016 ; Mermet et Salles, 2015 ; Rey-valette et Mathé, 2012). De plus, lorsqu'on parle d'évaluation du processus, l'accent est généralement mis sur les mêmes critères, c'est-à-dire la représentativité des participant·e·s, la transparence et la traçabilité des débats (Rey-Valette et al., 2018), alors qu'il en existe une multitude. Ainsi, « l'absence d'évaluation des effets de la participation pose un problème à ceux qui doivent justifier la pertinence des processus participatifs, auprès des décideurs » (Rey-Valette et al., 2018, p.7), alors que les évaluations devraient faire partie inconditionnellement d'un processus participatif tant les retombées sont importantes.

1.7 PERTINENCE SOCIALE

Comme nous venons de le voir, il est parfois difficile de justifier la pertinence des processus participatifs auprès des décideurs-euses. Cependant, les effets connus et attendus des démarches participatives semblent nombreux sur le plan social, notamment dans les milieux ruraux considérés comme dévitalisés : meilleure compréhension entre l'administration et l'usager d'une politique publique, construction d'une perception commune, création d'un milieu dialoguant et de coopération, réappropriation d'un pouvoir d'agir collectif et individuel, contribution à la vitalité des communautés et levier de sortie de crise (Hansotte, 2021 ; Lee 2016 ; Lesueur-Elineau et al., 2016 ; Bouni et al., 2014 ; Jean, 2014 ; Gourgues, 2012 ; Beuret et Cadoret, 2010 ; Blondiaux, 2007 ; Daquino, 2007).

Ainsi, si l'évaluation de la démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves* s'avère positive, ce serait l'occasion de diffuser un exemple concret de démarche dans d'autres communautés rurales qui pourraient s'en inspirer. Cela permettrait d'inciter des conseiller-ère-s municipaux à planifier ce genre de démarche dans des petites municipalités rurales en transition et de faciliter la tâche des agents de développement pour la mettre en œuvre. Il serait même imaginable d'élaborer un guide de recommandations pour répliquer la démarche dans d'autres municipalités rurales du Québec. Cette dernière proposition est un élément prospectif.

Somme toute, c'est donc la population des territoires ruraux qui pourra en bénéficier si l'étude permet l'amélioration des pratiques de participation citoyenne en matière de planification. En effet, si la démarche s'avère être un succès, cela voudrait dire qu'elle aura permis à la collectivité de renforcer son pouvoir d'agir et de favoriser l'inclusion des populations les moins favorisées ou les plus éloignées des institutions. Si l'on reprend les mots d'Avenel, « la prise en compte de la parole de ces personnes est au cœur d'une transformation du regard porté sur elles et d'une société réellement inclusive » (2017, p.52). Or, le dernier rapport du GIEC souligne clairement le rôle important de la justice sociale, de l'inclusion et de l'équité dans l'adaptation au changement climatique (Brun et Bostvironnois, 2022).

CHAPITRE 2 CADRE CONCEPTUEL

Pour appuyer notre problématique, cadrer notre méthodologie et favoriser l'atteinte de nos objectifs de recherche, plusieurs concepts doivent être préalablement définis. Ce deuxième chapitre vise ainsi à présenter les définitions opérationnelles et plus récentes études sur les différents concepts et notions mobilisés de cette étude. Pour savoir quoi évaluer dans la démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves*, il faut tout d'abord comprendre les effets attendus des démarches traditionnelles de participation citoyenne et leurs processus, notamment dans les milieux ruraux. Les facteurs de participation connus seront aussi présentés. Enfin, une partie sera consacrée aux évaluations de démarches participatives et la mise en œuvre de ces évaluations.

2.1 LES DÉMARCHES DE PARTICIPATION CITOYENNE

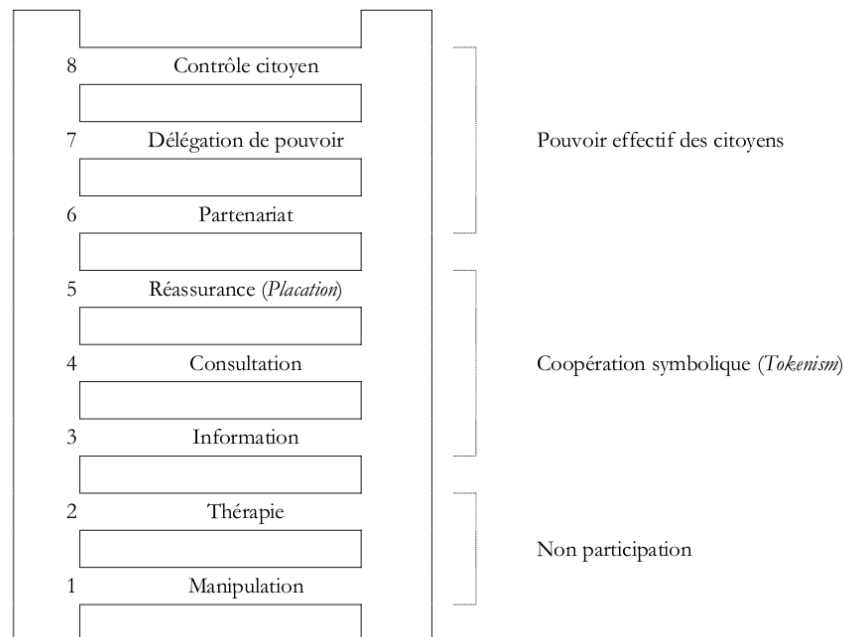
Cette partie présente la littérature relative aux effets et processus des démarches de participation en milieux ruraux, dans une perspective de co-élaboration de politiques publiques. Nous aborderons aussi les facteurs qui favorisent la participation. Il convient tout d'abord de rappeler brièvement ce qu'elle la participation citoyenne.

2.1.1 LA PARTICIPATION CITOYENNE

L'idée même de participation citoyenne peut, au même titre que le concept de citoyenneté, varier selon les personnes ou les groupes. C'est pourquoi on en discerne et en utilise différents niveaux, d'une implication limitée du participant jusqu'à un fort engagement (IUCN, 2010). La

conception d'une échelle de participation citoyenne à plusieurs niveaux la plus citée dans la littérature est celle de la sociologue américaine Sherry Arnstein créée en 1969 (figure 2).

Figure 2. Les huit échelons sur l'échelle de participation citoyenne



(Source : Arnstein, 1969, p.3)

Chaque barre mesure le pouvoir du citoyen sur le processus décisionnel. À mesure que l'on gravit les barreaux, on s'élève d'un niveau moins participatif à un niveau plus participatif. Au bas de l'échelle (échelons 1 et 2) figurent la manipulation et la thérapie, deux approches qu'Arnstein catégorise comme de la « non-participation », que certains confondent avec la vraie participation. « Leur objectif en réalité n'est pas de permettre aux gens de participer, mais de permettre à ceux qui ont le pouvoir de les « éduquer » ou de les « guérir » » (Arnstein, 1969, p.3). Aux échelons médians (échelons 3, 4 et 5), elle regroupe l'information, la consultation et la participation accessoire à des comités dans la catégorie de coopération symbolique (*tokenism*). Ces niveaux de participation permettent à ceux qui n'ont pas le pouvoir d'entendre et de se faire entendre à travers la consultation. Toutefois, le pouvoir reste entre les mains des décideurs·euse·s. Au sommet de l'échelle (échelons

6, 7 et 8) se trouvent le partenariat, la délégation de pouvoir et le contrôle citoyen regroupés sous la catégorie « pouvoir effectif des citoyens ». Les citoyen·ne·s peuvent nouer des partenariats qui leur permettent de négocier et d'engager des échanges avec les détenteurs traditionnels du pouvoir. Depuis, de nombreux organismes se sont approprié cette échelle pour créer leur propre spectre de la participation citoyenne (OBVQ, 2019 ; IAP2, 2018).

Pour d'autres auteurs comme Rowe et Frewer (2004), la participation citoyenne est un concept plus restreint et moins nuancé, en ce sens que si un mécanisme transmet de l'information aux citoyen·ne·s sans qu'il·elle·s puissent contribuer en soi, c'est alors de la « communication » et non de la « participation » (p.515). Donc lorsqu'on parle de participation, il y a forcément un apport des participant·e·s, peu importe leur niveau d'influence dans le processus décisionnel. Dans cette recherche, nous nous situons dans un contexte où les élu·e·s prennent les décisions finales. Nous sommes majoritairement à une échelle « d'implication » ou de « consultation », selon l'échelle d'Arnstein, dans un contexte d'échanges et de discussions ouvertes. Ainsi, nous utiliserons la notion de consultation de façon large comme le fait d'engager un dialogue sur un projet ou une politique. Les termes de consultation, concertation et participation sont donc assimilés et nous parlerons ici de façon générique de dispositifs participatifs.

2.1.2 LES EFFETS D'UNE DÉMARCHE DE PARTICIPATION CITOYENNE

Il est intéressant de connaître les effets attendus d'une démarche de participation citoyenne dans une perspective d'évaluation. Dans la littérature, de nombreux auteurs ont identifié les conséquences positives de la cocréation et des démarches participatives (Ansell et Torfing, 2021 ; Hansotte, 2021 ; Huijbregts et al., 2021 ; Potz et Serval, 2022 ; Torfing et al., 2019, 2021 ; Rey-Valette et al., 2018 ; Lee, 2016 ; Beuret et Cadoret, 2010 ; Daquino, 2007). Historiquement, « la participation [...] cherche à faire évoluer les rapports entre individus et groupes sociaux, pour de meilleures actions et décisions » (Daquino, 2007, p.6). Dans son analyse en termes d'effets des approches

participatives pour la gouvernance en matière de développement durable, Van Den Hove (2001) propose trois catégories pour les effets des processus participatifs (tableau 1). En premier lieu, les effets substantifs concernent le résultat de la prise de décision, l'influence sur la qualité de la décision. Les effets procéduraux concernent la procédure décisionnelle, parfois même indépendamment de l'incidence sur le résultat. La troisième catégorie d'effets réunit les effets qui ne sont pas directement liés au problème traité par le processus décisionnel, mais au contexte social dans lequel s'inscrit ce processus : ce sont les effets contextuels. L'auteur précise que des « interrelations fortes existent entre ces différentes dimensions », c'est-à-dire qu'un effet peut à la fois être substantif, procédural et contextuel (Van Den Hove, 2001, p.7).

TABLEAU 1. Différents effets potentiels des processus participatifs

CATEGORIE	EFFETS
EFFETS SUBSTANTIFS	Meilleure pertinence des choix du point de vue environnemental
	Meilleure pertinence des choix du point de vue des coûts économiques
	Meilleure pertinence des choix du point de vue technique
	Choix socialement acceptables
EFFETS PROCEDURAUX	Amélioration de la qualité de la base informationnelle des processus de prise de décision et utilisation plus efficace de l'information
	Construction du domaine de choix possibles pour la décision : processus ouvert
	Mise en place de processus dynamiques
	Meilleure gestion des conflits entre acteurs
	Augmentation de la légitimité du processus décisionnel
	Amélioration de l'efficacité du processus en termes de durée et de coûts
	Augmentation du pouvoir d'influence de certains acteurs représentant des intérêts peu organisés
EFFETS CONTEXTUELS	Information et éducation du public ou des <i>stakeholders</i> . Amélioration de la capacité stratégique des décideurs
	Changements de perception et de conceptualisation du contexte social
	Modification des rapports de force et des conflits traditionnels
	Renforcement des pratiques démocratiques et de l'implication des citoyens dans la vie publique
	Augmentation de la confiance des acteurs dans les institutions

(Source : Van Den Hove, 2001, p.8)

Dans son évaluation multicritère des démarches participatives du département du Gard en France, Rey-Valette (2018) regroupe 27 catégories d'effets en quatre classes. Ces catégories rejoignent et complètent celles de Van Den Hove. Les effets substantifs selon Van Den Hove (2001) comprennent une meilleure pertinence des décisions quant aux critères environnementaux,

économiques, et techniques ainsi qu'une meilleure acceptabilité sociale. Dans le cadre d'élaboration de politiques publiques, Rey-Valette parle d'effets sur la politique au niveau des mesures (du contenu), de l'amélioration de la connaissance (effets cognitifs) et de l'ouverture à divers points de vue.

Les effets procéduraux eux comprennent l'amélioration du processus de prise de décision, son ouverture, son dynamisme, une meilleure gestion des conflits entre acteurs, une augmentation de la légitimité et de l'efficacité du processus, une meilleure représentativité des différentes parties prenantes (Van Den Hove, 2001). Dans le cadre d'élaboration de politiques publiques, Rey-Valette (2018) parle d'effets politiques au niveau de la collectivité (image et légitimité), soit des décideurs, au-delà du processus de décision. Il mentionne aussi les effets organisationnels au sein de l'institution (compétences des agents, dynamisation des équipes, transversalités des services) et entre partenaires (coordination). Avenel (2017), dans son article sur la place faite aux personnes accompagnées dans l'élaboration de politiques de santé, ajoute qu'une démarche devrait constituer « une source de plaisir professionnel pour celui qui l'accompagne », dans le fait de « renouer avec un espace de création dynamique » (Avenel, 2017, p. 61). Cette idée soulève l'existence d'effets potentiels aussi sur les personnes accompagnantes ou animatrices dans le processus.

Les effets contextuels comprennent les effets sur le contexte social de la démarche selon Van Den Hove (2001). Soit, l'information et l'éducation des participant·e·s, un changement de perception, une meilleure implication des citoyen·ne·s, une augmentation de la confiance entre institution et participant·e·s. Blondiaux (2007) parle d'enrichir la vision du monde des uns et des autres. Rey-Valette (2018) mentionne certains de ces effets sur les participant·e·s, en y ajoutant les apprentissages, le renforcement du sentiment de citoyenneté, une meilleure confiance en soi et une certaine notoriété. Dans l'optique d'élaboration de politiques sociales, plusieurs autres auteurs mentionnent le rôle de médiateur des démarches participatives entre l'administration et les usagers (Lesueur-Elineau et al., 2016 ; OCDE, 2001). Elles ont plusieurs effets, tels quel l'acquisition d'une meilleure compréhension des politiques sociales de la part des citoyen·ne·s, l'amélioration de la

confiance des citoyen·ne·s envers une administration plus transparente, les gains de légitimité des décisions prises, les gains d'efficacité dans leurs capacités à résoudre les problèmes sociaux, la mobilisation des acteur·rice·s, la modernisation des services publics et le renforcement d'une gouvernance plus démocratique. En outre, Daquino (2007) précise que les processus participatifs sont utiles pour construire une perception commune dans des situations de changement de règles et d'allocations de ressources. Dans les territoires ruraux, les types d'effets les plus importants de dispositifs participatifs, selon Beuret et Cadoret (2010), sont « la création d'un milieu dialoguant, de proximités et de coopérations entre acteur·rice·s ainsi que, dans certains cas, l'appropriation d'une posture de citoyenneté active » (Rey-Valette et al., 2018, p.12).

Enfin, il existe des contextes dans lesquels les effets attendus de la participation sont particuliers. Après une crise, il arrive que des dispositifs participatifs soient mis sur pieds pour redonner de l'espoir, comme le mentionne Lee (2016) avec l'exemple de la tempête en Nouvelle-Orléans. Dans ce contexte, la participation est utile par elle-même, peu importe les effets sur la décision, « du fait de ses effets pédagogiques, de légitimation des choix politiques et de reconfiguration des jeux d'acteur·rice·s » (Bouni et al., 2014, dans Rey-Valette et al., 2018, p.11). Enfin, les difficultés actuelles des collectivités rurales dévitalisées face aux crises internes ou externes ont amené Hansotte (2021) à s'interroger sur les mécanismes de participation qui leur permettraient de se réapproprier un pouvoir d'agir. Le pouvoir d'agir citoyen serait cette envie et cette capacité d'agir sur ce qui concerne directement les gens et qui font du sens pour eux en tant qu'individu, mais aussi en tant que collectivité. Ainsi, la finalité de la participation en milieu rural viserait avant tout la création et la consolidation des liens et la capacitation individuelle et collective, au-delà des simples résultats (Hansotte, 2021 ; Rey-Valette, 2018 ; Gourgues, 2012). La participation serait notamment un levier et une condition de la vitalité des communautés. La vitalité d'une communauté peut donc être un effet recherché par une démarche de participation citoyenne. Le concept de vitalité d'une communauté est polysémique selon le domaine d'étude (santé publique, économie, culturel et linguistique) (Durette-Marianne-Dubé, 2023 ; Landry, 2012). Dans notre étude, nous nous baserons sur la définition de Jean selon laquelle « la vitalité d'une communauté fait

référence à la présence et au degré de mobilisation, de relations et de liens d'interactions individuelles et collectives, influençant la capacité de la communauté à changer, s'adapter et prospérer afin d'améliorer le « bien-être » du plus grand nombre de résidents » (2014, p. 236). Nous choisissons cette définition puisqu'elle implique une approche qualitative des facteurs de développement des communautés : cohésion sociale, capital social, participation et développement des capacités.

À la lecture des articles et propositions de ces auteurs, il semble que les effets de démarches participatives d'élaboration de politiques publiques dans une municipalité peuvent être aussi catégorisés selon le type de bénéficiaire : la politique (la qualité de la décision, le contenu), le projet d'élaboration de la politique (procédure décisionnelle), les participants, le porteur du projet (image, légitimité, culture organisationnelle, etc.) et les animateur·rice·s.

2.1.3 LE PROCESSUS DE PARTICIPATION CITOYENNE

L'organisation d'une démarche de participation et de mobilisation⁴ publique peut se résumer en cinq étapes, soit la planification, l'information, la participation, la décision et la rétroaction (Gagnon, 2021). Selon Avenel, « la participation est un processus qui ne s'improvise pas. [...] Elle nécessite une volonté (politique) en amont, mais également une stratégie, une méthodologie, un cadre opératoire avec des règles du jeu explicites. » (Avenel, 2017, p. 70). Autrement dit, un temps de préparation et de planification réfléchi serait nécessaire au bon déroulement d'une démarche de participation citoyenne. Dans cette étape de planification, il est important de clarifier les « attentes » et définir les « thèmes et balises » (OCDE, 2020, p. 49). Pour définir les thématiques à traiter, il faut réaliser un portrait (défis, forces, faiblesses, opportunités) de la communauté. Cette étape de documentation permet de minimiser la lassitude possible face aux consultations (Centre Morris J.

⁴ La mobilisation est la première étape du continuum de la participation : <https://communagir.org/contenus-et-outils/comprendre-et-agir/la-mobilisation/>

Wosk, 2020). L'étape du portrait permet aussi de bien cerner le contexte social et politique ainsi que les qualités humaines des leaders locaux, informations indispensables pour bien démarrer une démarche de participation citoyenne (Daquino, 2007). En somme, il est conseillé de planifier une démarche « de bonne heure et en étant proactifs », selon le guide du Centre Morris J. Wosk (2020, p.21). Ce qui équivaut à commencer sans tarder, affecter des ressources dans le budget, effectuer des recherches sur le sujet de la mobilisation, utiliser des outils et des cadres formels, maintenir la transparence et travailler en partenariat avec la communauté (Centre Morris J. Wosk, 2020).

Selon Chevrier et Panet-Raymond, « l'information est une première forme de participation, muette d'abord, qui prend la parole pour poser des questions, apporter des faits et exprimer des opinions » (2013, p.75). Rappelons que c'est un des échelons de la participation selon Arnstein (1969). Dans un processus de participation, il est primordial de définir la nature de l'information à diffuser auprès des citoyen·ne·s et les moyens de communication à utiliser. L'information peut être sur la démarche de participation en soi, sur le sujet du projet (ex. : le développement durable et la transition socioécologique pour un projet de politique de développement durable), ou encore sur le processus de communication (OCDE, 2022 ; Van Den Hove, 2001). L'information partagée doit être complète et claire (OCDE, 2022 ; Lesueur-Elineau et al., 2016).

Puis, viens le temps d'animer des activités de participation citoyenne. De nombreux auteurs et guides d'animation conseillent d'alterner les moments dans une démarche participative : groupes homogènes/hétérogènes, en ligne/en personne et formel/informel (Hansotte, 2021 ; Centre Morris J. Wosk, 2020 ; OCDE, 2020). Des activités avec des groupes homogènes permettent que les participant·e·s soient plus en confiance et libèrent leur parole. Toutefois, un dialogue au sein d'un groupe hétérogène peut être une opportunité de surmonter des divisions et promouvoir la compréhension mutuelle. Selon Kaner (2014), pour les groupes aux objectifs relativement complexes (nouveau projet, conflits connus, multiplicité d'acteurs de domaines différents, etc.), un atelier peut nécessiter la présence d'un animateur et d'un facilitateur. L'animateur dirige l'atelier, organiser les étapes du projet et le programme de l'atelier. Le facilitateur, lui, reformule les idées et les questions

des participants pour les guider. Si on devait définir en une phrase le travail du facilitateur, ça serait d'aider chacun à faire de son mieux pour réfléchir et partager (Kaner, 2014). Pour ce faire, des règles et principes sont à faire respecter. En effet, la personne ayant le rôle de facilitateur doit encourager la pleine participation, favoriser la compréhension mutuelle entre les parties, favoriser les solutions inclusives et cultiver la responsabilité partagée. Ce sont les « principes de la concertation » de Kaner (2014, p.24).

Les données sont ensuite synthétisées, analysées et mènent à une prise de décision des décideurs·euses et/ou des citoyen·ne·s (OCDE, 2022 ; Gagnon, 2021). Enfin, le retour à la population et la diffusion des résultats auprès des instances régionales n'est pas à négliger, et il est important de rendre compte rapidement, voire tout au long du processus (OCDE, 2022 ; Ollivier et al., 2018). En effet, « ces dernières années, la confiance du public et sa participation aux processus et institutions démocratiques sont à des niveaux inquiétants à travers le monde » (Centre Morris J. Wosk, 2020, p.20). Une des causes serait la succession de mobilisations qui ont peu d'impact. On mentionne par exemple les mobilisations citoyennes organisées par des décideurs·euses pour faire bonne impression alors que la décision politique est déjà prise. « Procéder à une rétroaction avec les participants renforce le lien de confiance avec les responsables et représente un bon moyen de valoriser l'implication citoyenne » (OCDE, 2022). Pour cette dernière étape, il est recommandé de ventiler les données, d'être transparent au sujet des lacunes et de multiplier les médiums et canaux de communication (Lesueur-Elineau, 2016). Par exemple, selon l'étude d'Olliver et ses collaborateurs (2018) sur l'expérience de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM), il est important de présenter les idées citoyennes non retenues et d'expliquer pourquoi.

2.1.4 LES FACTEURS QUI FAVORISENT LA PARTICIPATION

La littérature sur le sujet permet d'identifier certains facteurs de participation, c'est-à-dire les motifs d'implication d'une personne à un processus participatif. De nombreux auteurs se sont

penchés sur le sujet (Rousselet, 2020 ; De Jong et al., 2019 ; Foisy et Savard, 2017 ; Forest, 2010 ; Mazeau et Talpin, 2010). On parle de facteurs de participation, mais aussi de « conditions pour la mise en réalisation d'actions collectives » (Gadoury et al., 2011, p. 8), de « conditions gagnantes » ou encore de « conditions de réussite » (OCDE, 2022 ; Lesueur-Elineau et al., 2016). À la lecture des articles et propositions de ces auteurs, il semble que les variables influençant la participation d'un citoyen peuvent être catégorisées en trois types : perceptions des participant·e·s, intérêts (personnels et collectifs) et facteurs facilitants (intrinsèques à la communauté et ceux sur lesquels les organisateurs ont un pouvoir d'agir).

La perception des potentiel·le·s participant·e·s sur leur capacité à participer et leur réel apport à la décision est un des facteurs qui encourage un citoyen à participer à une activité (De Jong et al., 2019 ; Forest, 2010). La perception de leur capacité à participer ou influence sur la décision varie selon plusieurs facteurs : l'âge, le niveau d'éducation, le statut migratoire et la classe sociale (Flanagan et Levine, 2010). Ainsi, plusieurs voix, dont les plus vulnérables, ne sont pas forcément entendues (Chu et al., 2016). Il est donc nécessaire d'accompagner ces individus dans les activités qui leur correspondent. Le langage et la temporalité de l'activité vis-à-vis de la prise de décision ont alors un impact (Foisy et Savard, 2017 ; Forest, 2010). Le langage employé lors des animations doit être adapté et non offensant. L'explication des approches méthodologiques, du processus de consultation et la définition des concepts doit être assurée par le biais d'un langage accessible et sensible. Ceci permet de formuler des attentes claires pour l'activité. Il en est de même lors de la diffusion des résultats (Bauer et al., 2019). Les organisateurs de l'équipe peuvent fournir de l'information, sensibiliser et former les participants (Sénéchal et al., 2021). En outre, plusieurs citoyens doutent de la nécessité de leur implication. Ils concluent généralement que leur contribution ne découlera jamais en action, particulièrement chez les jeunes (Fung, 2006 ; Lambert et Molgat, 2020). Les discussions et les moments de réflexion à la fin de l'activité permettent de faire émerger une certaine satisfaction personnelle et un sentiment d'utilité (Collin, 2016). Des chercheurs proposent entre autres de demander aux participants d'identifier des éléments clefs d'action et des apprentissages faits lors de l'activité (Percy-Smith, 2006). De plus, certains individus peuvent être

particulièrement intéressés par le sujet d'une démarche, d'autres par la méthodologie et la collecte de données. Il est ainsi pertinent de donner la possibilité aux citoyens d'analyser leurs propres données pour stimuler la participation (Robinson et al., 2021).

Ensuite, les participant·e·s, peuvent aussi avoir été motivé·e·s par les gratifications personnelles qu'il·elle·s peuvent en retirer. Par exemple l'élargissement de leur réseau social et le développement de nouvelles compétences ou connaissances. Ils peuvent aussi se mobiliser pour les retombées collectives d'une démarche : suite logique d'un engagement, mettre en œuvre des projets concrets, agir sur une situation problématique dans la communauté ou participer à un mouvement global qui vise le changement (Forest, 2010). La considération des besoins et des objectifs des participant·e·s peut favoriser leur motivation et leur participation. Pour ce faire, l'organisme initiateur peut questionner le public cible sur leurs intérêts (Robinson et al., 2021), répondre aux motivations intrinsèques afin de favoriser une implication à plus long terme (Korfiatis et Petrou, 2021) et faire preuve de flexibilité pour permettre des ajustements en cours d'activité (Robinson et al., 2021). Enfin, à l'échelle d'une communauté, le sentiment d'appartenance, la dynamique politique, et l'intérêt général pour l'organisme initiateur sont des facteurs mobilisant intrinsèques à une communauté et difficiles à modifier (De Jong et al., 2019 ; Forest, 2010).

Finalement, l'intention des citoyen·ne·s de participer à un processus de participation publique dépendrait en grande partie de facteurs sur lesquels les organisateurs ont un fort pouvoir d'agir. On parle de la curiosité suscitée par une nouvelle expérience, le soutien des personnes-ressources, une bonne organisation et coordination de la démarche, la présence d'élu·e·s et de professionnels, et une synergie stimulante de travail en groupe (De Jong et al., 2019 ; Forest, 2010). Une multitude de techniques d'animation existent et de nombreux pièges peuvent être évités en organisant par exemple des discussions en sous-groupes pour permettre aux participant·e·s d'échanger plus facilement, en préparant des réponses pour la variété d'opinions qui sera exprimée ou encore en trouvant les bonnes personnes pour répondre aux questions dans les moments appropriés (Kaner, 2014 ; OCDE, 2020). On peut aussi ajouter les conditions suivantes à ces facteurs de participation :

les délais adéquats à chaque étape, la transparence et la flexibilité du processus (Foisy et Savard, 2017). D'un point de vue logistique et d'organisation de la démarche, plusieurs chercheurs proposent des mesures comme des haltes-garderies pour les parents, des repas sur place, fournir l'équipement nécessaire et un transport (Makuch et Aczel, 2020 ; Sénéchal et al., 2021). Dans le cas de barrières linguistiques, un soutien linguistique et en communication peut être fourni à ceux qui en ont besoin afin de considérer la participation de tous. Encore une fois, lors de la publication des résultats, la langue de diffusion peut être adaptée selon la langue d'usage de la population cible (Makuch et Aczel, 2020). Lorsque l'activité ne nécessite pas d'inscriptions, il est pertinent de demander le prénom et les pronoms des participants au début de l'activité (Downie, 2019).

2.2 DE NOUVELLES APPROCHES EN PARTICIPATION CITOYENNE

Pour assurer la participation du plus grand nombre de personnes et sortir du cercle des TLM, de nombreuses techniques de mobilisation existent (Hansotte, 2020 ; OCDE, 2020 ; Rousselet, 2020 ; Avenel, 2017 ; Livet, 2017). De nombreux facteurs de participation et effets peuvent être renforcés par l'approche adoptée par l'organisme initiateur. Quand on parle d'approche, on parle de manière d'aborder une démarche et de techniques de mobilisation pour atteindre les objectifs fixés. Par exemple, pour favoriser les rencontres, une municipalité peut maximiser les ateliers informels et conviviaux auprès de groupes hétérogènes. Cette approche va motiver les personnes souhaitant agrandir leur cercle social, par intérêt personnel. Les approches émergentes que nous avons identifiées dans la littérature touchent l'inclusion, l'ouverture d'esprit et d'espace, le contexte local, le tissu associatif, les approches positives et prospectives, l'art et la culture, le ludique et l'expérimentation.

2.2.1 LES APPROCHES INCLUSIVES, UNE QUESTION DE TEMPS ET D'ESPACE

Il n'est pas toujours évident dans une démarche participative de rejoindre les groupes exclus des espaces de discussion politique traditionnels (Lamoureux, 2014). Or, leur participation apporterait des idées novatrices, mais aussi de meilleures décisions, un soutien accru du public pour les résultats, des démocraties plus robustes, plus sages et plus justes, un partage du pouvoir public, et un changement des perspectives sociétales vers un point de vue plus universel (Avenel, 2017 ; Lamoureux, 2014 ; Young, 2004 ; Rancière, 1995). C'est pour cela que de plus en plus de démarches participatives mettent l'emphase sur le caractère inclusif de leur approche (Zetlaoui-Leger, 2022). L'inclusion, selon Lamoureux, c'est la prise en compte des diverses façons de vivre et de théoriser le social, même si elles ne sont pas forcément compatibles (2014). C'est l'accueil des divers types de paroles (de la plainte à l'analyse réfléchie ; du geste à la verbalisation) et la mise en place de moyens pour « aider ceux et celles qui n'ont pas accès à la parole publique à s'exprimer, mais aussi à se faire entendre et à subvertir ainsi le système de répartition du pouvoir » (Lamoureux, 2014, p.135). Concrètement, pour assurer une participation de tous et toutes, on chercherait à favoriser d'abord l'accessibilité physique, géographique, financière et technique des activités (Centre Morris J. Wosk, 2020).

L'aménagement du lieu physique est vraisemblablement à considérer lors de l'organisation de l'activité. L'évaluation de l'accessibilité universelle du lieu se fait à partir de cinq critères : la disponibilité, à savoir si l'établissement ou le lieu existe ; l'accessibilité, soit le fait que le lieu dispose des composantes nécessaires pour assurer la pleine participation des individus ; l'acceptabilité, soit l'attitude de l'institution ou du personnel envers les utilisateurs de telles infrastructures ; l'abordabilité qui maintient à ce que les coûts d'accès soient modérés ; l'usabilité, soit la facilité d'utilisation des infrastructures présentes (Fougeyrollas et al., 2019). Le but est de créer des espaces communs, accueillants et sécuritaires pour tout le monde, peu importe leurs capacités physiques et cognitives (Biarrotte et al., 2020). Plusieurs espaces participatifs, prédéterminés et permanents remplissent ces

critères, comme les bibliothèques (Abed et al., 2022 ; Chanez et al., 2015 ; Désilets, 2013). Il y a également la possibilité de se déplacer directement dans les milieux de vie des individus pour stimuler l'engagement des citoyens et favoriser l'accessibilité (Ziervogel et al., 2016). Ainsi, ces espaces publics et quotidiens peuvent se redéfinir comme des lieux pour s'exprimer (Jamal et Hales, 2016).

De nombreux auteurs appuient cette idée d'ancrer les démarches dans des lieux concrets (Hansotte, 2021 ; Livet, 2017). Livet promeut « l'ouverture d'espace », un concept où la participation est rendue possible par la création d'espace ouvert et l'ouverture d'esprit de la part des organisateur·rices et des participant·es (Livet, 2017, p. 52). Selon Hansotte, les démarches en intelligence collective doivent privilégier des espaces de paroles concrets où « les personnes refont corps et ne sont pas réduites à des messages virtuels » (Hansotte, 2021, p.7). D'autres auteurs la rejoignent en affirmant qu'il faut privilégier les communications physiques et les interventions en personnes, dans des espaces accueillants (OCDE, 2020 ; Livet, 2017). Cependant, d'autres auteurs rappellent que les rencontres en ligne permettent à plusieurs personnes de participer (Lesueur-Elineau et al., 2016). Un article récent (Martyn et Dimitra, 2019) met, par exemple, en exergue les nouvelles formes de manifestation de la participation citoyenne des jeunes via les réseaux sociaux. Pour ces auteurs, les jeunes ne sont plus dans les approches traditionnelles, mais plutôt dans des approches modernes de participation via internet (Agodio, 2022).

Lorsqu'on parle de démarche inclusive, on parle aussi de l'intégration des personnes âgées dans le processus, ce qui peut prendre plus de temps à chacune des étapes, par exemple pour l'élaboration d'une politique Municipalité Amie des Aînés (MADA) (Vanlierde et Houioux, 2021). Celle-ci peut prendre plusieurs mois, voire plusieurs années. Or, « se redonner du temps » est justement une des méthodes des collectivités pour se réapproprier un pouvoir d'agir selon Hansotte (2021, p.12). En somme, une attention particulière doit être portée à la notion d'espace-temps dans une démarche participative qui adopte une approche particulièrement inclusive.

2.2.2 PARTENAIRES ET LEADERS LOCAUX

Avant de définir une manière d'aborder un groupe, un lieu ou un moment, il est préférable de discuter avec les partenaires communautaires qui les côtoient pour adopter la meilleure approche (Centre Morris J. Wosk, 2020). Plusieurs auteurs appuient cette idée. Selon Lesueur-Elineau et ses collaborateurs (2016), il est nécessaire d'adapter les plans de mobilisation au contexte. Ainsi, la mobilisation efficace prendra des formes différentes dans chacune des communautés. Hansotte va plus loin en affirmant qu'il est nécessaire de partager l'autorité et « retrouver l'intelligence collective du *pouvoir avec* » (2021, p.7). Pour ce faire, il est recommandé de consacrer du temps à l'établissement de relations personnelles sincères avec les membres de la communauté et de les entretenir (Hansotte, 2021 ; Centre Morris J. Wosk, 2020). Repérer des formes de réciprocité qui ont un sens pour la communauté peut être un moyen de contribuer à ces relations sincères (Centre Morris J. Wosk, 2020).

Pour faciliter la participation, certains auteurs suggèrent de s'appuyer sur le tissu associatif en place dans la communauté : « Les associations de proximité jouent un rôle essentiel dans la mobilisation des citoyens » (Avenel, 2017, p. 56). Il serait même possible « d'embaucher des leaders locaux » pour prendre la tête de la mobilisation et augmenter les chances de renforcer la capacité d'agir de la communauté (Centre Morris J. Wosk, 2020 ; Lesueur-Elineau et al., 2016). Carr et Halvorsen (2001) appuient l'idée de passer par la mobilisation des leaders locaux. Selon eux, le manque de représentativité, un des défis connus des démarches participatives, ne veut pas forcément dire que les valeurs et opinions ne sont pas toutes représentées. En effet, deux raisons pourraient justifier cette affirmation. Premièrement, les gens qui ont le statut de "leader d'opinion", c'est-à-dire des gens connus, qui ont un gros capital social, semblent représenter plusieurs groupes sociaux. En second lieu, les gens qui ont un temps de résidence plus long dans leur communauté, même s'ils comptent pour une seule personne, augmentent la représentativité de la communauté par leur présence puisqu'ils ont une meilleure connaissance de l'histoire, des citoyen·ne·s et des enjeux. Ainsi, au-delà de la comparaison des données (âge, éducation, revenu) sur les participant·e·s et la

moyenne de la communauté locale, il est aussi important d'identifier le capital social et le temps de résidence des participant·e·s.

La mobilisation des leaders locaux permettrait de mettre en valeur les « savoirs citoyens », c'est-à-dire « la connaissance qu'ont les individus de leur environnement immédiat, soit leur capacité à connaître leur territoire, avec ses enjeux, ses faiblesses et ses atouts » (Livet, 2017, p. 18). L'idée de passer par le tissu associatif pour favoriser la mobilisation d'une communauté est reliée à l'idée portée par plusieurs auteurs d'aller vers les citoyen·ne·s, là où il·elle·s sont (Centre Morris J. Wosk, 2020 ; Chevrier et Panet-Raymond, 2013).

2.2.3 APPROCHE POSITIVE, PROSPECTIVE ET CRÉATIVE

Selon Livet, il ne faut pas demander aux citoyen·nes de donner des réponses ou des solutions à des problèmes techniques ou trop complexes, mais plutôt leur demander de soulever les thématiques qui ressortent de manière récurrente (2017). L'enquête appréciative (Appreciative Inquiry) est une approche de résolution de problèmes à l'envers. On y met l'accent sur les accomplissements et capacités de la communauté plutôt que sur ses problèmes. Les participant·es étudient ensemble les éléments positifs (les forces et les passions) présents dans leur communauté et les mettent à profit pour y créer un changement (Reed, 2006).

Dans le contexte de crises multiples que notre société vit aujourd'hui, rappelons qu'il serait essentiel selon Hansotte de « chercher à énoncer un devenir juste pour tous et toutes, de formuler une énonciation porteuse d'actions et d'un devenir collectif » (Hansotte, 2021, p.7). Ce processus collectif permet de « passer du subir à l'agir » selon Hansotte, c'est ce qu'elle appelle « la potentialisation du récit » (Hansotte, 2021, p.15). La narration aurait quelque chose d'authentique et de sincère qui devrait être valorisé dans les ateliers d'intelligence collective selon l'autrice. L'approche narrative, née du domaine psychiatrique, serait une « thérapie du raconter », selon White et Epston

(2003). En revanche, cette définition n'englobe pas l'approche narrative collective qui vise plutôt à accompagner des communautés aux prises avec de la souffrance sociale ou un vécu traumatique, comme la dévitalisation par exemple (Denborough, 2012). Mais dans les deux cas, l'approche narrative permet d'accompagner « la personne, les groupes ou communautés concernés dans la recherche d'une alter narration potentiellement émancipatrice » (Tremblay et al., 2022 ; Desmarais et Gusew, 2021). Pour cela, il est nécessaire de stimuler l'imaginaire, les énergies utopiques et artistiques (Hansotte, 2021).

Chevrier et Panet-Raymond (2013) suggèrent d'ailleurs d'offrir de l'information aux citoyen·ne·s pour favoriser les rencontres au travers d'activités culturelles : café citoyen, fêtes de quartier, soirées de discussion, théâtre, cinéma, conférences, etc. Selon lui, l'utilisation de l'art « comme moyen d'expression et de découverte de l'autre est centrale » (Chevrier et Panet-Raymond, 2013, p.75). Les activités artistiques sont aussi un moyen de susciter d'autres formes d'intelligence et donc de laisser la place aux personnes qui sont moins à l'aise à l'écrit ou à l'oral par exemple (Centre Morris J. Wosk, 2020). En fait, Livet (2017) souligne que pour susciter l'engagement de nouvelles personnes, il faut les inviter à passer un bon moment autour d'un événement convivial et festif : « C'est un peu un palliatif aux réunions de concertation, on rassemble et on discute avec tout type de public. C'est le côté fun qui permet que les gens aient envie de s'impliquer » (p. 52).

2.2.4 L'EXPÉRIMENTATION

Finalement, pour permettre la mise en œuvre de ces approches de participation citoyenne émergentes, certains auteurs préconisent d'être flexible. En effet, une certaine rigidité émane de l'action publique (Avenel, 2017). Pour y remédier, Lesueur-Elineau et ses collaborateurs proposent de « favoriser la prise de risque de l'administration et l'émergence de l'innovation [...] en reconnaissant le droit à l'erreur, en développant les expérimentations et en suscitant des moments propices à la réflexion collective » (2016, p. 13). La nature expérimentale d'une démarche la soumet

à des changements constants : périodes de réflexions, d'avancées et de reculs (Simard et al., 2016). D'ailleurs, en parlant d'expérimentation, Daquino affirme que « la construction théorique et pratique de la participation reste à poursuivre [...] en prenant plus de précautions sur l'éthique et sur l'appréhension du contexte local, car les méthodes participatives peuvent servir autant à des fins instrumentales qu'à un authentique renforcement des citoyens » (2007, p.4). En ce sens, une démarche de participation citoyenne dépend grandement du contexte social et politique de l'endroit où elle se déroule.

2.3 ÉVALUATION DE DÉMARCHES PARTICIPATIVES

Nous l'avons vu dans la pertinence de la recherche, l'évaluation de démarches participatives est un champ d'études qui demande encore à être enrichi de théorie et de pratique. Toutefois, il existe des références dans la littérature présentant ce que l'on cherche à évaluer dans une démarche participative et comment procéder pour réaliser une telle évaluation.

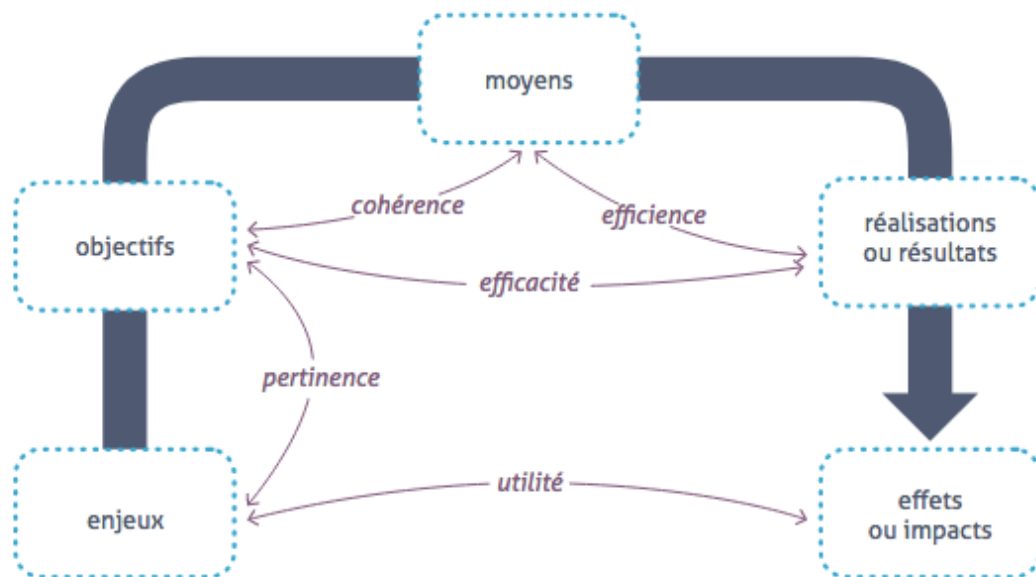
2.3.1 PROCESSUS, EFFETS ET GRANDS REGISTRES

Selon la littérature scientifique, lorsqu'on évalue une démarche participative, il est possible d'évaluer deux choses : le processus et les effets (ICPC, 2022 ; Hassenforder et Ferrand, 2021 ; Rey-Valette et al., 2018 ;). L'évaluation du processus revient à évaluer le bon déroulement de la démarche, soit les caractéristiques démographiques des participant·es (âge, genre, catégorie socioprofessionnelle, etc.) ou encore les moyens mis en œuvre. Le référentiel pour l'évaluation d'un processus de démarche participative le plus connu dans le monde de la recherche est celui de Gene Rowe et Lynn J. Frewer (2004) qui inclut neuf critères d'acceptation, soit la représentativité des participant·e·s, l'indépendance des participant·e·s, l'engagement précoce, l'influence sur la politique finale, la transparence du processus, l'accessibilité des ressources, la définition des rôles de chacun, la structuration et la clarté du processus de décision, ainsi que le rapport coût-efficacité. L'évaluation

des effets, elle, revient à évaluer les impacts de la démarche sur les différents bénéficiaires, soit les participant-e-s, le projet, l'organisme initiateur, la décision politique, les animateur-ric-e-s ou encore la culture de participation (Hassenforder et Ferrand, 2021).

De son côté, l'Institut de la consultation et de la participation citoyenne (ICPC, 2022) va au-delà des effets et du processus en les mettant en relation avec d'autres composantes (enjeux, objectifs, moyens, résultats) d'une démarche pour obtenir ce qu'il appelle des « registres d'évaluation » (figure 3).

Figure 3. Schéma des grands registres de l'évaluation



(Source : guide de l'ICPC, 2022, p.15)

L'institut a dénombré cinq grands registres de l'évaluation :

- L'efficacité : écarts entre les objectifs initiaux et les résultats finalement atteints (en termes de réalisation, mais aussi de délais). Ce registre permet de savoir si une démarche répond bel et bien aux objectifs ou si elle doit être ajustée.

- L'efficacité : rapport entre les résultats et les moyens (humains, financiers, organisationnels) mis en œuvre pour y parvenir. Le calcul de l'efficacité est légitime dans une perspective de bon usage des ressources publiques (financières, humaines, etc.).
- La pertinence : rapport entre les objectifs identifiés et les enjeux réels du milieu ou de l'organisation en question. Il est important de remettre en question la pertinence d'une démarche au tout début de sa conception, mais aussi au cours du processus, pour s'assurer de ne pas perdre de vue les enjeux du milieu, qui eux peuvent évoluer dans le temps.
- La cohérence : adéquation entre les objectifs fixés et les moyens mis en œuvre pour y répondre. D'un point de vue interne, la cohérence peut par exemple s'interroger sur l'alignement avec les valeurs ou les ressources à disposition. D'un point de vue externe, la cohérence permet de se demander s'il n'existe pas déjà d'autres moyens (autres politiques, autres organismes, etc.) pour répondre aux objectifs.
- L'utilité : l'utilité c'est l'analyse combinée de la pertinence et de l'efficacité d'une démarche, c'est-à-dire le rapport entre les enjeux du milieu et les retombées de la démarche. C'est un registre plus global que les autres, qui permet de remettre les impacts en perspective avec les besoins du territoire ou de la société.

Détailler et définir chacune des composantes d'une démarche soumise à évaluation permettrait d'identifier les éléments que l'on veut mettre en relation et donc le registre d'évaluation que l'on cherche à étudier.

2.3.2 PLANIFIER L'ÉVALUATION D'UNE DÉMARCHE PARTICIPATIVE

Une évaluation peut se dérouler dès l'aube de l'implantation des activités, durant leur déroulement et par la suite pour constater leurs impacts. En parcourant la littérature scientifique, il s'avère qu'il existe plusieurs guides pour évaluer le processus ou les effets d'une démarche participative (ICPC, 2022 ; Hassenforder et Ferrand, 2021 ; Rey-Valette, 2018 ; Rowe et Frewer, 2004). Rappelons cependant que toute évaluation de démarche participative doit être créée au cas

par cas. Ainsi, « les pilotes de démarche participative peuvent définir eux-mêmes les critères qui leur semblent les plus pertinents pour évaluer le bon déroulement de la démarche. » (Hassenforder et Ferrand, 2021, p.92). Cela est d'autant plus vrai pour les effets, dont les critères d'évaluation dépendent d'objectifs et d'enjeux variés d'un contexte à l'autre.

Pour pallier le manque d'études structurées, Rowe et Frewer (2004) ont été les premières à élaborer un guide d'évaluation sur les effets de mécanismes de participation publique. Depuis, quelques auteurs ont aussi proposé de définir les étapes clés d'une évaluation (ICPC, 2022 ; Hassenforder et Ferrand, 2021 ; Rey-Valette, 2018). Globalement, leurs méthodologies suivent la même logique. Nous pourrions résumer ces protocoles en 4 grandes étapes, soit la structuration, la collecte, l'analyse et l'appréciation. Dans le guide de Rowe et Frewer (2004), la première étape de structuration intégrait un « référentiel d'évaluation ». Ce document permet de regrouper dans un tableau les trois ou quatre grandes questions évaluatives auxquelles répondre, leurs critères (sous-questions plus précises) et les indicateurs (type de données : verbatims, statistiques, etc.). De leur côté, Hassenforder et Ferrand (2021) conseillent de commencer par réaliser un protocole de suivi-évaluation (tableau 2) afin de planifier l'évaluation des effets d'une démarche participative.

TABLEAU 2. Étape dans l'élaboration d'un protocole de suivi-évaluation

Étapes	Questions à se poser	Exemple
Identifier les objectifs de l'évaluation	Quels sont les impacts que nous voulons évaluer ?	Nous voulons évaluer si les participants ont appris quelque chose au cours de la démarche.
Définir les indicateurs	Quels sont les éléments que nous avons besoin de connaître pour pouvoir évaluer ces impacts ?	Nous voulons savoir si les participants ont appris comment fonctionnait leur bassin versant d'un point de vue hydrologique.
Vérifier la faisabilité	Serons-nous capables de collecter et d'analyser les données des indicateurs listés ?	Les participants vont-ils accepter de répondre à des questions concernant leurs connaissances ? Y a-t-il suffisamment de budget dédié à la collecte et à l'analyse de ces données ? Est-ce vraiment utile ? À qui ? ...
Identifier les méthodes de suivi-évaluation	Par quels moyens allons-nous collecter ces données (questionnaires, entretiens, sondages, observation des événements participatifs, photos, vidéos, etc.) ?	<ul style="list-style-type: none"> • Questionnaire : demander aux participants à la fin d'un évènement s'ils ont appris comment fonctionnait leur bassin versant d'un point de vue hydrologique. • Observation : noter ce que les participants disent à propos du bassin versant (ex. : je ne savais pas que l'eau de mon robinet provenait de la nappe xx). • Cartographie : demander aux participants de dessiner le bassin versant avant le début de la démarche et à la fin de la démarche.
Mettre en œuvre	Qui va collecter les données grâce à ces méthodes de suivi-évaluation, quand et avec quelles ressources (budget, temps) ?	Un évaluateur a été embauché pour observer les événements participatifs et noter le contenu des échanges. L'analyse des données est faite par un chercheur.
Analyser les données	Que disent les données à propos des impacts initialement identifiés ? Y a-t-il des effets inattendus ?	23 participants sur 34 ont dit avoir appris des choses à propos du fonctionnement hydrologique du bassin versant. Parmi ces 23 personnes, 19 pensaient que l'eau de leur robinet provenait de la rivière. L'atelier a provoqué un débat sur le passage en régie privée de l'approvisionnement en eau potable de la commune de xx.
Partager les résultats	Avec qui voulons-nous partager les résultats et comment (rapports écrits, articles de presse, vidéos, présentations orales, etc.) ?	<ul style="list-style-type: none"> • Une infographie sera mise en ligne sur le site internet de la commune et envoyée à tous les participants par email. • Une analyse approfondie donnera lieu à un article scientifique. • Un article de presse dans le journal local mentionnera les principaux résultats.

(Source : Hassenforder et al., 2016, p.92)

Le référentiel d'évaluation de Rowe et Frewer est un outil qui peut s'assimiler aux deux premières étapes du protocole de suivi-évaluation d'Hassenforder et Ferrand. Ce protocole de suivi-évaluation va permettre de planifier notre évaluation (étapes 1 à 3 : objectifs, indicateurs et faisabilité) ainsi que notre méthodologie de recherche (étapes 4 à 7 : méthode de suivi-évaluation, mise en œuvre et analyse des données). Ces éléments d'un processus évaluatif guideront en partie, nous le verrons, notre méthodologie dans cette recherche.

CHAPITRE 3 MÉTHODOLOGIE DE LA RECHERCHE

L'objectif de cette recherche est de comprendre l'utilité d'une démarche de cocréation de politiques publiques dans une petite municipalité rurale en processus de transition socioécologique. Pour y parvenir, il est nécessaire d'adopter une approche méthodologique réaliste et structurée. Les outils employés pour produire et analyser les données doivent être cohérents avec les fondements ontologiques et épistémologiques de l'étude. La recherche se déroule dans un cadre de recherche-intervention, selon les perspectives du constructivisme. Elle s'inscrit dans la tradition de la recherche qualitative, ce qui permet de mieux comprendre les expériences vécues par les acteur·rice·s de la démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves*, cas à l'étude. La recherche a été menée avec une méthodologie alliant praxéologie et analyse par thématique. Une approche qualitative permet de comprendre en profondeur les perceptions, motivations, émotions et ressentis des acteur·rice·s impliqué·e·s dans la démarche et ainsi identifier les forces, faiblesses et facteurs de mobilisation de la démarche participative.

Ce troisième chapitre vise à décrire les choix méthodologiques qui ont été faits pour répondre aux objectifs et questions de recherche. Dans un premier temps, nous présenterons brièvement l'ancrage épistémologique de la recherche en précisant les postures méthodologiques dans lesquelles nous nous sommes placées pour mener la recherche. Ensuite, nous décrirons la stratégie de collecte et d'analyse de données, incluant les outils pour chacune de ces étapes, la stratégie d'échantillonnage des répondant·e·s aux entretiens semi-dirigés et le guide d'entretien utilisé. Enfin, nous concluons ce chapitre en identifiant les considérations éthiques de l'étude en cours.

3.1 L'ANCRAGE ÉPISTÉMOLOGIQUE

La présente recherche est ancrée dans le paradigme compréhensif, qui s'intéresse à la compréhension des expériences des personnes situées dans un contexte socioculturel spécifique (Charmillot, 2018). Elle suit l'ontologie constructiviste, qui s'intègre dans le paradigme compréhensif et considère que « la réalité est construite, au moins partiellement, à partir de nos perceptions de celle-ci » (Charmillot, 2018 ; Gaudet et Robert, 2018, p.13). Au sein de l'ontologie constructiviste, il existe deux types d'épistémologies, soit le constructionnisme et le constructivisme (ou relativisme) (Gaudet et Robert, 2018). Dans notre cas, nous nous appuyons sur les fondements du constructivisme, avec une visée transformatrice.

3.1.1 CONSTRUCTIVISME

En cohérence avec l'ontologie relativiste, l'épistémologie du constructivisme remet en question l'objectivité et la neutralité de la science. Cette épistémologie suppose qu'il n'y a pas de réalité objective, mais des connaissances relatives aux individus et organismesaux qui la détiennent (Guba et Lincoln, 1994). Selon cette perspective, la production de connaissances se fait par l'interaction entre l'étudiante-chercheuse et son objet de recherche (Guba et Lincoln, 2004).

Selon Perez (2008), un projet de recherche mené dans une perspective constructiviste peut porter une intention, un projet de changement d'une situation connue. « La visée transformatrice est ce qui distingue fondamentalement le mode constructiviste de production des connaissances du mode interprétatif fondé essentiellement sur la compréhension de la situation donnée. » (Perez, 2008, p.105). Dans notre cas c'est la volonté de la municipalité de Petit-Saguenay d'améliorer ses pratiques de participation citoyenne pour mener une transition socioécologique. Un projet de recherche mené dans une perspective constructiviste s'apparente également à une dynamique interactive entre le chercheur et les acteur·rice·s terrain (Perez, 2008). L'objet de la recherche n'est

donc pas défini au début comme dans une recherche de type positiviste. Elle se construit au gré des interactions, tout comme les résultats et les pistes de solution (Denzin et Lincoln, 2003).

3.1.2 LA RECHERCHE-INTERVENTION

Intervention, action, participative, partenariale, communautaire... depuis les années 1970, la recherche est qualifiée de nombreux termes qui traduisent une volonté de réduire la rupture entre les milieux universitaires et le reste de la société (Godrie et Heck, 2018). Cette volonté est d'autant plus marquée au sein des projets de recherche tournant autour de la transition socioécologique (Wittmayer et Schöpke, 2014). « La recherche-intervention s'inscrit dans une double visée, heuristique (ou académique) et praxéologique (ou transformative). La première permet la construction des connaissances scientifiques et la seconde accompagne les transformations à propos d'un sujet dans un contexte particulier » (Marcel, 2018 dans Cenzano Vilchez, 2022, p.36). Autrement dit, la recherche-intervention permet de modifier ce qui se passe sur le territoire, puis de prendre du recul pour analyser et générer de nouveaux savoirs sur l'action.

Notre posture de recherche s'inscrit dans une approche de recherche-intervention puisque l'étudiante-chercheuse a un double statut en étant une agente de développement au sein de l'appareil municipal du terrain d'études. En effet, elle participe à la conception, la coordination et l'animation de la démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves*, évaluée dans cette recherche. Dans une recherche-intervention de type constructiviste, le ou la chercheur·euse doit délaissier la position de l'observateur neutre et détaché et s'impliquer au plus près de la vie de l'organisation. Il·elle a besoin de s'immerger sur le terrain, afin d'accéder ainsi à la connaissance de leurs enjeux et dégager les voies d'un changement raisonné et acceptable (Perez, 2008).

Étant un courant de recherche participative, elle permet aussi de favoriser la prise en compte de la diversité des savoirs des personnes qui participent au processus de la recherche, ainsi que leur appropriation des savoirs produits durant ce processus (Godrie et Heck, 2018). Ainsi, l'approche de

recherche-intervention de la présente étude est une continuité logique des liens déjà établis entre la municipalité de Petit-Saguenay et le monde universitaire mentionnés dans le troisième chapitre. Selon les objectifs établis, la visée heuristique de cette recherche est d'enrichir les connaissances sur les démarches de cocréation de politiques publiques dans les petites municipalités rurales et sa visée praxéologique est de bonifier les pratiques de participation citoyenne de la municipalité de Petit-Saguenay.

Toutefois, la recherche-intervention ne fait pas l'unanimité dans la littérature scientifique (Näslund et al., 2010 ; Baskerville et Wood Haper, 1996). L'article de Wittmayer et Schöpke (2014) approfondit les enjeux, rôles et difficultés de la recherche-intervention. Tout d'abord, certains enjeux sont à discuter et à clarifier quand on joue un rôle dans un projet de recherche-intervention, soit la propriété, le pouvoir, l'action et la durabilité. La propriété revient à clarifier qui est le porteur de la démarche. En fonction de la nature du groupe, le chercheur va arriver avec un niveau de pouvoir différent en fonction du groupe. Il faut considérer cet enjeu et questionner les relations de pouvoir dans les groupes où les chercheurs vont intervenir. L'intensité avec laquelle les chercheur.se.s plongent dans l'action peut varier. Il faut savoir plonger dans l'action, mais aussi prendre du recul. Inversement, si un·e chercheur·euse reste trop en arrière et ne participe pas à l'action, il·elle ne pourra pas étudier ni comprendre les rouages internes à l'action. Cet équilibre peut être difficile à trouver. Si un·e chercheur·euse se noie dans l'action et devient un·e acteur·rice terrain au même titre que ses collègues, il·elle s'éloigne de ses responsabilités et la durabilité du projet est alors menacée.

Selon les auteurs, les chercheur·euse·s en recherche-intervention ont cinq rôles, non exclusifs, qui peuvent se combiner, s'alterner et évoluer dans le temps : courtier de connaissance, facilitateur, agent de changement, d'autoréflexion, et générateur de connaissances (Wittmayer et Schöpke, 2014). Parmi ces enjeux à clarifier et les rôles du ou de la chercheur·euse, les auteurs ont identifié quatre problématiques ou difficultés en recherche-intervention :

- Reconnaissance institutionnelle : Cette méthodologie de recherche étant récente, elle n'est pas (encore) une façon de fonctionner reconnue.

- Conflit de rôle : Parfois, le chercheur peut se mêler dans ses rôles et les acteur·rice·s peuvent donc aussi être mélangés.
- Agent de changement : Ce n'est pas simple pour un chercheur d'assumer ce rôle puisqu'il n'a pas forcément été formé pour cela. De plus, ça demande beaucoup de volonté.
- Autoréflexivité : Il manquerait un peu d'outils pour faciliter l'autoréflexivité.

Ces enjeux et difficultés présentés liés à la méthodologie de recherche-intervention sont intéressants à garder en tête lors de l'analyse de nos résultats pour voir s'ils ont pu venir interférer dans notre recherche. Nous le verrons, plusieurs techniques ont été utilisées pour limiter ces problématiques. Nommons par exemple, le journal de bord individuel qui permet de noter les observations liées à notre recherche au cours de notre travail terrain afin de ne pas mélanger les deux rôles. De plus, notons que dans le cas de notre recherche, l'étudiante-chercheuse a été formée pour être une agente de changement au travers d'une formation en éco-conseil à l'UQAC.

La perspective constructiviste d'une recherche-intervention peut être utile dans l'évaluation d'une démarche de participation citoyenne, en particulier parce qu'elle se concentre sur la façon dont les connaissances se construisent par le biais de la proximité entre l'étudiante-chercheuse et les acteur·rice·s terrains. Pour être en phase avec la perspective constructiviste et transformatrice, la méthodologie doit prendre en compte la nature variable et personnelle des représentations sociales (Guba et Lincoln, 2004). Il en découle une stratégie d'analyse qualitative et inductive, puisant des éléments méthodologiques dans l'approche de la phénoménologie et de la praxéologie, qui seront décrits dans la prochaine section.

3.2 LES APPROCHES MÉTHODOLOGIQUES

Alors que la position épistémologique renvoie à ce que la science considère comme réel et valide, l'approche méthodologique désigne les stratégies visant à saisir et à documenter la réalité

(Gaudet et Robert, 2018). Les différentes approches méthodologiques de la présente recherche seront décrites dans cette section.

3.2.1 APPROCHE QUALITATIVE

La recherche qualitative considère la réalité comme une construction humaine et reconnaît la subjectivité comme étant au cœur de la vie sociale (Savoie-Zajc, 2000). Cette approche est donc en phase avec notre posture épistémologique. Une approche qualitative a été privilégiée afin d'avoir accès à une information de qualité et de pouvoir mener une analyse en profondeur des expériences vécues par les acteur·rice·s de la démarche à l'étude, mais pas seulement. Tout d'abord, la recherche qualitative est particulièrement appropriée lorsque les phénomènes sociaux observés sont difficiles à mesurer, ce qui est le cas des effets de la participation citoyenne, point soulevé dans notre revue de littérature (Pegdwendé Sawadogo, 2018). Ensuite, l'approche qualitative n'a pas pour objectif de produire des données représentatives, c'est-à-dire généralisables à l'ensemble d'une population, mais davantage des données reproductibles, un des points abordés dans la pertinence sociale de notre recherche. Enfin, elle permet d'explorer les émotions, les sentiments, ainsi que l'expérience personnelle des individus concernés. Il s'avère que notre recherche se base sur le vécu et l'expérience personnelle des parties prenantes de la démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves*.

L'approche qualitative se caractérise par l'organisation d'entretiens individuels, des observations ou des entretiens de groupe (Pegdwendé Sawadogo, 2018). Le choix de la méthode dépend de la question de recherche. Il est fréquent d'avoir recours à plusieurs méthodes qualitatives différentes pour répondre à une seule et même question de recherche (Pope et Mays, 2006). Même si elle peut être conduite de mille et une façons (Miles et Huberman, 2007), nous avons choisi, comme le propose Mucchielli (2009), d'articuler notre analyse autour de deux phases : une première consacrée à la collecte des données et une seconde à leur traitement. À l'instar d'une évaluation, les deux étapes de collecte et de traitement de données de la recherche seront réalisées par l'étudiante-

chercheuse. Pour cela, il est important d'avoir une posture d'évaluation, c'est-à-dire « un état d'esprit qui repose sur l'objectivation des faits, la rigueur dans l'analyse, la prise de recul, le souci de comprendre en vue d'améliorer plutôt que de juger ; le lâcher-prise et l'acceptation de la critique ; la reconnaissance et la valorisation de ce qui fonctionne. » (ICPC, 2022, p.35).

3.2.2 APPROCHE PRAXÉOLOGIQUE

La praxéologie est « non seulement une étude de l'action, mais essentiellement, c'est une étude réalisée à partir de l'action ; l'action étant le point de départ et le point d'arrivée de l'investigation. » (St-Arnaud et al., 2002, p. 30). Autrement dit, notre recherche se déroule dans (coordination de la démarche à l'étude) et sur (évaluation de la démarche à l'étude) l'action. Ainsi, notre projet de recherche s'inscrit dans un cadre de recherche-intervention et adopte une approche praxéologique. L'objectif de la praxéologie est de combler l'écart qui existe entre la théorie et la pratique, entre la science et l'action (Gaudet, 1995). L'analyse d'une telle recherche se base donc sur l'engagement, l'intuition, l'expérience et la subjectivité de l'étudiante-chercheuse. Elle se distingue des autres méthodes par le regard constructiviste et subjectif qu'elle pose sur l'action humaine (St-Arnaud et al., 2002).

Pour opérationnaliser la praxéologie dans cette recherche, nous allons favoriser la prise en compte des savoirs locaux dans notre méthodologie. Les savoirs locaux désignent tous ceux qui ne s'apparentent pas à la tradition scientifique occidentale, dont les savoirs citoyens et les savoirs pratiques (Heck et Godrie, 2018). Ils peuvent par exemple se référer à l'expérience vécue d'un groupe par rapport à une situation donnée. Pour intégrer les savoirs locaux, Heck et Godrie (2018) avancent qu'il faut avant tout être à l'écoute, s'imprégner et tenter de comprendre de l'intérieur le phénomène que l'on souhaite étudier. La recherche-intervention permet ce point de vue interne au cas d'étude. Avec une posture d'écoute et d'accueil, les hypothèses de cette recherche sont définies de manière progressive, tout au long du processus d'analyse. Les méthodes qui permettent l'émergence de savoirs inattendus, comme l'entretien compréhensif, sont favorisées (Kaufmann, 2006 ; Matthey,

2005). Dans le cadre de cette recherche, l'approche praxéologique a été mise en pratique à travers une participation active à la coordination de la démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves* et à l'animation des activités la composant, suivie d'une enquête menée via des entrevues semi-dirigées.

3.3 L'ÉTUDE DE CAS UNIQUE

Afin de répondre à la question de recherche, l'approche de l'étude de cas nous semblait appropriée. Cette approche se veut en accord avec les fondements épistémologiques et méthodologiques présentés précédemment. En effet, considérant que la construction des connaissances sur le phénomène étudié repose sur le vécu des participant·e·s, des porteurs·euses et des animateur·rice·s d'une démarche de co-construction de politique publique dans une municipalité rurale, l'utilisation d'un cas concret est préconisée.

Roy définit l'étude de cas comme « une approche de recherche empirique qui consiste à enquêter sur un phénomène, un événement, un groupe ou un ensemble d'individus, sélectionné de façon non aléatoire, afin d'en tirer une description précise et une interprétation qui dépasse ses bornes. » (2009, p. 206) Le cas étudié, bien délimité, forme un processus dont l'analyse permet de mieux comprendre un phénomène plus large. L'étude de cas représente ainsi un bon outil pour approfondir une réalité complexe (Yin, 2014 ; Roy, 2009). Par ailleurs, l'étude de cas permet d'explorer des phénomènes nouveaux ou négligés (Yin, 2014), ce qui est le cas de l'évaluation des démarches de participation citoyenne, comme mentionné dans notre revue de littérature.

Yin (2014) nous rappelle qu'une bonne étude de cas est une étude réalisable en matière de compétences, de temps et de ressources disponibles. La sélection du cas s'est faite de façon non aléatoire, mais plutôt en fonction de la pertinence théorique de celui-ci (Roy, 2009). Nous avons aussi choisi d'étudier un cas qui nous apparaissait exemplaire, par l'inspiration qu'il a créée au sein de divers organismes par la suite, et par l'opportunité qu'il présentait d'étudier en temps réel au travers de notre stage MITACS.

Une des limites importantes soulevées dans la littérature est la représentativité de ce type d'approche. Lorsqu'on utilise l'étude de cas, il ne faut pas prétendre à la représentativité statistique. Nous reconnaissons en effet que le cas étudié n'est pas représentatif de toutes les démarches de cocréation de politiques publiques dans des milieux ruraux et nous ne pourrions donc pas généraliser nos résultats. Cependant, Krueger (1998) mentionne que dans une telle situation, il est possible de parler de transférabilité des concepts plutôt que de généralisation. Nos résultats soulèvent ainsi des considérations importantes et des « leçons apprises » pour les futures initiatives de co-élaboration de politiques publiques dans des petites municipalités rurales en transition socioécologique. Dans la prochaine section, nous décrivons brièvement les outils de collecte de données qui ont permis d'obtenir nos résultats.

3.4 LES OUTILS DE COLLECTE DE DONNÉES

Les méthodes de recherche qualitatives amènent naturellement à certaines stratégies de collecte de données permettant de comprendre les acteur·rice·s et leur réalité (Dumez, 2011). Le choix des outils de collecte de données se fait en fonction de la posture épistémologique, de l'approche méthodologique, mais aussi des contraintes humaines, financières et temporelles. Puisque nous avons choisi une recherche qualitative, nous avons utilisé différents outils de collecte pour trianguler les données et ainsi augmenter leur validité (Wacheux, 1996). Dans notre cas, les trois stratégies de collecte de données sont l'entrevue individuelle semi-dirigée, le journal de bord personnel et le journal de bord collectif du Grand Dialogue, que nous allons présenter dans cette section.

3.4.1 ENTRETIENS INDIVIDUELS SEMI-DIRIGÉS

L'entretien individuel semi-dirigé, selon Fortin (2010), est une interaction verbale menée par un chercheur ou une chercheuse à partir d'une liste de thèmes qu'il ou elle souhaite aborder avec un individu sur un sujet précis. Ce type d'entretien individuel se base sur des interrogations formulées et ouvertes (Pegdwendé Sawadogo, 2018). Le ou la participant·e est libre de s'exprimer et il est possible pour le chercheur ou la chercheuse d'improviser en posant de nouvelles questions si d'autres aspects intéressants émergent. En ce sens, Poupart (1997) pense que cette méthode permet d'explorer en profondeur les différentes facettes de l'expérience de la personne interviewée. L'importance de l'entretien réside dans la nécessité de s'attacher au singulier pour remonter au général, comme le relève Michelat (1975). Ainsi, l'entretien individuel semi-dirigé est le principal outil de collecte de données vu la nature de notre question de recherche : quelles sont les approches participatives les plus utiles dans une démarche de cocréation de politiques publiques dans une petite municipalité rurale en processus de transition socioécologique ? Cette question nécessite de comprendre les principales raisons qui ont poussé les citoyen·ne·s à participer aux activités de la démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves*, les expériences vécues par les animateur·rice·s et les participant·e·s durant les activités, ainsi que les perceptions des citoyen·ne·s et de l'équipe municipale sur l'ampleur d'une telle démarche de cocréation de politiques publiques.

L'entretien se déroule selon un guide d'entretien (annexe 1) composé de questions en fonction de nos objectifs de recherche et adapté au type d'interlocuteurs et d'interlocutrices (animateur·rice, élu·e ou agent·e municipal, citoyen·ne et jeune), comme le suggère Pegdwendé Sawadogo (2018). C'est un système organisé de questions thématiques permettant de structurer l'entretien, sans induire un discours commandé. Il est structuré sur la base de notre référentiel d'évaluation (annexe 2), première étape d'un processus d'évaluation, comme mentionné dans notre cadre théorique. Le guide d'entrevue était constitué de deux parties majeures : 1) l'expérience vécue au travers de la démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves* et 2) les atouts et faiblesses des activités de consultations auxquelles vous avez participé. À la fin de nos entrevues nous avons utilisé une grille d'évaluation multicritères (annexe 3) inspirée de la grille de Valette et al. (2016) présentée dans notre cadre théorique. Nous l'avons adaptée à notre recherche au regard de notre référentiel d'évaluation

(annexe 2). Elle sert à approfondir les premiers échanges avec les interviewé·e·s et affiner notre compréhension des effets de chaque animation sur les participant·e·s, la municipalité, les politiques (contenu) et le projet d'élaboration des politiques. En fait, notre guide d'entretien est davantage axé sur la démarche globale, alors que notre grille d'évaluation multicritères l'est sur les mécanismes d'animation. Le guide d'entretien était évolutif et de nouveaux sujets à explorer ont été intégrés au fur et à mesure du temps (ex. : renforcement du pouvoir d'agir).

Le choix des interlocuteur·rice·s dans notre recherche a été effectué de manière non probabiliste et à choix raisonné. Non probabiliste, car tous les citoyen·ne·s n'ont pas la même chance de participer aux entrevues de recherche (Le Maux, 2017) et par choix raisonné, car nos critères de choix sont connus et raisonnés (Beaud, 2009). L'échantillonnage a été fait selon les caractéristiques de la population que l'on voulait étudier (Pegdwendé Sawadogo, 2018). Dans ce cas-ci, il s'agissait des acteur·rice·s impliqué·e·s dans la démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves*. Ces acteur·rice·s représentaient trois types de rôles dans la démarche (animateur·rices, participant·es, porteur·euse·s). À savoir que les porteur·euse·s sont les membres de l'équipe municipale (élu·e·s et agent·e·s municipaux·ales). Ils pouvaient aussi endosser un rôle de participant ou d'animateur selon les différentes activités de la démarche. De même, les animateur·rice·s pouvaient aussi avoir un rôle de concepteur·rice des activités participatives. Nous avons cherché à rejoindre un groupe varié d'interlocuteur·rice·s. En effet, nous avons visé au moins un participant et un animateur pour chaque activité de la démarche, ainsi qu'au moins un jeune, un adulte, une personne aînée, un nouvel arrivant et un natif du village au sein des participant·e·s.

Au début de l'hiver 2023, l'étudiante-chercheuse a contacté individuellement les répondant·e·s, les invitant à participer à une entrevue de recherche, ce qui a conduit à la réalisation de onze entretiens. Pour sélectionner les personnes à interviewer, l'étudiante-chercheuse a tout d'abord identifié les acteur·rice·s qui ont participé au plus grand nombre d'activités de la démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves*. L'idée étant de couvrir le plus grand nombre de mécanismes d'animation lors d'une seule et même interview. Ensuite, elle a sollicité les personnes mobilisées

dans leur communauté et ayant démontré un intérêt pour la présente recherche. Enfin, elle est allée chercher quelques personnes étant moins mobilisées dans la communauté. La plupart des personnes interviewées étaient des connaissances de l'étudiante-chercheuse. Elle prenait donc contact avec eux par courriel, par message texte ou en leur demandant de vive voix pour savoir s'ils étaient intéressés. Presque toutes les personnes sollicitées ont accepté la demande, seul un enfant sollicité n'a pas souhaité participer. En effet, chaque personne était libre de refuser et était au courant de l'anonymisation des données, selon le certificat éthique (en annexe) qui leur était partagé.

Le tableau 3 présente l'échantillon des acteur·rice·s interviewé·e·s, tout en respectant leur anonymat. Les entrevues semi-dirigées étaient de type transversal puisque chaque participant·e n'a été contacté qu'une seule fois (sauf pour des besoins de suivi ou de précision par courriel), pour une durée s'étirant de trente minutes à une heure et demie, en fonction des répondants. Elles ont été enregistrées et transcrites sous forme de verbatim.

TABLEAU 3 : Échantillon des entretiens semi-directifs

Rôle	Nombre de répondant·e·s
Porteur·euse·s	4
Animateur·rice·s	3
Participant·e·s	4
Total répondant·e·s	11

(Source : autrice)

3.4.2 JOURNAUX DE BORD INDIVIDUEL ET COLLECTIF

Le journal de bord fait partie des documents écrits couramment utilisés dans des méthodes de recherche qualitative (Pegdwendé Sawadogo, 2018 ; April et Larouche, 2006). L'utilisation de l'écriture permet de structurer une pensée, surmonter des blocages et prendre du recul (Pépin, 2015 ; Olivier de Sardan, 1995). Il peut être un précieux outil pour apprendre à faire de la recherche (Vanlint, 2018), ce qui est d'autant plus vrai lors d'une première expérience, comme dans notre cas. On distingue généralement le journal de terrain (les notes d'observation) et le journal de bord qui permet

de garder des traces de l'ensemble des aspects et étapes de la recherche (Pegdwendé Sawadogo, 2018). Notre journal de bord personnel regroupe ces deux aspects. On y note, de manière chronologique, nos observations sur le terrain lors d'activités citoyennes, ou lors de discussions avec des collègues animateurs ou de l'équipe municipale, ainsi que nos réflexions, à la suite de conversations avec notre direction de recherche ou au cours de nos lectures.

Bien que le journal de bord soit généralement considéré comme étant personnel, Flick (1998) et Lejeune (2014) recommandent de le partager, surtout lorsque la recherche implique plusieurs personnes. En ce sens, nous utilisons le journal de bord collectif du Grand Dialogue dans notre recherche pour réfléchir quant à l'évaluation de chaque mécanisme participatif mis en œuvre à Petit-Saguenay. Le journal de bord collectif du Grand Dialogue est un tableau partagé dans lequel les animateur·rice·s peuvent noter leurs réflexions et commentaires, à la suite de l'animation d'une activité. Ce tableau aborde notamment les efforts (besoins matériels, humains, efforts de mobilisation, etc.), les retombées (stratégies intéressantes, compétences nécessaires, collaborations), une analyse (défis, limites, forces) ou encore des pistes d'améliorations pour chaque activité participative. Ce journal est évolutif et compte aujourd'hui près d'une centaine d'activités participatives testées par le collectif dans la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean. Les activités déployées dans le cadre de la démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves* en font partie. Cet outil permet d'avoir d'autres avis de professionnels en participation citoyenne quant aux forces et faiblesses de ces activités, au-delà des animateur·rice·s interviewé·e·s.

3.5 L'ANALYSE DES DONNÉES

Selon Niang (2018), peu importe la posture épistémologique adoptée, l'objectif de l'analyse de contenu est la recherche de sens. Toutefois, plusieurs approches d'analyses des données qualitatives existent dans la littérature (Bouchard, 2020 ; Guillemette, 2006). Par exemple, l'analyse de contenu thématique, l'approche inductive générale, la théorie ancrée (grounded theory) ou

la *framework analysis*. Des éléments de différentes approches peuvent être combinés en une seule analyse, précisent Pope et Mays (2006). L'analyse des données a été effectuée en deux étapes, comme décrites dans les sous-sections suivantes, en combinant l'analyse thématique et une grille d'analyse multicritères.

3.5.1 ANALYSE DE CONTENU THÉMATIQUE

L'analyse de contenu est un terme vaste désignant un ensemble de méthode d'analyse de documents permettant d'expliquer le ou les sens qui y sont contenus et/ou les manières dont ils parviennent à faire sens (Mucchielli, 2009). L'analyse de contenu thématique est la méthode que l'on emploie le plus souvent en sciences sociales (Desanti et Cardon, 2010). Selon Paillé et Mucchielli (2016), cette démarche consisterait à rechercher des thèmes et des sous-thèmes que l'on retrouve d'un entretien à un autre, au fur et à mesure de la lecture, en rapport avec l'objectif de recherche. L'objectif est donc de comparer les propos de chaque personne interviewée et d'en faire ressortir les tendances ou divergences, afin d'en tirer des conclusions plus générales (Anadon et Savoie-Zajc, 2009).

L'exploitation des entretiens se réalise en général à partir de deux types de lecture des documents. La première, verticale, consiste à consigner les impressions subjectives de l'analyste à l'égard des éléments observés. La seconde, transversale, aussi appelée horizontale, embrasse tout le texte et comprend toutes les opérations de décompte des éléments (Bardin, 1989). Dans notre démarche d'analyse de contenu thématique, nous avons combiné les analyses verticale et transversale. Nous avons utilisé un logiciel de traitement de l'information (NVivo, É-U), pour assister l'analyse des données (Gruson Daniel, 2018). Il permet d'étiqueter des éléments dans un texte et les organiser en différentes sous-catégories. Nous avons aussi sollicité les options quantitatives du logiciel comme des nuages de mots et des indications des mots les plus utilisés par exemple. Les thèmes dégagés par intuition de cette opération de repérage viennent compléter les thèmes

préétablis issus de notre guide d'entretien. Cette double opération de repérage thématique aboutit ainsi à la construction d'un arbre thématique (annexe 4) qui structure nos résultats de recherche.

3.5.2 GRILLE D'ANALYSE DES ANIMATIONS

En plus de l'analyse des données au travers du logiciel NVivo, nous avons créé une grille d'analyse des activités de la démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves* (annexe 5). Cette grille nous a permis d'identifier visuellement la répartition des forces et faiblesses de chaque animation selon leurs effets sur la politique, le projet d'élaboration des politiques, la municipalité, les participants·e·s et les animateur·rice·s. Nous sommes parties de la grille d'évaluation multicritère (annexe 3), utilisée lors des entrevues semi-dirigées, pour la créer. En fait, nous avons amélioré et retravaillé la grille d'évaluation multicritère à la suite des entrevues pour ajouter les points soulevés par les répondant·e·s et améliorer la lisibilité pour l'étape d'analyse :

- Les critères (lignes) ont été séparés en points positifs et négatifs pour chaque catégorie d'effet.
- Les forces et faiblesses ne sont pas seulement des effets ou impacts des activités, mais aussi des caractéristiques générales et des résultats liés au processus.
- Une catégorie d'effets sur les animateur·rices a été ajoutée aux catégories sur les participant·e·s, sur la municipalité, sur le projet et sur les politiques.
- En s'inspirant de notre revue de littérature (Hansotte, 2021 ; Centre Morris J. Wosk, 2020 ; OCDE, 2020), les activités (colonnes) ont été catégorisées selon :
 - le groupe visé : homogène (organisme, comité, club ou association de la communauté) et hétérogène (événement ouvert à tous·tes).
 - la forme de l'animation : formelle ou informelle
 - les types d'activités du journal de bord collectif du Grand Dialogue : ludique, intellectuelle, autonome, extérieur et en ligne.

Ce tableau à double entrée (annexe 5) a été rempli selon les réponses et arguments des interviewés en premier lieu. Chaque fois qu'un propos semblait justifier qu'une activité avait tel ou tel effet, une petite croix noire était insérée dans le tableau. Si plus de la moitié des répondants était

d'accord, deux croix, et si le propos faisait l'unanimité, trois croix. Puis, nous l'avons complétée selon nos observations personnelles (croix grises), notamment pour les activités pour lesquelles nous n'avons pas pu interviewer de participant·e·s.

3.6 LES CONSIDÉRATIONS ÉTHIQUES

Les enjeux éthiques ont été considérés à chaque étape du projet de recherche puisque le projet mobilise des sujets humains. Afin de nous assurer de respecter les considérations éthiques de la recherche, nous avons fait une demande de certification éthique auprès du comité d'éthique de la recherche de l'Université du Québec à Chicoutimi avant le début du recrutement des participant·e·s (voir le certificat à l'annexe 6).

Les participant·e·s aux entrevues ont eu à lire et signer un formulaire d'information et de consentement au début des entrevues, qui les informait précisément des objectifs de la recherche, du déroulement des entrevues, des avantages et inconvénients possibles en lien avec leur participation, ainsi que de quelle façon leur confidentialité serait assurée (voir l'annexe 7). Ce formulaire d'information et de consentement a aussi été adapté pour les personnes mineures et celles de moins de 14 ans (une personne concernée dans les répondant·e·s). Toutes les informations partagées au cours des entretiens ont été anonymisées grâce à un code numérique attribué à chaque participant·e au début de la période de collecte de données. Ce code a été utilisé par la suite de la recherche pour identifier toute la documentation en lien avec les entrevues. Les verbatims d'entrevues sont conservés sur un ordinateur protégé par un mot de passe connu de l'étudiante-chercheuse uniquement. Les prochains chapitres portent sur les résultats de la recherche.

CHAPITRE 4

LES RÉSULTATS DE LA DÉMARCHE CRÉER LE PETIT-SAGUENAY DE NOS RÊVES

Les chapitres 4 à 8 visent à présenter et à interpréter les résultats de la recherche. Nous répondons aux trois sous-questions de recherche énoncées dans le premier chapitre : quelles sont les forces et faiblesses des différents mécanismes d'animation utilisés dans ces approches ? Est-ce que certaines approches favorisent la participation des publics les plus éloignés des espaces de discussions ? Est-ce que la démarche atteint ses objectifs et est répliquable ? Ces questions découlent de notre objectif principal, soit de définir l'utilité des démarches de participation citoyenne ayant des approches émergentes, dans une petite municipalité rurale en transition. Nos résultats seront ensuite analysés à la lumière de la littérature dans la discussion.

Avant d'exposer et d'analyser les données issues des entrevues de recherche, il est nécessaire de connaître le terrain d'étude, la mise en œuvre et les résultats de la démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves*. Dans ce quatrième chapitre, nous présentons donc les origines de la démarche, ses objectifs, son processus de création, les acteur·rice·s impliqué·e·s, les différentes animations qui l'ont composée et les livrables qui en ont émané. Enfin, nous terminerons ce chapitre en synthétisant l'implication dans la démarche des répondants à l'entretien semi-dirigé.

4.1 TERRAIN À L'ÉTUDE : LA MUNICIPALITÉ DE PETIT-SAGUENAY

Pour mieux comprendre comment une étude de cas concret peut nous éclairer quant à notre problématique de recherche, il faut se replonger dans le contexte géographique et temporel de création de la démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves*. Petit-Saguenay est un village du Saguenay–Lac-Saint-Jean ayant un contexte socio-économique difficile, selon les chiffres

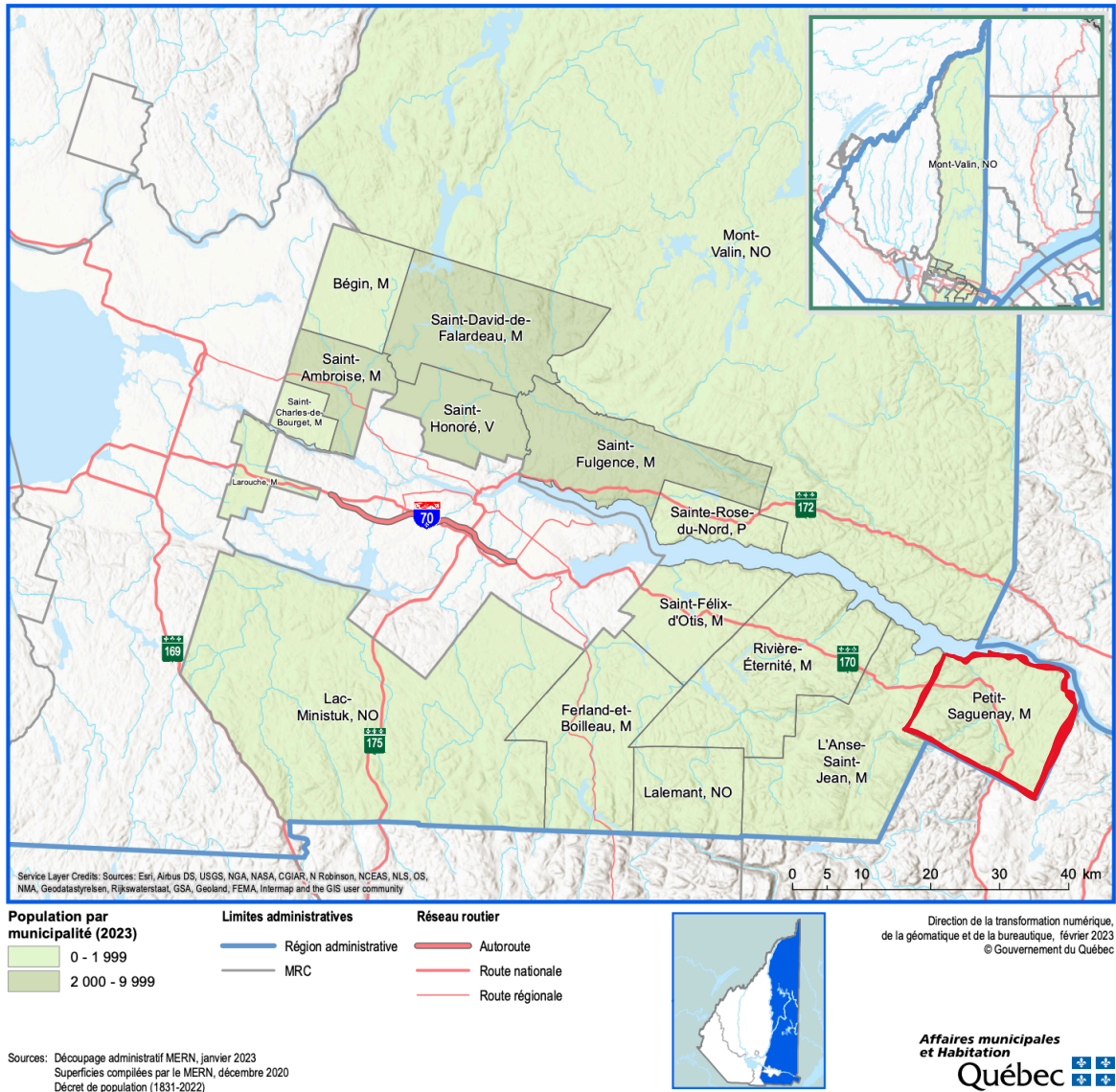
(Statistiques Canada) et l'indice de vitalité économique du gouvernement : salaire moyen faible, démographie en baisse et taux de scolarisation en dessous de la moyenne régionale (Riverin et al., 2023). Cependant, c'est un village où le nombre d'élèves à l'école primaire recommence à augmenter selon l'équipe municipale, où les plus gros investissements en développement immobilier sont réalisés depuis des décennies au sein du conseil municipal, et où les agent·e·s municipaux·ales sont sollicité·e·s pour témoigner lors de congrès et colloques sur la participation citoyenne ou la transition socioécologique à Montréal⁵. Ce renouveau semble notamment rendu possible par la volonté politique de transition socioécologique du conseil municipal en place, les leçons apprises du passé, la culture participative de la communauté et le lien de la municipalité avec le monde universitaire (Riverin et al., 2023).

4.1.1 CONTEXTE GÉOGRAPHIQUE ET SOCIO-ÉCONOMIQUE

La municipalité de Petit-Saguenay est située au sud-ouest de la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean, aux abords de la région de Charlevoix-Est, et fait partie de la MRC du Fjord-du-Saguenay (figure 4). Le village se trouve au 5^e quintile (Q5) dans l'indice vitalité économique du MAMH, soit dans le groupe des territoires les moins vitalisés du Bas-Saguenay et du Québec (tableau 4) (Riverin et al., 2023).

⁵ ACFAS, s.d. ; Brisson, 2023 ; Villes Régions Monde, s.d

Figure 4. Carte de localisation de la municipalité de Petit-Saguenay, terrain d'étude de la démarche



(Source : MAMH, 2023)

TABLEAU 4. Indice de vitalité des municipalités du Bas-Saguenay Sud, en 2018

Municipalités	Indice de vitalité en 2018	Quintile
Petit-Saguenay	-12,27381	Q5
Rivière-Éternité	-11,48554	Q5
L'Anse-Saint-Jean	-4,40353	Q4
Ferland-et-Boilleau	-2,7388	Q4
Saint-Félix-d'Otis	0,93574	Q3
MRC du Fjord-du-Saguenay	1,15252	Q3

(Source : MAMH, 2018)

Depuis 1980, comme dans de nombreux autres villages au Québec, on peut constater une diminution et un vieillissement de la population de Petit-Saguenay. En 2016, le village comptait 634 habitants avec un âge médian de 55,2 ans (municipalité de Petit-Saguenay, 2021). Aujourd'hui, c'est près de la moitié de la population qui est à la retraite. Petit-Saguenay est situé à 90 km de Ville de Saguenay et 88 km de La Malbaie, les deux centres urbains les plus près. Dans les dernières décennies, cette communauté a donc dû se mobiliser pour maintenir ses services de proximité (école, épicerie, station-service), malgré un déclin démographique (Riverin et al., 2023).

4.1.2 UNE CULTURE PARTICIPATIVE

En 2008, la municipalité de Petit-Saguenay a réalisé une démarche prospective appelée « Rêver le village Petit-Saguenay en 2020 », qui souhaitait renouveler les bases de la mobilisation locale en se basant sur les facultés imaginatives des gens et une bonne connaissance des problématiques à résoudre (Simard, 2015, p.14). L'intérêt des citoyen·ne·s était bien présent au départ, cependant, la lourdeur du travail à faire pour faire avancer les projets, les politiques d'austérité du gouvernement libéral en 2014 et l'implication des mêmes personnes dans chaque projet ont provoqué un essoufflement progressif chez les participant·e·s, puis chez les agent·e·s municipaux·ales. Pour beaucoup, les politiques d'austérité ont rendu la participation citoyenne dans

les milieux ruraux encore plus nécessaire, tout en la rendant plus difficile, compte tenu du manque criant de ressources (Bonneau et al, 2020 ; Boisvert, 2013 ; Klein, 2012 ; Skinner et Joseph, 2011). Ces différentes situations critiques et l'ouverture d'esprit des Saguenois et Saguenoises ont permis d'y établir une culture participative qui a retenu l'attention de Sainte-Camille, modèle de développement local au Québec (Riverin et al., 2023).

4.1.3 DES LIENS ÉTABLIS AVEC LE MONDE DE LA RECHERCHE

Ainsi, en 2017, la municipalité de Petit-Saguenay intègre le projet des Ateliers des Savoirs Partagés (ASP) aux côtés de Saint-Camille et de la MRC de Bellechasse, supportés par le CRISES (Centre de recherche sur les innovations sociales) et le TIESS (Territoires Innovants en économie sociale et solidaire) (Tremblay et al., 2022). Il s'agit d'une démarche panquébécoise qui cherche à faciliter la liaison entre les acteur·rices de terrain impliqué·es dans les actions de mobilisation citoyenne et les chercheur·es provenant de huit universités. Cette approche amène une collaboration étroite entre des communautés rurales et le monde de la recherche, ainsi qu'entre les communautés rurales elles-mêmes. Elle vise le croisement des savoirs et le déploiement de solutions innovantes pour aider les milieux concernés à relever les nombreux défis auxquels ils sont confrontés, comme l'attractivité des villages, l'émergence de la relève et la transition socioécologique (Dion, 2023). Jusqu'à aujourd'hui, les ASP ont apporté certains bénéfices à la municipalité de Petit-Saguenay grâce à l'inspiration circulant dans leur réseau et l'implication de trois professeurs-chercheurs et quatre étudiants-chercheurs du département des sciences humaines et sociales de l'UQAC : les POPS (Produits Origines Petit-Saguenay), un projet d'écoquartier, la rédaction d'une monographie, la rédaction d'une rapport de stage sur l'attractivité territoriale des milieux ruraux dévitalisés, un rayonnement universitaire (Riverin et al., 2023).

4.1.4 STAGE MITACS : PRATIQUES MUNICIPALES DE PETIT-SAGUENAY EN DÉVELOPPEMENT DURABLE ET PARTICIPATION CITOYENNE

C'est dans ce contexte de partenariat avec l'UQAC que nous avons été recrutée par la municipalité de Petit-Saguenay à l'été 2021, en tant qu'étudiante-chercheuse à la maîtrise en études et interventions régionales (MEIR). Dans le cadre d'un stage subventionné par le programme accélération MITACS, notre mandat était d'élaborer à la fois une politique de participation citoyenne audacieuse, allant au-delà des volontés habituelles de consultation, ainsi qu'une politique de développement durable. La municipalité souhaitait développer et mettre en application des outils et mécanismes de participation et de développement durable qui faciliterait l'opérationnalisation des principes établis par le cadre politique. Finalement, le défi de notre mandat était de développer un processus d'accompagnement pour une petite municipalité rurale dans l'élaboration de politiques de participation citoyenne et de développement durable.

4.1.5 PETIT-SAGUENAY, LABORATOIRE RURAL DU GRAND DIALOGUE

Lors de la planification de l'élaboration des deux politiques publiques souhaitées par la municipalité, l'étudiante-chercheuse imaginait mettre sur pieds une démarche de consultation commune pour éviter de sur solliciter les citoyens et citoyennes. D'ailleurs, le conseil municipal pensait en profiter pour valider sa planification stratégique auprès de la population. C'est alors que le Grand Dialogue proposa à Petit-Saguenay de devenir un de ses laboratoires ruraux et de prendre part à leur démarche de consultation. Le partenariat proposé à Petit-Saguenay est simple : le Grand Dialogue leur apporte des ressources humaines (animateur·rice·s, savoirs), techniques (matériel, outils de traitement des données, outils de suivi) et financières. En retour, la municipalité de Petit-Saguenay s'engage à devenir un laboratoire du Grand Dialogue, c'est-à-dire être le terrain d'essais de mécanismes d'animation et autoriser le partage des données recueillies au travers des activités

effectuées pour alimenter le rêve régional du Grand Dialogue. C'est une opportunité que la petite municipalité n'hésite pas à saisir. En janvier 2022, les besoins de Petit-Saguenay sont donc regroupés avec ceux du Grand Dialogue en une seule démarche prospective de consultation citoyenne appelée *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves*, se voulant inclusive et positive.

4.2 LA DÉMARCHE CRÉER LE PETIT-SAGUENAY DE NOS RÊVES

Les laboratoires ruraux du Grand Dialogue s'inscrivent dans un projet intitulé *Entendre toutes les voix*. En effet, après une année d'activités de consultation majoritairement en ligne à cause de la pandémie de la Covid-19, l'équipe du Grand Dialogue s'est rendu compte que la population qui s'était exprimée dans la construction de leur rêve régional était plutôt homogène. Selon des discussions avec quelques animateur·rice·s du Grand Dialogue, les participant·e·s étaient majoritairement des adultes résidant en ville avec un haut niveau d'éducation et déjà sensibilisé·e·s, voire mobilisé·e·s, quant à la transition socioécologique. Le projet *Entendre toutes les voix* a donc été mis sur pieds pour tenter de rejoindre d'autres types de publics spécifiques : jeunes, aînés, travailleurs de l'industrie, immigrants et milieux ruraux (Grand Dialogue pour la transition, 2023). De même, au sein de la municipalité de Petit-Saguenay, le contexte post-pandémique et les leçons tirées de la démarche *Rêver le village de Petit-Saguenay en 2020*, qui a eu lieu en 2008, ont souligné la nécessité d'avoir une démarche de consultation pouvant redonner l'envie aux citoyen·ne·s de se rencontrer et de s'intéresser à la sphère politique, sans devoir s'impliquer dans un processus trop complexe.

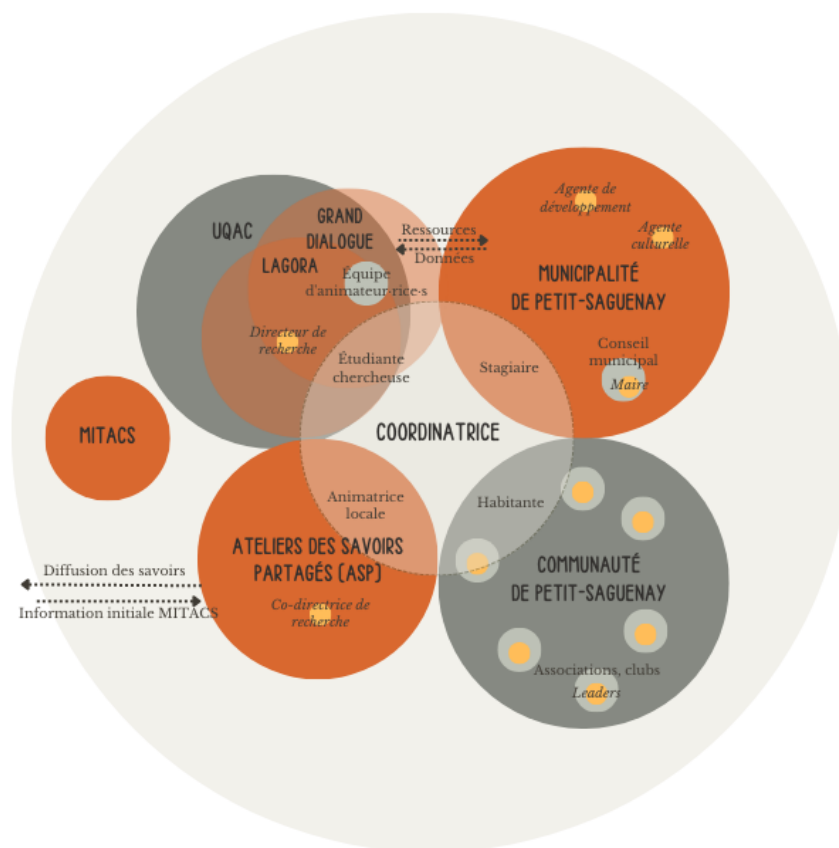
Pour la municipalité, les objectifs de cette démarche étaient donc de 1) rapprocher les citoyen·ne·s de la vie politique en les intégrant dans le processus d'élaboration de deux politiques municipales et d'un plan d'action, 2) donner la réelle opportunité à chaque citoyen.ne, peu importe son âge, son genre ou sa profession, de s'exprimer sur l'avenir de son village et 3) permettre aux citoyen·ne·s de se (re)connecter les uns aux autres au travers d'activités participatives festives et

rassembleuses, suite à la pandémie. La connaissance de ces objectifs est nécessaire à l'évaluation de l'efficacité de la démarche, étant un de nos sous-objectifs de recherche.

La cartographie des acteur·rice·s (figure 5) de la démarche permet de mieux comprendre les dynamiques et les rôles de chaque organisme ou individu impliqués de près ou de loin dans la démarche. La démarche mobilise de nombreux acteurs institutionnels, privés, et de la société civile. Il y a, tout d'abord, la municipalité de Petit-Saguenay qui est le porteur du projet, composée du conseil municipal et des agentes de développement et culturelle. Ensuite, la communauté de Petit-Saguenay est sollicitée dans l'élaboration de la vision collective et des politiques, soit les résidents, mais aussi les clubs et associations. Le collectif des Ateliers des Savoirs Partagés est aussi impliqué comme élément de mèche d'allumage (partage de l'information pour d'un stage MITACS avec la municipalité) et pour la diffusion des savoirs. Enfin, les équipes du Grand Dialogue et de LAGORA de l'UQAC sont impliquées comme animateur·rice·s. Les organismes financeurs (argent, matériel, ressources humaines) sont : MITACS, la municipalité de Petit-Saguenay, les Ateliers des Savoirs Partagés, LAGORA et le Grand Dialogue. Dans chacune de ces entités, il y a des individus qui ont joué un rôle clef dans la démarche. Nous approfondirons et analyserons ce réseau d'acteur·rice·s à la lumière des entrevues de recherche dans un prochain chapitre.

La démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves* s'est déroulée d'octobre 2021 au 1^{er} mars 2023. Elle peut se résumer en 5 phases distinctes : la planification, les animations sur le terrain, la synthèse et l'analyse des données, l'adoption des politiques publiques par le conseil municipal et enfin la rétroaction. Le schéma ci-dessous (figure 6) détaille les étapes de la démarche, au travers desquelles nous allons passer.

Figure 5. Cartographie des acteur·rice·s de la démarche Créer le Petit-Saguenay de nos rêves

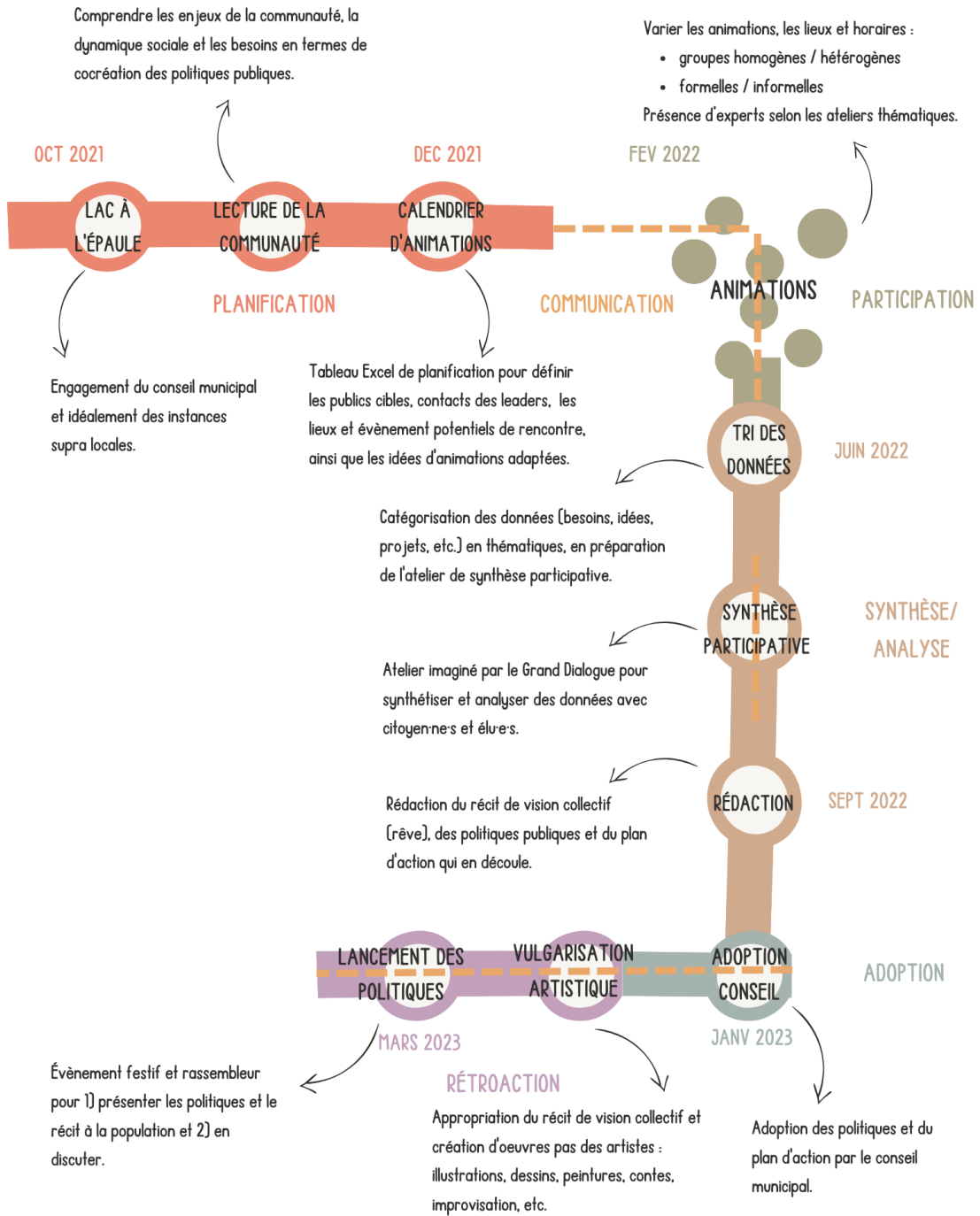


LÉGENDE

- ORGANISMES FINANCEURS
- GROUPES ET COMITÉS ACTIFS
- INDIVIDUS CLEFS
- AUTRES COMMUNAUTÉS

(Source : autrice)

Figure 6. Étapes de la démarche Créer le Petit-Saguenay de nos rêves



(Source : autrice)

4.2.1 PLANIFICATION ET COMMUNICATION

Il y avait une volonté du conseil municipal (formulée lors d'un lac-à-l'épaule en octobre 2021) d'aller vers la population que l'on n'entend pas souvent dans les conseils municipaux et autres consultations publiques. Une des stratégies de la démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves* pour récolter des données (idées, besoins, rêves, etc.) était donc de venir s'arrimer à des activités ou événements existants, plutôt que d'organiser des activités de participation citoyenne de toutes pièces. L'objectif était de ne pas alourdir l'agenda des citoyen·ne·s et favoriser leur participation. Ainsi, la première étape fut de créer un tableau des lieux ou temps potentiels de rencontres, par catégories d'acteur·rice·s cibles (annexe 6). Par exemple, pour rejoindre les aîné·es, les activités (périodiques et ponctuelles) durant lesquelles il était possible de les rencontrer ont été listées : une marche en nature avec le club de marche deux après-midi par semaine, l'assemblée générale mensuelle du cercle des fermières, les pratiques hebdomadaires de la chorale, etc. Des événements à plus large public ont aussi été intégrés à la planification, comme le festival d'hiver de Petit-Saguenay ou le lancement de politiques publiques. Dans un deuxième temps, les activités à organiser ont été priorisées selon trois critères : les efforts à mettre en œuvre pour organiser l'activité, l'existence ou non d'un contact clef et le caractère prioritaire de certains publics cibles (comme les adolescents par exemple que l'on entend moins souvent que les aînés dans des espaces de discussion politiques).

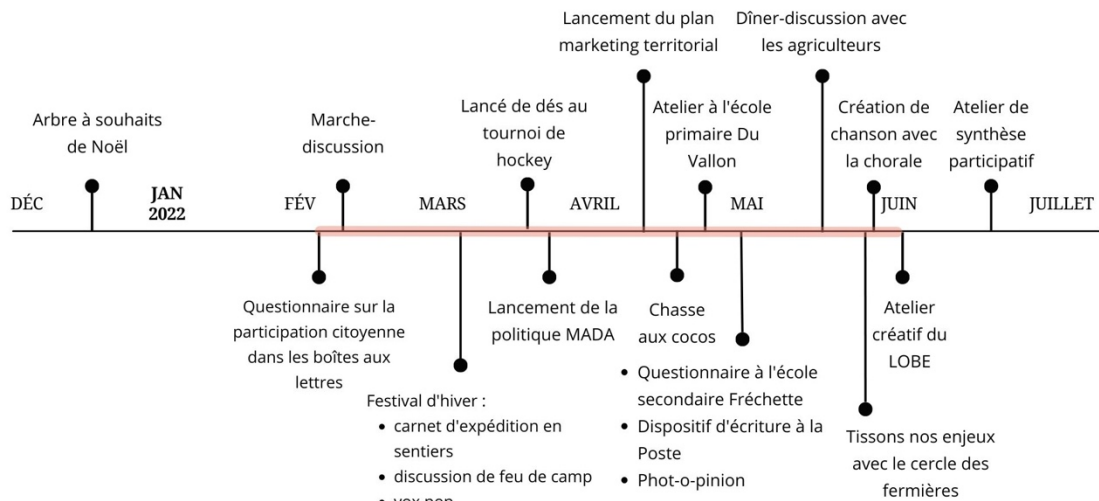
Pour partager les informations sur la démarche et les différentes animations, plusieurs canaux de communication ont été utilisés ponctuellement (pointillés discontinus jaunes sur le schéma) : des communications en ligne (page Facebook du Babillard de Petit-Saguenay, site internet de la municipalité, etc.), mais aussi en papiers (bulletin municipal mensuel, journal local le Trait d'Union). Les communications étaient surtout réalisées en amont d'une activité publique pour inviter les citoyen·ne·s à participer, et en aval d'une activité pour rendre compte des échanges. Du point de vue des ressources humaines, au-delà des animateur·rice·s du Grand Dialogue, plusieurs autres personnes ont contribué à la création ou l'animation d'activité : citoyen·ne·s bénévoles, l'équipe de

l'Action Globale et Innovante pour la Réussite éducative au Bas-Saguenay (l'AGIR), élu.es, agent.es municipaux, agente culturelle, etc.

4.2.2 ANIMATIONS

Dix-neuf activités ont été mises en œuvre, sur une période approximative de quatre mois, soit de février à juin 2022 (figure 7). Seuls l'animation de l'arbre à souhait de Noël, qui était la première expérimentation inspirée des méthodes du Grand Dialogue à Petit-Saguenay, en décembre 2021 et l'atelier de synthèse participative en juillet 2022 ont été effectués en dehors de cette période.

Figure 7. Ligne du temps des animations de la démarche Créer le Petit-Saguenay de nos rêves



(Source : autrice)

Une courte description de chaque activité est proposée dans le tableau ci-dessous (tableau 5), ainsi que le nombre de participant·e·s et la catégorie de public cible rejoint. Les données de ce tableau sont issues de nos observations sur le terrain.

TABLEAU 5 : Activités de la démarche Créer le Petit-Saguenay de nos rêves

Activité	Résumé de l'activité	Nb participants	Catégorie(s) public rejoint
Arbre à souhait de Noël	Soirée avec feu et boissons chaudes. Tous les résidents étaient invités à venir accrocher leurs vœux pour l'avenir du village dans un sapin illuminé.	15	Enfants, adultes, aînés
Chasse aux cocos	Chasse aux œufs en chocolat pour Pâques. Les enfants devaient répondre à des questions thématiques sur la transition pour obtenir leurs chocolats. Distribution de semences de fleurs (en échange d'une "idée à voir fleurir") pour les adultes.	32	Enfants, adultes, aînés
Questionnaire sur la participation citoyenne	Questionnaire papier et en ligne envoyé à tous les résidents pour connaître leur perception et connaissance sur la participation citoyenne dans le village.	42	Adultes, aînés
Questionnaire aux adolescents de l'école secondaire	Questionnaire papier distribué aux élèves de l'école secondaire en partenariat avec l'AGIR. Les questions abordaient plusieurs sujets : la transition socioécologique, la vitalité rurale et les activités de loisirs (art et sport).	6	Élèves 1-5e secondaire
Marche-discussion avec le club de marche	Sortie d'une heure par petits groupes (3-4 personnes) dans un sentier. Discussions autour de différentes thématiques de la transition.	10	Aînés (femmes)
Atelier La Forêt des Frères à l'école primaire	Lecture animée du livre illustré <i>La Forêt des frères</i> aux enfants de deux classes de l'école primaire du Vallon. S'en suivait un atelier en sous-groupes, où les enfants devaient dessiner le village de leur rêve, en lien avec le livre.	23	Enfants primaire
Dataviz nomade à l'école primaire	Le Dataviz est un dispositif nomade en bois de sondages physiques. Il permet de poser 3 questions avec ses 3 faces interchangeable. Chacune à une manière de récolter l'information différente : vote par pinces à linge, babillard, boîte aux lettres.	23	Enfants primaire
Carnets d'expédition à l'école primaire	Carnet papier à compléter par les enfants durant une marche en nature. Exercice en pleine conscience. Activité effectuée avec une classe du primaire, animée par leur enseignant.	11	Enfants primaire
Carnets d'expédition en autonomie	Carnets disponibles à l'entrée d'un sentier de marche durant le Festival d'hiver de Petit-Saguenay.	3	Enfants
Discussion sortie pêche blanche	Certains citoyen-ne-s impliqués dans la démarche avaient de belles discussions sur le développement du village avec des proches. Pour valoriser ces échanges, ils pouvaient les retranscrire et nous les partager de manière anonyme.	3	Enfants, jeune adulte, adulte
Vox pop au festival d'hiver	Durant le festival d'hiver, des animateur-ric-e-s allaient à la rencontre des citoyen-ne-s (de tous âges) pour leur poser une question sur la thématique de leur choix.	3	Adultes (hommes)
Dés au tournoi de hockey des entreprises	Échanges autour d'une question posée sur une thématique tirée au hasard grâce aux dés de la transition.	20	Adultes (hommes)
Atelier au lancement de la politique MADA	Atelier de réflexion en sous-groupes : 1) leviers de mobilisation des autres personnes âgées du village et 2) définition, vision rêvée et actions concrètes pour une thématique de la transition tirée avec les dés.	20	Aîné.e.s
Atelier au lancement du plan marketing territorial	Exercice de rêve éveillé en sous-groupes pour imaginer le développement du village, d'un point de vue touristique, dans une dizaine d'années.	20	Adultes, entrepreneurs
Atelier créatif final avec le LOBE	Trois équipes devaient répondre à la question « Comment imaginez-vous le développement de votre village dans les prochaines années ? » selon leur thématique (écologie, économie ou anthropologie) et via leur forme d'art attirée (écriture, peinture ou sculpture).	16	Aînés, adultes, enfants, bébés
Création de chanson avec la chorale	Exercice de création dans lequel, les membres de la chorale devaient créer les paroles d'une chanson en collaboration. C'était une forme de rêve éveillé puisqu'ils devaient s'imaginer quelques années plus tard et décrire le développement idéal de la chorale et du village.	7	Aînés + 1 jeune couple
Écrit une lettre au futur maire	Dispositif d'écriture disposé à la Poste. Les participant-e-s volontaires pouvaient écrire une lettre fictive à l'équipe municipale de 2040 pour les remercier du travail accompli.	0	N.A
Phot-o-pinion	Dispositif de « photovoix » lancé en ligne sous forme de concours avec des cadeaux à gagner. Le but était de répondre à une ou trois des questions posées à l'aide d'une photo prise sur le territoire de Petit-Saguenay, accompagnée d'une légende explicative.	0	N.A
Tissons nos enjeux avec le Cercle des Fermières	Planche en bois sur laquelle il y avait plusieurs enjeux locaux listés (logements, santé, mobilité durable etc.). Les participantes devaient passer un fil autour du clou de l'enjeu qui était le plus important et urgent selon elle de régler.	36	Aînées (femmes)
Dîner avec les agriculteur-ric-e-s	Dîner organisé et offert par la municipalité aux producteur-ric-e-s. Ensuite, un atelier de discussion était organisé pour échanger sur les enjeux et réalités de chacun, des pistes de solutions collectives et de leur vision pour l'alimentation de demain.	16	Agriculteur-ric-e-s
Synthèse participative	Atelier en sous-groupes. Chaque équipe à une centaine de données (paroles citoyennes issues de la démarche) écrites sur des petits cartons. Le but est de les trier, catégoriser et analyser. Pour cela, une grande feuille Canva est sur la table, comme un plateau de jeu.	12	Élu.e.s, adultes, aînés
		318	

(Source : autrice)

Au total, c'est environ 318 personnes qui ont participé aux activités de la démarche. Certaines ont participé à plusieurs activités, notamment les personnes âgées étant membres de plusieurs clubs. Ce ne sont donc pas 318 personnes différentes, mais près de 250. Plusieurs types de publics ont été ciblés dans l'ensemble : âgé-es, jeunes de l'école primaire, adolescents, agriculteur-riche-s, entreprises touristiques, etc. Cinq activités sur les dix-neuf visaient et ont mobilisé spécifiquement des jeunes. Une activité visait spécifiquement et a réussi à mobiliser les agriculteur-riche-s, de même pour les entreprises touristiques. Quatre activités visaient et ont mobilisé spécifiquement des âgés, dont deux uniquement de femmes. Quatre autres étaient ouvertes à tout public et ont reçu la participation de jeunes. Ces quatre activités étaient en fait intergénérationnelles puisqu'elles ont toutes mobilisé à la fois des jeunes, des âgés et des adultes. Donc c'est près de la moitié des activités qui ont mobilisé des jeunes. Enfin, deux activités n'ont eu aucune participation. Nous proposerons des explications plus loin dans notre recherche.

Nous prenons un temps pour décrire le Dataviz nomade, car c'est un mécanisme d'animation peu commun. Le Dataviz nomade est un dispositif d'interaction physique en bois démontable et transportable qui permet de stimuler la participation et la collecte de données (voir les photos ci-dessous). Il offre trois surfaces pour des activités interactives différentes et modulables. Sa hauteur est pensée pour convenir aux enfants comme aux adultes. Il a été conçu par Lum Design, un studio de design graphique et physique à Chicoutimi. Il peut être utilisé en autonomie ou avec une animation. Dans le cas de la démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves*, il a été testé à l'école primaire avec deux animatrices.

Figure 8. Photos du Dataviz nomade



(Source : Lum Design)

4.2.3 SYNTHÈSE, ANALYSE, RÉDACTION, ADOPTION

L'ensemble des 387 données (idées, visions, définitions et besoins) qui ont été récoltées au travers de la démarche ont été synthétisées et analysées par la population lors de l'atelier de synthèse participative. Le tableau ci-dessous (tableau 6) détaille le nombre de données recueillies selon les thématiques de la transition du Grand Dialogue⁶ et selon le type de données. La thématique territoire regroupe aussi les données en lien avec la mobilité, les loisirs et l'art et la culture. La thématique écologie rassemble les thématiques de nature, santé collective et alimentation. La thématique économie comprend aussi les thématiques apprentissages, consommation, pouvoir

⁶ <https://www.granddialogue-slsj.com/21-themes-du-dialogue/>

d'agir collectif et travail. Enfin, la thématique communauté comprend les thématiques accueil, débats, jeunes, lien au monde, personnes aînées et vivre ensemble. Cette séparation des données en quatre catégories tentait d'être homogène au niveau du nombre pour équilibrer le travail à réaliser au sein des différentes équipes de l'atelier de synthèse participative.

TABLEAU 6. Nombre de données issues de la démarche Créer le Petit-Saguenay de nos rêves

		Type de données				Total
		Définition	Besoin	Rêve	Moyen	
Thématiques	Territoire	2	19	55	33	109
	Écologie	3	16	58	44	121
	Économie	2	12	31	21	66
	Communauté	1	29	41	20	91
Total		8	76	185	118	387

(Source : autrice)

Selon le tableau 5, c'est 12 personnes qui ont plongé dans les données citoyennes pour les synthétiser, dont 5 élu·e·s et 7 citoyen·ne·s. L'atelier de synthèse participative se déroule en sous-groupes de quatre personnes environ. Il y a un animateur par table (voir le guide méthodologique de la synthèse participative du Grand Dialogue en annexe 8). Chaque équipe a une centaine de données (paroles citoyennes issues de la démarche) écrites sur des petits cartons. Le but est de les trier, les catégoriser, les résumer et les analyser. Pour cela, une grande feuille est sur la table, comme un plateau de jeu. Chaque équipe a une thématique attribuée, selon ce qui est le plus ressorti dans les données (territoire, écologie, économie, communauté), et avec des cartons déjà prétriés. Ensuite, dans la partie analyse de l'exercice, chaque équipe doit identifier les idées structurantes, récurrentes et prioritaires selon eux. Ils doivent aussi identifier les acteur·rice·s qui pourraient avoir la charge de la mise en œuvre de chacune de ces idées.

Figure 9. Photo de l'atelier de synthèse participative à Petit-Saguenay



(Source : Municipalité de Petit-Saguenay)

Pour résumer l'ensemble des idées importantes ressorties de l'atelier de synthèse et donc de la démarche, un récit de vision a été rédigé dans les jours qui ont suivi (Municipalité de Petit-Saguenay, 2023). Ce court texte avait la fonction de représenter la vision collective qui a émané des différentes activités. La rédaction des deux politiques de développement durable et de participation citoyenne et du plan d'action associé⁷ s'est déroulée entre les mois de septembre et octobre 2022. Le récit de vision collectif est intégré tel quel au début de la politique de développement durable pour présenter vers où la municipalité souhaite s'en aller. Les actions structurantes ont été intégrées dans le plan d'action de ce dernier. L'ensemble des données en lien avec la participation citoyenne ont été

⁷ Page du site web de la municipalité de Petit-Saguenay avec le récit de vision collectif et les politiques de développement durable et de participation citoyenne : <https://petit-saguenay.com/vivre/espace-citoyen/developpement-durable-participatif/>

intégrées dans la deuxième politique, par exemple les idées liées à la communication ou à l'inclusion. Après soumission à l'agente de développement et aux comités de développement durable et d'aménagement du territoire (CDDAT), des modifications et corrections ont été apportées entre novembre et décembre 2022. Les politiques ont été adoptées par le conseil municipal en janvier 2023 (Municipalité de Petit-Saguenay, 2023).

4.2.4 RÉTROACTION

Le récit de vision collectif a été présenté, ainsi que les deux politiques et le plan d'action associé, au lancement des politiques le 1^{er} mars 2023, sous forme de vernissage avec un buffet de restaurateurs locaux. Une cinquantaine de personnes était présente, dont les élu·e·s, de nombreuses jeunes familles avec leurs enfants, des aînés et même des citoyen·ne·s des villages avoisinants. Le récit avait été transposé en illustrations, qui étaient le cœur de cet évènement (Municipalité de Petit-Saguenay, 2023). Un conteur se l'était aussi approprié pour le raconter au public présent, aux côtés d'une troupe d'improvisateurs de Chicoutimi (Municipalité de Petit-Saguenay, 2023). De plus, un atelier artistique de création de (fan)zine mobilisant trois citoyen·ne·s avait été organisé en amont et les créations étaient disposées sur les tables lors du lancement. Une vidéo a été tournée lors de l'évènement avec pour objectifs de présenter les politiques, la vision de la municipalité et la démarche de cocréation. Elle fut publiée sur les réseaux sociaux de la municipalité de Petit-Saguenay quelques semaines après le lancement des politiques. Il y avait aussi une couverture journalistique d'une chaîne de télévision communautaire régionale. Cet évènement haut en couleur et mobilisant de nombreuses ressources reflète-t-il le reste de la démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves ?*

Figure 10. Photos du lancement des politiques de développement durable et de participation citoyenne de Petit-Saguenay



(Source : Municipalité de Petit-Saguenay. Photo du haut : ouverture de Philôme La France, maire de Petit-Saguenay ; Photo du bas : vernissage des illustrations du récit de vision collective)

4.3 PORTRAIT D'IMPLICATION DES RÉPONDANTS

Nos entrevues de recherche ont été réalisées à la suite du lancement des politiques publiques et donc de la fin de la démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves*. Dans notre échantillon de onze répondants, tous n'ont pas participé, animé, et conçu les mêmes activités. Le tableau 7 ci-dessous résume leur implication individuelle dans la démarche. Étant dans une petite communauté, les données sociodémographiques (âge, genre) ne sont pas dévoilées afin de respecter l'anonymat des répondants. À savoir cependant que nous avons un répondant de moins de 18 ans, sept de moins de 60 ans et trois de plus de 60 ans. Dans ce tableau, nous partageons seulement deux informations : leur type de rôle dans la démarche (porteur, animateur, participant) et s'ils considèrent faire partie du cercle des TLM de la communauté de Petit-Saguenay. Cette dernière caractéristique ne s'applique pas aux animateur·rice·s qui ne résident pas dans la municipalité. Tous·tes les porteur·euse·s considèrent faire partie du cercle des TLM, ainsi qu'un·e participant·e sur les quatre.

Comme nous pouvons le constater, certains porteur·euse·s ont été des animateur·rice·s pour quelques activités. De même, certains animateur·rice·s ont participé à la conception d'animations. De plus, pour le dîner discussion avec les agriculteur·rice·s, deux porteur·euse·s n'ont que partiellement participé (P/2), c'est-à-dire qu'il·elle·s n'ont pas été présent·e·s pendant l'entièreté de l'activité. Enfin, une participante est membre du Cercle des fermières dans lequel nous sommes intervenus, mais était absente lors de l'activité (M). Nous avons tous de même recueilli son avis sur cette activité puisqu'elle a été témoin d'échanges entre les autres membres du groupe par la suite. Dans notre échantillon, il s'avère que nous n'avons aucun répondant ayant joué un rôle dans trois des activités : le vox pop au festival d'hiver, le questionnaire à l'école secondaire et le dispositif d'écriture à la Poste. Pour ces dernières, nous allons nous baser principalement sur nos observations et les données des journaux de bord.

TABLEAU 7. Échantillonnage des entretiens semi-directifs en lien avec les activités de la démarche

N°	Rôle	TLM	Tissons nos enjeux avec les fermières	Chasse aux cocos	Vox pop	Atelier marketing territorial	Lecture école primaire	Dataviz à l'école primaire	Synthèse participative	Questionnaire école secondaire	Dîner-discussion sur la participation citoyenne	Atelier discussion agriculteurs	Dispositif d'écriture MADA	Arbre à souhaits de Noël	Carnet d'expédition en autonomie	Phot-o-pinion	Atelier créatif LOBE	Dés au tournoi de hockey	Marche-discussion
P01	Porteur	Oui	-	-	-	A	-	-	-	P	P/2	A	-	-	-	-	A	-	-
P02	Animateur	-	C	C	-	-	A	A	-	-	-	-	-	-	C	C	C	-	C
P03	Animateur	-	-	A	-	-	-	A	-	-	-	-	-	-	-	-	-	A	-
P04	Animateur	-	-	A	-	-	-	A	-	C	-	-	-	-	-	-	A	-	-
P05	Porteur	Oui	-	-	-	P	-	-	P	-	P	-	-	-	-	-	-	-	-
P06	Porteur	Oui	-	-	-	-	-	P	-	P	P	P	-	P	-	-	-	P	-
P07	Porteur	Oui	-	P	-	P	-	-	P	-	P/2	A	-	-	-	-	-	P	-
P08	Participant	Non	-	P	-	-	P	P	-	-	-	-	-	-	-	P	-	-	-
P09	Participant	Non	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	P	-	-
P10	Participant	Non	-	-	-	-	-	-	-	-	P	-	-	-	-	-	-	P	-
P11	Participant	Oui	-	-	-	-	-	-	-	P	-	-	-	-	-	-	-	-	P

Légende

- C Concepteur.rice
- A Animateur.rice
- P Participant.e
- P/2 Participant.e partiel-elle
- M Membre du groupe (absent.e)

(Source : autrice)

CHAPITRE 5 DES ANIMATIONS AUX FORCES COMPLÉMENTAIRES

Le premier objectif de notre recherche était, rappelons-le, d'identifier les forces et faiblesses de chaque type de mécanisme d'animation mis en place dans la démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves*. Ce chapitre tente de les identifier. Dans un premier temps, nous présenterons les résultats issus de notre grille d'analyse des activités de la démarche (annexe 5), combinée aux témoignages des personnes interviewées. Dans un deuxième temps, nous analyserons ces résultats d'un point de vue transversal pour faire ressortir les activités les plus impactantes et les ingrédients qui les composent.

5.1 FORCES ET FAIBLESSES DES ANIMATIONS

La présentation de nos résultats suivra la logique utilisée dans la grille d'analyse des activités de la démarche (annexe 5) présentée dans notre méthodologie, c'est-à-dire que les forces et faiblesses des animations sont catégorisées selon les bénéficiaires des effets : la politique, la municipalité, le projet, les participant·e·s et les animateur·rice·s. Chaque partie sera illustrée par la section correspondante de la grille d'analyse des activités de la démarche.

5.1.1 EFFETS SUR LA POLITIQUE

Les effets sur la politique concernent les impacts (ou non) des activités participatives sur la qualité du contenu des politiques de développement durable et de participation citoyenne de la municipalité, soit une meilleure compréhension des besoins et attentes des citoyens, une meilleure priorisation, des données issues de débats constructifs, de l'affect, d'avis d'experts et de l'intelligence collective.

Selon la figure 11, les activités qui permettent une meilleure connaissance des besoins et des attentes des citoyen·ne·s semblent être en majorité les activités formelles, comme la synthèse participative, qui permet aux élu·e·s de mieux connaître les idées et besoins des résidents. Les quelques activités informelles qui ont aussi participé à cet effet sont des animations qui visaient spécifiquement les discussions approfondies et permettaient les débats en sous-groupes (marche-discussion), qui posaient des questions précises sur les besoins (questionnaire sur la participation citoyenne) ou qui avaient pour objectif de prioriser des enjeux (tissons nos enjeux avec les fermières). En effet, selon le répondant 2, « *on pouvait voir que les membres du Cercle des fermières étaient en phase avec les enjeux soulevés par les élus* » (P02). En fait, on ne parlerait pas d'une meilleure connaissance des besoins des citoyen·ne·s, mais d'une « *confirmation des intuitions des élus déjà proches de leur communauté* » (P01). En plus de l'activité avec les fermières, d'autres activités ont servi à prioriser le contenu des politiques publiques. Ce sont des animations avec une caractéristique ludique, s'appuyant sur des supports de travail réfléchis, comme le Dataviz ou le canevas de travail pour l'atelier de synthèse participative.

Figure 11. Section de la grille d'analyse des activités de la démarche (annexe 5) concernant les effets sur la politique

Groupes	Homogènes														Hétérogènes					
	Informelle							Formelle							Informelle					For
	A&E	A&EL	E	L	I	A	A&EL	A&E	E	L	I									
sur la politique (contenu, connaissances, ouverture)																				
Permet une meilleure connaissance des besoins et des attentes des citoyens	x	x			x				x	x	x	x	x			+/-		xxx		
Permet de cibler les ontologies de l'humain par rapport à la nature	x		xx					x												
Laisse place au débat					x			x		x	x	x					x	x		
Permet de prioriser								x		xx								xxx		
Améliore le contenu des politiques		x		+/-	x		+/-	+/-		xx	x	x	x			+/-		+/-		
Permet de comprendre les canaux de communications		xx																		
Données qui font appel à l'affect													x			x				
Bonnes données grâce au cadre scolaire			xx				xx	xxx						x						
Sollicite l'intelligence collective					x			x		x							xx	xxx		
Présence d'un expert externe					x					x	x						+/-			
Créer des attentes													xxx							
A peu d'impacts sur le contenu de la politique	xx		xxx	+/-		x	+/-	+/-	x							x	x	x		
Difficile d'avoir des données réalistes				xx													x			
Ne permet pas d'être en intelligence collective	x		x	x					x	x						x	xx	x		

LÉGENDE	
L	Activité ludique
A	Activité en autonomie
E	Activité en extérieur
I	Activité intellectuelle
EL	Activité en ligne
x	propos modéré dans les entrevues
xx	propos fort dans les entrevues
xxx	propos très fort dans les entrevues
+/-	propos divergents dans les entrevues
x	rajout personnel
Couleur claire	Point positif
Couleur foncée	Point négatif

(Source : autrice)

Ainsi, la majorité des activités qui ont permis d'améliorer directement le contenu des politiques de développement durable et de participation citoyenne sont celles qui ont permis de mieux comprendre les besoins et attentes des citoyen·ne·s, et sont donc en grande partie des activités formelles. Toutefois, d'autres animations ont aussi permis d'améliorer le contenu des politiques avec d'autres forces. La plupart des activités en question visaient les enfants. Certaines permettaient d'obtenir de « *bonnes données grâce au cadre scolaire* » (P02) qui assurait un sérieux et de la discipline. « *La présence des enseignants était indispensable pour maintenir ce cadre* » (P02). On parle du Dataviz, de l'atelier de la *Forêt des frères* à l'école primaire ou encore du questionnaire à l'école secondaire. À savoir que des idées concrètes issues de ces activités avec les enfants, comme le sentier de vélo de montagne, la fête du village ou encore la journée de corvée de nettoyage, ont été intégrées au plan d'action de développement durable de la municipalité.

Cependant, d'autres idées récoltées auprès des jeunes étaient « *hors sol* » (P04). Autrement dit, elles étaient farfelues, surréalistes et loin de la réalité de Petit-Saguenay. C'est pourquoi les données ont plus ou moins permis d'améliorer le contenu des politiques. Dans le même esprit, l'activité de chasse aux cocos a permis de nourrir le contenu des politiques seulement dans une certaine mesure puisque, selon deux des animateur·rice·s, les idées des enfants pressés de trouver leurs chocolats étaient inutilisables, toutefois les idées récoltées en échange d'une semence de fleur auprès des parents qui attendaient lors de l'activité étaient, elles, réalistes et consistantes. D'autres activités comme le jeu de dés au tournoi de hockey ont apporté des données à la fois intéressantes et non pertinentes pour les politiques locales puisque les participant·e·s n'étaient pas tous·tes du village. Les discussions étaient donc parfois ancrées sur le territoire de Petit-Saguenay ou plus globales sur les questions de transition, ou à échelle de la région. Toutefois, « *la plupart de ces gens de l'extérieur ont de la famille à Petit-Saguenay et viennent y passer des vacances, donc leur avis en tant que visiteur ponctuel est aussi intéressant pour le plan de développement de la municipalité* » (P07).

Quelques activités qui ont permis d'améliorer le contenu des politiques sollicitaient l'intelligence collective du groupe. Au-delà de la synthèse participative, qui serait « *définitivement de l'intelligence collective* » (P02), l'atelier de *la Forêt des frères* à l'école primaire ou l'atelier créatif du LOBE ont aussi été nommés par des répondants. Pour ce dernier atelier, « *les gens devaient implémenter leurs idées les unes dans les autres et en discuter. À la fin ça créer une œuvre dont tout le monde est satisfait et avec laquelle ils sont d'accord* » (P04). Toutefois, ce n'est pas parce que l'intelligence collective est sollicitée que les données sont forcément exploitables, notamment pour les animations faisant beaucoup appel à la créativité pour rêver. En effet, ces animations peuvent mettre des participant·e·s à l'épreuve en leur demandant de réfléchir et de créer en groupe, et les résultats oniriques sont plus difficilement exploitables selon certains animateur·rice·s interviewé·e·s. Un des répondants nous a d'ailleurs confié que l'activité de la forêt des frères « *était difficile parce que y'avait des parties que les autres dessinaient dans mon groupe qui ne faisait pas de sens pour moi* » (P08).

Enfin, le fait d'avoir rejoint du monde en dehors du cercle des TLM, notamment les jeunes et les aînés, permettrait au plan d'action qui découle des activités, et donc au village, d'être plus inclusifs :

« Quand tu crée une ville à l'échelle des enfants et des aînés, forcément ta ville va être plus inclusive, car ce sont les populations les plus vulnérables. Tu vas ainsi inclure un peu plus de population parce que tu les considères et adaptes tes aménagements urbains » (P02).

Du discours des participant·e·s, on comprend que les activités qui semblent avoir eu le plus d'effets sur la politique (contenu, ouverture, connaissance, etc.) sont les activités formelles. À contrario, celles qui semblent avoir eu le moins d'impacts sur le contenu de la politique sont les activités ludiques. Certaines ont tout de même permis d'apporter des idées supplémentaires et originales au plan d'action.

5.1.2 EFFETS SUR LA MUNICIPALITÉ

Les effets sur la municipalité sont les impacts de la démarche participative sur la perception de la collectivité et de l'équipe municipale de Petit-Saguenay, soit l'image de la collectivité, la confiance des citoyens envers leurs élus, la légitimation des actions de la municipalité dans ses domaines de compétences, la découverte d'un territoire et la stimulation de l'économie locale. Selon la figure 12, certaines activités semblent avoir amélioré l'image de la municipalité, dans le sens de rendre la municipalité plus attractive. Les répondants ont mentionné la chasse aux cocos, le vox pop, ou encore le dé au tournoi de hockey. Ce sont toutes des activités catégorisées comme informelles. En effet, ce genre d'activités ouvertes à tous·te·s ont permis de faire rayonner la municipalité via ses canaux de communication. Des résidents d'autres villages se sont même déplacés pour participer à la chasse aux cocos par exemple. Cependant, certains répondants se demandaient si la tenue de ces activités « *trop ludiques* » (P01) et « *pas assez sérieuses* » (P03) dans un cadre formel de création de politiques publiques ou avec des adultes pouvait avoir un effet négatif sur l'image de la municipalité. Cette inquiétude n'a pas trouvé écho auprès des participant·e·s interviewé·e·s.

Figure 12. Section de la grille d'analyse des activités de la démarche (annexe 5) concernant les effets sur la municipalité

Groupes	Homogènes												Hétérogènes					
	Informelle						Formelle						Informelle			For		
	A&E	A&EL	E	L			I						A	A&EL	A&E	E	L	I
sur la municipalité (image, légitimité, etc.)																		
Améliore l'image de la municipalité				+/-											x	+/-		+/-
Améliore la confiance des citoyens envers la municipalité					x			x	x	xx								
Légitimise les actions de la municipalité dans ses domaines de compétence		x													x			
Fait découvrir le territoire			x	x	x													
Encourage l'économie locale				x						x				x			x	
Favorise les critiques et postures d'opposants		x																
Met des participants mal à l'aise								+/-										+/-

(Source : autrice)

Ensuite, certaines activités ont permis d'améliorer la confiance des citoyen·ne·s envers la municipalité. Tout d'abord grâce à la présence et à l'écoute d'élu·e·s et d'agent·e·s municipaux·ales aux activités (dîner-discussion avec les agriculteur·rice·s, atelier au lancement de la politique MADA). Par exemple, lors du dîner-discussion des agriculteur·rice·s, un·e des participant·e·s, a mentionné un besoin et « *la semaine d'après, la municipalité avait déjà enclenché le processus* » (P10). De même, une des personnes interviewées nous a confié que lors du lancement des politiques, elle a « *jasé avec plein de dames [qu'elle n'avait] encore jamais vues en vrai* » (P01). Le lancement d'une politique en personne serait donc une occasion pour que les membres de l'équipe municipale soient là et se présentent à la communauté. Ça permet parfois de mettre des visages sur des noms et renforce la confiance entre citoyen·ne·s et municipalité. Dans le même genre d'idée, la chanson créée avec la chorale lors de la démarche a été chantée par une partie de l'équipe municipale. Ainsi, il y a « *une dynamique qui peut aller plus loin que la simple collecte de données. C'est un exercice plus global, plus systémique et qui peut rayonner au sein de la municipalité* » (P02).

D'autre part, deux activités ont permis d'améliorer la confiance de la municipalité en son propre travail et ses orientations : le questionnaire sur la participation citoyenne et l'arbre à souhait de Noël. Dans les deux cas, l'activité donnait l'occasion aux participant·e·s de remercier ou de souligner le travail de la municipalité. « *Au-delà des données recueillies, c'est beaucoup de remerciements qui valorisent l'équipe municipale. Certains ont été très touchés* » (P06). L'arbre à souhait et le questionnaire sur la participation citoyenne ont aussi permis de légitimer la démarche de consultation entreprise par la municipalité. L'arbre à souhait de Noël c'est « *l'activité qui nous a donné le go* » (P06), selon un élu, et les résultats du questionnaire de participation citoyenne ont justifié l'importance de poursuivre la démarche. « *Ça légitimise les orientations que la municipalité prend* » (P01). Toutefois, selon nos observations, le questionnaire sur la participation citoyenne a pu favoriser les critiques et postures d'opposants. Possiblement parce qu'il n'y avait pas d'interlocuteur direct.

Certaines activités ont permis d'explorer, voire de faire découvrir le territoire de la municipalité aux participant·e·s. Ce sont les activités d'extérieures (carnet d'expédition, chasse aux cocos,

marche-discussion). « *Les enfants ont monté une montagne qu'ils voyaient de leur école et qu'ils n'avaient peut-être jamais explorée encore. La relation entre les jeunes citoyen·ne·s et leur village s'est améliorée au travers de cette expédition* » (P02). Toutefois, cet aspect aurait pu être plus poussé lors de la chasse aux cocos au cœur du village, selon un des répondants : « *Ce qui pourrait être fait, c'est que les cocos soient cachés dans des lieux qui font plus découvrir le territoire encore : la rivière, la forêt, bref, faire de l'éducation à la nature en même temps* » (P03). Dans un contexte de planification territoriale et où la sensibilisation à l'environnement est primordiale, il serait donc intéressant d'utiliser le territoire comme support et sujet d'animation.

Enfin, quelques activités ont permis d'encourager l'économie locale, notamment en faisant appel aux services de restauration. L'équipe d'organisation a sollicité l'épicerie du village, des restaurateurs locaux, un artisan chocolatier du village voisin pour la fabrication des chocolats de Pâques et un fournisseur de semences dans la région, selon les répondants P01 et P02. D'ailleurs, la nourriture « *permet de délier les langues* » (P06) selon un des répondants qui a participé au dîner-discussion des agriculteur·rice·s. De même, « *à l'atelier créatif du LOBE, par exemple, on a interpellé un monsieur qui passait et qui nous a vu manger. On lui a expliqué l'animation rapidement et il est venu avec sa famille* » (P02). Ainsi, la nourriture est un élément mobilisateur et convivial qui semble apprécié lors des activités de participation citoyenne. C'est donc aussi un effet positif sur le projet d'élaboration des politiques. Finalement, du discours des participant·e·s, les activités qui semblent avoir le plus d'effets sur la perception de la municipalité (image, légitimité, confiance, etc.) sont les activités informelles.

5.1.3 EFFETS SUR LE PROJET D'ÉLABORATION DES POLITIQUES

Les effets sur le projet sont les impacts de la démarche participative sur le processus d'élaboration des politiques publiques. Ceux-ci comprennent plusieurs effets positifs et négatifs que nous allons catégoriser et regrouper pour une meilleure lisibilité. Les effets sur le projet comprennent des impacts sur la gouvernance puisqu'ils modifient la perception et la connaissance qu'a la population quant à

la participation citoyenne et les processus d'élaboration de politiques publiques. D'autres effets positifs sur le projet sont en lien avec la mobilisation des citoyens et des acteurs et l'élargissement de la participation. Ensuite, certains effets sont liés à la temporalité et la portée du projet. Les effets négatifs tournent globalement autour des efforts mis en œuvre (financiers, humains, techniques) et des communications. L'ensemble des effets sur le projet d'élaboration des politiques se retrouvent dans la figure 13 ci-dessous.

Figure 13. Section de la grille d'analyse des activités de la démarche (annexe 5) concernant les effets sur le projet

d'élaboration des politiques (Source : autrice)

Groupes	Homogènes											Hétérogènes					
	Informelle						Formelle					Informelle				For	
	A&E	A&EL	E	L			I					A	A&EL	A&E	E	L	I
sur le projet (élaboration des politiques)																	
Améliore la perception du concept de participation citoyenne				x													
Améliore la connaissance des participants sur la politique										x							xxx
Fait gagner du temps dans l'élaboration des politiques		x															xxx
Fait connaître la démarche			xx	x					x						x	x	x
Permet d'entendre des personnes qu'on n'entend pas souvent dans la vie municipale	x	x	xx	xxx	x		xx	xx	x	+/-	xxx	x			x	x	xx
Permet de rejoindre du monde de l'extérieur	x			x													x
Combinaison avec les besoins d'autres acteurs			x									x					
Polyvalent, adaptable dans l'action				x		x		x							x		x
Profite d'une fête nationale				x										x			
Profite d'un évènement existant				x	x			x	x	+/-					+/-		x
Mobilisatrice			x	xxx	x		x	x	x	x	xxx	x					x
Permet de synthétiser et analyser des données																	x
Oublis dans les invitations											x						
Niveau de participation faible ou nul	x					x					x		x		x		
Ne permet pas d'entendre la voix de chaque participant					x		x										
Difficile mobilisation des leaders			x			x	x			x							
Non participation ou rétention de l'ensemble du public présent					x				x	x							x
Demande beaucoup d'efforts financiers				x			x						x			x	
Demande beaucoup d'efforts humains				xx												x	x
Risques de pertes ou d'interprétation de données	x											x	x	x		x	
Manque de suivi				x						x		x	x		x	x	x
Manque d'informations pour faire le lien avec le projet	x	x		x			x	x	x					x			
Manque de temps					x				x		x						
Risque de collaboration avec milieu des arts, avec organismes peu connu																	x
Conditions météorologiques incontrôlables	x		x	x	x						x			x	+/-		

5.1.3.1 Gouvernance : perceptions et connaissances

Les premiers effets positifs sur le projet d'élaboration des politiques concernent la gouvernance. En effet, il semble que des activités ludiques et agréables puissent changer la perception qu'on les gens de la participation citoyenne. Selon une des personnes interviewées, c'est le cas de la chasse aux cocos par exemple :

« La participation citoyenne pour la majorité des gens ce sont de gros conseils, presque en format magistral comme le BAPE. Pourtant ce n'est pas obligé d'être intellectuel comme processus. Une chasse aux cocos c'est pantoute intellectuel, mais ça fait partie de la participation citoyenne » (P03).

Ensuite, certaines activités auraient permis d'améliorer la connaissance des participant·e·s de la politique. On parle en premier lieu de l'atelier réalisé au lancement de la politique MADA. En effet, une des actions du plan d'action de la politique MADA était de *« faire participer les aînés à l'élaboration de la politique de développement durable, ce qui a été fait sur le champ » (P01)*. Ce fut aussi le cas lors de l'atelier de synthèse participative, où les participant·e·s pouvaient voir le plan d'action prendre forme petit à petit sous leurs yeux : *« C'est quand même leur opinion, leur village, donc c'est important de les impliquer dans le tri de ces données » (P07)*. Donc les activités ayant permis d'améliorer la connaissance de participant·e·s sur la politique seraient celles où il·elle·s travaillaient directement pour former le plan d'action ou y répondre en réalisant une action.

5.1.3.2 Profiter d'évènements existants et améliorer la mobilisation

D'autres effets positifs sur le projet sont en lien avec la mobilisation citoyenne et l'élargissement de la participation. Tous d'abord, quelques animations ont permis de faire connaître la démarche. La plupart d'entre elles sont des activités informelles, rapides et mobilisatrices. On parle notamment du vox pop ou de la chasse aux cocos qui permettent de diffuser rapidement l'information auprès d'un public en dehors du cercle des TLM. La création de la chanson avec la chorale fut aussi une activité qui a permis de ramener beaucoup de monde à l'atelier créatif du LOBE, car la responsable de la chorale a particulièrement à cœur le dynamisme de son village et a réussi à motiver ses choristes :

« La meilleure façon d'aller chercher les gens c'est d'aller se greffer à des événements existants pour les séduire et les inviter à se déplacer spécifiquement à un atelier que tu organises. Comme la chorale par exemple ! Ils sont venus à l'atelier créatif du LOBE. Je ne suis pas sûre que, si tu ne l'avais pas médiatisé durant l'atelier avec eux, ils seraient venus » (P04).

D'ailleurs à l'inverse, certains leaders ont été difficiles à mobiliser, comme les enseignants ou les entrepreneurs qui sont déjà très occupés. C'était notamment le cas pour l'atelier au lancement du plan marketing avec les entreprises touristiques, où *« il y avait une faible participation des entreprises » (P07)*. Finalement, les leaders des milieux communautaires ont été plus faciles à mobiliser.

À ce propos, une grande partie (76%) des animations ont eu la force de rejoindre des personnes qui ne sont pas souvent entendues dans la vie politique municipale. Les activités qui n'ont pas permis de rejoindre des personnes en dehors du cercle des TLM sont celles qui n'ont pas fonctionné, celles où l'on intervenait auprès de groupes qui sont déjà souvent sollicités par la municipalité ou celles qui ont sollicité des gens déjà mobilisés dans la vie communautaire (chorale, aînés, entreprises touristiques, etc.). Toutes les activités auprès des enfants, des adolescents, des agriculteur·rice·s, des participant·e·s au tournoi de hockey, en bref des publics ciblés spécifiquement, ont permis d'obtenir une consultation plus large qu'à l'habitude. Par exemple, *« c'était bien d'être présent au tournoi de hockey, car ce sont ces gens-là qu'on a de la difficulté à rejoindre » (P07)*. Un des répondants renforce ce propos : *« Ça prend vraiment un moment où y'a du monde, parce que je ne pense pas que je me serais déplacée pour aller participer à ton activité si je n'allais pas déjà au tournoi » (P10)*. Concernant l'atelier au lancement de la politique MADA, il y a *« des gens qui ont parlé, qui habituellement ne prennent pas la parole » (P06)*.

Ainsi, le point fort de certaines activités était de profiter d'événements existants et organisés par des organismes externes à la municipalité pour venir s'y greffer : le tournoi de hockey, l'assemblée générale des fermières, la soirée de la chorale, et la sortie du club de marche. Les participant·e·s ont souligné l'effort de la municipalité d'être *« venu à [leur] rencontre » (P11)*. D'autres activités ont profité d'événement que la municipalité avait déjà dans son programme pour faire d'une

pierre deux coups et profiter de la mobilisation existante, comme le lancement de la politique MADA ou le lancement du plan marketing selon le répondant **P01**. Cela a permis d'économiser du temps, de l'énergie et de l'argent d'après ce dernier, et surtout de ne pas « *trop solliciter* » (**P01**) la population. Enfin, deux activités ont profité, non pas d'évènement existant, mais de fêtes populaires : la chasse aux cocos de Pâques et l'arbre à souhait de Noël. « *C'est comme si on avait pris des moments forts de l'année et qu'on les avait rendus plus grands en ajoutant un surplus de réflexivité* » (**P06**). Ce sont aussi des activités avec un peu de « *magie* » selon ce dernier. Rien que « *l'idée de l'arbre de Noël, c'est déjà beau* » (**P11**), ajoute un des répondants.

De plus, pratiquement toutes ces activités profitant d'un évènement existant ont été mobilisatrices, à l'exception du lancement du plan marketing et la création de la chanson avec la chorale. Concernant cette dernière activité, le contexte d'intervention pour l'exercice conçu n'était pas celui qui était attendu et il était donc difficile de mobiliser les personnes présentes, déjà concentrées à faire autre chose, nous explique le répondant **P06**. L'organisation d'une activité a permis à certains clubs dans lesquels on intervenait d'avoir un taux de participation supérieur à la normale. C'est ce que nous témoigne un des membres du club de marche : « *On n'a jamais eu autant de monde qui marchait que cette journée-là !* » (**P11**). D'autres activités, ne profitant pas d'évènement existant, ont aussi été mobilisatrices. Par exemple, la synthèse participative a réussi à mobiliser quatre élu·e·s sur six et le dîner-discussion a permis de mobiliser douze agriculteur·rice·s sur une quinzaine. « *Le dîner-discussion avec les agriculteurs était une belle activité qui a été un grand succès au niveau de la mobilisation* » (**P06**), « *tous les agriculteurs étaient là* » (**P01**).

Enfin, certaines animations ne sont pas considérées comme mobilisatrices, mais ont attiré de nouvelles personnes et ont permis de créer des rencontres. Comme l'arbre à souhait de Noël et l'atelier créatif du LOBE par exemple qui n'ont pas eu plus de 20 participant·e·s, mais qui ont attiré de jeunes et nouvelles familles (**P06**). Le répondant **P09** nous confie que, lors de l'activité créative du LOBE, c'est la première fois qu'elle rencontrait son voisin, « *il avait l'air content de pouvoir nous parler comme ça dans un contexte hors du commun pour lui.* » Les activités qui ont attisé la curiosité

des participant·e·s et donné envie aux gens de participer sont principalement des animations ludiques avec des objets attrayants. C'est le cas du livre ou du Dataviz utilisés dans le cadre de l'atelier à l'école primaire : « *Les enfants sont vraiment sous le charme du livre. Voir les beaux dessins, leur donne envie de dessiner à leur tour* » ; « *[Le Dataviz] est assez rigolo pour les enfants. Ils aiment bien. Ils sont intrigués* » (P02).

5.1.3.3 Temporalité et acteur·rice·s

Quelques activités ont répondu aux besoins d'autres acteur·rice·s (au-delà de la combinaison des besoins de la municipalité et du Grand Dialogue) selon des remerciements et retours de leur part. Nous pouvons nommer les enseignants de l'école primaire qui ont profité du carnet d'expédition pour réaliser une séance de méditation en pleine conscience avec leurs élèves dans les montagnes de Petit-Saguenay, d'après le répondant P02. Le questionnaire à l'école secondaire a lui permis de combiner les besoins en informations de l'AGIR (apprentissage, culture, loisirs, sports, etc.) avec ceux de la municipalité (transition socioécologique, participation citoyenne, etc.).

Selon les personnes interviewées, la synthèse participative a eu l'effet de faire gagner du temps dans l'élaboration des politiques : « *Ça améliore l'élaboration de la politique parce que le monde de la municipalité n'avait pas besoin de le faire tout seul* » (P04). De même, le questionnaire sur la participation citoyenne est essentiel pour ne pas faire perdre du temps et dédoubler le travail :

« *Si les élus avaient mentionné dans le questionnaire sur la participation citoyenne qu'ils connaissaient déjà bien les besoins de leur communauté parce qu'il y avait eu des consultations auparavant, il n'y aurait pas eu besoin de faire une démarche de manière si exhaustive* » (P03).

Selon nos observations, l'activité du questionnaire sur la participation citoyenne a aussi permis de gagner du temps en ce sens qu'elle a permis de mieux cerner les canaux de communication et les moyens de rejoindre la population. Ainsi, les activités d'état des lieux et de synthèse ou d'analyse participatives seraient des étapes clés pour ce genre de démarche. Il faut chercher à mettre à profit la connaissance et les compétences des citoyen·ne·s.

En parlant de temporalité, une des forces de nombreuses activités serait leur polyvalence et leur caractère adaptable dans le projet d'élaboration de politiques publiques : marche-discussion, dataviz, tissons nos enjeux avec les fermières, vox pop et jeu de dés au tournoi de hockey. Un des répondants a pris l'exemple de l'activité avec le Cercle des fermières pour argumenter ce propos :

« Tu as toujours adapté la temporalité et les modes de participation. Tu n'es pas arrivée avec des processus très universitaires dans des lieux en disant que tu allais prendre x heures. Par exemple, les fermières t'ont dit 2h, puis finalement 1h, et en fait non tu as eu seulement 30min, et tu as adapté le mécanisme d'animation » (P02).

L'ensemble de ces activités semble basé sur des mécanismes d'animations qui peuvent être utilisés dans de nombreux contextes et dont le contenu peut être modifié pour s'adapter au public cible. Par exemple, les questions posées lors de la marche-discussion, du vox pop ou du jeu de dés peuvent être les mêmes, ou non, mais la forme permet de s'insérer harmonieusement avec une activité existante. Il suffit de choisir le bon mécanisme en fonction du contexte et du public cible puis d'adapter le contenu selon les données que l'on veut aller chercher, selon le répondant **P02**.

5.1.3.4 Points faibles pour le projet d'élaboration

Cela étant, il y a aussi eu des points faibles dans toutes ces activités par rapport au projet d'élaboration des politiques. Tout d'abord, quelques répondants soulèvent que ce n'est pas parce qu'une activité est mobilisatrice qu'on entend forcément les voix de tous·tes les participant·e·s. Par exemple, lorsque *« les fermières sont en groupe, elles s'influencent entre elles » (P09)*. Dans le même esprit, les données issues d'une activité à l'école primaire se ressemblaient :

« J'ai remarqué qu'il peut y avoir beaucoup d'influence de genre sur les résultats du dessin final lors de l'atelier de la Forêt des frères. Par exemple, il y avait une équipe composée d'une seule fille. Ce qu'elle désirait était souvent à l'opposer des trois autres garçons, ce qui ne lui permettait pas de s'exprimer sur le carton » (P02).

Concernant le lancement de la politique MADA, une des personnes interviewées met en lumière qu'il y avait *« une trentaine de personnes présentes au lancement, mais seulement une vingtaine est restée pour l'atelier » (P01)*. Ainsi, selon les interviews, certaines personnes étaient présentes à des activités, mais ne souhaitaient pas participer, d'autres participaient, mais avec un propos teinté par l'opinion de leur voisin ou par peur du jugement.

Ensuite, certaines activités ont eu un niveau de participation faible, voire nul, à la lecture du tableau 5. Deux activités n'ont eu aucune participation, le phot-o-pinion et le dispositif d'écriture au maire à la poste, et cela même s'il y avait des lots d'une valeur de plus de 40\$ à gagner. Ce sont deux activités autoportantes, c'est-à-dire sans animation. Le carnet d'expédition en sentier était aussi une activité autoportante et a eu un faible taux de participation. Plusieurs raisons pourraient expliquer cette faible participation : la culture communautaire habituée aux rassemblements, le contexte postpandémique ou encore le taux de personnes aîné·e·s isolées dans le village cherchant le contact social. Deux répondants expriment une hypothèse commune selon laquelle les gens ont besoin de se rencontrer, d'avoir un cadre collectif, pour participer :

« Les gens n'ont pas envie d'être tout seul. Ils ont envie de partager, d'être ensemble, de discuter » (P04).

« Pour le phot-o-pinion, ça montre qu'il y a un besoin qu'on ne soit pas juste en autonomie. On n'a pas été là pour proposer aux gens de la vivre ensemble. Ça n'a pas fonctionné, car il n'y a pas eu ce cadre collectif. C'est vraiment important qu'on soit sur le terrain pour susciter l'engouement et le lien social » (P02).

Il faudrait donc, dans une communauté semblable, favoriser les activités de socialisation. Aussi, même s'il est difficile d'identifier les points forts et les points faibles des animations ayant eu un taux de participation nul ou faible, on peut tout de même tirer quelques enseignements de ces « activités qui ne fonctionnent pas » (P02). Nous approfondirons ces idées dans l'analyse.

D'autre part, certaines activités ont nécessité de nombreux efforts financiers et humains. La plupart du temps, les dépenses financières sont associées à l'utilisation (location ou achat) d'un dispositif physique de sondage comme le Dataviz ou de matériel spécifique comme pour l'atelier créatif du LOBE : « Si une municipalité voulait avoir son propre Dataviz ça créerait des surcoûts puisque c'est un dispositif à plusieurs milliers de dollars » (P02). Les dépenses peuvent aussi être utilisées pour attirer le participant potentiel au travers de récompenses, comme pour le phot-o-pinion et la chasse aux cocos, ou pour de la nourriture lors de l'activité.

Ensuite, d'un point de vue des informations et de la transparence, il semblerait que certaines activités aient eu un manque de suivi envers les participant·e·s, selon le répondant **P01**. C'est le cas par exemple du questionnaire pour les adolescents de l'école Fréchette. Ce sont principalement des activités informelles qui ont manqué de suivi. De même, dans le cadre de certaines activités, il y a eu un manque d'informations partagées au début pour le faire le lien avec le projet d'élaboration des politiques, d'après les répondants **P02** et **P03**. C'est notamment le cas pour les animations faites auprès des enfants.

Enfin, des aléas sont venus contraindre et amoindrir les effets de certaines activités par manque de temps (tissons nos enjeux avec les fermières et création de la chanson avec la chorale) et des conditions météorologiques incontrôlables, nous rappellent plusieurs animateur·rice·s et porteur·euse·s. La météo impacte parfois négativement les activités en extérieur, mais pas toujours ! Par exemple, lors du dîner-discussion avec les agriculteur·rice·s, la mobilisation fut grande, car il pleuvait. Ils ne pouvaient donc pas travailler dans les champs. Ainsi, participer à l'activité organisée par la municipalité ne leur faisait pas « *perdre une journée* » (**P06**). Finalement, les activités qui semblent avoir le plus d'effets sur le projet d'élaboration des politiques sont celles qui permettent de rejoindre les gens là où ils sont (réseau communautaire), de faire gagner du temps (activités d'état des lieux et de synthèse participative) et de faire connaître la démarche (rapides et informelles).

5.1.4 EFFETS SUR LES PARTICIPANT·E·S

Les effets sur les participant·e·s sont les impacts positifs et négatifs de la démarche participative sur les personnes ayant pris part à une ou plusieurs activités. Ceux-ci sont nombreux, donc nous allons les catégoriser. Les effets positifs comprennent la création de liens sociaux par l'action ou par des échanges verbaux, le sentiment d'avoir passé un moment de qualité, l'amélioration des connaissances et compétences à divers égards, ainsi que le renforcement du sentiment d'écoute et d'appartenance à la communauté. Les effets négatifs regroupent les sentiments

d'incompréhension, d'incapacité, d'exploitation voire d'épuisement des participants, les efforts demandés, l'impression d'avoir vécu des expériences hétérogènes au sein d'une même activité et le risque de s'influencer. L'ensemble de ces effets sont répertoriés dans la figure 14 ci-dessous.

5.1.4.1 Créer du lien social et avoir du bon temps

Les principales forces des activités de la démarche quant aux participant·e·s semblent être la création de liens sociaux et la possibilité de passer un moment de qualité. Les activités qui ont permis de créer du lien social entre les participant·e·s se distinguent en deux catégories : celles par l'action et celles par les échanges. En effet, les animations qui semblent créer du lien social par l'action s'adressaient à des groupes hétérogènes (arbre à souhait de Noël et atelier créatif du LOBE). « *Y'a quelque chose de mettre ensemble des gens d'univers différents qui se croisent dans le village. Il y a des liens qui se créent* » (P09). Alors que celles qui ont la capacité de créer des occasions d'échanges entre les participant·e·s concernent plutôt l'ensemble des animations formelles s'adressant à des groupes homogènes (politique MADA et atelier marketing territorial). Un des répondants, nous partage d'ailleurs que ce genre d'activité en sous-groupes donne l'occasion de mieux apprendre à se connaître : « *Ça m'a permis de parler avec des gens que je connais, mais avec qui j'ai peu l'occasion de discuter* » (P05).

Ensuite, quelques activités semblent avoir permis aux participant·e·s de passer un « *vraiment bon moment* » (P06). La plupart semblent être des activités ludiques et/ou extérieures. Seule l'activité au lancement de la politique MADA ne rentre pas dans ces catégories. Les participant·e·s étaient agréablement surpris de la richesse de leurs échanges et se sont pris au jeu :

« MADA on l'a vu à la fin, les aînés étaient contents d'avoir participé, d'avoir été présents. C'était vraiment une belle activité » (P01).

« Ce qui m'a étonné c'est que c'était long, mais ça n'a pas paru. Moi je me disais « rendu à l'activité de Juliette ils vont tous s'en aller »... Mais non, ils sont restés ! Et à la fin, personne n'avait envie de partir, alors que d'habitude ils se plaignent parce que c'est trop long. Ça leur a parlé. Sinon, ils ne se seraient pas gênés pour partir » (P06).

Cela peut s'expliquer par le fait que le format, bien que formel et structuré, utilisait un mécanisme d'animation ludique pour lancer les discussions en sous-groupes.

5.1.4.2 Améliorer les connaissances et favoriser les compétences des participant·e·s

Quelques animations ont la force d'utiliser le « langage » (P02) des participant·e·s ou de mettre en valeur leurs compétences, comme la marche-discussion, la création de la chanson avec la chorale, le tissage avec les fermières, l'atelier créatif du LOBE et l'atelier de synthèse. Les trois premières activités s'adressaient à un collectif bien précis, se regroupant autour d'une passion commune. Pour l'activité avec la chorale, un des répondants pense qu'elle fut réussie dans un sens « parce qu'on leur propose un mécanisme qui rentre dans leur logique de pensée, de collectivité » (P02). L'atelier créatif par exemple s'adressait aux artistes en tous genres et de tous niveaux du village. L'atelier de synthèse lui, ne s'adressait pas spécifiquement à des personnes ayant un esprit de synthèse, mais ce sont des personnes capables de réaliser cette tâche qui sont venus participer. Ainsi, ils ont été mis en valeur, car leurs compétences logiques et intellectuelles ont servi la communauté : « J'avais des profs et des gens qui aimaient faire ce genre de choses là. Ce sont des compétences qu'ils avaient, mais qu'ils peuvent rarement mettre à profit pour la municipalité » (P04).

De même, une majorité des activités a permis d'améliorer des compétences des participant·e·s. Lorsqu'on parle de compétences, c'est très large. On parle par exemple d'écoute, de prises de notes, de réflexion, de leadership, etc. Certain·e·s participant·e·s ont même été surpris des compétences qu'ils ont dû solliciter, par exemple lors de l'atelier créatif du LOBE : « Je me suis retrouvée à « leader » le groupe alors que ce n'est pas dans ma personnalité » (P09). Les activités extérieures ont globalement favorisé l'activité physique et sensibilisé les participant·e·s aux bienfaits de la nature, notamment l'animation du carnet d'expédition. Plusieurs répondants justifient ce propos :

« [Le carnet d'expédition], il est plus fait pour les gens que pour les politiques. Il a été pensé comme un outil pédagogique, invitant les jeunes à contester leur lien avec la nature. Il pousse à la réflexion » (P02).

« Un groupe d'élèves a monté une montagne avec leur prof. Ils ont observé leur environnement et réalisé une séance de méditation en pleine conscience. Ça met en valeur des compétences d'équipe, sportives, d'écoute, etc. » (P04).

« Fallait tous qu'on s'installe dans un petit coin, seuls, en silence. Fallait qu'on écrive ce qu'on voyait et ce qu'on aimait. J'ai vraiment aimé ça, mais pas mal tous les autres de ma classe ont eu de la difficulté à rester calme. Surtout les hyperactifs » (P08).

L'activité avec la chorale et le carnet d'expédition à l'école primaire ont favorisé d'autres formes d'intelligence, comme les intelligences kinesthésiques ou musicales par exemple. Finalement, la plupart des activités ayant permis d'améliorer les compétences des participant·e·s, semblent s'adresser à des groupes homogènes.

Peu d'animations semblent avoir réellement pu améliorer les connaissances des participant·e·s sur la transition socioécologique. Les activités qui ont eu cet effet sont celles où l'on définissait le concept de transition dans l'introduction, dans les consignes de l'exercice ou parce qu'on posait des questions directes à ce propos et que les participant·e·s demandaient alors une définition. Nommons par exemple le lancement de la politique MADA, le questionnaire à l'école secondaire et l'atelier créatif du LOBE : « À l'atelier MADA, tu demandais aux gens ce qu'était pour eux la transition. Tu as défini le concept et ses différences avec le développement durable. Moi aussi j'ai appris des choses » (P06) ; « J'ai dû expliquer ce que je voulais dire par 'écologie' donc ça améliore les connaissances, en tous cas à ma table » (P05). En ce qui concerne l'atelier *La Forêt des frères* à l'école primaire, la transition n'a pas été définie en tant que telle, mais toute la réflexion du livre support de l'activité tournait autour de ce concept. Les élèves ont donc réfléchi à la transition sans forcément en être conscients :

« À l'école du Vallon, on n'a pas tant transmis des notions de transition, ça venait vraiment plus de la part des jeunes. On a vu, par contre, que leur vision et lien à la nature par exemple pouvaient se confronter. On a vu dans la pratique que ce n'est pas toujours simple de travailler ensemble lorsqu'on a des visions différentes de la transition » (P02).

5.1.4.3 Renforcer les sentiments d'écoute et d'appartenance

Trois activités semblent se démarquer puisqu'elles ont permis aux participant·e·s de se sentir écouté·e·s : le dîner-discussion avec les agriculteur·rice·s, l'atelier créatif du LOBE et la marche-discussion. Le répondant P09 nous confie que lors de l'atelier créatif du LOBE, « [son] conjoint avait trouvé ça drôle, car il s'était retrouvé à beaucoup parler alors que c'est quelqu'un de timide. Il avait beaucoup participé et était content après l'évènement. Quand on est moins, ça donne plus de place pour s'exprimer ». Le répondant P10 nous a aussi confié que « ça fait du bien de se sentir écoutée

», à la suite du dîner-discussion avec les agriculteur·rice·s. Ainsi, ce sont toutes des activités où le temps alloué à la parole dans l'atelier était grand et plutôt libre. Il y avait une structure, mais qui laissait de la place aux discussions. De plus, le sentiment d'écoute serait lié à l'amélioration de la confiance des participant·e·s envers l'équipe municipale mentionnée plus haut.

Quelques activités ont aussi eu un effet de mobilisation auprès des participant·e·s. Par exemple, les participant·e·s à l'atelier au lancement de la politique MADA ont tellement apprécié l'animation que cela leur aurait donné envie de participer davantage aux activités organisées par la municipalité par la suite, selon le répondant **P05**. Ensuite, l'arbre à souhait de Noël pourrait devenir une sorte de tradition puisqu'un an après la démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves*, une agente municipale a d'elle-même relancé l'idée de décorer un sapin, fourni par un citoyen, dans le cœur du village. Enfin, certain·e·s participant·e·s à l'atelier créatif du LOBE ont décidé d'entretenir leurs relations de voisinage : « *On a continué à parler à notre voisin à la suite de cet atelier* » (**P09**). L'activité ayant le plus participé à cet effet de faire naître un désir d'action serait le dîner-discussion. En effet, du côté de la municipalité, une volonté d'établir un plan d'action spécifique pour venir en aide aux agriculteur·rice·s est née. Du côté des agriculteur·rice·s, plusieurs actions ont déboulé : « *groupe Messenger entre agriculteurs, entraide ponctuelle, méchoui de fin de saison et démarche pour recycler les plastiques agricoles* » (**P06**).

Peu d'activités ont l'air d'avoir renforcé le sentiment d'appartenance en tant que tel. La seule fois où une telle chose est mentionnée, c'est par une des personnes interviewées de l'atelier de création de chanson avec la chorale. Mais le sentiment d'appartenance serait né par la diffusion du résultat de l'atelier, et non de l'atelier en lui-même : « *On l'a vu dans le cadre de l'activité de fin de saison de la chorale où la chanson composée à partir de l'atelier a été chantée. Les gens étaient très fiers de ce qui se disait à ce moment-là* » (**P07**). Enfin, au-delà de l'activité de lancement des politiques (non prise en compte dans nos entrevues), une seule activité aurait permis aux participant·e·s de s'approprier la démarche et les données : l'activité de synthèse participative. Le répondant **P04** développe ce point en partageant que « *dans [son] groupe [les participants] avaient*

tous participé à un ou plusieurs activités qui avaient été faites. Donc ce sont leurs données qu'ils venaient analyser ». De plus, la synthèse participative *« permet aux gens de voir ce que les autres résidents veulent. Ils peuvent ainsi se situer par rapport à leur communauté »* (P06). La synthèse participative permet aux résidents de mieux savoir ce que leurs concitoyen·ne·s pensent et se situer dans leur communauté.

5.1.4.4 Effets négatifs sur les participant·e·s

Concernant les effets plus négatifs sur les participant·e·s, notons les efforts de participation demandés pour prendre part à une activité en autonomie ou à une activité ne s'intégrant pas dans l'agenda des citoyen·ne·s de Petit-Saguenay. Pour les activités en autonomie, prenons l'exemple du questionnaire sur la participation citoyenne :

« C'est sûr que ce genre de questionnaire ça demande un engagement des personnes, alors que quand tu les saisis lors d'une activité ils sont captifs en quelque sorte. C'est que c'est difficile d'avoir une grande participation avec un questionnaire... faudrait limite faire des appels téléphoniques ou du porte à porte » (P07).

Concernant les activités organisées spécifiquement pour l'occasion, l'arbre à souhait par exemple, le répondant **P10** nous avoue ne pas s'être déplacé *« parce que [il] avait d'autres choses à faire »*. Il se peut aussi que les participant·e·s ne se soient pas déplacé·e·s par peur d'être jugés par les autres participants : *« J'veux bien participer à vos activités, mais si j'me fait juger parce que je trouve que votre idée est bonne bah dans c'temps là... Ce n'est pas plaisant ! »* (P10). Ainsi, quelques mécanismes d'animations ont incité les personnes participantes à s'influencer entre elles lorsqu'elles étaient en grands groupes. Les activités concernées par cet effet négatif, comme la création de chanson avec la chorale et l'atelier de tissage avec le cercle des fermières, ont été reprises par d'autres membres du Grand Dialogue par la suite pour tenter d'améliorer les mécanismes élaborés. Cet effet a aussi été ressenti lors de la retranscription des données issues de l'activité du carnet d'expédition à l'école primaire : *« il y a beaucoup de données qui se ressemblent d'un enfant à l'autre : il se peut qu'ils copient entre eux puisqu'ils sont par groupe pendant la randonnée »* (P02).

À l'inverse, certaines activités informelles et en grand groupe ne favorisaient pas du tout les échanges entre les participant·e·s, comme le Dataviz à l'école primaire par exemple :

« Avec le Dataviz, [les enfants] ont des choix de réponses. Le seul module qu'on avait où ils n'ont pas eu de choix de réponse c'est le babillard, mais on est passé vite dessus par manque de temps. Donc on a pu aller chercher plus d'informations avec la Forêt des Frères qu'avec le Dataviz selon [lui] » (P02).

Enfin, quelques activités ont pu créer un sentiment d'incompréhension ou d'incapacité auprès des participant·e·s. C'est le cas du questionnaire sur la participation citoyenne. En effet, certaines personnes ne sachant pas écrire dans le village ont été incapables de le remplir.

« Quelques participants n'ont pas compris qu'il fallait se projeter dans le temps. Ils ont cru qu'il fallait décrire ce qu'il s'était passé depuis la dernière représentation du spectacle Marguerite, c'est-à-dire depuis l'été 2019 » (P06).

« Y'en a qui ont trouvé les questions un peu trop compliquées, un peu trop universitaires » (P01).

Plusieurs citoyen·ne·s ne connaissaient pas le terme « non binaire » notamment, ce qui les a déstabilisés, mais ce qui a aussi permis d'améliorer leurs connaissances. Enfin, seuls le jeu de dés au tournoi de hockey ainsi que l'atelier de tissage au cercle des fermières ont pu mettre des participant·e·s mal à l'aise selon notre expérience d'animatrice. Nous dirons même que ce sont des potentiel·elle·s participant·e·s qui se sont sentis mal à l'aise puisque dans ces deux activités ludiques, les gens ne savaient pas trop à quoi s'attendre, ont été pris de court et n'ont pas souhaité participer à une activité organisée par la municipalité. Mais dans aucun cas ils n'ont été forcés de participer.

Finalement, les activités qui semblent avoir eu le plus d'effets positifs sur les participant·e·s sont 1) les activités formelles favorisant les échanges constructifs, permettant d'approfondir leurs connaissances, et 2) les activités informelles permettant de faire de nouvelles rencontres et de nouvelles découvertes.

5.1.5 EFFETS SUR LES ANIMATEUR·RICE·S

Dans notre grille d'analyse des activités de la démarche initiale (annexe 3), nous n'avions pas de sections dédiées aux effets sur les animateur·rice·s. Toutefois, lors des entrevues, les animateur·rice·s interviewées ont mentionné plusieurs impacts sur leurs pratiques ou leur propre personne. Nous pouvons nommer, l'aide qu'apporte un outil pour aller à la rencontre de la population, la facilité qu'apporte les activités clef en main, le fait de sortir de sa zone de confort, la mise en valeur de leur rôle ou encore les efforts qu'une activité demande. Ces effets sur les animateur·rice·s par activité sont détaillés dans la figure 15 ci-dessous.

Figure 15. Section de la grille d'analyse des activités de la démarche (annexe 5) concernant les effets sur les animateur·rice·s

Groupes	Homogènes															Hétérogènes					
	Informelle										Formelle					Informelle				For	
	A&E	A&EL	E	L							I					A	A&EL	A&E	E	L	I
sur les animateur·rice·s																					
Aide à aller vers les gens	N.A	N.A						x							N.A	N.A	N.A		x		x
Activité clef en main	N.A	N.A							x						N.A	N.A	N.A			x	xx
Challenge certains animateurs, les sort de leur zone de confort	N.A	N.A		x		x									N.A	N.A	N.A			x	
Met en valeur le rôle important des animateurs	N.A	N.A													N.A	N.A	N.A			xx	x
Permet une animation en interne	N.A	N.A								x	x				N.A	N.A	N.A				
Demande un effort de retranscription des données					x														x		x
Demande un effort de tri des données préalable	N.A	N.A													N.A	N.A	N.A				x
Peut mettre des animateur·rice·s mal à l'aise	N.A	N.A													N.A	N.A	N.A		x		x

(Source : autrice)

Certains mécanismes d'animation ludiques facilitent le premier contact pour les animateur·rice·s. Le répondant **P02** définit par exemple le Dataviz comme « *un outil d'accroche, de dialogue, qui permet d'établir un lien de confiance.* » Elle le présente auprès enfants comme « *une petite machine low-tech pour commencer à penser* » (**P02**). De même, le vox pop « *permet d'aller à la rencontre de tout type de personne et connaître leur opinion de manière spontanée puisque les gens n'ont pas le temps de se préparer* » (**P04**). Enfin, les dés « *est un objet relationnel qui aide à aller vers les gens* » (**P03**). Ainsi, certains objets ont un effet positif sur les animateur·rice·s, en ce sens qui leur permettent d'aller vers les gens et briser la glace plus facilement. En parlant de faciliter le travail des animateur·rice·s, quelques activités étaient déjà conçues. Ces activités clef en main sont la forêt des frères, l'atelier créatif du LOBE et l'atelier de synthèse participative : « *l'atelier créatif du LOBE était déjà monté donc ça demandait moins d'efforts de conception* » (**P04**). Certaines de ces activités, bien expliquées et faciles à prendre en main, ont même pu être réalisées par des agents internes à la municipalité qui n'avaient pas forcément de formation en animation.

L'atelier créatif du LOBE en sous-groupes a permis de mettre en lumière le rôle indispensable des animateur·rice·s en tant que facilitateur·rice pour faire émerger les idées dans de bonnes conditions : « *Elle était bonne notre animatrice, elle nous a enligné. Elle était nécessaire* » (**P09**). Cette animation semble d'ailleurs avoir sorti les animateur·rice·s de leur zone de confort : « *C'est le genre de mécanisme que je ne suis pas habituée à animer, mais de laisser libre cours à la créativité des gens, c'était full le fun* » (**P04**). Sortir de sa zone de confort peut donc être perçu positivement par certains répondants : « *En tant que curiosité intellectuelle c'était l'fun d'aller parler aux gens et de tester autre chose dans un milieu auquel je ne suis pas souvent confronté* » (**P03**). Toutefois, lors d'évènements festifs, il pouvait arriver qu'un animateur soit mis mal à l'aise parce qu'une personne refuse de participer à son activité ou réponde à sa question. Deux répondants nous racontent leurs expériences :

« *C'est sûr que j'avais un peu l'impression d'être dans un évènement où j'avais moins ma place, parce que tout le monde venait là pour jouer au hockey, prendre une bière, avoir du plaisir. Ouais... c'était quand même difficile de faire sa place j'ai trouvé à cet évènement-là. Les gens ne venaient pas nécessairement là pour cette raison, répondre à des questions sur la transition* » (**P03**).

« C'est différent quand on va vers les gens ou quand on est à une table comme dans un salon ou une exposition par exemple et que les gens viennent à nous, ou passent devant notre table et s'arrêtent. Ça demande moins d'efforts d'attendre qu'ils fassent les derniers pas pour venir à nous » (P02).

Ainsi, certains contextes sont peut-être à proscrire de telles expérimentations. Enfin, quelques animations semblent demander un effort de retranscription des données. Cela peut arriver si l'on doit utiliser un enregistrement audio (marche-discussion et vox pop). Une des animatrices du Grand Dialogue émet une critique concernant la marche-discussion, dans le tableau de bord collectif : *« Vraiment beaucoup de données à retranscrire pour une marche de plus de 30 minutes... c'est long et ça peut être fastidieux s'il y a du vent par exemple. »* En effet, le vent peut altérer la qualité de l'enregistrement audio ou faire voler les feuilles de prise de notes. Un travail de tri des données en amont d'une activité comme la synthèse participative peut aussi être long. Cela dit, même sans cette activité finale de synthèse, *« il aurait fallu trier les données à un moment donné dans une telle démarche aboutissant à un plan d'action » (P04).*

Finalement, les activités ayant le plus d'effets positifs sur les animateur·rice·s sont les animations en sous-groupes, qui mettent en lumière le caractère indispensable de leur rôle, et les objets relationnels facilitant les premières prises de contact. Cela dit, les activités artistiques et ludiques permettent aussi de sortir les animateur·rice·s de leur zone de confort et les poussent à améliorer leur pratique. Il serait donc pertinent de trouver un équilibre entre les activités connues, que l'on maîtrise et qui nous mettent en confiance en tant qu'animateur, et les nouvelles animations qui permettent d'aller ailleurs et casser les schémas habituels de pensée.

En résumé, au regard des différents effets positifs de chaque type d'activités dans la démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves*, aucune activité ne coche toutes les cases. Si les activités informelles, qu'elles soient ludiques ou extérieures, ont comme forces de faire connaître la démarche, d'attirer de nouvelles personnes participantes, de créer du lien social, et de faire passer de bons moments aux participant·e·s, les activités formelles et plus structurées, elles, ont la force de favoriser

les échanges entre participant·e·s et d'améliorer le contenu des politiques. Ainsi, il n'y a pas un type d'activité meilleur qu'un autre, puisqu'ils répondent à des objectifs différents, mais bien des types d'activités complémentaires. De plus, le contexte dans lequel se tient une activité à une influence et est à prendre en considération.

5.2 ANALYSE TRANSVERSALE

Si l'on parcourt du regard la grille d'analyse (annexe 5), nous pouvons constater que la démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves* est constituée majoritairement d'activités avec un public homogène (62%). Ce constat n'est pas étonnant puisque la municipalité a profité du réseau associatif et communautaire pour réaliser ses activités, auprès donc de groupes existants et partageant des intérêts communs. D'après les témoignages, il se pourrait d'ailleurs que d'intervenir auprès d'un groupe homogène permette d'adapter les animations au public cible et donc de mobiliser des compétences à leur portée. De même, il y a eu plus d'activités informelles (71%) que formelles dans cette démarche. Cela peut s'expliquer par la volonté de la municipalité d'aller là où les gens sont, plutôt que d'organiser des consultations avec des ordres du jour précis. Enfin, nous remarquons qu'il n'y a presque pas eu d'activités en ligne. Le contexte post-pandémique et le besoin de communication en personne ressorti dans les interviews peuvent justifier ce point. Dans un autre contexte, à un autre moment, dans un autre village, il y aurait peut-être eu plus d'activités en ligne de proposées.

Ainsi, il faut sélectionner les types d'animation à mettre en œuvre en fonction du contexte de la communauté, des objectifs et des besoins. Par exemple, à Petit-Saguenay une démarche de participation prospective avait déjà eu lieu il y a quelques années, telle que mentionnée dans notre quatrième chapitre. Le projet avait provoqué un essoufflement chez les citoyen·ne·s, comme au sein de l'équipe municipale. Ce contexte influence la démarche à l'étude. Les activités de la démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves* ont dû être choisies de telle sorte que la charge de réflexion et

de mise en œuvre ne repose pas de trop sur les épaules des citoyen·ne·s. Aucun comité n'a été formé. De même, lors de la démarche de 2008, les facultés imaginatives de la population de Petit-Saguenay avaient été testées. Les animations imaginées et réalisées dans le cadre de *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves* pouvaient donc se permettre de solliciter cette créativité.

5.2.1 MOMENTS MAGIQUES

Au-delà de la catégorisation en types d'animation, des points forts et des points faibles, certaines activités semblent avoir été des « *moments magiques pour les personnes participantes* » selon l'expression de **P06** que nous utiliserons dans la suite de notre mémoire. Ces activités ont créé des moments magiques pour les personnes participantes parce qu'elles 1) ont eu l'occasion d'échanger avec des voisins qu'elles ne connaissaient pas, 2) se sont senties écoutées dans un moment où elles en avaient besoin ou 3) ont simplement passé un bon moment. Les moments magiques semblent tous être des activités où l'engouement des participant·e·s et l'importance du cœur (émotions), au-delà des têtes (pensées) et des mains (actions), étaient inattendus. Le premier moment magique est l'arbre à souhait de Noël :

« L'activité de l'arbre à souhait l'hiver dernier c'était magique. Ça a été un super beau moment. Y'a beaucoup de gens qui se sont rencontrés. Une famille de nouveaux arrivants, des jeunes, les anciens. Y'avait le feu, le vin chaud, les souhaits... ça a été un vrai moment magique qui est unique un petit peu. Faut garder ça précieusement » (P06).

Nous relevons deux éléments importants dans ce témoignage. Le premier est l'importance de la rencontre et le caractère multigénérationnel de cette dernière. D'une part, ce fut une opportunité d'intégration pour les nouveaux arrivants. D'autre part, ce fut une preuve qu'il y a bel et bien de nouvelles jeunes familles qui s'installent dans le village pour les aînés et natifs souhaitant que leur village remonte la pente de la dévitalisation. Le deuxième élément important selon nous est l'ambiance chaleureuse créée par le feu, le vin chaud et le chocolat chaud offerts pour l'évènement. Le deuxième moment magique est l'atelier au lancement de la politique MADA :

« Lors du lancement de la politique MADA, il y avait la présentation de la politique puis une proposition d'exercice avec toi [...]. Cette activité-là a fini à 4h45 pm et les gens qui étaient là ont tous dit « c'est déjà fini !? ». Ils ne voulaient pas partir. [...]. Les gens

étaient blasés au début, mais ils se sont fait prendre au jeu ! Ils ont eu l'impression d'apporter une contribution, d'apporter quelque chose » (P06).

L'élément le plus important selon nous dans ce témoignage est le sentiment des participant·e·s d'avoir apporté une contribution à la vision collective de leur municipalité. Le fait aussi que les gens ne voient pas le temps passé et se surprennent à avoir aimé l'activité.

Le troisième moment magique est le dîner-discussion avec les agriculteur·rice·s. De cette rencontre où chacun s'est exprimé avec cœur et s'est senti écouté, plusieurs actions ont déjà abouti. Nous pensons que le dîner-discussion a renforcé une identité de groupe délimitée par le territoire, puisque les agriculteur·rice·s de Petit-Saguenay se sont créé un groupe Messenger par la suite pour s'entraider et ont organisé des évènements entre eux et elles. Mais cette rencontre deviendrait réellement magique aux yeux de l'élu (P06) si la suite des réflexions et des actions amenait un soulagement et une meilleure qualité de vie aux agriculteur·rice·s présent·e·s ce jour-là. Selon nos observations du milieu, cette activité est considérée comme un moment marquant de la démarche, car la municipalité s'est attardée sur les agriculteur·rice·s, qui se sentaient alors délaissé·e·s et livré·e·s à eux·elles-mêmes dans une période difficile. Enfin, le quatrième moment magique est l'atelier de synthèse participative :

« On était une quinzaine. Tout le contenu était là sous forme de casse-tête. À partir de ces morceaux qui ont commencé à être structurés on a vu le plan d'action prendre forme sous nos yeux » (P06).

L'effet magique de cette activité selon ce témoignage est de voir le livrable final prendre forme. Comme si tout le travail réalisé durant les derniers mois portait ses fruits. L'atelier de synthèse participative est l'activité qui a le plus de points forts, nommés par le plus de répondants, selon la grille d'analyse. Dans le schéma des étapes de la démarche (figure 6), l'atelier de synthèse participative n'est pas considéré comme une activité comme les autres, mais bien comme une étape importante et à part entière.

Le cœur a été mis en avant dans ces animations puisqu'on parlait de souhaits pour l'avenir de la communauté, d'enjeux personnels et professionnels, ou encore d'idées « coup de cœur ». D'ailleurs, à la fin du dîner-discussion avec les agriculteur·rice·s, chaque participant·e devait choisir

une carte émotion représentant son état puis expliquer son choix à tout le monde. Les participant·e·s étaient positionné·e·s en cercle et le partage fut riche : « *On sentait vraiment nos émotions là quand on choisissait le message, le petit mot* » (P10). Nous verrons que cet exercice a été utilisé dans le cadre du cercle de clôture, un mécanisme d'animation transversal aux différentes activités.

À l'inverse des moments magiques, certaines activités n'ont même pas eu une seule participation : le phot-o-pinion et le dispositif d'écriture à la poste. Un des répondants a mentionné le fait qu'on pouvait tirer des apprentissages de ces activités autoportantes. On pourrait imaginer quelques pistes d'améliorations pour favoriser la participation. Par exemple, organiser une sortie de formation en photographie avec un·e photographe professionnel·elle et lancer un défi aux participant·e·s à la fin de journée, à la place du phot-o-pinion sans animation et en solitaire. Ou encore, organiser un atelier d'écriture avec un écrivain ou un littéraire pour travailler des styles d'écritures différents, sur la thématique du rêve, à la place du dispositif d'écriture pour le maire du futur. Ces idées entrent dans l'esprit du « *don contre don* » (P02) où le porteur de la démarche offre quelque chose de significatif et instructif en échange des données récoltées.

5.2.2 TECHNIQUES D'ANIMATION DE GROUPE

Dans l'ensemble de ces moments magiques ou activités ayant eu plusieurs impacts positifs, des techniques d'animations récurrentes semblent ressortir. Nous parlerons tout particulièrement de ce qu'on appelle le cercle d'ouverture, le cercle de fermeture et des exercices en sous-groupes.

Chaque activité menée (ou presque) débute par un cercle d'ouverture. Ce que nous appelons « cercle d'ouverture », c'est une forme d'introduction à l'activité, jumelée à un exercice brise-glace. Lors de cette introduction, nous abordons la temporalité de l'exercice, les rôles de chacun, les objectifs et les règles d'éthique du dialogue. Cette première étape semble répondre au besoin de transparence et de compréhension des participant·e·s. Il·elle·s savent ainsi pourquoi ils sont là et ce qu'ils vont faire : « *Tu le disais, c'était clair dès le début. T'avais ton objectif, tu nous l'expliquais.*

Comme quand j'étais enseignante, au début d'un cours, fallait toujours donner l'objectif d'apprentissage » (P11) ; « Les gens comprenaient très bien, tu les as mis en confiance » (P05). Ce mécanisme d'animation demande une bonne organisation au préalable.

Ensuite, le mécanisme d'animation du brise-glace lors du cercle d'ouverture cherche à délier les langues, favoriser les échanges et permettre à chacun de se (re)connaître. Une des personnes interviewées a d'ailleurs été marquée par un de ces exercices brise-glace :

« Lors du lancement de la stratégie marketing, je me souviens de l'exercice brise-glace. On marchait, on s'arrêtait au stop et on devait discuter avec la personne en face de nous d'un sujet imposé. C'était l'fun. Ça m'a obligé à parler avec des gens avec qui j'ai peu l'occasion de discuter. Si jamais à animer une activité, je pense que je réutiliserais ça ! » (P05)

Ce mécanisme d'animation semble avoir stimulé la participante par sa façon différente de faire et son énergie stimulante.

En réponse au cercle d'ouverture, de nombreuses animations ont aussi eu un cercle de clôture. Cette étape de conclusion permet de clore une rencontre, de faire un retour en grand groupe de tout ce qui s'est dit. C'est à ce moment que les participant·e·s prennent souvent conscience de la richesse de leurs échanges. L'importance de cette dernière étape a été soulignée par plusieurs participantes au lancement de la politique MADA, au lancement de la stratégie marketing et à l'atelier créatif du LOBE :

« À la conclusion, quand on fait des retours en groupe, ce sont mes moments préférés. Y'a quelque chose dans ce retour où l'intelligence collective se révèle. [...] On se dit « on n'aurait jamais fait cette réflexion à deux ou trois dans un bureau ». Surtout, dans un contexte de groupe comme ça où chacun a des opinions différentes, des vies différentes. C'est confrontant quand même, mais à la fin tu te dis « Oui on est arrivé à se rejoindre au milieu. Même si c'est long, difficile, on est arrivé à repartir avec quelque chose de commun. » » (P01).

« À l'atelier du lancement de la stratégie marketing, je me disais 'on en a dit des affaires' pis à la fin je découvrais des choses auxquelles je n'avais pas osé penser. Ça a été varié et poussé » (P05).

« Quand on a présenté notre œuvre à tout le monde, on s'est quand même rendu compte que ça avait de l'allure notre affaire, ça faisait du sens » (P09).

Ainsi, les cercles de clôture permettraient de réaliser un bilan, de mettre en exergue l'intelligence collective et d'atteindre une couche supérieure de savoir. Finalement, le cercle

d'ouverture permettrait de mettre les participant·e·s en condition pour favoriser l'intelligence collective de leurs sous-groupes de travail et le cercle de clôture permettrait de revenir à une unité. D'ailleurs, les exercices en sous-groupes semblent être des mécanismes d'animation à privilégier dans ce genre de démarche.

Les mécanismes d'animation proposant aux participant·e·s de réfléchir ou agir en sous-groupe permettraient de faciliter la prise de parole, de favoriser l'intimité et la confiance, ainsi que de renforcer le tissu social. Et cela, même dans les activités un peu plus traditionnelles. Certains répondants ont relevé son importance dans l'atelier créatif du LOBE et l'atelier au lancement de la politique MADA :

« Y'a des gens qui ont parlé, qui d'habitude ne prennent pas la parole. Ça m'a étonnée. C'était intime, on était tous proches, tu avais tes petites feuilles et c'était propice à la discussion d'être par tables » (P05).

« C'était l'un d'être en petits groupes comme ça. T'sais quand on est moins, ça donne plus de place à chacun pour parler » (P01).

L'agencement de la salle semble donc important lors des exercices en sous-groupes. Dans les deux cas, les participant·e·s étaient par groupe de quatre, assis·es autour de tables rondes, au fond de l'église. La proximité rendait l'exercice intime, mais la distance entre les tables permettait à ce que chacun s'entende sans être dérangé par les tables voisines.

En conclusion, les différentes activités (avec ou sans animation) de la démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves* ont des points forts et des points faibles selon leur type (tableau 8). Les forces des activités informelles sont davantage axées sur les participant·e·s et la municipalité : faire connaître la démarche, attirer de nouveaux·elles participant·e·s, renforcer et créer des liens sociaux, faire passer de bons moments aux participant·e·s. À l'inverse, les forces des activités formelles ont davantage d'impacts sur le projet d'élaboration des politiques et les livrables : favoriser les échanges entre participant·e·s, améliorer le contenu des politiques et gagner du temps. Les activités auprès de public homogène ont une force mobilisatrice via des organismes, clubs et associations. Les activités auprès de public hétérogène, elles, permettent souvent d'entendre des personnes que l'on entend moins dans la communauté et favorisent la compréhension collective grâce aux partages des différentes réalités. Les activités en extérieur ont la force de faire de l'activité physique, sensibiliser à

l'environnement et faire découvrir un territoire. Les activités ludiques permettent de générer des idées originales et de passer un bon moment. Les activités intellectuelles vont souvent de pair avec les activités formelles et améliorent le contenu des politiques. Enfin, les activités en ligne semblent avoir la force de mobiliser plus de monde vu le taux de participation au questionnaire sur la participation citoyenne, mais c'est la seule activité en ligne de la démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves*, donc il est difficile de définir plus de points forts.

Ainsi, la force de la démarche semble résider dans la complémentarité des animations variées (formelles/informelles) auprès de publics différents (groupes homogènes/hétérogènes). Au travers de toutes ces activités, certaines ressortent du lot comme des « moments magiques » surprenants et faisant appel aux émotions. Enfin, les activités avec le plus de points forts ont utilisé des mécanismes d'animation comme le cercle d'ouverture, le brise-glace, les sous-groupes ou encore le cercle de clôture. Ces mécanismes d'animation semblent être des facteurs favorisant la participation. C'est ce que nous allons approfondir dans le prochain chapitre.

TABLEAU 8. Effets principaux des différents types d'activités de la démarche Créer le Petit-Saguenay de nos rêves

Type d'activités	Effets principaux sur...	Effets
Informelle	Participant·e·s et la municipalité	Faire connaître la démarche Attirer de nouveaux·elles participant·e·s Renforcer et créer des liens sociaux Faire passer un bon moment aux participants
Formelle	Projet (d'élaboration des politiques) et livrables (politiques)	Favoriser les échanges entre participant·e·s, Améliorer le contenu des politiques Gagner du temps
Public homogène	Projet (d'élaboration des politiques)	Force mobilisatrice via le réseau associatif et communautaire
Public hétérogène	Livrables et participant·e·s	Entendre des personnes que l'on entend moins dans la communauté Améliorer le contenu des politiques Favoriser la compréhension mutuelle
En extérieur	Municipalité et participant·e·s	Faire de l'activité physique Sensibiliser à l'environnement Faire découvrir un territoire
Ludique	Livrables et participant·e·s	Générer des idées originales Passer un bon moment
Intellectuelle	Projet (d'élaboration des politiques) et livrables (politiques)	Améliorer le contenu des politiques
En ligne	Projet (d'élaboration des politiques)	Élargir la participation

(Source : autrice)

CHAPITRE 6

DES FACTEURS DE PARTICIPATION ILLUSTRANT LES FORCES DE CETTE DÉMARCHE

Notre deuxième objectif de recherche est, rappelons-le, d'identifier les facteurs qui semblent motiver les personnes habituellement éloignées des espaces de discussion ou de décision à participer. Nous allons dans un premier temps identifier les éléments dans les témoignages explicitant les facteurs de participation. Ensuite, nous analyserons les facteurs de participation liés aux approches adoptées pour la démarche, qui seraient les principales forces de la démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves*.

6.1 FACTEURS DE PARTICIPATION DE LA DÉMARCHE

Voici une liste non exhaustive des raisons pour lesquelles les citoyen·ne·s de Petit-Saguenay auraient participé à une ou plusieurs activités de la démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves*. Nous les présentons selon les catégories de facteurs de participation utilisées dans notre revue de littérature pour faciliter notre discussion par la suite. Ce sont les intérêts personnels et collectifs, les perceptions des citoyen·ne·s, et les facteurs facilitants. Les facteurs facilitants sont les facteurs intrinsèques à une communauté (relations, culture, etc.) et ceux sur lesquels les porteur·euse·s ont un pouvoir d'agir, en dehors des deux premières catégories de facteurs.

Nous l'avons vu dans la littérature, la plupart des gens motivés pour une activité de participation citoyenne le sont par intérêts personnels et/ou collectifs. Quelques témoignages, issus de nos entrevues de recherche et de nos observations, illustrent la mobilisation de participant·e·s à la démarche de Petit-Saguenay par intérêt personnel et collectif. Tout d'abord, une participante nous a confié être ouverte à participer à des activités organisées par la municipalité lorsqu'elle se sent personnellement concernée par le sujet. Sinon, si le sujet est plus global, il y a moins de chance qu'elle se déplace à l'évènement pour discuter. C'est ce qui s'est passé pour le dîner-discussion avec

les agriculteur·rice·s : « *Il faut vraiment que le projet soit en lien avec l'agriculture par exemple, pour que je participe. Faut qu'il me touche personnellement* » (P10). Ce témoignage démontre la pertinence d'avoir abordé le sujet du rêve par publics spécifiques dans la démarche.

Une autre participante, alors nouvelle arrivante dans le village, nous a confié s'être impliquée dans la démarche par désir de s'intégrer à la communauté et élargir son réseau social : « *On est arrivés en pleine pandémie, on ne savait pas trop comment se pitcher dans le milieu. Alors on s'est impliqués dans différents comités (cercle des fermières, comité des familles, CDE, etc.) et on a participé aux activités de la municipalité* » (P09). Ce témoignage démontre l'importance de la démarche axée sur la socialisation, d'organiser des activités agréables avant tout pour se rencontrer, se rassembler et passer un bon moment. Nous approfondirons ce point fort de la démarche plus loin.

Plusieurs élu·e·s et agentes municipales ont eu l'impression que les participant·e·s sont ressorti·e·s des activités avec le sentiment d'avoir participé à quelque chose de plus grand qu'eux : « *Quand les gens sont sortis de nos activités, ils avaient l'impression d'avoir fait quelque chose de bénéfique et de pertinent* » (P01) ; « *Les gens ont eu l'impression d'apporter une contribution, d'apporter quelque chose* » (P06). D'ailleurs, cette motivation à participer à un mouvement collectif qui vise le changement fait écho à un besoin d'agir sur une situation problématique selon nos observations. Cette problématique pourrait être la dévitalisation du village de Petit-Saguenay. En effet, un répondant nous a confié : « *Le mot dévitalisé, il nous a crevé le cœur... c'était vraiment difficile de se remobiliser après un diagnostic si négatif* » (P05). Ce partage peut justifier la mobilisation de certaines personnes, notamment les aîné·e·s, motivées à vouloir changer les choses et répondre à la problématique de dévitalisation pour que leur village reste vivant.

Les perceptions qu'ont les participants quant à une démarche participative peuvent concerner leur capacité à participer ou encore leur influence sur la décision. Concernant cette dernière idée, l'équipe municipale a l'impression que la population participe plus lorsqu'elle est invitée à discuter autour d'une vision ou d'un rêve que sur un projet spécifique :

« C'est important de faire une consultation sur de gros projets majeurs comme le cœur du village, mais les gens ne vont pas nécessairement se déplacer en grand nombre, car ils ont l'impression que c'est déjà canné et qu'ils ne peuvent rien ajouter là-dessus » (P01).

Autrement dit, selon les expériences de l'équipe municipale, la population pense que leur opinion aura plus d'impacts lors d'un exercice de projection, de vision, plutôt que lors d'une consultation sur un projet concret pour lequel la municipalité arrive avec une proposition. Toujours selon le partage de l'équipe municipale, la taille du village permettrait aussi aux gens de sentir que leur opinion aura un réel impact sur la prise de décision.

« Dans le cadre de la démarche, on ne présente pas nécessairement un projet ou une vision, c'est plus une discussion ou une thématique quelconque, les gens se sentent plus engagés à participer à quelque chose. Ils sentent qu'ils peuvent agir, qu'ils ont un certain pouvoir » (P01).

« Moi je pense qu'ils se sentent écoutés et c'est pour ça qu'ils se mobilisent plus » (P05).

En effet, une des citoyennes participantes ayant vécu à Montréal faisait le parallèle entre son implication dans la vie politique de la métropole et de son nouveau village. Elle nous a partagé avoir l'impression d'avoir un plus grand impact à Petit-Saguenay : *« On se sent tellement loin d'avoir un impact à Montréal, par rapport à ici » (P09).*

Les autres facteurs de participation relevés dans la littérature pouvaient être catégorisés comme des facteurs facilitants. Plusieurs de ces facteurs semblent exister dans le cadre de la démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves*. Tout d'abord, la dynamique politique et l'intérêt général des citoyen·ne·s pour l'organisme initiateur jouent un rôle dans la mobilisation. À Petit-Saguenay, la dynamique politique est en faveur à la participation citoyenne et se présente comme un conseil municipal ouvert d'esprit : *« Y'a un grand intérêt pour la question de la participation citoyenne au sein du conseil » (P06).* Cette volonté semble se faire ressentir auprès de la population :

« C'est bien, depuis un petit bout la municipalité on la voit plus justement. On dirait qu'elle s'assume, qu'elle existe. Elle exploite l'ensemble du village, ce n'est pas rien que le cœur du village. Ils veulent plaire à tout le monde, ils veulent toucher toutes les cordes. Faut que ça continue ainsi » (P10).

Ainsi, plus une population apprécie sa municipalité ou a conscience des efforts qui sont déployés, plus il y a des chances que la participation soit grande. L'inverse est également vrai. Une élue nous rappelle qu'une partie de la population n'a pas participé et cela peut notamment s'expliquer

par « *de vieilles rancœurs envers l'équipe municipale sur lesquelles les gens sont restés accrochés* » (P05).

Au-delà des porteur·euse·s du projet, soit la municipalité, le support des personnes-ressources semble aussi être un facteur de participation. Par exemple, le fait d'avoir des animateur·rice·s du Grand Dialogue était un avantage : leur expertise se ressentait lors des animations. Les participant·e·s se sentaient bien encadrés et en confiance. D'ailleurs, la plupart des personnes du Grand Dialogue sont de jeunes étudiants ou chercheurs, ce qui était d'autant plus stimulant pour les aînées de Petit-Saguenay. Les membres du club de marche avaient d'ailleurs exprimé que de voir « *tout pleins de jeunes dans le village* » (P11) leur faisait plaisir et qu'il fallait refaire ce genre d'activités multigénérationnelles plus souvent. En tant que résidente de Petit-Saguenay et stagiaire à la municipalité, l'étudiante-chercheuse connaissait une partie de la population. À l'atelier de synthèse, le répondant P04 nous a expliqué qu'un de ses amis était venu, car l'activité était organisée par l'étudiante-chercheuse : « *Il m'a dit « Oh bah tu sais, si c'est une activité organisée par notre Juliette on y va, même si on ne sait pas ce qu'on va faire !* » ». Enfin, la présence d'une professeure-chercheuse de l'UQAC lors du dîner-discussion des agriculteur·rice·s, ou celle de la chargée de projet de l'entreprise mandatée pour faire la stratégie marketing de Petit-Saguenay lors de l'atelier de lancement du plan, étaient appréciée et mobilisatrice.

En dernier lieu, certains citoyen·ne·s se sont mobilisés suivant l'estimation de leurs capacités à participer. Deux raisons peuvent expliquer le sentiment de capacité que les gens ressentaient face à leur participation. La première, c'est la simplicité des activités. « *C'était à la mesure des gens présent. Tu as agi avec simplicité. Tu avais tes petites feuilles, on était tous proches, tu parlais sans micro. C'était bien fait, mais c'était simple* » (P05). Les activités ne sollicitaient pas beaucoup de nouvelles technologies. Le vocabulaire était adapté au public au maximum. La seconde c'est l'adaptation spécifique de l'activité au public cible.

« *Tu n'es pas arrivé avec des processus très universitaires dans des lieux en disant que ça allait prendre deux heures pis that's it. Tu as toujours adapté ta temporalité et tes modes de participation aux groupes concernés. Tu utilisais des savoir-faire qu'eux avaient* » (P02).

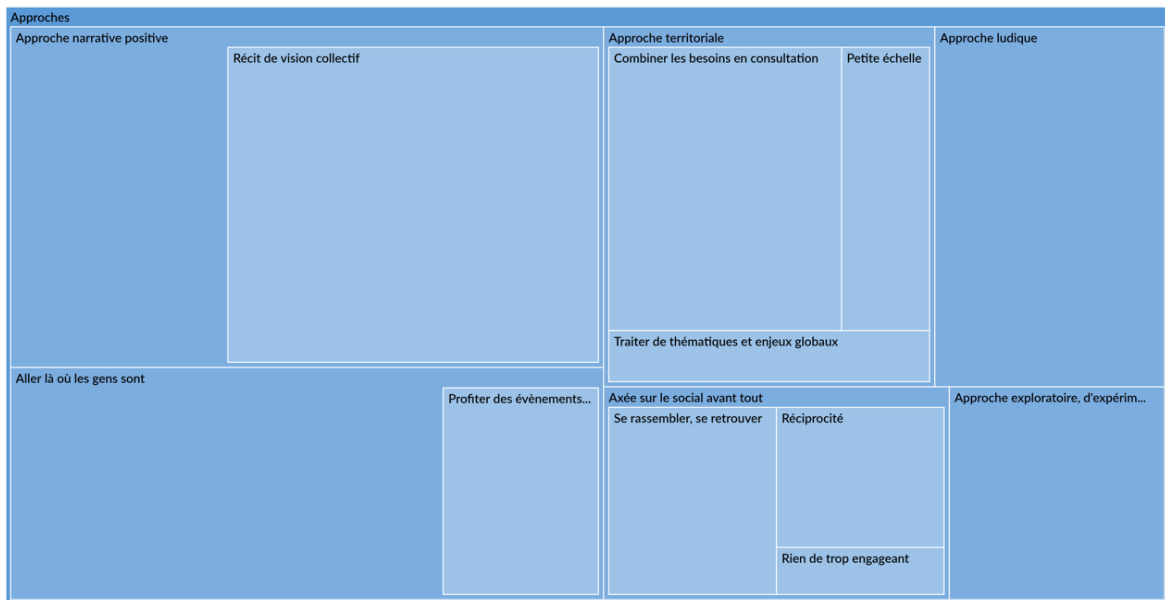
Par exemple, la création de la chanson avec la chorale, l'exercice de tissage avec les fermières ou la marche-discussion avec le club de marche.

6.2 DES APPROCHES D'ANIMATION QUI FAVORISENT LA PARTICIPATION

En listant les différents facteurs de participation ayant motivé la population de Petit-Saguenay à participer, certains semblaient plus marqués et surtout liés avec les stratégies adoptées pour la démarche de consultation. Nous pensons donc que les approches adoptées par une municipalité jouent un rôle important dans la mobilisation créée par une démarche de participation citoyenne. Rappelons que lorsqu'on parle d'approche, on parle de manière d'aborder une démarche, de miser sur un angle particulier et de techniques de mobilisation pour atteindre les objectifs fixés. Par exemple, une démarche qui se veut inclusive va penser l'entièreté de son processus pour rejoindre les personnes les plus vulnérables ou des minorités. Alors qu'une approche qui souhaite donner tous les pouvoirs aux citoyens va les mobiliser dès la conception du projet, comme pour un budget participatif par exemple. En l'occurrence, nous aborderons les approches qui sont le plus ressorties dans les discours des personnes interviewées. Selon le diagramme de surfaces⁸ Nvivo comparant le nombre de références d'encodage pour les approches de la démarche (figure 16), ce sont les approches ludique, expérimentale, territoriale, narrative positive, axée sur le bien-être social et qui vont vers les gens qui sont ressorties dans les discussions avec les répondants.

⁸ Un diagramme de surfaces utilise des surfaces pour comparer des nœuds en fonction du nombre de références (verbatim) qu'ils contiennent. La grandeur de chaque boîte (une boîte par nœud) représente le nombre de citations qui sont liés à ce nœud, en proportion aux autres nœuds. Ce n'est pas un outil d'étude quantitative, mais ça sert à avoir un ordre de grandeur. Dans ce cas-ci, ce sont les nœuds des types d'approches de la démarche globale, selon notre arbre thématique NVivo (annexe 4), qui ont été comparés.

Figure 16. Diagramme de surfaces comparant le nombre de références d'encodage pour les approches de la démarche globale



(Source : NVivo)

Selon le diagramme ci-dessus, les éléments les plus mentionnés par les répondants sont liés à l'approche narrative positive, notamment parce qu'ils ont parlé du récit de vision collectif. Ensuite, il semblerait que les répondants aient souvent partagé des éléments en lien avec le fait que la municipalité est allée là où les gens sont pour les entendre. Une partie de cette approche est liée à l'utilisation d'évènements existants. Cette approche semble avoir été autant mentionnée que l'approche territoriale (petite échelle d'intervention, sujets transversaux, combinaison de besoin en consultation, etc.). Ensuite, l'approche ludique employée par la démarche au travers de ses animations est souvent ressortie dans les interviews. De même pour l'approche axée sur le social et le bien-être de la communauté. Cette approche inclut par exemple des animations visant à se rassembler, se retrouver, n'ayant rien de trop engageant pour les citoyen·ne·s et étant donnant-donnant. Enfin, des éléments liés à l'aspect expérimental de la démarche ont aussi été soulevés lors des interviews.

La première approche de la démarche, qui semble être un facteur de participation est l'approche narrative positive, axée sur le rêve. Au-delà de la curiosité suscitée par cette approche qui peut paraître différente pour la population, l'approche axée sur le rêve est une approche positive à laquelle personne ne peut vraiment s'opposer selon deux répondantes :

« C'était une approche positive de la transition socioécologique, où on ne prenait pas de décisions. Quand on adopte l'approche du récit, c'est difficile de se mettre du monde à dos. Ce n'est négatif pour personne » (P01).

« Ce sont leurs idées, ce qu'eux ils veulent. C'est une approche qu'à pas beaucoup de risques. C'est ce qui fait que c'est une démarche appréciée de la population » (P04).

L'idéation est différente d'une prise de décision où les enjeux peuvent mener à des conflits d'intérêts. Cette dynamique est plus tentante que d'aller dans une réunion où tout le monde va « chialer » (P10). De plus, nous avons vu dans notre revue de littérature que l'approche narrative est un moyen de créer un narratif émancipateur et répondre aux enjeux d'une communauté. Cette approche semble donc mobiliser une partie de la population qui souhaite agir sur une situation problématique dans la communauté, mais surtout rêver aux possibles chemins à emprunter pour sortir de cette situation :

« Y'avait aussi une idée de projection, de savoir pas juste les problèmes actuels, mais qu'est-ce qu'on souhaite ? Qu'est-ce qu'on rêve ? Un rêve, ça permet de rendre un souhait encore plus fantastique parce qu'on s'imagine la route à prendre pour l'atteindre » (P09).

Ainsi, l'approche narrative positive susciterait la participation, d'une part en rendant les activités attractives, et d'une autre part en mobilisant les personnes qui souhaitent imaginer un meilleur avenir pour leur communauté.

Ensuite, un facteur (qui est aussi une approche de la démarche) semblant faciliter la mobilisation est cette volonté de la municipalité et du Grand Dialogue d'aller là où les gens sont, d'aller vers la population plutôt que d'attendre que la population vienne à eux : « On s'est intégré à d'autres activités pour le faire, plutôt que de créer une activité et inviter les gens » (P07). Les porteur·euse·s de la démarche sont convaincu·e·s de l'importance de cette approche :

« Ce qui a fait que la démarche fut un succès c'est qu'on est allé voir les gens dans ce qu'ils faisaient. Quand y'a des invitations qu'ont été faite à venir participer à quelque chose, la participation était toujours plus limitée. On n'a jamais réuni des centaines de personnes lors d'une invitation. En revanche, on en a rencontré des centaines de

personnes. On est allé chercher quelque chose, que l'on ramène dans nos bureaux. Dans ce sens-là 'aller à la rencontre de' c'est vraiment important » (P06).

« C'est bien de profiter des canaux de communication, d'aller les chercher durant leurs activités ou leur travail pour leur permettre de s'exprimer sans leur rajouter une charge » (P01).

Cette approche permettrait d'éviter de rajouter une charge aux citoyen·ne·s et de rencontrer plus de monde. L'intuition de l'équipe municipale semble confirmée par de nombreux témoignages de participant·e·s : « Je trouve ça cool que vous soyez venu nous voir » (P08) ; « Vous êtes venu à notre rencontre, plutôt que nous à votre rencontre » (P11) ; « Ça me tente de participer, mais faut que je sois déjà sur place pour que ça me tente. Faut que t'sais... il faut que la municipalité se déplace. Je trouve ça important » (P10).

Lorsqu'on parle d'approche territoriale dans ce contexte, on parle tout simplement de l'échelle d'étude et d'intervention qui est délimitée par le territoire géographique et politique de Petit-Saguenay. Le village est un terrain d'études et une échelle intéressante pour le Grand Dialogue : « C'est sûr que ça nous apprend beaucoup de choses de le faire à petite échelle comme ça : on a pu tester plein de choses » (P04). La petite échelle d'intervention, au-delà du terrain d'études intéressant qu'elle offre, permet de couvrir plusieurs sujets selon quelques répondants :

« Je pense que ce qui rend cette démarche spéciale c'est l'étendue : l'étendue des enjeux traités. On est un petit village donc on peut se permettre de parler de tout, l'habitation, l'alimentation, etc. En ville, y'a trop d'enjeux différents » (P09).

« La participation citoyenne et le développement durable ça touche tout le monde. On a aussi lié ça avec plein d'autres besoins (attractivité, agriculteurs) » (P01).

L'approche territoriale a permis à la démarche de couvrir de multiples enjeux. Abordant différents sujets et thématiques, plus de citoyen·ne·s ont pu se sentir interpellé·e·s à participer. De plus, l'institution politique semble proche de ses citoyen·ne·s par rapport à d'autres collectivités, selon la perception des animateur·rice·s : « Il y avait déjà un contact facile entre le maire du village et la population » (P04). La proximité avec le politique permise dans une petite municipalité rurale est un facteur de participation puisqu'il y a une bonne appréciation de l'organisme initiateur. Il semblerait aussi qu'il y ait un intérêt de la communauté pour la participation citoyenne, selon un des répondants :

« Les participants à l'atelier de synthèse étaient les mêmes que pour l'ensemble de la démarche. À Petit-Saguenay, j'ai l'impression que les gens ils ont suivi la démarche, ils

s'y sont intéressés. C'est sûrement quelque chose qui est possible dans un petit village, plutôt qu'à l'échelle de la région » (P04).

Ainsi, l'approche territoriale stimulerait plusieurs facteurs de participation connus de la littérature comme l'intérêt individuel de participer à une activité traitant d'un sujet qui nous touche et l'intérêt collectif pour l'organisme initiateur (équipe municipale).

La curiosité des participant·e·s envers des activités qui sortent de l'ordinaire est un autre des facteurs de participation mentionnés dans notre revue de littérature. À Petit-Saguenay, les citoyen·ne·s sont habitués aux formes de participation citoyenne ressemblant aux conseils municipaux ou aux commissions, c'est-à-dire des réunions avec un ordre du jour, se déroulant à l'hôtel de ville. La démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves*, souhaitait adopter une approche ludique : « *l'aspect ludique sous forme de jeux ça apporte beaucoup* » (P05) ; « *On est vraiment allé avec des ateliers plus dynamiques* » (P06). C'est en ce sens qu'elle a pu susciter la curiosité des gens et stimuler leur participation. Selon des participant·e·s, « *les activités de la démarche ne sont pas comme une réunion où on doit répondre à un ordre du jour. Ça fait appel à la créativité. C'est moins ordonné, moins strict* » (P10) et « *ça fait différent que d'être assis autour d'une table* » (P09). Ces activités de participation citoyenne ludiques, « *peu communes dans la littérature sur la participation citoyenne* » (P02), selon une animatrice, ont entre autres été rendues possibles par l'approche exploratoire de la démarche.

Rappelons que la nature expérimentale d'une démarche la soumet à des changements constants : périodes de réflexions, d'avancées et de reculs. Une démarche expérimentale est flexible et souhaite sortir des sentiers battus. Plusieurs éléments dans les interviews font référence à cette approche expérimentale. La synergie entre le Grand Dialogue et la municipalité était stimulante de part et d'autre. Les animateur·rice·s faisaient souvent part de leur engouement pour tester des animations au sein d'une communauté aussi ouverte que celle de Petit-Saguenay :

« J'ai trouvé ça le fun l'atelier du LOBE. C'est le genre de mécanisme que je ne suis pas habituée à animer. Ça nous a permis d'aller chercher des choses vraiment intéressantes, des discussions approfondies en faisant de la peinture. C'est un peu pour ça qu'on teste des mécanismes. C'est un peu pour ça qu'on est en recherche » (P04).

« Eh oui y'a des activités qui n'ont pas fonctionné, mais ce n'est pas grave. On continue et on essaye pareil » (P02).

Les animateur·rice·s du Grand Dialogue ont pu expérimenter des activités qu'ils n'avaient jamais ou peu organisées. Un faible taux de participation n'est pas un échec dans ce genre de contexte, mais un apprentissage. Inversement, la municipalité de Petit-Saguenay était reconnaissante de l'apport du Grand Dialogue dans cette démarche. Ce facteur de participation qu'est la synergie stimulante serait donc en grande partie dû à l'approche exploratoire ou d'expérimentation de la démarche, considérée comme *« une pratique, une expérience collective parmi tant d'autres » (P01).*

Enfin, à l'instar de la vision de développement durable de la municipalité de Petit-Saguenay, la démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves* visait avant tout le bien-être de la communauté et de chaque individu la composant. Ainsi, de nombreux facteurs de participation (vouloir passer un bon moment, la réciprocité) semblent découler des approches axées sur le lien social. En premier lieu, l'approche ludique et festive adoptée par la municipalité pour mener cette démarche semble avoir permis aux participant·e·s et aux animateur·rice·s de passer un bon moment. En effet, certains animateurs et animatrices ont souligné la bonne ambiance et l'aspect convivial des ateliers :

« Une chose que j'ai beaucoup apprécié je pense c'est que c'était constamment dans la bonne humeur. [...] Les gens viennent surtout pour se réunir et avoir un bon moment, que pour prendre une décision difficile sur l'avenir de la collectivité » (P03).

« Les activités en vrai, où c'est convivial, elles fonctionnent très bien. Y'a un besoin de la population de se faire entendre, mais en ayant un humain devant eux, des échanges, et ça on le sent que c'est important » (P02).

Un·e des porteur·euse·s à l'atelier MADA vient appuyer cette perception en nous partageant que les gens avaient le *« les sourires à la fin de l'exercice » (P05)*. Pour chaque atelier, les organisateurs mettaient un point d'honneur à créer des espaces de rencontre et de dialogue. Ce qui *« répondait au besoin de se rencontrer dans l'fond » (P10)*. Finalement, les activités étaient *« plus de la rencontre, de la socialisation » (P11)*.

Dans la conception des activités avec des groupes ou publics ciblés, la municipalité et l'équipe du Grand Dialogue cherchaient la réciprocité, c'est-à-dire le fait que chacun ressorte de l'activité avec

quelque chose de bénéfique. C'est « *donnant-donnant* » (P02) comme dirait une des animatrices du Grand Dialogue qui s'est d'ailleurs souvent questionnée sur les méthodes de l'organisme lorsqu'il intervient auprès de la population :

« Au Grand Dialogue je me suis souvent demandé si on était intrusif, car on intervient une fois dans un groupe, puis on disparaît. On va chercher, ce qu'on appelle très platement dans le monde scientifique « des données », ou des rêves et des aspirations » (P02).

Selon son propos, il manque parfois un retour ou un lien dans les activités de participation citoyenne. L'atelier organisé auprès de la chorale de Petit-Saguenay semble lui avoir fait prendre conscience qu'une démarche de concertation citoyenne plus riche et collaborative est possible et désirable :

« La chorale de Petit-Saguenay, d'aller dans leur savoir-faire, c'est dans une volonté donnant-donnant. Tu passes par un mécanisme qui est la chanson, qui fait sens pour eux, donc ils peuvent réutiliser cette chanson après dans leur répertoire. Là-dessus c'est équitable je trouve, car c'est don contre don. Tu t'adaptes, ils s'adaptent. Finalement, ça donne quelque chose qui toi te sers, et eux leur serve aussi. Ça créer un lien, où dans quelques mois ou semaines plus tard on est obligés de retourner. Et ça je pense que c'est dans des démarches enrichies de concertation citoyenne que ça se passe : enrichir les collaborations, être dans une science qui redonne à sa collectivité » (P02).

Pour conclure, ce chapitre a permis de mettre en lumière que les approches narratives positives, axées sur le bien-être d'une communauté rurale définie et allant à sa rencontre permettent de faciliter sa mobilisation. Pour synthétiser ces résultats et permettre une analyse plus fine, un tableau comparant les facteurs de participation identifiés dans la revue de littérature et ceux relevés dans la démarche se trouve dans notre discussion (tableau 9). Toutefois, ce genre de démarche demandant de nombreux efforts de la part de l'organisme organisateur semble gourmande en énergie. On peut donc se demander si les retombées en valent la peine. C'est ce que nous abordons dans le prochain chapitre.

CHAPITRE 7

UNE DÉMARCHE GOURMANDE EN ÉNERGIE, MAIS QUI SEMBLE EN VALOIR LA PEINE

Notre troisième objectif de recherche est, rappelons-le, d'évaluer l'efficacité et l'efficience de la démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves*. L'efficacité constate l'atteinte des objectifs établis par l'organisme initiateur. Pour rappel, les objectifs de la municipalité pour cette démarche étaient de 1) rapprocher les citoyen·ne·s de la vie politique en les intégrant dans le processus d'élaboration de deux politiques municipales et d'un plan d'action, 2) donner la réelle opportunité à chaque citoyen.ne, peu importe son âge, son genre ou sa profession, de s'exprimer sur l'avenir de son village et 3) permettre aux citoyen·ne·s de se (re)connecter les uns aux autres au travers d'activités participatives festives et rassembleuses, suite à la pandémie. L'efficience, elle, est le rapport entre les efforts mis en œuvre et les retombées. Dans ce chapitre, nous allons dans un premier temps présenter les retombées principales de la démarche. Dans un deuxième temps, nous aborderons les efforts déployés pour mettre en œuvre la démarche. Enfin, nous analyserons le rapport objectifs-retombées et efforts-retombées pour nous positionner quant à l'efficacité et l'efficience de la démarche.

7.1 RETOMBÉES DE LA DÉMARCHE

Pour évaluer les retombées de la démarche, nous prenons en compte les résultats de la mise en œuvre de la démarche présentés dans le chapitre 4, les effets, ainsi que le taux de mobilisation. Notons que les retombées de la démarche globale sont étroitement liées avec les facteurs de participation abordés dans le chapitre précédent. Dans notre cinquième chapitre, nous avons catégorisé les effets des animations en différentes catégories, soit sur les politiques, sur les

participant·e·s, sur la municipalité, sur le projet d'élaboration des politiques et sur les animateur·rice·s. Pour l'évaluation de la démarche globale, nous ne gardons que les trois premiers, davantage en lien avec les objectifs fixés par la municipalité. Selon les entrevues encodées, les effets les plus récurrents ou importants aux yeux des participant·e·s, animateur·rice·s et élu·e·s lors de cette démarche sont ceux sur les participant·e·s (figure 17). Nous commencerons par présenter ces effets, puis ceux sur la municipalité et sur les politiques.

Figure 17. Diagramme de surface comparant le nombre de références d'encodage pour les effets de la démarche globale



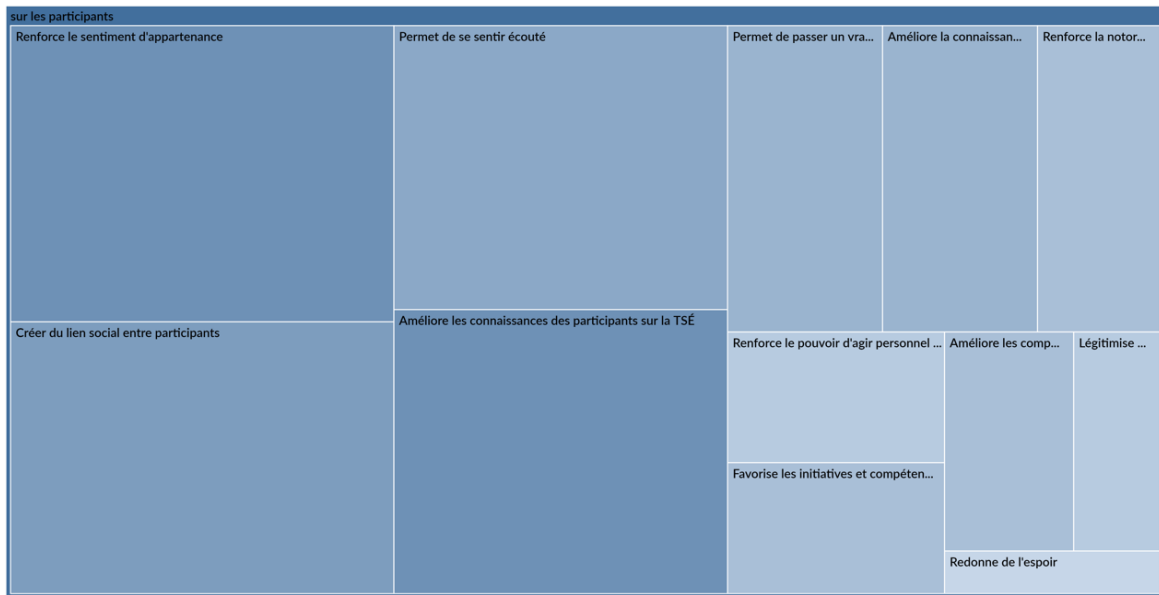
(Source : NVivo)

7.1.1 EFFETS MAJEURS SUR LES PARTICIPANT·E·S

Si l'on compare le nombre de références d'encodage concernant les effets de la démarche globale sur les participant·e·s avec NVivo (figure 18), nous pouvons identifier quatre effets majeurs. Il semblerait que la démarche ait principalement permis aux personnes participantes de se sentir écoutées, de créer du lien social entre elles et de renforcer leur sentiment d'appartenance. Nous

présenterons aussi les opinions des interviewés concernant les connaissances des participant·e·s sur la transition socioécologique, qui sont nombreuses, mais mitigées.

Figure 18. Diagramme de surface comparant le nombre de références d'encodage des effets de la démarche globale sur les participant·e·s



(Source : NVivo)

Tout d'abord, la démarche a permis de créer de nombreux liens sociaux entre les participant·e·s. Nous l'avons vu dans les verbatims illustrant les forces et faiblesses des animations. « *Il y a beaucoup de gens qui se sont rencontrés* » (P06). Notamment entre les anciens et les nouveaux arrivants : « *Le dynamisme est différent depuis qu'il y a de nouveaux arrivants. Les gens sont contents qu'il y ait de nouvelles familles. Ça a aidé, car il y a eu beaucoup d'activités depuis que tu es arrivée et avant aussi sur la participation citoyenne* » (P05). Les activités de participation citoyenne peuvent donc être des activités de sociabilisation. Selon une des animatrices, la création de liens sociaux va même au-delà de Petit-Saguenay et participe à renforcer les mailles du tissu social dans la région, voir contribue à l'échelle de la société :

« On travaille sur quelque chose qui est plus grand que nos démarches respectives, qui est de retisser les mailles du tissu social. On a beau avoir nos objectifs propres, je trouve que ce qu'on fait de plus fondamental c'est d'arrêter que le fossé se creuse entre les

générations, cultures et professions, que les gens puissent s'asseoir, se parler, même s'ils sont d'opinions différentes, continuer à débattre et à faire évoluer les idées » (P02).

Les démarches comme *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves* participent donc à garder les dialogues vivants dans les territoires, laissant place à l'innovation et la compréhension mutuelle. Cependant, les liens sociaux naissants doivent être renforcés pour perdurer et créer des amitiés, selon une répondante :

« Le lien social créé par les activités ponctuelles est intéressant, mais ça ne peut pas être juste ça. Sinon, on reste en surface. Un des facteurs d'engagement politique le plus important c'est l'amitié donc c'est important de se dire qu'on a des espaces pour approfondir ces liens » (P01).

La démarche devrait donc laisser place à des espaces de discussion pérennes.

Ensuite, la démarche a permis aux participant·e·s de se sentir écouté·e·s. De nombreux·ses citoyen·ne·s interviewé·e·s ont confirmé avoir eu le sentiment d'être entendus par la municipalité, de pouvoir s'exprimer et d'écouter ce que leurs concitoyen·ne·s avaient aussi à dire :

« Là, je trouvais que y'avait plus de place pour s'exprimer. Y'avait beaucoup plus la parole des citoyen·ne·s qui était importante, plutôt qu'un intervenant qui venait faire une présentation genre » (P11).

« Les activités m'ont permis de partager mes idées et d'entendre ceux des autres, des choses auxquelles je n'avais pas pensé » (P09).

« Ça m'a montré que c'était l'un d'être entendue et que ça vaut la peine de parler quand même. J'ai apporté une idée et ça n'a pas été pris à la légère. Ça fait du bien » (P10).

Selon leurs témoignages, la parole des citoyen·ne·s était mise en valeur et prise en considération par les décideurs·euses. La démarche a aussi été une occasion de se positionner par rapport aux discours de ses voisins.

De plus, la démarche aurait permis de renforcer le sentiment d'appartenance des participant·e·s à leur communauté. Tout d'abord, deux animateur·rice·s nous ont partagé que le sentiment d'appartenance est une notion complexe et difficilement mesurable, mais selon eux possiblement renforcée au travers de la démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves* :

« Y'a des études sur le sentiment d'appartenance qui démontrent qu'il y a plusieurs facteurs. L'un d'eux est la fierté d'appartenir à une communauté. Y'avait des retours positifs de la part des participants à la fin des ateliers, c'est fort probable que des gens se sont sentis fiers de faire partie d'une communauté qui est aussi innovante,

rassembleuse et tournée vers le futur. Mais quantitativement, je ne peux pas dire si c'est le cas » (P03).

« Pour moi, même si les concepts de pouvoir d'agir et de sentiments d'appartenance peuvent être distincts, ils s'entremêlent, parce que j'ai un sentiment d'appartenance quand je sens que la ville me considère pleinement. Dans ce sens-là, aller chercher la voix citoyenne ça veut aussi dire 'vous êtes importants à cette communauté'. C'est difficile mesurable, mais je crois que ça peut avoir eu un impact sur le sentiment d'appartenance » (P02).

« Il y a eu des activités intergénérationnelles de créées, des activités aussi plus artistiques, créatives, dans la diffusion. Tout ça joue dans le faire ensemble, le lien commun » (P04).

Ces deux extraits d'entrevues mettent en lumière que le sentiment d'appartenance des citoyen·ne·s peut être amélioré par les sentiments de fierté et d'écoute envers leur municipalité, ainsi que par le faire ensemble et la création de liens sociaux. D'ailleurs, la réciprocité a pu « *avoir un impact positif sur le sentiment d'appartenance* » (P07) des membres de la chorale à leur communauté et inversement, de la communauté envers leur chorale, selon un·e des porteur·euse·s de la démarche. Selon un autre répondant, « *vu que les gens avaient des idées ambitieuses, mais réalisables, c'est qu'ils se projetaient dans leur village. Ce qui montre qu'ils désirent y rester, à long terme* » (P05). Ainsi, le sérieux des participant·e·s lors des exercices de projection serait une preuve de leur désir de vivre à Petit-Saguenay et donc de leur sentiment d'appartenance. Du point de vue d'une participante, ce sont les propos entendus des autres citoyen·ne·s qui semblent être une source de sentiment d'appartenance :

« Y'avait beaucoup de sujets traités où j'étais comme 'si ça vient de la population bah c'est cool parce que ça vient me chercher et je suis d'accord'. Je suis d'accord avec cette vision-là. Je m'y retrouvais » (P09).

En effet, durant les ateliers, les citoyen·nes partageaient des idées illustrant un sentiment de fierté et de projection dans le futur de la communauté et chacun pouvait connecter aux différentes idées apportées, créant ainsi des liens. En fait, d'ouvrir des « *espaces de discussion* » comme ceux créés lors de la démarche, entre la municipalité et la population, mais aussi au sein même de la population, permettraient de « *renforcer le sentiment d'appartenance* » (P01) :

« Ce genre de démarche permet d'ouvrir une porte. Y'a un lien de confiance qui est assuré, qui est essentiel au sentiment d'appartenance, entre les citoyen·ne·s, mais aussi avec leur municipalité » (P02).

« C'est sûr que ça contribue plus à faire un sentiment d'appartenance si tu participes à une activité comme ça, que si y'en a pas du tout. C'est une chose d'avoir des loisirs,

des sports, mais de les faire sur une thématique, des enjeux qui touchent à l'emploi ou à l'organisation politique par exemple, ça créer un sentiment d'appartenance, car on est capables de discuter de problématiques communes » (P01).

Ces espaces de discussion permettent de débattre sur des enjeux et sujets communs, ce qui renforce le sentiment d'appartenir à une communauté.

Enfin, concernant l'amélioration des connaissances des participant·e·s sur la transition socioécologique, les témoignages sont mitigés. Premièrement, quelques animateur·rices rappellent que la transition est une notion complexe et qu'il semblerait avoir manqué de transmission de savoirs à ce sujet :

« La transition est complexe à définir, à mesurer et à donner des exemples, donc je ne pense pas qu'il y ait eu assez de formation à ce sujet-là. [...] Mais encore là, [...] La notion de transition c'est plus un niveau CÉGEP voire université, donc ce n'est pas ça qui les accroche, ce n'est pas l'aspect conceptuel » (P03).

« C'était instructif pour la municipalité et pour nous en tant que collecteurs de rêve, mais pas pour la population. Peut-être qu'il aurait été possible de faire un ciné-discussion sur la TSÉ au début. D'aller les informer sur la TSÉ, c'est une étape importante qu'on a loupée » (P04).

Le premier témoignage soulève que la phase de transmission au sujet de la TSÉ n'est pas forcément théorique, mais devrait plutôt être pratique et concrète. Dans ce sens, une animatrice pense que les participant·e·s ont pu discuter, voire débattre sur des sujets liés à la transition, et comprendre sa complexité par la pratique, sans que l'on ait apporté de théorie :

« À l'école du Vallon, on n'a pas tant transmis des notions de transition, ça venait vraiment plus de la part des jeunes. On a vu dans la pratique que ce n'est pas toujours simple d'échanger des visions différentes de la transition. Eux l'ont vécu de leur part, mais on n'a pas transmis de la théorie » (P02).

De plus, une animatrice apporte la nuance qu'une période d'information sur la transition au préalable aurait peut-être découragée, rebutée ou mêlée certain·e·s participant·e·s :

« Vu qu'il y a beaucoup de personnes âgées à Petit-Saguenay, ils ne se seraient peut-être pas sentis interpellés par la transition. Alors que là on leur demandait de rêver leur village, alors ils se sentaient interpellés. Si on avait plaqué « TSÉ » dans les communications ou les titres, peut-être qu'ils ne seraient pas venus. Peut-être qu'on aurait perdu du monde. Peut-être qu'on serait allé chercher du monde plus allumé sur la TSÉ, pis on se serait encore retrouvé dans notre chambre d'écho » (P04).

Nous l'avons vu dans le chapitre 5, certaines activités de consultation auraient tout de même permis aux participant·e·s de discuter autour de la transition socioécologique. Certains répondants

pensent que la démarche a ainsi tout de même participé à ancrer un vocabulaire et des connaissances progressives au sein de la population :

« Pendant ce temps-là, on parle d'un sujet qui est la TSÉ et ça devient un vocabulaire tranquillement dans les esprits qui est important » (P02).

« C'est en répétant les thèmes, les messages, que les gens finissent par comprendre ce que ça veut dire. Les gens sont plus aux faits de ce qu'on veut dire par transition ou développement durable aujourd'hui » (P07).

Finalement, selon deux personnes de l'équipe municipale, la démarche n'a pas permis d'améliorer les connaissances de la population sur la TSÉ en tant que tel. Toutefois, selon eux, réapprendre à travailler ensemble et collaborer est une condition nécessaire dans nos collectivités pour réaliser de réelles transitions et affronter les crises contemporaines. Ainsi, la démarche participe directement à la transition socioécologique :

« Je ne pense pas que le monde ait appris concrètement quelque chose en lien direct avec la transition. Pour moi la transition c'est réapprendre à collaborer et travailler ensemble, porter des idées, porters de projets de façons collectives » (P01).

« Adresser les crises, ça commence par le local, réfléchir en groupe et agir en groupe. Donc la démarche y participe. Si on a déjà une culture de travailler ensemble ça va être plus facile d'adresser les enjeux liés à la transition » (P07).

En résumé, les effets majeurs sur les participant·e·s sont interreliés. En effet, la démarche a permis de créer des lieux de discussion et renforcer les liens sociaux au sein de la population de Petit-Saguenay. Or, le maillage social est un élément essentiel pour relever les défis de la crise sociale et écologique. Les lieux de discussion ont aussi permis de renforcer les liens entre la municipalité et la population qui s'est sentie écoutée. Tout cela semble avoir renforcé le sentiment d'appartenance de la communauté.

7.1.2 EFFETS MAJEURS SUR LA MUNICIPALITÉ

Si l'on compare le nombre de références d'encodage concernant les effets de la démarche globale sur la municipalité selon NVivo (figure 19), nous pouvons identifier deux améliorations majeures : la confiance des citoyen·ne·s envers la municipalité, et l'image de la municipalité. Au-delà des deux effets majeurs identifiés grâce au diagramme de surface, nous aimerions rajouter un effet apporté par l'équipe municipale d'elle-même dans nos entrevues et qui met notre stage MITACS en valeur : la transformation de la culture organisationnelle de la municipalité.

Figure 19. Diagramme de surface comparant le nombre de références d'encodage des effets de la démarche globale sur la municipalité



(Source : NVivo)

En lien avec le sentiment des participant·e·s d'avoir été écouté·e·s, la démarche semble avoir amélioré la confiance des citoyen·ne·s envers la municipalité. La simple présence des personnes de l'équipe municipale lors des activités serait un des facteurs de renforcement de cette confiance. De nombreux témoignages lors des entrevues peuvent illustrer ce propos :

« Le fait qu'on soit là, qu'on cherche à garder le contact c'est important. Donc c'est sûr que les gens qui sont venus aux activités, ils ont appris à nous connaître, ils ont vu qu'on était smat. C'est comme un pied dans la porte » (P01).

« Après ça le monde a plus d'attachements envers les gens qui travaillent à la municipalité » (P04).

« Des gens venaient à nos rencontres publiques pour chialer et maintenant ils ne chialent plus. Y'en a même une qui a félicité notre maire. Partir de 'on ne fait jamais rien qu'a du bon sens' à féliciter le maire pour certaines de ses réalisations, y'a un bout de chemin de fait quand même » (P05).

Il y a une évolution perceptible de la part des élu·e·s dans la dynamique entre l'appareil municipal et la population depuis quelque temps. La démarche a contribué à cette évolution, ou en tout cas à la mettre en lumière et permettre aux citoyen·ne·s de s'exprimer : *« Je pense qu'en général les gens ont assez confiance. La démarche permet de maintenir la confiance » (P06).* Toutefois, cette confiance reste à travailler, notamment en passant à l'action : *« La confiance elle se mérite par rapport à l'adéquation entre les actions et les aspirations. Donc après une démarche comme ça, il faut passer à l'action » (P06).*

Ensuite, la démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves* contribue à améliorer l'image de la municipalité de Petit-Saguenay en montrant un certain dynamisme et un esprit novateur, et cela, auprès de nombreux·euses acteur·rice·s, selon les discours des personnes interviewées. Cette diffusion d'image s'effectue, tout d'abord, auprès de la population de Petit-Saguenay comme mentionné dans le chapitre 5 où la population perçoit l'ouverture et les efforts mis en place par la municipalité, notamment au travers des communications. Ensuite, auprès des municipalités voisines, jusqu'à Saguenay :

« Des gens de [la municipalité X] lors d'une activité m'avaient dit qu'ils étaient jaloux de la démarche de Petit-Saguenay et qu'ils auraient aimé avoir ça dans leur village » (P04).

« La semaine passée je suis allé à la boulangerie. Deux personnes originaires de Petit-Saguenay, mais qui vivent à [municipalité X], trouvent que Petit-Saguenay devient vraiment dynamique » (P11).

« Les gens de [municipalité X] ou de [municipalité X] parlent de Petit-Saguenay et je pense que la démarche contribue à cette image d'un Petit-Saguenay dynamique. Donc oui, je ne pourrais pas mesurer, mais ça a grandement continué à améliorer l'image » (P07).

D'ailleurs, l'amélioration de l'image de Petit-Saguenay serait perceptible même jusqu'à l'échelle de la MRC ou de la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean :

« Ça participe à améliorer notre image d'une certaine façon, car on est reconnu pour la participation dans la MRC » (P01).

« J'ai parlé de Petit-Saguenay à la conférence de presse du Grand Dialogue. Je trouvais ça important pour que les gens de partout au Saguenay se sentent concernés. C'était aussi pour dire que dans la région quand on veut changer les choses, on peut. [...] C'était important d'intégrer un exemple concret, et Petit-Saguenay est un exemple concret » (P02).

Ainsi, la municipalité de Petit-Saguenay est considérée pour ses compétences et savoirs concernant la participation citoyenne, dans la région. D'ailleurs, le nom de la municipalité est mentionné dans certains cours à l'université, selon nos observations, et au CÉGEP :

« Y'a deux semaines je suis allé au CÉGEP de Chicoutimi, dans un cours qui s'appelait 'politique et participation citoyenne' pis là, pour faire du lien j'ai mis l'exemple de Petit-Saguenay. J'aime bien donner cet exemple parce que c'est un exemple positif, inspirant. Malheureusement j'entends trop souvent « oh ça ne sert à rien la participation citoyenne », « oh ça ne sert à rien de consulter les citoyen-ne-s » » (P02).

Le Grand Dialogue met en valeur le laboratoire rural de Petit-Saguenay dans ses communications. L'ensemble de l'œuvre permet d'attirer potentiellement de nouveaux habitants :

« Ça contribue à faire rayonner le village parce que tout ce qui est innovant, axé vers le futur, de faire différent, c'est recherché ou à la mode en ce moment. C'est beaucoup axé sur le rêve donc ça donne une image positive de la municipalité » (P03).

« Vous dites 'on veut un village familial' bah en créant des activités pour tout le monde ça attire. Moi je n'hésite pas à partager vos publications sur Facebook et j'ai toujours des commentaires de mes amis du sud-ouest de l'Ontario ils disent 'eh qu'y'a de la vie à Petit-Saguenay !' » (P11).

Ainsi, la démarche a amélioré l'image de la municipalité auprès de sa propre population, des municipalités voisines et d'autres municipalités au Québec (via le réseau des Ateliers des Savoirs Partagés notamment), du monde de la recherche et scolaire, de potentiels nouveaux habitants, à l'échelle de la région avec le Grand Dialogue, et même au-delà de la province du Québec.

Enfin, au-delà des activités organisées pour la population de Petit-Saguenay, la démarche a indirectement impacté l'équipe municipale qui a vu le travail réalisé, les approches, les retombées et les outils utilisés « en coulisses ». *« À ton contact, avec le travail que tu as fait, on a appris des choses et on l'a intégré à notre culture organisationnelle » (P07).* De plus, les livrables (vision et

politiques) vont « attirer du monde à qui ça parle et donc favoriser la conservation de [la] culture organisationnelle de la municipalité » (P01).

En résumé, la démarche a permis d'améliorer l'image de la municipalité auprès de nombreux·euses acteur·rice·s, notamment auprès de la population de Petit-Saguenay qui a une confiance accrue envers l'appareil politique. De plus, cette image va permettre d'assurer et conserver la culture organisationnelle renforcée par la démarche, en attirant des agent·e·s municipaux·ales partageant les mêmes valeurs et ouverture face à la participation citoyenne.

7.1.3 EFFETS MAJEURS SUR LES POLITIQUES

Si l'on compare le nombre de références d'encodage concernant les effets de la démarche globale sur les politiques selon NVivo (figure 20), nous pouvons identifier deux effets majeurs. Il semblerait que la démarche ait principalement permis d'améliorer le contenu des politiques, et d'entendre des personnes qu'on n'entend pas souvent dans la vie municipale. Au-delà de ces deux effets majeurs, nous rajoutons un effet mentionné par l'équipe municipale dans nos entrevues. C'est un effet qui ne provient pas du retour des participants sur le fond de la démarche, mais plutôt sur sa forme : la meilleure compréhension du besoin de se rencontrer entre citoyen·ne·s.

Figure 20. Diagramme de surface comparant le nombre de références d'encodage des effets de la démarche globale sur les politiques



(Source : NVivo)

En premier lieu, la démarche aurait permis d'améliorer le contenu des politiques publiques. Les personnes interviewées trouvent que les idées qui émergeaient lors des activités de concertation étaient « concrètes et réalisables » (P07). Cela était marquant pour les animateur·rice·s du Grand Dialogue qui ont l'habitude de faire rêver les citoyen·ne·s à l'échelle d'une région :

« Je trouve que c'était quasiment plus concret dans Petit-Saguenay que dans le reste de la région parce que on veut un café communautaire, une boulangerie... Les idées étaient assez réalisables » (P04).

Toutefois, l'aspect novateur des idées issues de la démarche est mitigé au sein des répondants. Certains pensent qu'elles ne sont pas tellement innovantes en soi, d'autres qu'elles ont au contraire été poussées :

« Quand on a fait la réunion MADA, y'en a qu'ont parlé de jardins collectifs et des dames ont dit que c'était une bonne idée, mais que ce n'était pas nouveau. C'était innovant dans l sens que nous on n'a pas ces choses-là » (P01).

« Cet atelier-là, je me disais « on en a dit des affaires » pis à la fin je découvrais des choses auxquelles je n'avais pas osé penser. Ça a été varié et poussé » (P05).

En fait, les idées peuvent être innovantes pour Petit-Saguenay ou pour l'époque, mais il n'y a aucun contenu révolutionnaire dans les politiques publiques. Ainsi, elles seraient finalement réalistes et authentiques, mais simples :

« La différence on la voit un petit peu dans le document qui a été produit. Ce qu'on trouve dans le récit de vision collectif ce sont principalement les rêves et les aspirations qui ont été portés par les gens lors des activités. Tu aurais pu travailler à l'élaboration d'une politique de développement durable qu'on serait allé chercher dans un livre, mais là quand on lit notre politique, on reconnaît les choses qui ont été dites par les gens. Y'a un élément d'authenticité là-dedans qu'est vraiment unique. Moi je pense que c'est de ça qu'il faut s'inspirer pour continuer à faire des choses » (P06).

D'autres propos intéressants sont ressortis de la part des animateur·rice·s. Par exemple, le fait que les participant·e·s faisaient de leur mieux et se creusaient la tête pour sortir des idées sensées (P04). Ou encore que parfois les idées manquaient juste d'une « *traduction en termes d'administration publique* » pour être réalisables (P03). Il y a donc un risque parfois que les idées soient mal transposées. Ainsi, encore une fois, améliorer le contenu des politiques ne vaut rien si les actions qui y sont écrites ne sont pas ou mal réalisées. « *On a un plan de match pour faire la transition socioécologique. Si on met en œuvre tout ça, on va être ailleurs. C'est dans la mise en œuvre qu'on va aller chercher les retombées* » (P06). Il faut donc poursuivre les efforts pour mettre les idées en œuvre. Cette limite sera abordée dans le prochain chapitre.

En second lieu, l'ensemble des personnes interviewées affirme que la démarche a permis d'entendre des personnes que l'on n'entend pas souvent dans les espaces de discussion municipaux :

« Cette démarche-là a permis de mobiliser des gens qui n'avaient jamais participé avant et d'en remobiliser certains » (P06).

« Je trouve ça fantastique de changer les pratiques pour justement avoir une mobilisation plus large. Y'a des gens qu'ont parlé, qui habituellement ne prennent pas la parole » (P05).

Cet effet serait facilité par le jumelage aux activités existantes dans la communauté ou la prise de contact pour organiser une activité avec un groupe de public cible :

« Les agriculteurs, fallait voir avec eux directement quand est-ce qu'ils avaient des disponibilités, sinon ils auraient été trop occupés pour se déplacer à une salle communautaire à une date donnée. Les enfants, évidemment, c'est mieux d'aller dans la classe, en situation pédagogique. Pis pour certaines fois genre MADA, tourisme, c'est

intéressant de se joindre à eux pendant que tout le monde est là, sur un thème donné, sinon c'est sûr qu'il n'y aurait jamais eu toutes ces personnes » (P04).

« Les familles on les voit très peu dans les évènements, dans les soirées de consultation ou un matin de fin de semaine pour discuter d'enjeux municipaux. Donc le fait d'avoir rejoint les familles dans une activité familiale, d'avoir rejoint les jeunes, dans les loisirs, bah on n'aurait pas entendu ces personnes-là sinon » (P06).

On parle donc de rejoindre les jeunes, les aînés, les entreprises touristiques, les agriculteur·rice·s, les jeunes familles et les sportifs. Une répondante souligne aussi l'importance d'aller chercher les natifs autant que les néo-ruraux qui peuvent « *parler plus fort parce qu'ils arrivent dans le village et projeter des idées marginalisées. Il faut aller chercher ceux qui sont ici depuis longtemps, les nouveaux arrivants et voir ce que tout le monde veut, ensemble » (P09).*

Finalement, les idées partagées lors des activités éclairent les décideurs·euses sur les besoins et les attentes des citoyen·ne·s : « *Moi ce que j'en retire c'est surtout une connaissance des gens [...] et savoir quelles idées les tentent » (P01).* En outre, la participation des gens aux activités de socialisation exprime un besoin de se rencontrer et de se (re)connaître, ce qui est une réalisation pour l'équipe municipale : « *J'ai compris que les citoyen·ne·s avaient besoin de se rencontrer dans l'fond » (P05).*

En résumé, l'effet majeur sur les livrables (politiques publiques et vision) est l'amélioration du contenu de ces dernières, plus concret, plus réaliste et plus inclusif, représentant des opinions et réalités différentes. Les politiques sont ainsi authentiques. De plus, leur mise en œuvre va favoriser les besoins de la population de se rencontrer et de se (re)connaître.

7.1.4 TAUX DE PARTICIPATION

Comme mentionné à la fin du chapitre 5, la spécificité de la démarche et sa force semblent résider dans la complémentarité des animations variées (formelles/informelles) auprès de publics différents (groupes homogènes/hétérogènes), dans une approche inclusive, qui a permis de

« rejoindre pas mal tout le monde » (P09). La démarche compte 318 participant·e·s (tableau 5). Or, la population de Petit-Saguenay est de 634 habitants en 2016, selon notre chapitre 4. Ce serait donc 50% de la population qui a participé. Toutefois, ce sont parfois « *les mêmes personnes qui revenaient d'une activité à l'autre* » (P04). C'est en réalité un tiers de la population qui a été rejointe. Ce qui est un très bon taux de participation, d'un point de vue purement quantitatif, selon plusieurs animateur·rice·s : « *Ça arrive rarement que des consultations atteignent ce niveau, ce pourcentage de participation* » (P02) ; « *Aller rejoindre plus de deux cents personnes en quatre mois c'est beaucoup. Un tiers de la population mobilisée, c'est quand même une démarche dont on veut parler* » (P04).

De plus, la mobilisation s'est maintenue jusqu'à la fin de la démarche puisqu'à la soirée de lancement des politiques publiques le 1^{er} mars 2023, une cinquantaine de personnes était présente, soit 8% de la population totale de Petit-Saguenay. Il y avait même des citoyen·ne·s qui n'avaient pas pris part aux activités au cours de la démarche. Ces chiffres ne sont pas pris en compte dans le taux de participation à la démarche puisque ce n'était pas une activité de récolte de données, mais c'est intéressant d'en avoir conscience.

7.2 EFFORTS MIS EN ŒUVRE POUR LA DÉMARCHE

Les effets et résultats de la démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves* ne viennent pas sans effort. En effet, de nombreuses ressources (humaines, financières, techniques, matérielles) ont été mobilisées dans l'organisation de la démarche, par le réseau d'acteur·rice·s. Des efforts ont notamment été déployés en termes de communication pour s'assurer de rejoindre le maximum de voix lors des activités.

7.2.1 LE RÉSEAU D'ACTEUR·RICE·S

Selon la cartographie des parties prenantes (figure 5) présentée au chapitre 4, de nombreux·euses acteur·rice·s sont impliqué·e·s dans la démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves*. Cette cartographie permet notamment de mettre en lumière le rôle pivot de l'étudiante-chercheuse aux multiples statuts dans la démarche, la force du réseau associatif de Petit-Saguenay et leurs leaders, l'engagement du conseil municipal et le rôle clef des agentes municipale et culturelle, ainsi que les partenariats externes avec le Grand Dialogue, LAGORA et les ASP. De manière transversale, ce schéma permet d'identifier les individus clefs dans chaque organisme partenaire et de mettre en évidence la variété de sources financières pour la réalisation du projet.

Une des approches adoptées dans la démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves* est d'aller là où les gens sont, « *à travers les organisations existantes, donc à travers la société civile déjà organisée* » (P03). Pour ce faire, l'équipe municipale et l'équipe du Grand Dialogue ont misé sur la « *vitalité communautaire traditionnelle très forte à Petit-Saguenay* » (P06) et son réseau associatif. On parle notamment du cercle des fermières, de l'OTJ (Organisme de Terrain de Jeux), du club de marche, des Chevaliers de Colomb et de la chorale. « *[Les clubs et associations] sont fortement mobilisés [...] pour le maintien d'acquis, de transmission de connaissances et patrimoines et de loisirs* » (P05). La prise de contact et la mobilisation de ces groupes se faisaient principalement au travers de « *la personne responsable* » (P02). Pour contacter des groupes d'acteur·rice·s non organisés, des membres de l'équipe municipale ont joué le rôle de transmetteur·euse·s :

« *C'était facile, [Madame X] travaillait chez nous pis elle nous avait dit qu'il y avait cet évènement là (dîner-discussion des agriculteurs). Elle m'avait expliqué un petit peu donc je savais à quoi m'attendre et ça m'a motivé à venir* » (P10).

Ainsi, le réseau associatif et leurs leaders ont joué un rôle clef dans le déploiement de la démarche.

Ensuite, une des clefs de la démarche est l'implication du conseil municipal de Petit-Saguenay, en amont. Un lac-à-l'épaule avec l'ensemble de l'équipe municipale a eu lieu trois mois avant le lancement de la démarche. Il « *est fondateur et déclencheur de la démarche dans le sens où il amène*

un engagement du conseil. La démarche a commencé avec la mobilisation des élus en fait » (P07). Cela dit, l'élaboration des politiques publiques de participation citoyenne et de développement durable peut être considérée comme une forme d'engagement du conseil municipal en soi : *« Le fait de faire la politique, c'est comme une prise d'engagement envers les citoyen·ne·s » (P04).* L'engagement aurait donc été pris avant le lac-à-l'épaule, au moment où la décision d'embaucher une nouvelle personne pour réaliser les politiques a été prise.

Comme mentionné par un animateur, *« le financement et les ressources humaines de la municipalité de Petit-Saguenay sont limités » (P03).* Nous avons maintes fois entendu ce propos au cours de notre stage à la municipalité. Pour réaliser cette démarche, il a donc fallu mobiliser des moyens externes. Un membre de l'équipe municipale avoue que la municipalité est « opportuniste » pour tisser des partenariats avec l'extérieur (P07). L'information de la possibilité d'un stage en milieu municipal financé par une bourse MITACS a été amenée par le réseau partenaire à la municipalité des ASP en 2020. D'ailleurs, ce réseau aura aussi servi de courroie de diffusion des savoirs pendant et à la fin de la démarche. Ainsi, la municipalité a saisi l'opportunité pour accueillir l'étudiante-chercheuse sur deux ans

« MITACS ça a été le début d'une collaboration avec Olivier Riffon, [...] qui animait de son côté une mobilisation majeure au niveau du Saguenay–Lac-Saint-Jean avec le Grand Dialogue. À ce moment-là, y'a comme eu une chimie qui s'est matérialisée dans la candidature de Juliette Charpentier qui est venue nous retrouver et avec qui on travaille depuis 2 ans » (P06).

Ensuite, le partenariat entre la municipalité de Petit-Saguenay et le Grand Dialogue a permis d'amener des animateur·rice·s professionnel·le·s et formé·e·s, ainsi que des financements supplémentaires, des savoirs et du matériel : *« C'est une opportunité de faire un partenariat avec le Grand Dialogue, qui apporte les ressources humaines et financières qu'une petite municipalité n'a pas forcément » (P01).* Les animateur·rice·s professionnel·le·s et formé·e·s ont été d'une grande aide. La formulation des savoirs et la création du journal de bord collectif sont des résultats du travail de l'équipe de LAGORA, qui vient compléter le travail terrain du Grand Dialogue : *« Le Grand Dialogue et LAGORA évoluent ensemble, mais LAGORA est dans une université donc il y a un transfert de savoir et d'expériences qui peut être fait » (P02).*

La coordinatrice de la démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves* est étudiante-chercheuse à LAGORA (UQAC), animatrice du Grand Dialogue, stagiaire à la municipalité de Petit-Saguenay, animatrice locale des ASP et citoyenne active de Petit-Saguenay. Elle a un pied dans chaque organisme comme on peut le voir sur la cartographie d'acteur·rice·s, au travers du cercle central qui la représente. Ces multiples statuts ont permis de faciliter la coordination entre chaque acteur, mais aussi de pérenniser financièrement sa place dans la municipalité. La bourse et le financement des autres organismes ont permis à l'étudiante-chercheuse de travailler plus de deux ans à la municipalité et mettre sa formation en participation citoyenne à profit :

« C'était possible d'organiser cette démarche notamment parce qu'il y avait une étudiante de maîtrise, qui réalisait l'ensemble des consultations, qui avait une vision qui pouvait s'étaler sur deux ans, pis qui en plus avait les bases en recherche pour faire une bonne consultation » (P03).

« Tu n'as pas été juste une consultante externe. Tu as pris la peine d'habiter à Petit-Saguenay, pis ça c'est important, tu peux mieux situer les données grâce à cela » (P02).

« Les citoyen·ne·s te connaissent. Tu pouvais plugger les animations de manière informelle. Tu sais ce qui était important pour eux, comment les toucher, c'est dans ton inconscient. Ce sont des intuitions importantes » (P04).

Sa place dans le village a aussi permis de mieux comprendre les liens sociaux, les particularités de chaque groupe et comment les informations se partagent.

7.2.2 LA COMMUNICATION

Dans la municipalité de Petit-Saguenay, plusieurs moyens de communication existent et sont complémentaires : *« le bulletin municipal, le Trait d'Union, la page Facebook, le babillard... » (P06).* Pour rejoindre les aînés autant que les jeunes, les communications papiers et informatiques ont été combinées. *« C'est vraiment important de multiplier les moyens de communication » (P01).* Il semblerait que l'utilisation de tous les canaux de communication existants ait permis de rejoindre une grande partie de la population et qu'elle ait été tenue au courant des avancées de la démarche :

« Je trouve ça merveilleux de savoir qu'il se passe des choses même si je n'y suis pas allé » (P11).

« C'est par Facebook que j'ai vu la plupart des annonces passer » (P09).

« Faut les mettre au courant de tout ! La transparence c'est le mot d'ordre du maire. Nous autres [les élus] on corrigeait le tir quand il fallait » (P05).

Plusieurs animateur·rice·s nous ont mentionné leur surprise face à l'efficacité des moyens de communication à Petit-Saguenay et des efforts qui ont dû être faits pour tenir la population informée, à chaque étape, de manière transparente :

« C'était super transparent parce que la plateforme de communication de la ville est très active. Après chaque activité il y avait des articles, des comptes rendus » (P03).

« À l'école du Vallon, le soir même on retranscrivait les données et moins de 48h plus tard, les professeurs avaient accès au contenu. Pareil, la chorale tu leur as chanté la chanson et donné les paroles quelques mois plus tard. Il y avait la volonté de transmettre les données à ceux qui nous avaient ouvert la porte » (P02).

En effet, la démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves* a cherché à être transparente du début à la fin, auprès des citoyen·ne·s et partenaires. Cette recherche de transparence demande beaucoup « de communication pour convoquer le pourquoi de la démarche, l'échéancier, qu'est-ce que ça a donné, informer sur l'avancée, etc. » (P03). L'atelier de synthèse participative est l'exemple même d'un « processus transparent et inclusif », selon l'animateur P03. Finalement, les livrables (politiques publiques et vision collective) de la démarche étaient diffusés publiquement, ce qui est souligné par un animateur :

« Oui, à l'échelle du laboratoire de Petit-Saguenay c'était transparent. Par exemple, sur le site internet de Petit-Saguenay y'a le récit de vision collectif et les politiques. On peut les trouver. Ce n'est pas caché dans un lieu nébuleux » (P02).

Cette transparence est d'autant plus vraie et rendue possible à l'échelle du « laboratoire » de Petit-Saguenay, permettant de ne pas mélanger ou perdre les données :

« Si ça avait été géré par le Grand Dialogue seul, on aurait fait un rapport, mais il aurait été général et classique, mélangé par secteurs ou activités. C'est de l'hypothétique, mais Petit-Saguenay était un laboratoire donc on pouvait facilement avoir accès à toutes les données. Alors que dans les données du Grand Dialogue elles pourraient se fondre dans la masse et on risquerait de mélanger les besoins des milieux ruraux et urbains. Dans un souci de transparence, entre autres, la formule du laboratoire semble donc bonne » (P04).

Toutefois, un animateur souligne que cette communication et cette transparence demandent d'y mettre du temps et de l'énergie (P03).

En résumé, des efforts humains, financiers et matériels ont été déployés pour la démarche grâce à des partenaires externes à la municipalité de Petit-Saguenay, et des efforts de communication ont été menés en interne pour rejoindre le maximum de participant·e·s. Les efforts humains regroupent en particulier la coordination de la démarche, pour laquelle une stagiaire a été employée, et l'animation. Certaines activités nécessitaient jusqu'à cinq animateur·rice·s, d'autres étaient en autonomie.

7.3 EFFICACITÉ ET EFFICIENCE

7.3.1 EFFICACITÉ : RAPPORT ENTRE OBJECTIFS ET RETOMBÉES

Contrairement à une démarche de planification ayant strictement pour but d'alimenter le plan d'action d'une politique de développement durable ou de participation citoyenne, rappelons que la démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves* souhaitait rapprocher les citoyen·ne·s de la vie politique, donner la réelle opportunité à chaque citoyen·ne de s'exprimer sur l'avenir de son village et permettre aux citoyen·ne·s de se (re)connecter les uns aux autres. Selon les effets majeurs, il semblerait que ces objectifs aient été atteints.

En effet, la création de liens sociaux (re)connectant les citoyen·ne·s les uns aux autres, est un des effets majeurs sur les participant·e·s. Il y a eu des rencontres, de nouveaux arrivants ont pu faciliter leur intégration, des gens ont pu mettre des visages sur des noms, des personnes qui se connaissent ont pu approfondir des discussions. Ensuite, l'amélioration de la confiance des citoyen·ne·s envers la municipalité et leur implication dans le traitement des données pour créer le contenu des politiques aurait permis de les rapprocher de la vie politique. L'amélioration du lien entre les participant·e·s et la municipalité est le résultat de la présence des élu·e·s et agent·e·s municipaux·ales aux activités, leur écoute et la prise en compte de certains propos entendus lors des rencontres. Enfin, presque chaque citoyen·ne a eu l'opportunité de s'exprimer sur l'avenir de son village puisque la démarche a permis d'entendre des personnes que l'on n'entend pas souvent dans

la vie municipale. Elle a permis d'entendre un tiers de la population au total : « *L'objectif a été atteint dans le sens où y'a eu deux centaines de personnes rejointes. C'est beaucoup pour une petite collectivité* » (P03). C'est un des effets majeurs de la démarche sur les politiques. Le contenu est amélioré grâce à la participation de ce public varié aux réalités différentes. Toutefois, l'atteinte de ce dernier objectif reste limitée puisque toute la population n'a pas été entendue, bien que les activités étaient variées dans leur forme et leur public cible.

L'ensemble de ces objectifs visait en priorité le bien-être des citoyen·ne·s et de la communauté. On parle de liens sociaux, d'inclusion et de confiance. Ils sont en phase avec l'approche adoptée par la municipalité axée sur le social. En ce sens, la visualisation des effets de la démarche (figure 17) n'est pas étonnante. Il semble normal que les effets de la démarche soient majoritairement marqués sur les participant·e·s. Enfin, un élu soulève que l'objectif principal de la démarche est, en fait, de pérenniser les traits culturels de la communauté :

« Je pense que la pérennisation de traits culturels va faire en sorte que, quand les gens vont se succéder, ça va rester. C'est plus ça l'objectif de la démarche, que de dire « on mobilise sur une action » (P06).

Les traits culturels de la communauté sont, entre autres, l'entraide et la participation citoyenne. Or, la culture organisationnelle de la municipalité a été renforcée par la démarche, au travers des livrables (politiques de participation citoyenne et de développement durable), mais aussi des outils et apprentissages. C'est une des forces majeures de la démarche sur la municipalité.

En conclusion, on peut dire que la démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves* a été efficace. Elle a atteint les objectifs ambitieux que la municipalité s'était fixés. Toutefois, cette démarche a été gourmande en énergie, en temps et en argent pour une petite municipalité. L'efficacité de la démarche est donc plus nuancée.

7.3.2 EFFICIENCE : RAPPORT ENTRE EFFORTS ET RETOMBÉES

Au regard des efforts mis en place, on réalise que les moyens investis dans la mobilisation des acteur·rice·s et la communication semblent en avoir fait les forces de la démarche. En effet, la communication a permis de faire véhiculer une certaine image de la municipalité au sein de la communauté, mais aussi à l'extérieur. De plus, l'optimisation des différents médias de communication disponibles est un des facteurs qui a permis de mobiliser autant de participant·e·s. Enfin, l'effort mis dans la prise de contact avec les différents leaders des clubs et associations a permis de mobiliser le tissu communautaire du village. De même, les moyens mis en place pour mobiliser l'ensemble des acteur·rice·s de la démarche en ont fait une force. En effet, la mobilisation des leaders a permis de rejoindre une grande proportion de la société civile organisée de Petit-Saguenay. De plus, la mobilisation de l'équipe municipale, dont la présence des élu·e·s et agent·e·s municipaux·ales aux différentes activités de la démarche, ont permis aux citoyen·ne·s de se sentir écouté·e·s. C'est un des effets majeurs de la démarche sur les citoyen·ne·s. Enfin, la mobilisation du Grand Dialogue a permis d'avoir des ressources humaines, financières et matérielles qu'une petite municipalité n'aurait pas pu s'offrir sinon.

Ainsi, au regard des effets majeurs de la démarche et du taux de participation, tous les répondants ont répondu positivement à la question : « pensez-vous que la démarche en valait la peine finalement ? ». Une animatrice soulève qu'un processus de création de politiques publiques est un gros travail dans tous les cas, donc autant mettre un petit peu plus d'efforts et le faire en cocréation afin de profiter des retombées plus systémiques d'une telle approche :

« Ça vaut vraiment le coup. De toute façon, établir des politiques publiques c'est laborieux, peu importe qu'on accueille ou pas la voix citoyenne c'est laborieux donc autant le faire en incluant la voix citoyenne. Surtout que ça aura d'autres retombées, ça n'aura pas juste des retombées en silo sur la politique. Ça va avoir des retombées sur le vivre-ensemble, la confiance, sur le pouvoir d'agir, donc quand on met ça en perspective, ok ça peut sembler immense, mais on avance vraiment collectivement ensemble » (P02).

Un autre répondant partage cette idée en affirmant que l'objectif même d'une politique cocréée est d'avoir une vision collective pour le futur de la municipalité, ce qui demande de rejoindre une grande partie de la population, et donc de mobiliser beaucoup d'efforts : « Si les objectifs c'était d'avoir une vision globale concertée de l'avenir de la municipalité, c'est sûr que ça demande beaucoup d'énergie

*parce que faut rejoindre le plus de personnes possibles » (P04). Il mentionne également que « c'est une des règles d'or de la participation qu'il y ait une adéquation entre les efforts investis et les objectifs ». Donc si les objectifs sont ambitieux, les efforts à investir le sont aussi. C'est ce qui se passe pour la démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves*. Les objectifs sont ambitieux pour une municipalité qui n'a pas beaucoup de moyens, donc les efforts sont aussi ambitieux.*

Nous pouvons donc affirmer que c'est une démarche efficiente, qui en a valu la peine, mais qui a été gourmande en ressources logiquement, en adéquation avec les retombées recherchées par les objectifs. Toutefois, les moyens mis en œuvre pour permettre à la municipalité d'atteindre ses objectifs peuvent questionner la reproductibilité de la démarche. En effet, la démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves*, ne reste pas sans failles et sans limites.

CHAPITRE 8

LIMITES ET PERSPECTIVES DE RÉPLICATION DE LA DÉMARCHE

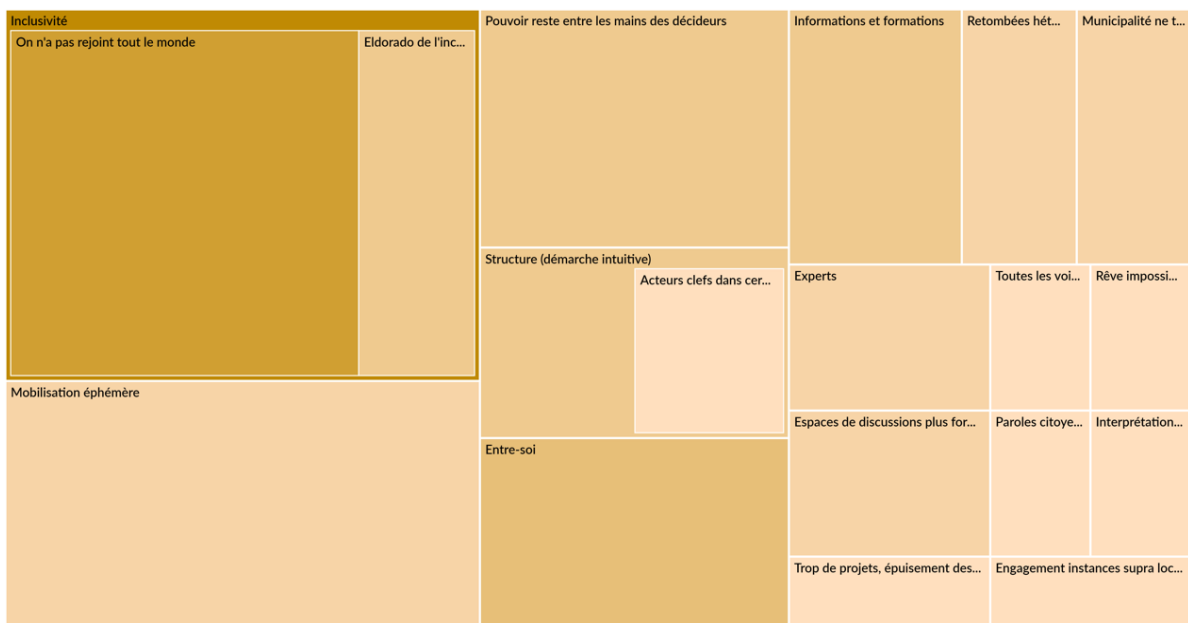
Dans nos objectifs de recherche, nous avons émis l'idée d'étudier la reproductibilité de la démarche dans d'autres villages du Québec, si l'évaluation était positive. Au cours des derniers chapitres nous avons constaté que la démarche Créer le Petit-Saguenay de nos rêves en avait valu la peine, mais qui avait certaines limites. Dans ce chapitre, nous allons présenter les limites de la démarche, en dehors des faiblesses des mécanismes d'animation déjà étudiées au chapitre 5, et étudier ses perspectives de réplication. Nous allons donc dans un premier temps présenter les faiblesses de la démarche : limites procédurales, limites d'atteintes d'objectifs, risques intrinsèques et menaces externes. Ensuite, nous étudierons les raisons pour lesquels répliquer la démarche, et sous quelles conditions.

8.1 LES LIMITES DE LA DÉMARCHE

Lorsque nous avons posé notre problématique, nous avons identifié quelques limites potentielles de la démarche comme le manque d'innovation, le risque d'être intrusif, l'absence de dialogue, ou encore le manque d'informations à la population. D'après les chapitres précédents, il semblerait que la démarche et les animations n'aient pas été intrusives. Les idées ayant alimenté les politiques publiques n'ont pas été décrites comme très innovantes, mais comme réalistes et adaptées. Il semblerait que ce ne soit donc pas un problème en soi. Toutefois, le manque d'informations concernant la notion de transition socioécologique a été soulevé lors des entrevues de recherche, ainsi que d'autres limites nommées spontanément. Dans l'ensemble des points faibles

que l'on visualise au travers du diagramme de surface comparant le nombre de références d'encodage sur NVivo (figure 21), il semblerait que l'inclusivité et la mobilisation éphémère soient les deux faiblesses majeures de la démarche. Nous avons classé l'ensemble de ces points faibles en quatre catégories : les limites procédurales, les limites d'atteintes d'objectifs, les risques intrinsèques à la démarche et les menaces externes.

Figure 21. Diagramme de surface comparant le nombre de références d'encodage des faiblesses de la démarche globale



(Source : NVivo)

8.1.1 LES LIMITES PROCÉDURALES

Les limites procédurales regroupent toutes les limites en lien avec la procédure, la logistique, le processus de la démarche, soit le manque de structure, le manque d'informations et de formations, le manque d'espaces de discussions formels pour tout public, ainsi que le manque d'experts. Dans les forces de la démarche, nous avons mentionné l'approche expérimentale permettant une certaine flexibilité, liberté créative, adaptabilité et droit à l'erreur. Toutefois, cette approche implique aussi que l'organisation manque de structure. En effet, la démarche a évolué de manière plutôt intuitive, ce qui

a pu créer des oublis. Par exemple, certains ateliers ont pris de l'importance et de l'ampleur dans le taux de participation ou la présence d'acteur·rice·s importants dans les derniers jours de préparation. Ainsi, les élu·e·s et agent·e·s municipaux·ales n'étaient pas forcément invité·e·s, alors que leur présence aurait été pertinente, comme le soulève le répondant **P01**. De même, les premières activités de la démarche ont été organisées comme tests, puis les suivantes étaient mises en place en fonction des réponses favorables des organisateurs et leaders d'associations. Il n'a donc pas été possible de créer un calendrier avec toutes les activités qui allaient avoir lieu durant les quatre mois de la démarche en amont. Ainsi, les citoyen·ne·s pouvaient manquer d'informations. D'ailleurs, une animatrice soulève le fait que certaines animations ont manqué d'explications contextuelles lors des cercles de clôture ou d'ouverture : « *On aurait peut-être pu mieux expliquer la démarche. On aurait pu le faire au début ou à la fin de chaque animation* » (**P04**).

Ensuite, la démarche manquait d'informations et de formations, notamment au sujet de la transition socio écologique. Une des animatrices nous explique que lorsqu'elle anime des activités au CÉGEP par exemple, elle « *prend le temps d'asseoir les bases de la transition* » avant la partie discussion, « *c'est une dynamique qui a peut-être manquée* » dans la démarche (**P02**). Un membre de l'équipe municipale nous a aussi fait part d'une pensée intéressante : il manquait d'informations sur l'étudiante-chercheuse coordonnatrice de la démarche. « *Les gens ils pensent que tu coûtes cher à la municipalité. Il aurait fallu leur dire que tu étais payée via une bourse étudiante* » (**P05**). La population n'était donc pas très au courant sur comment elle était arrivée en stage à la municipalité et quel était son rôle exactement, même si un article était tout de même paru dans le journal local.

Quelques mois après la démarche de consultation, un citoyen a protesté lors d'un conseil municipal en disant qu'il n'y avait pas d'espace pour être entendu. Cet évènement nous a fait prendre conscience qu'il avait peut-être manqué un espace de discussion un peu plus formel et tout public pour permettre à chacun de prendre la parole. Un répondant a d'ailleurs abordé la problématique dans son entrevue :

« Je trouve ça fantastique de changer les pratiques pour justement avoir une mobilisation plus large. Mais j'ai l'impression que ça doit être complémentaire avec une

stratégie qui est plus dans une démocratie délibérative. C'est ma perspective un peu critique de la démarche. La formule vox pop, j'ai l'impression que ça peut être limitatif. On va glaner des opinions à gauche et à droite sans squelette de réelle discussion et d'espace de délibération [...]. Oui c'est ennuyant des réunions, mais c'est important. Ça doit être complémentaire à des espaces où on a plus le temps de discuter, d'établir des projets, avoir une vision dans la durée » (P01).

Ainsi, les activités moins formelles pourraient servir de bougie d'allumage aux citoyen·ne·s pour qu'il·elle·s soient plus motivé·e·s à participer à des rencontres de discussion plus formelles, avec des ordres du jour structuré et des délibérations à avoir. La démarche, dans sa complémentarité de type d'animation, serait donc déséquilibrée entre activités formelles et informelles. Ce constat est appuyé par les proportions tirées de l'analyse transversale de la grille d'évaluation des animations au chapitre 5.

Enfin, un·e des animateur·rice·s a évoqué le fait qu'il aurait peut-être fallu davantage mobiliser des professionnels ayant des expertises sur chaque thématique de la transition dans la démarche : *« Si c'était à répliquer ailleurs, je ferais peut-être intervenir des connaissances expertes plus tôt dans le processus » (P03)*. Cette présence d'experts servirait à valider la faisabilité et la pertinence des idées citoyennes à intégrer dans le plan d'action. Il évoque l'approche sous forme de laboratoire vivant comme piste d'inspiration :

« Pour avoir de l'intelligence collective, il faut asseoir les bons types de personnes ensemble. Moi j'aime bien la démarche de laboratoire vivant. Avoir des acteurs décideurs (qui peuvent prendre les décisions et les faire aboutir), des acteurs utilisateurs (qui utilisent ce qui va être mis en place, qui forment les besoins réels), des acteurs plus scientifiques (qui donnent une validité externe au processus, ou à la faisabilité, ou aux impacts réels que la démarche peut avoir), et des acteurs privés s'il y a lieu. Tout le monde serait là pour prendre une décision éclairée, la mettre en place et que ça réponde à des besoins » (P03).

En effet, dans la démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves*, il y avait les acteur·rice·s décideur·euse·s (élu·e·s), des acteur·rice·s utilisateur·rice·s (citoyen·ne·s) et des acteurs privés (entreprises). Mais seules deux expertes ont été mobilisées au niveau du contenu des discussions lors de l'activité avec les agriculteur·rice·s, et celle avec les entreprises touristiques.

8.1.2 LES LIMITES DANS L'ATTEINTE DES OBJECTIFS

Dans le chapitre précédent, nous avons affirmé que la démarche avait atteint les objectifs fixés par la municipalité. Toutefois, ces affirmations ne vont pas sans quelques nuances. Comme abordé dans le chapitre 5 à propos des points faibles des activités intervenant auprès de groupes homogènes, la démarche n'a par exemple pas permis d'entendre toute la population. En effet, toutes les personnes interviewées s'accordent pour dire que l'on n'a pas réussi à rejoindre tout le monde. Plusieurs répondants affirment que c'est normal. La première raison est qu'il y a des personnes qui ne veulent jamais participer : « *Tu sais que y'en a qui ne participeront jamais. Les hommes par exemple, on dirait que ce n'est pas pour eux-autres* » (P11). La deuxième est qu'il y a des personnes (en situation de vulnérabilité, personnes seules) qui sont très difficiles à rejoindre : « *Les personnes seules, elles sont plus difficiles à déplacer. Elles vivent seules et je pense qu'elles se complaisent là-dedans. Faut quasiment aller les chercher un par un ceux-là* » (P06). La troisième est que « *l'on oublie tout le temps des gens, même dans les volontés les plus fortes d'inclusion* » (P02) :

« L'inclusion elle est difficile à être totale. Aller chercher les personnes les plus vulnérables c'est le plus difficile. Quand y'a des sorties scolaires, y'a des enfants qui n'y vont pas. C'est très dur d'aller rejoindre ces personnes-là ? C'est important d'aller rejoindre ces personnes-là, mais on n'est pas obligés de les mobiliser, seulement savoir ce qu'elles pensent » (P07).

Ce qui est important selon les répondants, c'est de garder à l'esprit que l'on veut rejoindre le plus de gens différents, même si on sait qu'on va en oublier. Il faut garder la porte ouverte à la discussion en tout temps. Ainsi, il ne faut pas tomber dans « *l'eldorado de l'inclusivité* » selon le répondant P01. C'est-à-dire qu'il ne faut pas s'épuiser à vouloir rejoindre tout le monde, coûte que coûte :

« Oui c'est important de penser l'inclusivité, mais on n'est pas obligé d'aller chercher tout le monde. À Petit-Saguenay, on n'a pas beaucoup de diversité, alors c'est moins un enjeu qu'à Chicoutimi par exemple. Il ne faut pas être obsédé à avoir tout le monde » (P01).

Selon ce répondant, les efforts d'inclusion doivent être en phase avec le profil de la population. Par exemple en ville, la volonté d'inclusion devrait être plus grande que dans un village où la diversité est moindre. Finalement, selon l'analyse d'une des animatrices, la démarche aurait permis de rejoindre totalement « *les gens qui s'impliquent dans la politique, mais qui ne s'y connaissaient pas*

forcément en transition socioécologique », partiellement « *les gens qui participent aux activités plus traditionnelles (sportives, loisirs, etc.)* », et pas du tout « *ceux qui ne sortent pas de chez eux* » (P04). Le récit de vision collectif n'est donc peut-être pas « *partagé à 100%, mais il est partagé par les personnes qui se sont données* » (P01).

8.1.3 LES RISQUES AU SEIN DE LA DÉMARCHE

Les personnes interviewées ont aussi eu l'occasion de soulever quelques risques liés à la démarche : une mobilisation éphémère, où le pouvoir reste entre les mains des décideurs·euses et qui peut avoir des effets négatifs sur les participant·e·s et porteur·euse·s de projet. Tout d'abord, nous l'avons mentionné dans le chapitre précédent, la démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves* est un exercice de « *mobilisation éphémère* » (P06) :

« Ce n'est pas une mobilisation qui s'inscrit dans la durée. On n'a pas créé de groupes de travail, on n'a pas créé de nouveau comité. On n'a pas mis en place une structure ou une mobilisation permanente. On a fait une mobilisation large pour l'exercice » (P01).

« Dans la démarche c'est une mobilisation sur le coup qui demande juste une ouverture, une opinion et une volonté de participer à créer le village de demain » (P06).

Cette mobilisation éphémère, large et sur le coup, permet de ne pas risquer d'épuiser les citoyen·ne·s impliqué·e·s, mais risque de tomber dans l'oubli si les décideurs·euses n'en font rien. Ainsi, la démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves* reste à un échelon de la participation citoyenne assez « bas » dans le sens où le pouvoir décisionnel reste entre les mains des décideurs·euses.

« Le danger c'est d'avoir mobilisé des gens pendant deux ans, mais qu'au final on oublie tout ça et qu'on le jette à la poubelle pis qu'on se réfugie sous des considérations plus immédiates ou pragmatiques. Mais dans les faits, la transition ça appelle à beaucoup de courage et à modifier nos pratiques. Si on consulte des gens pour la transition, faut par leur donner de fausses idées ou les faire rêver pour rien » (P03).

De plus, si la municipalité ne tient pas ses engagements, la démarche aurait l'effet inverse : elle viendrait conforter les citoyen·ne·s qui n'ont pas confiance en la politique de proximité. Toutefois, le conseil municipal de Petit-Saguenay semble conscient de cette responsabilité et souhaite laisser plus d'espace à la parole et les initiatives citoyennes.

« Cette réputation qu'on est en train de se construire depuis plusieurs années, il faut qu'on la mérite. Donc le plan d'action on doit le mettre en œuvre » (P07).

« Je trouve ça important l'approfondissement de la démocratie. On est une institution de proximité. On est supposé être une institution démocratique, mais finalement pas tant que ça. On essaye de créer cet espace démocratique, mais ce n'est pas forcément évident : Il ne faut pas rajouter une charge de travail aux citoyens, mais leur donner les opportunités de s'exprimer » (P01).

Ce n'est peut-être donc pas un risque très important dans ce village, mais ça pourrait l'être ailleurs.

En outre, un autre risque lié à la démarche est l'approche axée sur le rêve. En effet, il est délicat d'animer des activités avec des personnes âgées pour qui se projeter est difficile : *« Après l'atelier, on parlait de la forêt nourricière avec ma sœur plus âgée que moi et on se disait qu'on ne vivrait pas assez longtemps pour voir le résultat ! » (P05).* Il se peut aussi que certaines personnes participantes, mal informées sur ce qu'est la transition socioécologique, apportent des idées peu poussées lors des discussions :

« Y'a des choses qu'on entend à foison, ce sont des petites avancées qui ne sont pas des grandes choses innovantes. Puis y'a aussi des choses qu'on entend tout le temps, et qui accaparent les discussions autour de la transition, comme la voiture électrique » (P02).

Un·e des animateur·rice·s nous a aussi partagé son inquiétude quant au risque d'interprétation des données de la part des animateur·rice·s ou des élu·e·s. Enfin, une petite municipalité dynamique comme Petit-Saguenay a de multiples projets en parallèle. Il y a un risque que la population et les agent·e·s municipaux·ales vivent une période d'épuisement en s'embarquant dans trop de projets qui demandent une participation citoyenne.

8.1.4 LES MENACES EXTERNES À LA DÉMARCHE

La démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves* a été élaborée et mise en œuvre pendant que la COVID-19 était toujours d'actualité au Québec. Selon les différents témoignages que nous avons entendus, la pandémie a eu des effets antagonistes. En effet, à la suite du confinement, les

gens auraient l'envie de se rencontrer et socialiser, mais à l'inverse une certaine peur du rassemblement poussait les gens à rester chez eux :

« Chaque fois que je voyais les activités passer, je me disais 'je devrais, mais...'. Je craignais toujours d'attraper la COVID, car maman était une personne vulnérable. C'est sûr si y'avait pas eu la pandémie, y'aurait eu une participation plus active » (P11).

« On se rend compte depuis la pandémie que la mobilisation est plus difficile, mais que ça fait vraiment du bien aux gens qui se mobilisent d'être présent » (P03).

« On sent encore beaucoup le besoin des gens de se voir en vrai. Donc tout ce qui est virtuel ou autonome ne fonctionne pas. Y'a un besoin de la population de se faire entendre, mais en ayant un humain devant eux » (P02).

On peut donc penser que la pandémie est venue freiner la mobilisation aux activités en personne et qu'elle est une des raisons pour lesquelles les activités en ligne n'ont pas fonctionné, mais que les personnes qui se sont mobilisées ont particulièrement apprécié sortir de chez eux et voisiner. Un des répondants (P03) a aussi mentionné l'existence d'autres contraintes externes à la démarche comme la géographie du territoire (grande superficie du territoire, rangs éloignés, éloignement des grands centres urbains, etc.), l'aspect économique de la dépendance des petites municipalités rurales aux sources de financement externes, les éléments législatifs des lois qui définissent les compétences municipales ou encore la culture occidentale contemporaine individualiste. D'autres menaces externes à la démarche auraient pu être étudiées, mais le sujet n'a pas été plus abordé lors des entrevues de recherche.

En résumé, la démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves* connaît certaines limites : des manques procéduraux, des limites dans l'atteinte des objectifs, des risques internes à la démarche et des menaces externes. Le manque de structure de la démarche, due à l'approche expérimentale et flexible, induit un manque d'informations et de formations en amont des activités auprès des participant·e·s. Le manque de formation est aussi lié au manque de présence d'experts au cours de la démarche. De plus, nous avons soulevé un manque d'espaces de discussion formels pour tout public, ce qui a pu limiter les échanges constructifs, les prises de conscience entre personnes aux réalités différentes et donc d'entendre la voix de tout le monde. Enfin, la mobilisation de la démarche est éphémère, la plus grosse partie du travail reste donc à venir et est entre les mains des décideurs·euses : la mise en œuvre des actions pour atteindre la vision établie collectivement.

8.2 LES PERSPECTIVES DE RÉPLICATION

Dans le chapitre précédent, nous avons validé l'efficacité et l'efficience de la démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves*. En connaissance de ses limites, nous serions en mesure de l'améliorer si une communauté souhaite l'expérimenter. Voyons tout d'abord ce que pensent les répondants des perspectives de répliation.

8.2.1 RÉPLIQUER, OUI...

Les onze personnes interviewées recommandent aux petites municipalités comme Petit-Saguenay de réaliser cet exercice pour créer leur propre narratif émancipateur et adopter une vision collective. De nombreuses citations peuvent en témoigner :

« Les municipalités comme la nôtre gagneraient à faire cet exercice pour se donner une vision » (P06).

« Moi je suis d'avis que toutes les municipalités devraient faire ça dans leur village » (P04).

« Ça donne des idées. Y'a des choses qu'on a faites, d'après moi, qui vont être reproduites » (P05).

« Il faut définitivement diffuser cette initiative. La preuve, c'est que j'en parle vraiment souvent de la démarche. Il faut s'en inspirer et revoir complètement nos manières de faire pour changer les dynamiques de pouvoir » (P02).

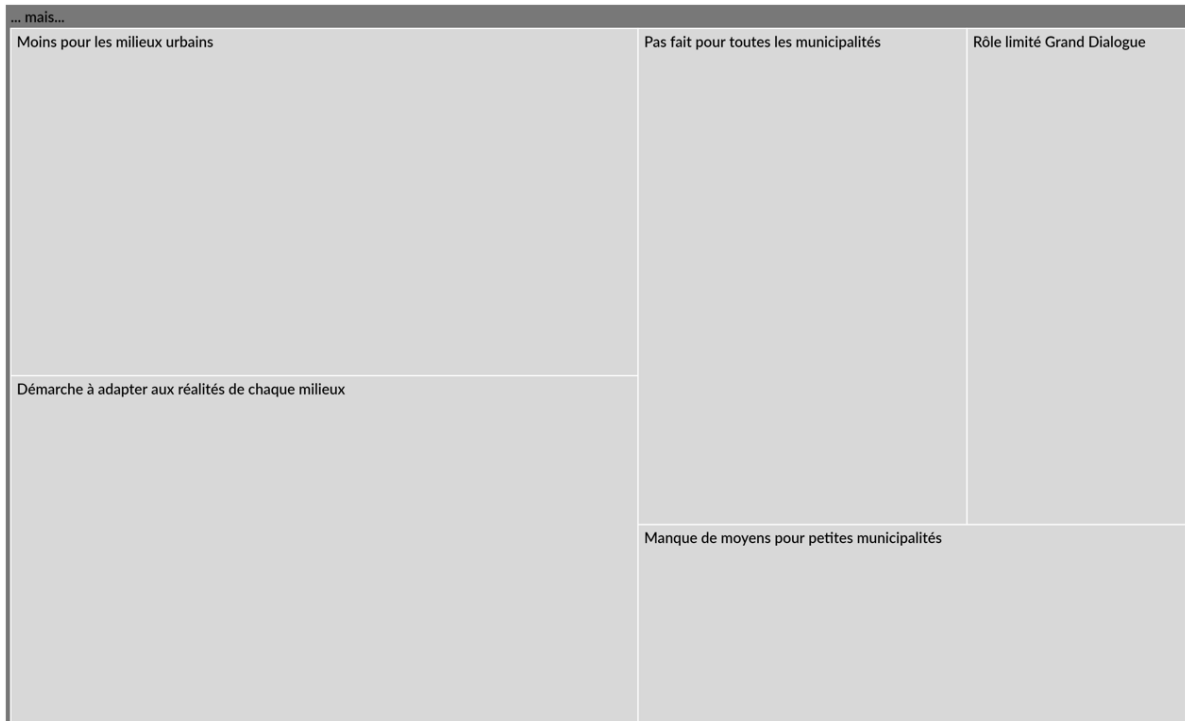
Que ce soit pour être reproduite ou du moins être une source d'inspiration, porteur·euse·s, animateur·rice·s et participant·e·s conseillent de diffuser la démarche et ses résultats. Au cours de nos conversations avec des élu·e·s, agent·e·s municipaux·ales ou citoyen·ne·s engagé·e·s d'autres villages au Québec, via les réseaux des ASP ou des Forces Fraîches, de nombreuses personnes ont mentionné être intéressées par la démarche : *« Tu pourrais faire ça à l'avenir : te déplacer dans les communautés et faire émerger leur rêve sous forme de récit » (animateur local des ASP à Orford)*. Il y a même des gens de l'extérieur qui nous ont appelés pour en savoir plus et qui aimeraient que ça

ait lieu chez eux. Il semblerait aussi que la démarche ait déjà inspiré la Santé publique du Saguenay–Lac-Saint-Jean dans leur démarche de *Vitalité des communautés*. Nous avons eu l'occasion de leur présenter la démarche réalisée à Petit-Saguenay et cela a permis aux membres du comité de coordination d'avoir des exemples concrets de ce qu'il était possible de faire. Selon leurs retours, c'était rassurant et inspirant.

8.2.2 ... MAIS...

Ce serait trop facile s'il était possible de reproduire la démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves* dans n'importe quelle autre municipalité dès demain. Certains bémols à la reproductibilité de la démarche ont été soulevés par les personnes interviewées. Nous pouvons mentionner, de l'argument le plus récurrent au moins récurrent (figure 20) : démarche non adéquate pour toutes les municipalités (notamment les milieux urbains), démarche à adapter aux réalités de chaque milieu, le manque de moyens des petites municipalités pour réaliser la démarche, et la capacité limitée du Grand Dialogue pour s'impliquer dans d'autres démarches.

Figure 22. Diagramme de surface comparant le nombre de références d'encodage des bémols concernant la reproductibilité de la démarche ailleurs



(Source : NVivo)

Selon un des membres de l'équipe municipale interviewés, une telle démarche est plus pertinente à organiser dans certains milieux, comme dans les « *municipalités un peu à l'écart qui doivent se prendre en main* » (P07). De plus, plusieurs personnes durant l'entrevue ont mentionné que la démarche ne serait peut-être pas adaptée pour les milieux urbains.

« *Oui ça peut plaire pour les petites municipalités éloignées ! Mais peut-être pas dans une municipalité comme la Baie. C'est trop un gros bassin* » (P10).

« *On est un petit village donc on peut se permettre de parler de tout, l'habitation, l'alimentation, etc. En ville, y'a trop d'enjeux différents* » (P09).

« *De savoir que sa voix compte au niveau de son village bah forcément on n'a pas le même lien que dans une ville ou notre voix ne compte pas* » (P02).

Selon leurs dires, les milieux urbains seraient trop grands pour discuter de l'ensemble des enjeux liés à la transition avec les citoyen·ne·s. De plus, les citoyen·ne·s ne se sentiraient peut-être pas autant interpellé·e·s que dans un village où la proximité avec le politique est plus forte. L'idée serait peut-être de penser cette démarche à l'échelle d'un quartier vécu, et non d'une ville entière si c'était à faire. Enfin, après avoir vérifié si le milieu était apte à recevoir cette démarche, il faut aussi

s'assurer qu'elle soit adaptée. « *Chaque démarche devrait prendre la couleur de la collectivité qui la porte* », selon un·e des animateur·rice·s (P03). « *Il ne faut pas répliquer de but en blanc ce qui s'est fait à Petit-Saguenay. Faut essayer de trouver des mécanismes qui sont le plus adaptés à la population* » (P04).

De plus, nous l'avons mentionné précédemment, mais les petites municipalités comme Petit-Saguenay sont dépendantes de ressources financières exogènes. Pour réaliser la démarche à Petit-Saguenay, la municipalité a dû aller chercher de l'argent auprès de différents organismes externes pour financer la personne responsable du projet. « *Donc d'autres municipalités avec des plus petits moyens pourraient difficilement avoir ça* » (P03). En outre, l'implication du Grand Dialogue comme organisme support et partenaire dans une autre démarche serait limitée. Tout d'abord puisque le champ d'action du Grand Dialogue est limité à la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean, puis parce que leur période de récolte des données sur le terrain est limitée dans le temps, selon une animatrice (P02). Cette dernière se questionne alors sur le rôle du Grand Dialogue :

« *Si on veut activer la transition partout dans la région, bah ça passe peut-être par le fait de continuer à faire de la concertation citoyenne partout ? Peut-être pas dans un souci d'alimenter nos données, mais dans un souci d'activer la transition* » (P02).

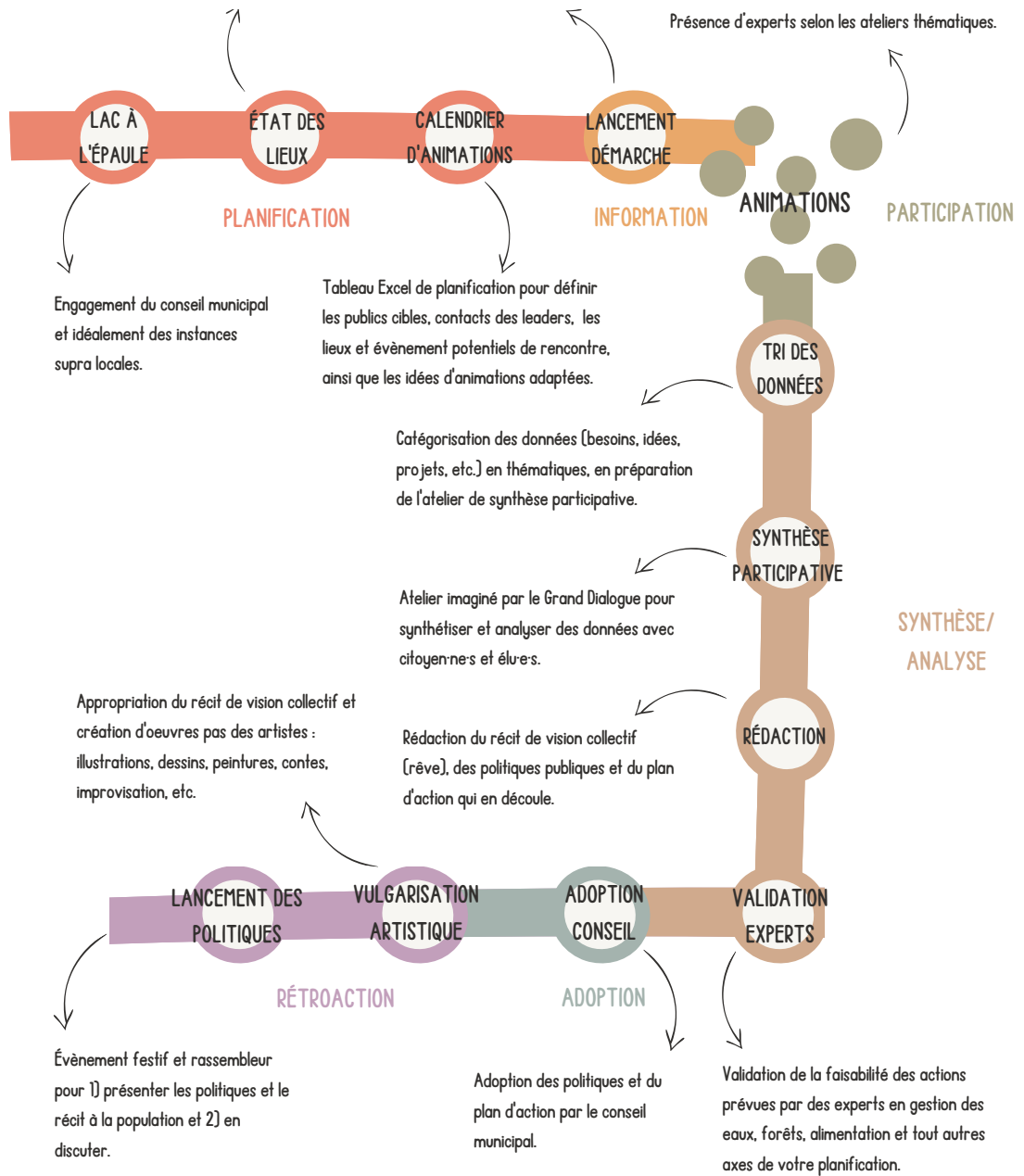
Pour pouvoir reproduire la démarche dans d'autres petites municipalités rurales qui manquent de moyens, plusieurs solutions sont imaginables. Il y a l'idée de créer un guide d'élaboration simplifié, une démarche « *clef en main* » (P01), pour sauver du temps et de l'argent aux autres municipalités ou dans un projet externe comme Vitalité des communautés du CIUSSS⁹.

⁹ L'initiative Vitalité des communautés est déployée par la Direction de la santé publique du Saguenay–Lac-Saint-Jean et co-portée avec différents partenaires. C'est une initiative qui vise à documenter les enjeux collectifs dans les communautés et permettre une action centrée sur les opportunités, par la participation citoyenne et une connaissance fine des réalités territoriales : <https://santesaglac.gouv.qc.ca/documentation/sante-publique/vitalite-des-communautes/#:-:text=L%27initiative%20Vitalit%C3%A9%20des%20communaut%C3%A9s,la%20participation%20d%C3%A9mocratique%20des%20citoyens>

8.2.3 ... BESOIN D'UN GUIDE D'ÉLABORATION

Dans cette optique de vouloir diffuser la démarche aux municipalités qui en auraient besoin, nous avons émis l'idée de créer un guide d'élaboration pour cocréer une politique de développement durable et participatif dans une petite municipalité rurale. Ce guide devrait à notre avis fournir tous les documents nécessaires (tableau Excel de planification des animations, fiches d'animations, estimé des coûts et du temps, etc.). Il se baserait sur une frise présentant les différentes étapes de la démarche. À la lumière des limites et des manques soulevés dans les différents chapitres, nous avons donc adapté la frise initiale des étapes de la démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves* (figure 6) présentée dans le chapitre 4 pour créer la frise ci-dessous (figure 23). Cette frise est séparée en six grandes étapes : la planification, l'information, la participation, la synthèse et l'analyse, l'adoption et la rétroaction.

Figure 23. Les étapes pour cocréer une politique de développement durable et participatif dans une petite municipalité rurale



(Source : autrice)

Trois modifications majeures ont été apportées. Tout d'abord, l'étape de l'état des lieux dans la phase de planification a remplacé celle de la lecture de la communauté. Pour adapter la démarche au milieu, plusieurs choses doivent être étudiées lors de l'état des lieux, avant de passer à l'action : l'état des connaissances de l'équipe municipale sur les enjeux, l'historique de consultations, la situation géographique, la culture de participation, l'esprit de communauté, les besoins, l'engagement et la confiance dans les politiques, ainsi que les clubs et associations en place. Ensuite, il y a une étape de lancement officiel de la démarche de prévue dans la phase d'information, dans laquelle un calendrier des différentes animations et les objectifs de la démarche peuvent être présentés aux citoyen·ne·s. Enfin, une étape de validation du plan d'action par des experts en environnement est ajoutée avant l'adoption des politiques par le conseil municipal. D'ailleurs, la présence d'experts est aussi rajoutée au cours de la phase d'animation pour accompagner les citoyen·ne·s dans leurs réflexions.

Lors de la planification de la démarche Vitalité des communautés du CIUSSS du Saguenay–Lac-Saint-Jean, LAGORA a dû créer une méthodologie détaillée des étapes clefs à suivre pour intervenir dans les six premières communautés pilotes. La frise issue de notre réflexion à Petit-Saguenay fut un point de départ. La présentation de la démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves* au comité de coordination de Vitalité des communautés fut d'ailleurs un point tournant du projet puisqu'il a permis de rassurer certains organisateur·rice·s communautaires sur l'aspect concret et réaliste de leur entreprise.

CHAPITRE 9 DISCUSSION

Dans ce mémoire, notre objectif était de comprendre l'utilité d'une approche participative dans une démarche de cocréation de politiques publiques dans une petite municipalité rurale en processus de transition socioécologique. Nous avons choisi d'analyser la démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves* et nous avons formulé trois sous-questions de recherche : 1) quelles sont les forces et faiblesses des différents mécanismes d'animation utilisés dans ces approches ? 2) Est-ce que certaines approches favorisent la participation des publics les plus éloignés des espaces de discussions ? 3) Est-ce que la démarche atteint ses objectifs et est répliquable ? Dans les paragraphes suivants, nous synthétiserons les réponses à ces questions de recherche et nous les analyserons à la lumière de notre revue de littérature pour identifier les convergences, les divergences et ce que notre recherche apporte de nouveau. Enfin, nous apporterons une réponse quant à l'utilité de la démarche, au regard des enjeux de la communauté et de la société.

9.1 FORCES ET FAIBLESSES DES TYPES D'ANIMATIONS

Pour répondre à notre première question, nous avons constaté que la force de la démarche réside dans la complémentarité des animations variées réalisées (formelles/informelles) auprès de publics différents (groupes homogènes/hétérogènes). D'ailleurs, de nombreux auteurs et guides d'animation conseillent d'alterner les moments (groupes homogènes/hétérogènes, en ligne/en personne et formel/informel) pour favoriser l'accessibilité d'une démarche participative (Hansotte, 2021 ; Centre Morris J. Wosk, 2020 ; OCDE, 2020). Ce constat est donc convergent avec la littérature.

En plus d'affirmer que les différents types d'animation sont complémentaires, notre recherche identifie les forces de chacun de ces types selon l'expérience de Petit-Saguenay. Les forces des activités informelles sont davantage axées sur les participant·e·s et la municipalité : faire connaître la démarche, attirer de nouveaux participant·e·s, renforcer et créer des liens sociaux, faire passer de bons moments aux participant·e·s. Ce premier élément de réponse fait écho à la théorie de Gourgues (2012) et Rey-Valette (2018) selon laquelle la participation en milieu rural viserait avant tout la création et la consolidation des liens, au-delà des simples résultats. Les forces des activités formelles ont, elles, davantage d'impacts sur le projet d'élaboration des politiques et les livrables : favoriser les échanges entre participant·e·s, améliorer le contenu des politiques, améliorer la confiance entre citoyen·ne·s et décideurs·euses, et gagner du temps. Ces types d'animation permettent « la création d'un milieu dialoguant, de proximités et de coopérations entre acteurs », effets les plus importants en milieu rural selon Beuret et Cadoret (2010) (Rey-Valette et al., 2018, p.12). Ainsi, les animations formelles et les informelles seraient pertinentes dans le cadre d'une démarche de participation en milieu rural.

Selon notre recherche, les activités auprès de publics homogènes ont une force mobilisatrice via des organismes, clubs et associations. Cette force est intrinsèquement liée à celle du tissu associatif, vecteur de mobilisation selon plusieurs auteurs (Centre Morris J. Wosk, 2020 ; Avenel, 2017 ; Lesueur-Elineau et al., 2016). Les activités auprès de publics hétérogènes, elles, permettent souvent d'entendre des personnes que l'on entend moins dans la communauté et favorisent la compréhension collective grâce aux partages des différentes réalités. Cette force permet l'atteinte de l'objectif principal d'une démarche participative selon Blondiaux (2007) et Daquino (2007), qui serait de construire une perception commune et d'enrichir la vision des uns et des autres.

Les activités en extérieur permettent de faire de l'activité physique, sensibiliser à l'environnement et faire découvrir un territoire. Les activités ludiques permettent de générer des idées originales, de sortir les animateur·rice·s de leur zone de confort et de passer un bon moment. Dans

son évaluation multicritère des démarches participatives de laquelle nous nous sommes inspirés, Rey-Valette (2018) n'avait pas eu l'occasion d'étudier les effets sur les animateur·rice·s, ce que nous avons fait. À ce propos, Avenel (2017) souligne que le travail des accompagnateurs dans l'élaboration de politiques publiques doit être une source de plaisir. Ces personnes accompagnatrices peuvent être assimilées aux animateur·rice·s dans notre cas. Cette idée de prendre plaisir, se retrouve dans nos entrevues de recherche. Ensuite, les activités intellectuelles vont souvent de pair avec les activités formelles et améliorent le contenu des politiques.

Les activités en ligne (dont le questionnaire sur la participation citoyenne) semblent avoir la force de mobiliser plus de monde, comme l'affirme Lesueur-Elineau et al. (2016). Toutefois, le questionnaire sur la participation citoyenne est la seule activité en ligne dans la démarche de Petit-Saguenay. Privilégier les communications physiques et les interventions en personnes est une bonne chose selon de nombreux auteurs (Hansotte, 2021 ; OCDE, 2020 ; Livet, 2017). Le contexte postpandémique et le besoin de communication en personne ressorti dans les interviews peuvent appuyer ce point. En effet, après une crise, il arrive que des dispositifs participatifs soient mis sur pieds pour redonner de l'espoir, comme le mentionne Lee (2016). La crise du COVID-19 peut être considérée comme telle. Dans un autre contexte, à un autre moment, dans un autre village, il y aurait peut-être eu plus d'activités en ligne de proposées. Ainsi, il faut sélectionner les types d'animation à mettre en œuvre en fonction du contexte de la communauté, des objectifs et des besoins. Cette idée rejoint Lesueur-Elineau et ses collaborateurs (2016), selon lesquels la mobilisation efficace prendra des formes différentes dans chacune des communautés.

Finalement, les réponses à notre sous-question de recherche « quelles sont les forces et faiblesses des différents mécanismes d'animation utilisés dans ces approches ? » sont en phase avec la littérature. Notre recherche apporte des exemples concrets d'activités pour illustrer les propos des différents auteurs. De plus, elle permet de présenter un mécanisme d'animation très fort selon notre grille d'évaluation : la synthèse participative. En effet, la synthèse participative permet une implication des citoyen·ne·s dans le processus d'élaboration des politiques et une transparence

notable d'après nos répondants. Ce sont deux effets importants dans une telle démarche participative (Centre Morris J. Wosk, 2020 ; Rey-Valette et al., 2018 ; Foisy et Savard, 2017).

Au travers de toutes ces activités, certaines ressortent du lot comme des « moments magiques » surprenants et faisant appel aux émotions. Ces activités ont créé des moments magiques pour les personnes participantes parce qu'elles 1) ont eu l'occasion d'échanger avec des voisins qu'elles ne connaissaient pas, 2) se sont senties écoutées dans un moment où elles en avaient besoin ou 3) ont simplement passé un bon moment. Les moments magiques semblent tous être des activités où l'engouement des participant·e·s et l'importance du cœur (émotions), au-delà des têtes (pensées) et des mains (actions), étaient inattendus. La force de ces animations faisant spécifiquement appel aux émotions et aux éléments de surprise n'est pas clairement ressortie dans notre revue de littérature. Nous pouvons toutefois faire quelques liens avec le propos de Bauer et al. (2019), selon lequel une démarche inclusive demande un langage sensible. En ce sens nous pensons que cette étude innove et se distingue des autres.

En dernier lieu, notre recherche a mis en lumière que les activités avec le plus de points forts ont utilisé des mécanismes d'animation comme le cercle d'ouverture, le brise-glace, les sous-groupes ou encore le cercle de clôture. Le cercle d'ouverture, permettant notamment de présenter les objectifs de la démarche et de l'activité aux participant·e·s, peut favoriser la participation des citoyen·nes. En effet, le rappel des objectifs au début de chaque activité permet de rendre une démarche, au global, bien organisée et coordonnée. Or, c'est un facteur de participation selon Forest (2010). De plus, l'exercice du brise-glace semble avoir stimulé la participante par sa façon différente de faire et son énergie stimulante, qui sont des facteurs de participation (Forest, 2010). De même, le travail en groupe permet une synergie stimulante selon Forest (2010). Ainsi, les commentaires positifs partagés à propos de ces mécanismes d'animation récurrents viennent appuyer les facteurs de participation identifiés dans la littérature.

9.2 FACTEURS DE PARTICIPATION

Pour analyser les résultats du chapitre 6, nous avons créé un tableau synthèse comparant les facteurs de participation identifiés dans la démarche et dans la littérature, en lien avec les approches de la démarche globale (tableau 9). Les facteurs de participation issus de la littérature sont en ligne et ceux issus de la démarche sont en colonnes. Ceux qui se retrouvent à la fois dans la littérature et dans notre recherche se rejoignent par une croix. Nous y retrouvons, principalement selon Foret (2010) et De Jong et al. (2019), la perception des participant·e·s sur leur réel apport à la prise de décision, la perception de leur capacité à participer (Foisy et Savard, 2017), l'élargissement de leur réseau social, l'envie de passer un bon moment (Livet, 2017), la motivation d'agir sur une situation problématique, la dynamique politique, la culture participative, l'intérêt général pour l'organisme initiateur, l'énergie stimulante, la facilité de participation et la curiosité suscitée par une nouvelle expérience. Il est aussi intéressant de souligner que l'approche territoriale a favorisé l'ensemble des facteurs mobilisant intrinsèques à la communauté, grâce à la petite échelle d'intervention.

TABLEAU 9. Analyse des facteurs de participation de la démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves* avec la littérature

rêves avec la littérature

Dans la littérature		Dans la démarche		Leur réel apport à la prise de décision		Leur capacité à participer (langage et aptitudes)		Sujet concerne l'individu (profession)		Passer un bon moment		L'élargissement de son réseau social		Agir sur une situation problématique		La dynamique politique		La culture participative		L'intérêt général pour l'organisme initiateur		Une synergie stimulante (travail en groupe)		La curiosité suscitée d'une nouvelle expérience		Facilité de la participation		La réciprocité		Implication sans lourd engagement									
				Perception des participants		Intérêts		Facteurs mobilisant		personnels		collectifs		intrinsèques		sur lequel les porteurs ont un pouvoir d'agir																							
Perception des participants	Leur réel apport à la prise de décision		x																																				
	Leur capacité à participer (langage et aptitudes)			x																																			
Intérêts	personnels	L'élargissement de son réseau social							x																														
		Passer un bon moment						x																															
		<i>Le développement de nouvelles compétences</i>																																					
		<i>Le développement de nouvelles connaissances</i>																																					
	collectifs	<i>La mise en œuvre de projets concrets</i>																																					
		Suite logique d'un engagement																																					
		Agir sur une situation problématique																																					
<i>Participer à un mouvement global qui vise le changement</i>																																							
Facteurs mobilisant	intrinsèques	<i>Sentiment d'appartenance</i>																																					
		L'intérêt général pour l'organisme initiateur																																					
		La dynamique politique																																					
	sur lequel les porteurs ont un pouvoir d'agir	La curiosité suscitée d'une nouvelle expérience																																					
		<i>La présence d'élus et de professionnels</i>																																					
		Facilité de la participation																																					
		<i>Une bonne coordination et organisation de la démarche</i>																																					
		<i>La transparence et la flexibilité du processus</i>																																					
Une synergie stimulante (travail en groupe)																																							

(Source : autrice)

LÉGENDE

- Facteurs de participation liés à...
- Approche narrative positive axée sur le rêve
 - Aller là où les gens sont
 - Approche axée sur le bien-être de la communauté
 - Approche expérimentale
 - Approche territoriale
- Facteurs non explicites dans la revue de littérature
- Facteurs de la littérature non identifiés clairement

Concernant les facteurs de motivation d'agir sur une situation problématique et la culture participative, nous pensons qu'elles ont un lien avec le sentiment d'appartenance relevé dans la littérature. En effet, le sentiment d'appartenance peut-être une motivation pour un citoyen de régler l'enjeu de dévitalisation de sa communauté par exemple. En effet, dans notre revue de littérature, nous avons vu que plusieurs villes en France qui s'activent en ce moment pour la transition socioécologique sont des anciennes mines qui ont fermé et où il y a eu des prises de consciences collectives. Ce sont des réactions à la décroissance subie, ce sont des questions de survie. C'est la même chose pour des villages dévitalisés comme Petit-Saguenay. De même, la culture participative peut-être une cause et une conséquence du sentiment d'appartenance d'un individu à une communauté. Par exemple, dans le cas de Petit-Saguenay, un résident peut être fier de son village pour la mobilisation citoyenne qui a permis de sauver certains services ou aimer son village au point de se mobiliser.

Dans le même esprit, le facteur de la dynamique politique est lié selon nous à la présence d'élus et de professionnels qui a été soulignée dans nos entrevues de recherche. Cette présence serait donc un facteur de participation actif dans cette démarche. L'engagement officiel des décideurs-euses au début de la démarche est aussi un facteur de participation, rassurant les citoyen-ne-s sur son caractère sérieux (Avenel, 2017). Enfin, la facilité de participation dans cette démarche est liée à l'approche d'aller là où les gens sont (Chevrieret Panet-Raymond, 2013), de passer par le tissu associatif (Avenel, 2017, p. 56) et de varier les lieux et horaires des activités (OCDE, 2020), mentionnés dans la littérature.

En outre, ce qui nous paraît intéressant, ce sont les facteurs identifiés dans la démarche, qui ne le sont pas dans notre revue de littérature. Il y a trois facteurs identifiés dans la démarche que nous n'avons pas retrouvés tels quels dans la littérature. Le premier est le fait que le sujet traité lors d'une activité participative touche directement le participant, par sa profession ou sa passion. Ce facteur peut être une source d'intérêt personnel, mais aussi une perception de sa capacité à apporter des idées sur l'enjeu et un facteur sur lequel l'organisateur peut agir en visant spécifiquement un

public en lien avec un sujet. Le deuxième est la réciprocité. Il a été mis en lumière que certaines activités de la démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves* employaient une approche donnant-donnant, grâce à laquelle certains participant·e·s ont embarqué, comme avec la chorale ou la chasse aux cocos par exemple. Le concept de réciprocité est mentionné dans notre revue de littérature, en tant que moyen de contribuer à des relations personnelles sincères avec les membres de la communauté (Hansotte, 2021 ; Centre Morris J. Wosk, 2020). Ce n'était pas un facteur de participation identifier tel quel. Le troisième est l'implication sans lourd engagement. En effet, les citoyen·ne·s ayant connu la démarche de projection de 2008 au cours de laquelle tout le monde s'est essoufflé, n'auraient peut-être pas embarqué pour une démarche si elle demandait une grande implication.

Inversement, il y a des facteurs de participation listés dans la revue de littérature que la démarche ne semble pas avoir. Par exemple, la démarche ne permet pas la mise en œuvre de projets concrets, car c'est une démarche de planification, mais cette réflexion donne naissance à des actions. Ensuite, on parle de facteurs de participation qui pourraient être actifs dans la démarche, mais qui n'ont pas été approfondis ou justifiés dans notre échantillon d'entrevues de recherche. Concernant les intérêts personnels, nous avons vu dans le chapitre précédent que quelques participant·e·s ont développé de nouvelles connaissances (liées à la transition socioécologique notamment) et compétences (réflexion, prise de parole, leadership, art, activités physiques, etc.) au travers des différentes activités. Il se peut donc que la recherche de ces connaissances et compétences ait été une source de motivation à participer, mais aucun témoignage ne valide cette idée. Les participant·e·s ne savaient pas forcément ce qu'il·elle·s allaient faire durant les activités. Concernant les intérêts collectifs, sachant que le sujet principal de la démarche était la transition socioécologique, il y a possiblement des citoyen·ne·s qui ont participé motivé·e·s par le mouvement global qui vise le changement, au-delà du village. Enfin, concernant les facteurs mobilisant d'un aspect plus logistique, aucun témoignage ne confirme qu'une personne ait été motivée à venir grâce à la transparence et la flexibilité du processus (Foisy et Savard, 2017) ou par la bonne coordination et organisation de la démarche, bien que des répondants aient souligné ces forces de la démarche.

Dans les menaces externes à la démarche, nous avons identifié la difficulté et la rareté de l'évaluation des effets des dispositifs participatifs, mentionnée dans notre revue de littérature (Rey-Valette et al., 2018 ; Font et al., 2016 ; Mermet et Salles, 2015 ; Rey-Valette et Mathé, 2012 ; Rowe et Frewer, 2004).

« Si on regarde dans la littérature scientifique, c'est quasiment partout que les effets de la participation citoyenne sont minimes ou difficiles à mesurer, qu'il n'y a jamais vraiment de preuves que c'est efficace à changer la réalité. La démarche à Petit-Saguenay n'y échappera sûrement pas. » (P03)

Cette difficulté n'incite pas la population à participer. En effet, certaines personnes ont besoin d'arguments mesurables et concrets avant de se lancer dans une activité de participation citoyenne. Or, pour pouvoir espérer diffuser la démarche, il est nécessaire de réussir à évaluer l'apport de la participation citoyenne d'une manière ou d'une autre. L'évaluation positive de la démarche et sa diffusion est donc en elle-même un facteur de participation.

9.3 EFFICACITÉ ET EFFICIENCE

Rappelons que, selon notre recherche, la démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves* a été efficace. Elle a atteint les objectifs que la municipalité s'était fixés, soit 1) de rapprocher les citoyen·ne·s de la vie politique, 2) de donner la réelle opportunité à chaque citoyen·ne de s'exprimer sur l'avenir de son village et 3) de permettre aux citoyen·ne·s de se (re)connecter les uns aux autres. C'est une démarche efficiente, qui en a valu la peine. Toutefois, la démarche connaît des limites, notamment dans l'atteinte de certains objectifs et la mobilisation de nombreuses ressources, en adéquation avec les retombées recherchées. Voyons ce qui se croisent avec notre revue de littérature.

Tout d'abord, la création de liens sociaux est un des effets majeurs sur les participant·e·s. Il y a eu des rencontres, de nouveaux arrivants ont pu faciliter leur intégration, des gens ont pu mettre des visages sur des noms, des personnes qui se connaissent ont pu approfondir des discussions.

Les activités proposées dans cette démarche postpandémique ont su rassembler. Ainsi, le troisième objectif de la démarche, cherchant à (re)connecter les citoyen·ne·s les un·e·s aux autres, est atteint. Ensuite, l'amélioration de la confiance des citoyen·ne·s envers la municipalité et leur implication dans le traitement des données pour créer le contenu des politiques aurait permis de les rapprocher de la vie politique (premier objectif de la démarche). L'amélioration du lien entre les participant·e·s et la municipalité est le résultat de la présence des élu·e·s et agent·e·s municipaux·ales aux activités, leur écoute et la prise en compte de certains propos entendus lors des rencontres. Ces retombées illustrent l'idée que les démarches participatives jouent effectivement un rôle de médiation entre l'administration et les usagers (Lesueur-Elineau et al., 2016 ; OCDE, 2001). Toutefois, la mobilisation de la démarche est éphémère, elle ne dure pas dans le temps par la mise en place d'un comité par exemple. La plus grosse partie du travail reste donc à venir et reste entre les mains des décideurs·euses : la mise en œuvre des actions pour atteindre la vision établie collectivement. La municipalité avait conscience que la position de la démarche sur l'échelle de participation citoyenne n'était pas au plus haut échelon (Arnstein, 1969), selon une discussion avec les élu·e·s. La démarche se voulait légère, ce qui explique en partie la proportion d'animations informelles. Cette caractéristique est ressortie comme un point faible de nombreuses animations ludiques qui ne permettaient pas d'approfondir les échanges. Le tout est d'en être conscient et d'avoir d'autres dispositifs de participation citoyenne qui donne plus de pouvoir aux citoyen·ne·s dans la prise de décision, à côté, comme c'est le cas à Petit-Saguenay, selon leur politique de participation citoyenne.

Enfin, presque chaque citoyen·ne a eu l'opportunité de s'exprimer sur l'avenir de son village puisque la démarche a permis d'entendre des personnes que l'on n'entend pas souvent dans la vie municipale (deuxième objectif de la démarche). En outre, elle a permis d'entendre un tiers de la population au total. Le contenu est amélioré grâce à la participation de ce public varié aux réalités différentes et les citoyen·ne·s se sentent valorisés (Lesueur-Elineau et al., 2016 ; OCDE, 2001). Toutefois, l'atteinte de ce dernier objectif reste nuancée puisque toute la population n'a pas été entendue, bien que les activités étaient variées dans leur forme et leur public cible et visaient à donner la parole à ceux et celles qui n'y ont pas accès (Lamoureux, 2014). De plus, nous avons soulevé un

manque d'espaces de discussion formels pour tout public, ce qui a pu limiter les échanges constructifs, les prises de conscience entre personnes aux réalités différentes et donc d'entendre la voix de tout le monde. Cette idée met l'accent sur l'importance du portrait à réaliser au début d'une démarche pour mieux connaître la communauté et définir les groupes qui seront les plus difficiles et importants de rejoindre (Centre Morris J. Wosk, 2020). Lesueur-Elineau et ses collaborateurs (2016) ajoutent qu'il faut discuter avec les partenaires communautaires pour décider de la meilleure approche compte tenu du sujet et du contexte. Dans le cadre de la démarche, cette étape de portrait a été réalisée, mais peut-être pas de manière assez poussée pour replacer la notion de « publics défavorisés » dans le contexte de Petit-Saguenay (Carr et Halvorsen, 2001). Finalement, rejoindre tout le monde n'est peut-être pas un problème selon ces auteurs. En effet, le manque de représentativité lors des activités de participation citoyenne ne veut pas forcément dire que les valeurs et opinions ne sont pas toutes représentées (Carr et Halvorsen, 2001). Cette idée rejoint celle de l'eldorado de l'inclusivité mentionné par un répondant dans le cadre de la démarche à Petit-Saguenay.

Au regard des efforts mis en place, on réalise que les moyens investis dans la mobilisation des acteur·rice·s et la communication semblent en avoir fait les forces de la démarche. En effet, la communication a permis de faire véhiculer une certaine image de la municipalité au sein de la communauté, mais aussi à l'extérieur. De plus, l'optimisation des différents médias de communication disponibles est un des facteurs qui a permis de mobiliser autant de participant·e·s. Enfin, l'effort mis dans la prise de contact avec les différents leaders des clubs et associations a permis de mobiliser le tissu communautaire du village. Pour ce faire, il est recommandé de consacrer du temps à l'établissement de relations personnelles sincères avec les membres de la communauté et de les entretenir (Hansotte, 2021). Le rôle de l'étudiante-chercheuse coordonnatrice de la démarche résidente de Petit-Saguenay est alors clef. Cette posture se fiant à l'intuition était favorable à la recherche-intervention et à la réflexivité selon un répondant (**P04**). De même, les moyens mis en place pour mobiliser l'ensemble des acteur·rice·s de la démarche en ont fait une force. En effet, la mobilisation des leaders a permis de rejoindre une grande proportion de la société civile organisée

de Petit-Saguenay (Avenel, 2017). De plus, la mobilisation de l'équipe municipale, dont la présence des élu·e·s et agent·e·s municipaux·ales aux différentes activités de la démarche, ont permis aux citoyen·ne·s de se sentir écouté·e·s comme le suggère Avenel (2017).

Enfin, la mobilisation du Grand Dialogue, des ASP et de MITACS a permis d'avoir des ressources humaines, financières et matérielles qu'une petite municipalité n'aurait pas pu s'offrir sinon. Ces moyens mis à disposition ont permis de rendre les objectifs fixés par la municipalité réaliste, ce qui est un critère d'évaluation important pour Daquino (2007). Les objectifs de la démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves* sont ambitieux pour une municipalité qui n'a pas beaucoup de moyens, donc les efforts sont considérés aussi comme ambitieux. Ces moyens mis en œuvre pour permettre à la municipalité d'atteindre ses objectifs peuvent contester la reproductibilité de la démarche. Selon l'efficacité de la démarche, elle est répliquable, mais à certaines conditions. La démarche devrait être réalisée à l'échelle d'une communauté vécue (quartier de ville ou village), et adaptée à cette dernière selon un guide d'élaboration, pour sauver du temps et de l'argent. Une autre possibilité est de l'intégrer dans un projet externe comme le projet de Vitalité des communautés du CIUSSS au Saguenay–Lac-Saint-Jean.

Dans l'idée de créer ce guide d'élaboration de cocréation de politique publique, nous avons identifié les limites procédurales de la démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves* dans notre recherche qu'il faut analyser comme pistes d'améliorations. Tout d'abord, l'approche expérimentale adoptée et conseillée par Lesueur-Elineau et ses collaborateurs (2016) soumet une démarche à des changements constants dont il faut avoir conscience (Simard et al, 2016). Dans le cas de Petit-Saguenay, cette approche a induit un manque de structure, dont un manque d'informations et de formations. Or, l'information est une étape primordiale selon plusieurs auteurs pour permettre le dialogue effectif (OCDE, 2022 ; Lesueur-Elineau et al., 2016 ; Chevrier et Panet-Raymond, 2013 ; Van Den Hove, 2001). Il est donc important de trouver l'équilibre entre flexibilité et structure.

Le manque de formation est aussi lié au manque de présence d'experts au cours de la démarche, ce qui a été rajouté dans les étapes de la démarche (figure 21). D'ailleurs, ces étapes sont en phase avec celles présentées dans la littérature : la planification, l'information, la participation, la décision et la rétroaction (Gagnon, 2021). La première phase, celle de planification, permet de réfléchir au bon déroulement d'une démarche selon Avenel (2017). Ce temps n'a peut-être pas été respecté dans la démarche Créer le Petit-Saguenay de nos rêves, basée sur l'intuition. Le portrait de la communauté (Daquino, 2007) a toutefois été réalisé, notamment au travers du questionnaire sur la participation citoyenne et l'observation sur le terrain. Enfin, le retour à la population et la diffusion des résultats auprès des instances régionales n'est pas à négliger, et il est important de rendre compte rapidement, voire tout au long du processus (OCDE, 2022 ; Ollivier et al., 2018 ;). Cette rétroaction a été réalisée presque après chaque activité dans la démarche de Petit-Saguenay. Elle a été qualifiée de très transparente. Pour cette dernière étape, il est aussi recommandé de ventiler les données, d'être transparent au sujet des lacunes et de multiplier les médiums et canaux de communication (Lesueur-Elineau, 2016). D'ailleurs Chevriert Panet-Raymond (2013) suggère d'offrir de l'information via des activités culturelles et artistiques, ce qui a été réalisé lors du lancement des politiques publiques.

9.4 UTILITÉ

Dans notre problématique et notre revue de littérature, nous avons abordé certains enjeux contemporains des collectivités rurales du Québec, notamment la crise socioécologique, la crise sanitaire, la crise démocratique et le phénomène de dévitalisation. L'utilité est le rapport entre les enjeux du contexte dans laquelle prennent place une démarche et ses retombées. Il est donc intéressant de comparer les retombées identifiées dans notre recherche avec les enjeux de notre société contemporaine pour l'évaluer. Tout d'abord, nous avons vu que l'approche positive, axée sur le rêve, adoptée par la démarche a donné naissance à un récit de vision collectif. Cette approche fait appel à l'enquête appréciative de Livet (2017) où l'accent est mis sur les accomplissements et les capacités de la communauté plutôt que ses problèmes. Les participant-es étudient ensemble les

éléments positifs (les forces et les passions) présents dans leur communauté et les mettent à profit pour y créer un changement (Reed, 2006). Ce processus collectif permet de « passer du subir à l'agir » selon Hansotte, c'est ce qu'elle appelle « la potentialisation du récit » (Hansotte, 2021, p.15). En effet, le récit de vision collectif est porteur d'espoir pour la communauté, notamment pour les aînés, dans une démarche de revitalisation. La démarche a réellement permis à un certain groupe d'acteur·rice·s de passer du subir à l'agir : les agriculteur·rice·s de Petit-Saguenay se sont organisé·e·s un groupe d'entraide.

De plus, la démarche a permis aux gens de se rassembler et se retrouver après la pandémie de COVID-19. Notre recherche a mis en lumière que la démarche participe à « *retisser les mailles du tissu social* », selon un animateur (**P02**). Ce genre de démarche participe à arrêter que :

« Le fossé se creuse entre les générations, cultures et professions. Elle incite à ce que les gens prennent le temps de se parler, et de s'écouter même s'ils sont d'opinions différentes, pour continuer à débattre et à faire évoluer les idées » (P02).

Finalement, la démarche n'a pas permis d'améliorer les connaissances de la population sur la TSÉ de manière significative. Toutefois, le tissu social (et donc la démarche) participe directement à la transition socioécologique, car il faut discuter, s'écouter et travailler collectivement pour affronter les crises sociales et écologiques. Nous pouvons donc en conclure que la démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves* est utile, en ce sens qu'elle favorise les liens sociaux, indispensable à la transition socioécologique et permet de passer du subir à l'agir au travers de récits porteurs d'espoir.

CONCLUSION

La finalité de cette recherche était d'évaluer l'utilité d'une approche participative dans une démarche de cocréation de politiques publiques dans une petite municipalité rurale en processus de transition socioécologique. Nous avons choisi d'analyser la démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves*. Les sous-objectifs de cette recherche étaient d'identifier les atouts et faiblesses de chaque type de mécanismes d'animation au sein de la démarche, d'identifier les facteurs de participation, et de mesurer l'efficacité et l'efficience de la démarche.

Lors de l'évaluation des mécanismes d'animation, nous avons réalisé que chaque type d'animation (homogène/hétérogène, formelles/informelles, en extérieur, en ligne, ludique ou intellectuelle, etc.) a ses forces et ses faiblesses. Les forces des activités informelles sont davantage axées sur les participant·e·s et la municipalité : faire connaître la démarche, attirer de nouveaux·elles participant·e·s, renforcer et créer des liens sociaux, faire passer de bons moments aux participant·e·s. Les forces des activités formelles ont, elles, davantage d'impacts sur le projet d'élaboration des politiques et les livrables : favoriser les échanges entre participant·e·s, améliorer le contenu des politiques, améliorer la confiance entre citoyen·ne·s et décideurs·euses, et gagner du temps. Les activités auprès de publics homogènes ont une force mobilisatrice via des organismes, clubs et associations. Les activités auprès de publics hétérogènes, elles, permettent souvent d'entendre des personnes que l'on entend moins dans la communauté et favorisent la compréhension collective grâce aux partages des différentes réalités. Ainsi, il faut sélectionner les types d'animation à mettre en œuvre en fonction du contexte de la communauté, des objectifs et des besoins. L'important est donc de profiter de la complémentarité de ces animations dans la planification d'une démarche de participation citoyenne. La mobilisation efficace prend des formes différentes en fonction de la communauté. Enfin, ce type de démarche de cocréation permet la création et la consolidation des liens sociaux, au-delà des simples résultats. Il serait donc intéressant de créer des

espaces de discussion ouverts à toute la population pour permettre la rencontre et laisser place à une démocratie plus délibérative, dans une municipalité rurale.

Lors de l'analyse des facteurs de participation à la démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves*, il est apparu que les approches adoptées par les organisateurs peuvent être source d'une plus grande mobilisation. L'approche ludique attise la curiosité des citoyen·ne·s et élu·e·s qui souhaitent vivre une nouvelle expérience de participation citoyenne. L'approche expérimentale offre une synergie stimulante dans la planification, la mise en œuvre et la rétroaction de la démarche. L'approche territoriale permet de valoriser la culture participative en place dans une communauté et d'aborder un ensemble de thématique. L'approche axée sur le social, motive les gens à la recherche de bons moments avec leurs voisins à participer. L'approche misant sur le tissu social existant permet d'aller là où les gens sont, sans alourdir leur agenda. Enfin, l'approche narrative axée sur le rêve propose des activités attractives, porteuses d'espoir et qui limitent le jugement entre participant·e·s.

Au regard de l'analyse réalisée, nous pouvons affirmer que cette démarche fut un succès pour la municipalité de Petit-Saguenay. En effet, les objectifs de la municipalité, qui étaient de rapprocher les citoyen·ne·s de la vie politique, de donner la réelle opportunité à chaque citoyen.ne de s'exprimer sur l'avenir de son village et de permettre aux citoyen·ne·s de se (re)connecter les uns aux autres, ont été atteints. Les politiques de développement durable et de participation citoyenne ont été livrées et la mobilisation au cours de la démarche fut très bonne, avec plus d'un tiers des citoyen·ne·s entendu·e·s. Ensuite, la démarche peut être considérée comme gourmande en énergie, temps et ressources (humaines et financières). Toutefois, elle en vaut la peine et est en adéquation avec les objectifs ambitieux que la municipalité s'était fixés. Pour éviter de créer des politiques publiques hors-sol et favoriser les retombées sur la communauté, il est donc intéressant de co-construire des plans d'action avec la population. Les limites procédurales identifiées dans notre évaluation (manque d'informations et de formation, manque de présence d'experts, limite dans l'inclusion) nous ont permis d'améliorer la frise des étapes à suivre pour répliquer la démarche. Les limites les plus importantes de la démarche sont la mobilisation qui reste éphémère et le pouvoir qui reste entre les

mains des décideurs·euses. Toutefois, ces limites sont dues à un choix délibéré de ne pas trop en mettre sur les épaules de la population, à la suite d'une précédente démarche similaire. La municipalité de Petit-Saguenay en est consciente et il existe d'autres dispositifs de participation citoyenne donnant plus de pouvoirs aux citoyen·ne·s (budget participatif et commissions) à côté de la démarche.

Enfin, la démarche est utile par rapport aux enjeux de la communauté et de la société. En effet, la démarche a permis d'élaborer un récit de vision collectif porteur d'espoir dans une démarche de revitalisation. Les aspects artistique et onirique de la démarche, poussant la population à se projeter, leur permettent de se réinventer et de renforcer leur pouvoir d'agir en tant que collectivité. Elle a aussi permis aux gens de se retrouver à la suite de la pandémie et de renforcer le tissage des liens sociaux, indispensables à la transition socioécologique. À la suite de la démarche, la mobilisation en lien avec la transition socioécologique s'est poursuivie. Par exemple, les agriculteur·rice·s se sont mobilisé·e·s pour s'entraider et mettre en place un système de récupération des plastiques agricoles en partenariat avec la MRC du Fjord du Saguenay et la municipalité de Petit-Saguenay. La municipalité de Petit-Saguenay a, elle, organisé une école d'été sur le concept des communs et a aussi accueilli le festival Virage durant l'été 2023.

Après avoir constaté que la démarche étudiée, et plus spécifiquement ses perspectives de réplication, comprend des limites, nous pouvons également constater certaines limites inhérentes à notre façon d'aborder et de traiter ces thématiques de recherche. La participation citoyenne et l'évaluation sont des sujets complexes à traiter. C'est ce que nous souhaitons préciser dans cette dernière section. Ces limites constituent autant de pistes de recherche pour l'avenir. La première limite de cette recherche est liée à son contexte spécifique, soit la mise en place d'une politique de développement durable et participatif dans un petit village rural solidaire, avec une équipe municipale proactive et engagée dans la transition socioécologique. Ce terrain d'étude est un cas où la démarche d'élaboration de politiques publiques est considérée comme facile. En dépit des conseils donnés par les animateur·rice·s du Grand Dialogue mentionnant de favoriser l'implantation de démarche

projective basée sur le rêve dans des milieux favorables, il pourrait être intéressant, ultérieurement, d'aller valider nos hypothèses dans des municipalités où la démarche devrait être plus difficile à mettre en place sur le papier. C'est-à-dire des milieux qui n'ont pas les facteurs de réussite mentionnés dans le chapitre précédent. Il serait aussi intéressant de tester la démarche dans des organismes différents, comme des organisations privées ou des universités par exemple. De même, il serait intéressant de voir si la démarche narrative positive pourrait alimenter d'autres politiques publiques (santé, aménagement du territoire, MADA, etc.).

La deuxième limite de cette recherche est en lien avec les outils de collecte de données. En effet, l'entrevue de recherche permet de faire émerger des données qualitatives, toutefois, c'est un outil qui demande beaucoup de temps (entrevue, retranscription, analyse, etc.). Notre échantillonnage des entretiens semi-directif s'est donc limité à onze personnes, dont seulement huit de la communauté de Petit-Saguenay, alors que la démarche a permis de rejoindre plus de deux cents citoyen·ne·s. Ce n'est donc pas représentatif du vécu de chaque participant. Par exemple, les témoignages des participant·e·s sur des activités où il·elle·s étaient en sous-groupes peuvent être très différents d'un groupe à l'autre. Notre recherche se base donc sur la parole d'un petit nombre de répondants, qui, pour certaines réponses peuvent seulement partager leurs perceptions. Toutefois, nos observations peuvent venir supporter ce type de témoignage. Il pourrait également être pertinent d'étendre nos analyses à des gens qui ne souhaitent pas s'investir dans les processus participatifs mis en place. En effet, il y a probablement un biais dans notre recrutement, sollicitant des participant·e·s enthousiastes face à la démarche. L'analyse pourrait de même être étendue à des acteur·rice·s qui ont une connaissance moins grande du concept de transition socioécologique. De cette façon, il serait possible de faire une évaluation plus détaillée et approfondie de la démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves*. Une analyse avec un échantillonnage plus grand et diversifié permettrait éventuellement d'en augmenter l'universalité, tout en gardant en tête qu'il est difficile, par des études de terrain, de déterminer l'étendue d'application de nos résultats de recherche.

Enfin, la dernière limite de cette recherche serait liée à sa méthodologie de recherche-intervention. Dans les difficultés en recherche-intervention mentionnées dans notre revue de littérature (Wittmayer et Schöpke, 2014), nous avons éprouvé la problématique du conflit de rôle et le manque d'outils pour faciliter l'autoréflexivité. Les multiples statuts de l'étudiante-chercheuse lui ont permis par exemple d'obtenir la confiance des participant·e·s alors volontaires de participer aux entrevues semi-directives. On peut cependant se demander si les personnes interviewées ont osé partager l'ensemble de leurs critiques puisque l'étudiante-chercheuse était aussi la coordinatrice de la démarche Créer le Petit-Saguenay de nos rêves, alors à l'étude. De même, il a fallu que l'étudiante-chercheuse fasse preuve d'autoréflexivité pour évaluer une démarche dans laquelle elle s'est autant investie, sans avoir beaucoup d'outils à disposition pour améliorer l'objectivité de sa recherche. De plus, ces multiples rôles ont été quelquefois difficiles à jumeler. En effet, l'étudiante-chercheuse s'est retrouvée dans un rôle d'acteur terrain au même titre que ses collègues de la municipalité de Petit-Saguenay, s'éloignant alors de sa posture de recherche. Le temps passé au cœur de l'action était adéquat pour comprendre les rouages internes de la municipalité et aller à la rencontre de la communauté, se faire connaître. Toutefois, passé une certaine durée, il a été important de reprendre une posture plus universitaire pour être capable de prendre du recul. Le conflit de statut s'est fait aussi ressentir entre la posture de résidente, d'étudiante-chercheuse et d'agente municipale. Le faible taux de participation au vox pop du festival d'hiver est notamment dû à un manque de motivation de la part de l'étudiante-chercheuse alors dans un rôle d'animatrice qui avait l'impression de « louper la fête » et de déranger ses concitoyen·ne·s.

Cependant, Wittmayer et Schöpke (2014) donnent des pistes de solution à ces problématiques. Nous avons réalisé des actions en ce sens. Pour limiter les conflits de rôle, nous avons réalisé l'évaluation une fois notre stage à la municipalité terminé. Nous sommes donc entrés dans une posture de recherche uniquement après que la démarche a eu lieu. De plus, le journal de bord était un outil intéressant pour faciliter l'autoréflexivité. Nous partageons régulièrement nos hypothèses et réflexions avec nos directeurs de recherche, au cours de l'intervention sur le terrain. Concernant le recrutement des personnes pour les entrevues, nous nous sommes aussi forcés à

solliciter des participant·e·s moins publiquement enthousiastes envers la démarche et connu·e·s pour avoir un esprit critique.

Comme mentionné dans la pertinence de notre recherche, notre étude apporte des éléments intéressants d'un point de vue scientifique, mais aussi social. En premier lieu, l'évaluation démontre le sens des responsabilités des porteur·euse·s de la démarche qui souhaite aller jusqu'au bout du processus puisqu'il·elle·s vont présenter cette étude auprès de leur population. Ensuite, cette étude viendra enrichir le peu de littérature sur l'évaluation d'une démarche de participation citoyenne, dénoncé par Rowe et Frewer (2004). D'autant plus que c'est une évaluation axée 1) sur les effets plutôt que le processus, 2) sur les approches informelles plutôt que formelles et 3) dans un milieu rural plutôt qu'urbain. De plus, cette étude est approfondie sur un territoire délimité, alors qu'il y a davantage d'études comparatives dans la littérature.

Plus spécifiquement, la recherche met en lumière des facteurs de participation moins connus dans la littérature comme la sollicitation de l'affect, l'inattendu, la réciprocité, l'implication sans lourd engagement et les sujets touchant la profession ou la passion des participant·e·s. Elle soulève aussi le lien entre les forces de certaines activités et les mécanismes d'animation transversaux comme les cercles d'ouverture, de clôture et les sous-groupes. Enfin, quelques animateur·rices sont sortis de leur zone de confort dans certaines activités expérimentées à Petit-Saguenay, ce qui les a poussés à développer de nouvelles compétences. Il en est de même pour l'équipe municipale qui a accompagné la coordinatrice de la démarche. L'ensemble de ces techniques d'animation et approches ont transformé la culture organisationnelle de la municipalité de Petit-Saguenay. Avant la démarche, l'équipe municipale était ouverte à la participation citoyenne et travaillait déjà de pair avec le milieu universitaire, mais cette expérience a renforcé ces deux aspects de leur culture organisationnelle. L'équipe municipale se sent mieux outillée et ose expérimenter d'autres formes de participation, leurs partenariats avec le monde universitaire est valorisé et les politiques publiques rendent leur culture d'écoute et de cocréation encore plus pérennes dans le temps.

D'ailleurs, le Grand Dialogue a tiré de nombreux enseignements de la démarche réalisée à Petit-Saguenay. C'est un exemple concret que l'équipe utilise souvent comme exemple dans son discours pour illustrer ce qu'il est possible de réaliser avec une volonté politique et une communauté ouverte au changement. De nombreuses animations imaginées dans le cadre de la démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves* ont aussi été adaptées, améliorées et réutilisées par des animateur·rice·s dans d'autres contextes. La formule de laboratoire à l'échelle d'un territoire vécu a aussi été une expérience intéressante pour l'équipe du Grand Dialogue. Par exemple, leur atelier de synthèse participative a pris encore plus de sens dans un village puisque les personnes sont venues trier et analyser leurs propres données.

La présente recherche soulève des questionnements et pistes de réflexion pour de futures études. Grâce à quelques expériences vécues par l'équipe du Grand Dialogue, une des animatrices a par exemple soulevé l'idée de lister les facteurs de réussite pour organiser une telle démarche dans d'autres municipalités. Selon elle, il faut essayer de voir si ces conditions de réussite sont en place dans un milieu pour cibler les municipalités qui peuvent embarquer dans ce genre de projet. « *On cible les personnes qui sont motivées et ouvertes à le faire, les autres vont suivre après !* » (P04), selon l'animatrice, qui a déjà vu des initiateur·rice·s ou animateur·rice·s s'épuiser à vouloir mettre en place des choses dans un endroit qui ne souhaitait pas les accueillir. Cette hypothèse serait intéressante à étudier. Voici quelques facteurs de réussite, qu'il serait intéressant d'approfondir et développer dans une autre recherche : une personne relais, qui est en mesure d'animer dans la municipalité ; une volonté et un soutien politique, avec un maire ouvert à l'idée ; des citoyens qui sont motivé·e·s et engagé·e·s. Une autre piste serait d'expérimenter ce type de démarche dans un contexte urbain ou non rural pour voir les différentes approches. On pourrait d'ailleurs penser cette démarche à l'échelle d'un quartier vécu, ainsi qu'à l'échelle d'une ville entière, pour comparer la pertinence dans les deux cas. En outre, certains sujets abordés lors de nos entrevues de recherche comme le sentiment d'appartenance et le pouvoir d'agir étaient basés principalement sur des perceptions et impressions des porteur·euse·s et animateur·rice·s. Il serait donc intéressant de creuser ces questions en réalisant une étude plus approfondie sur un nombre de sujets plus

restreints, auprès d'autres participant·e·s. Enfin, une étude quantitative mesurant par exemple les coûts de la démarche ou le temps passé par chaque acteur permettrait de compléter les résultats de cette recherche.

Finalement, la démarche de Vitalité des Communautés entreprise par le CIUSSS pour réaliser une caractérisation qualitative des communautés du Saguenay–Lac-Saint-Jean est un bon exemple pour prouver que la démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves* pourrait servir de modèle pour de nombreuses autres municipalités. Les six premières communautés pilotes qui seront soumises à la démarche du CIUSSS seront accompagnées par LAGORA. Un guide, inspiré de la démarche de Petit-Saguenay, sera créé par l'équipe de chercheurs. Il serait intéressant de le diffuser publiquement et ouvertement pour accélérer la prise en main locale de nos collectivités au Québec, dans une mouvance de transition socio écologique. La diffusion et l'inspiration, c'est ce que cherche à stimuler les ASP avec leur réseau de panquébécois d'acteurs terrains et universitaires.

BIBLIOGRAPHIE

Abed, A., et Al-Jokhadar, A. (2022). Common space as a tool for social sustainability. *Journal of Housing and the Built Environment*, 37(1), 399-421. Scopus. <https://doi.org/10.1007/s10901-021-09843-y>

ACFAS. (s. d.). 90e Congrès de l'Acfas | Colloque 666 - Mise en œuvre des Objectifs de développement durable dans le milieu municipal du Québec : Enjeux de gouvernance et d'usages des données. Consulté le 20 septembre 2023, à l'adresse <https://www.acfas.ca/evenements/congres/programme/90/600/666/c>

Agodio, C. J. B. (2022). Jeunesse et participation citoyenne en Côte d'Ivoire. Statéco.

Albertini, J. (2014). Démocratie représentative et participation(s) citoyenne(s) : réflexions et applications pratiques. *Revue française d'administration publique*, 150, 529-541. <https://doi.org/10.3917/rfap.150.0529>

Allie, L. (2009). The raise of rural pact in Quebec : An innovative public policy or a standard regional development tool ? *Revue d'Economie Regionale Urbaine*, 1, 31-52.

Anadón, M., & Savoie-Zajc, L. (2009). Recherches qualitatives. L'analyse qualitative des données, 28(1), 1-7.

Ansell, C., & Torfing, J. (2021). Co-creation: The new kid on the block in public governance. *Policy & Politics*, 49(2), 211–230. <https://doi.org/10.1332/030557321X16115951196045>

April, J., et Larouche, H. (2006). L'adaptation et la flexibilité d'une chercheuse dans l'évolution de sa démarche méthodologique. *Recherches qualitatives*, 26(2), 145. <https://doi.org/10.7202/1085376ar>

Arnstein, S. (1969). Une échelle de participation citoyenne. *Journal of the American Planning Association*, 35(4), 216-224.

Ateliers des savoirs partagés. (2021). *L'ADN des Ateliers des savoirs partagés* (p.4).

Avenel, C. (2013). La Politique de la ville en quête de réforme. *La vie des idées*.

Avenel, C. (2017). Construire les politiques sociales avec les personnes accompagnées : la participation en attente d'un modèle d'intervention collective. *Vie sociale*, 19, 51-71. <https://doi.org/10.3917/vsoc.173.0051>

Bardin, L. (1989). *L'analyse de contenu* (5e éd.). Paris : Presses Universitaires de France.

Baskerville, R. L., et Wood-Harper, A. T. (1996). A critical perspective on action research as a method for information systems research. *Journal of information Technology*, 11, 235-246.

Bauer, G., Devor, A., heinz, m., Marshall, Z., Pullen Sansfaçon, A., Pyne, J, pour le comité de recherche de la CPATH. (2019). Code d'éthique de la CPATH en matière de recherche concernant les personnes trans et les communautés. Canada: Association Professionnelle Canadienne pour le Santé Transgenre. Voir : <http://cpath.ca/fr/resources/>

Beaud, J. P. (2009). L'échantillonnage. Dans B. Gauthier (dir.), *Recherche sociale : de la problématique à la collecte des données* (5e éd., p. 251-283). Québec: Presses de l'Université du Québec.

Beierle, T-C. et Cayford, J. (2002). *Democracy in Practice. Public Participation in Environmental Decisions*. Resources for the Future Press, Washington DC.

Bennour, A. (2006). *Logiques des participations citoyennes. Solidarité, contestation, gestion*. Paris: L'Harmattan.

Bherer, L. (2008). La démocratie participative fonctionne-t-elle ?. Dans Dufour, P., Faucher, P., Blais, A., et Saint-Martin, D. (Eds.), *La politique en questions : Par les professeurs de science politique de l'Université de Montréal*. Presses de l'Université de Montréal. <https://doi.org/10.4000/books.pum.19206>

Biarrotte, L., Labroille, A. E., Barberi, A.-C., Derrien, R., Magnin, G., et Marquet, S. (2020). *Carnet d'inspiration pour des territoires plus inclusifs* [Research Report]. ADEME. <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02940974>

Boisvert, Y. (2009). *La face cachée des élus : engagement, responsabilité et comportement éthique*. PUQ.

Bonneau, M.-A., & Dupéré, S. (2020). La participation sociale dans une communauté rurale au Québec : ce qui la facilite, selon les points de vue de personnes engagées. *Revue organisations & territoires*, 29(2), 185-196.

Bresson, S. (2022). *Rendre compte des difficultés de la participation citoyenne. Les déconvenues de la participation citoyenne. Pratiques urbaines, pouvoirs et légitimités*. Presses Universitaires François Rabelais, 9-22.

Brisson, A.-C. (2023). *Villégiature verte : Jusqu'à 80 constructions résidentielles à Petit-Saguenay*. Radio-Canada. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1972914/anse-au-cheval-immobilier-developpement>

Brun, É. et Bostvironnois, L. (2022). Impacts du changement climatique à l'échelle mondiale : principaux enseignements du dernier rapport du groupe de travail II du GIEC. *Annales des Mines - Responsabilité et environnement*, 106, 17-20. <https://doi.org/10.3917/re1.106.0017>

Bonneau, M.-A., et Dupéré, S. (2020). La participation sociale dans une communauté rurale au Québec : ce qui la facilite, selon les points de vue de personnes engagées. *Revue organisations & territoires*, 29(2), 185-196.

Boisvert, R. (2013). Réduction des inégalités sociales de santé : dispositions actantielles et intelligence collective au service du développement des communautés. *Nouvelles pratiques sociales*, 26(1), 197-214. <https://doi.org/10.7202/1024988ar>

Bouchard, P.-L. (2020). *Le rôle de l'éducation supérieure dans le soutien à l'innovation : le cas des cégeps en périphérie québécoise*. 187.

Carr, D. S., & Halvorsen, K. (2001). An evaluation of three democratic, community-based approaches to citizen participation: Surveys, conversations with community groups, and community dinners. *Society & Natural Resources*, 14(2), 107-126.

Carrel, M. (2013). La gouvernance est-elle démocratique ? Les enjeux de la participation citoyenne. *Informations sociales*, 179, 144-151. <https://doi.org/10.3917/inso.179.0144>

Centre Morris J. Wosk pour le dialogue de l'Université Simon Fraser. (2020). Au-delà de l'inclusion : L'équité dans la mobilisation du public.

Cenzano Vilchez, G., Marcel, J. F., et Aussel, L. (2022). La recherche-intervention: une démarche participative «sur» et «pour» le pilotage intermédiaire des établissements scolaires. *Canadian Journal of Educational Administration and Policy*, (199), 34-46.

Chanez, A., et Lebrun-Paré, F. (2015). Villeray en transition : Initiatives citoyennes d'appropriation de l'espace habité ? *Cahiers de recherche sociologique*, 58, 139-163. *Érudit*. <https://doi.org/10.7202/1036210ar>

Charmillot, M. (2018). Définir une posture de recherche, entre constructivisme et positivisme. Dans Piron, F., et Arsenault, É. *Guide décolonisé et pluriversel de formation à la recherche en sciences sociales et humaines*. Québec : Éditions science et bien commun. (Chap. 4, section 13)

Chevrier, E.-I. et Panet-Raymond, J. (2013). *La participation citoyenne pour développer un quartier*. *Nouvelles pratiques sociales*, 26(1), 67–83. <https://doi.org/10.7202/1024980ar>

Chiasson, G. (2000). Penser et voir démocratiquement le développement local: le local et la question du politique. University of Ottawa (Canada).

Chu, E., Anguelovski, I., et Carmin, J. (2016). Inclusive approaches to urban climate adaptation planning and implementation in the Global South. *Climate Policy*, 16(3), 372-392. <https://doi.org/10.1080/14693062.2015.1019822>

Collectif CADJ. (2016). Quand les jeunes prennent la parole : recherche-action participative avec des jeunes de Charlevoix âgés entre 12 et 17 ans, rapport synthèse.

Collin, C. (2016). Participation associative et identité territoriale : Comprendre les interrelations et apports pour le développement régional [Masters, Université du Québec en Outaouais]. <https://di.uqo.ca/id/eprint/855/>

Commune de Laillé. (2016). Évaluation de la participation citoyenne au sein de la communauté de Laillé. <https://www.laille.fr/IMG/pdf/evaluation-derniere-version.pdf>

Daquino, P. (2007). *Empowerment et participation : Comment mieux cadrer les effets possibles des démarches participatives ?* <https://hal.science/hal-00157747/>

De Jong, M. D., Neulen, S., & Jansma, S. R. (2019). Citizens' intentions to participate in governmental co-creation initiatives: Comparing three co-creation configurations. *Government information quarterly*, 36(3), 490-500.

Denborough, D. (2012). Story of Collective narrative practice : a History of Ideas, Social Projects and Partnerships. *The International Journal of Narrative Therapy and Community Work*, (1), 40-65.

Denzin, N. K. et Lincoln, Y. S. (2003). *Collecting and interpreting qualitative materials* (2e éd.). SAGE Publications.

Desmarais, D. et Gusew, A. (2021). L'approche biographique et l'approche narrative : contributions à l'intervention sociale : présentation du dossier. *Nouvelles pratiques sociales*, 32(2), 20–45. <https://doi-org.sbiproxy.uqac.ca/10.7202/1085511ar>

Désilets, M. (2013). La participation citoyenne comme pilier de changement social en bibliothèque publique. *Documentation et bibliothèques*, 59(1), 17-23. *Érudit*. <https://doi.org/10.7202/1033117ar>

Downie, C. (2019). L'inclusion des personnes LGBTQ2+ : Guide pratique pour des municipalités inclusives au Canada et ailleurs dans le monde. <https://publications.gc.ca/site/fra/9.874736/publication.html>

Dion, M. (2023). Les Ateliers des savoirs partagés : Des communautés apprenantes, innovantes et solidaires ! *Projet collectif*. <https://projetcollectif.ca/ateliers-des-savoirs-partages/>

Durette-Marianne-Dubé, G. (2023). Vitalité de la communauté-outil de mesure-définition et source.

Emelianoff, C., et Laurent, F. (2005). Développement durable et territoires. *Géologues*, 147, 160-162.

Ferdman, B. M. (2013). The Practice of Inclusion in Diverse Organizations. In *Diversity at Work : The Practice of Inclusion* (p. 3-54). John Wiley et Sons, Ltd. <https://doi.org/10.1002/9781118764282.ch1>

Ferlie, E, Hartley, J., & Martin, S. (2003). Changing public service organizations: Current perspectives and future prospects. *British Journal of Management*, 14: S1–S14.

Ferrand, N. et Daniell, K. A. (2006). *Comment évaluer la contribution de la modélisation participative au développement durable ?* Séminaire interdisciplinaire sur le développement durable. <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-02933305>

Fédération canadienne des Municipalités. (2018). *Les défis ruraux : Des possibilités nationales à saisir* (p. 32).

Flanagan, C., et Levine, P. (2010). Civic Engagement and the Transition to Adulthood. *The Future of Children*, 20(1), 159-179.

Foisy, D. et Savard, S. (2017). *Participation citoyenne et revitalisation urbaine intégrée*. *Les Politiques Sociales*, 3-4, 47-56. <https://doi.org/10.3917/lps.173.0047>

Font, J. Pasadas del amo, S. Smith, G. (2016). Tracing the impact of proposals from participatory process: methodological challenges and substantive lessons. *Journal of Public Deliberation* 12(1) [en ligne] <http://www.pubicdeliberation.net/jpd>

Fournis, Y. (2023). Les territoire et leurs élus : des affinités sélectives ?. UQAR. Dans le colloque Habiter autrement du GRIDEQ. Rimouski, QC, Canada. https://www.uqar.ca/uqar/recherche/unites_de_recherche/grideq/colloque2023/colloque_grideq_2023_yann_fournis_elus.pdf

Forest, D. (2010). La participation citoyenne : Le point de vue des citoyennes et des citoyens du Nord de Lanaudière sur leur participation dans les démarches d'animation territoriale en développement durable (Centre de recherche sociale appliquée). <http://numerique.banq.qc.ca/>

Fougeyrollas, P., Fiset, D., Dumont, I., Grenier, Y., Boucher, N., et Gamache, S. (2019). Réflexion critique sur la notion d'accessibilité universelle et articulation conceptuelle pour le développement d'environnements inclusifs. 9-9.

Frozzini, J., Gonin, A., et Lorrain, M.-J. (2019). Dynamiques interculturelles en milieu de travail et associatif : Des enjeux incontournables pour une participation démocratique des néo-Québécois. *Communiquer*, 25, 79-97. Érudit.

Fung, A. (2006). Varieties of Participation in Complex Governance. *Public Administration Review*, 66(s1), 66-75. <https://doi.org/10.1111/j.1540-6210.2006.00667.x>

Gadoury, G., Beaulé, G., et Tremblay, G. (2011). *L'intelligence collective à la rescousse du développement des communautés territoriales*. 12. <https://shs.hal.science/halshs-00960980/>

Gagnon, C. (2006). L'agenda 21 local : un outil de développement durable et viable, sous-utilisé par les collectivités territoriales québécoises. *L'Outaouais au carrefour des modèles de développement*, 133-143.

Gagnon, M. (2021). Initiation à la participation publique [présentation d'un conférencier]. Institut mondiale du nouveau monde. https://www.aarq.qc.ca/wp-content/uploads/2021/10/MGagnon_INM.pdf

Gaudet, S. et Robert, D. (2018). *L'aventure de la recherche qualitative. Du questionnement à la rédaction scientifique*. Les Presses de l'Université d'Ottawa.

Godrie, B. et Heck, I. (2018). L'approche participative, la recherche-action et leurs principales stratégies d'enquête et d'inclusion des groupes subalternisés. Dans Piron, F., et Arsenault, É. *Guide décolonisé et pluriversel de formation à la recherche en sciences sociales et humaines*. Québec : Éditions science et bien commun. (Chap. 7, section 30)

Godrie, B., Ouellet, G., Bastien, R., Bissonnette, S., Gagné, J., Gaudet, L., Gonin, A., Laurin, I., McAll, C., McClure, G., Régimbal, F., René, J.-F., et Tremblay, M. (2018). Participation citoyenne et recherches participatives dans le champ des inégalités sociales. *Nouvelles pratiques sociales*, 30(1). <https://doi.org/10.7202/1051406ar>

Goujon, A. (2015). Chapitre 2. La démocratie représentative. Dans : , A. Goujon, *Les Démocraties: Institutions, fonctionnement et défis* (pp. 23-38). Paris: Armand Colin.

Grand Dialogue regional pour la transition. (2023). Document fondateur. (p.12) <https://www.datocms-assets.com/34362/1601476386-presentation-document-fondateur-grand-dialoge-regional-pour-la-transition-octobre-2020.pdf>

Gruson Daniel, C. (2018). Les outils numériques d'analyse de données (logiciels, bases de données). Dans Piron, F., et Arsenault, É. *Guide décolonisé et pluriversel de formation à la recherche en sciences sociales et humaines*. Québec : Éditions science et bien commun. (Chap. 8, section 40)

Guba, E. G. et Lincoln, Y. S. (1994). Competing paradigms in qualitative research. Dans N. K. Denzin et Y. S. Lincoln (dir.), *Handbook of qualitative research* (p. 105-117). SAGE publications.

Guba, E. G. et Lincoln, Y. S. (2004). Competing paradigms in qualitative research: Theories and issues. Dans S. Nagy Hesse-Biber et P. Leavy (dir.), *Approaches to Qualitative Research: A reader on Theory and Practice* (p. 17-38). Oxford University Press.

Guillemette, F. (2006). L'approche de la Grounded Theory; pour innover? *Recherches qualitatives*, 26(1), 32-50. Repéré à [http://www.recherchequalitative.qc.ca/documents/files/revue/edition_reguliere/numero26\(1\)/fguillemette_ch.pdf](http://www.recherchequalitative.qc.ca/documents/files/revue/edition_reguliere/numero26(1)/fguillemette_ch.pdf)

Hamel, P. (1991). *Action collective et démocratie locale*. Montréal, PUM.

Hamman, P. (2011). La « ville durable » comme produit transactionnel. *Espaces et sociétés*, 147, 25-40. <https://doi.org/10.3917/esp.147.0025>

Hansotte, M. (2021). *Du subir à l'agir. Au fil des intelligences citoyennes. Éducation relative à l'environnement. Regards - Recherches - Réflexions*, Volume 16-1, Art. Volume 16-1. <https://doi.org/10.4000/ere.6393/>

Hassenforder, E., Pittock, J., Barreteau, O., Daniell, K. A., & Ferrand, N. (2016). The MEPPP Framework: A Framework for Monitoring and Evaluating Participatory Planning Processes. *Environmental Management*, 57(1), 79-96. <https://doi.org/10.1007/s00267-015-0599-5>

Hassenforder, E., et Ferrand, N. (2021). *Évaluer une démarche participative*. *Sciences EauX Territoires*, 35(1), 90-95.

Huijbregts, R., George, B., & Bekkers, V. (2021). Public values assessment as a practice: Integration of evidence and research agenda. *Public Management Review*, 1–20. <https://doi.org/10.1080/14719037.2020.1867227>

Institut de la Concertation et de la Participation Citoyenne (ICPC). (2022). L'évaluation de la participation, principes et recommandations. https://i-cpc.org/wp-content/uploads/2022/01/2022_EvaluationParticipation.pdf

Institut de la statistique du Québec et ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles. (2020). Répartition des localités par quintiles selon les résultats de l'indice de vitalité économique. https://statistique.quebec.ca/cartovista/ivt_mun/index.html

Institut du nouveau monde (2015) *Vers une citoyenneté active à la fois inclusive, interculturelle, intergénérationnelle et égalitaire*. Mémoire ; Politique québécoise de la jeunesse. <https://www.jeunes.gouv.qc.ca/publications/consultations-2015/institut-nouveau-monde.pdf>

Institut du nouveau monde. (2018). *Participation citoyenne*. *Institut du Nouveau Monde*. <https://inm.qc.ca/participation-citoyenne/>

Jacob, S., et Ouvrard, L. (2009). *Comprendre et entreprendre une évaluation participative : guide de synthèse*. Québec.

Jamal, T., et Hales, R. (2016). Performative justice : New directions in environmental and social justice. *Geoforum*, 76, 176-180. <https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2016.09.014>

Jean, B. (2014). *Construire un instrument de mesure de la vitalité des communautés rurales : Une expérience québécoise*. 235. <https://hal.science/hal-01353423>

Juillet, A., Rajotte Sauriol, G., et Rochette, A. (2015). *L'urbanisme participatif. Aménager la ville avec et pour ses citoyens*. Centre d'écologie urbaine de Montréal (CEUM).

Kaner, S. (2014). *Facilitator's guide to participatory decision-making*. John Wiley & Sons.

Kenny, A., Hyett, N., Sawtell, J., Dickson-Swift, V., Farmer, J. et O'Meara, P. (2013). Community participation in rural health: A scoping review. *BMC Health Services Research*, 13(1), 64. <https://doi.org/10.1186/1472-6963-13-64>

Kilpatrick, S. (2009). Multi.level rural community engagement in health. *Australian Journal of Rural Health*, 17(1), 39-44. <https://doi.org/10.1111/j.1440-1584.2008.01035.x>

Klein, J.-L. (2012). L'économie sociale et solidaire et la lutte contre la pauvreté en milieu local : le cas du Québec. *Revue internationale de l'économie sociale : Recma*, 325, 65-77. <https://doi.org/10.7202/-1017423ar>

Korfiatis, K., et Petrou, S. (2021). Participation and why it matters : Children's perspectives and expressions of ownership, motivation, collective efficacy and self-efficacy and locus of control. *Environmental Education Research*, 27(12), 1700-1722. <https://doi.org/10.1080/13504622.2021.1959900>

Krueger, R. A. (1998). *Analyzing & reporting focus group results*. SAGE Publications.

Labelle, M. (2018). Les régions rurales québécoises face à la decentralization : une scène politique oubliée. Mémoire. Université de Montréal. <https://doi.org/1866/22754>

Lachapelle, R., et Bourque, D. (2020). Des collectivités résilientes en contexte politique difficile : la contribution de l'intervention collective. *Revue Organisations & territoires*, 29(2), 117-126.

Lambert, S., et Molgat, M. (2020). Les logiques de la participation des jeunes. L'exemple de la mise en oeuvre d'un conseil de jeunes. *Canadian Social Work Review / Revue canadienne de service social*, 37(1), 121-140. Érudit. <https://doi.org/10.7202/1069985ar>

Lamoureux, D. (2008). *Démocratiser radicalement la démocratie*. *Nouvelles pratiques sociales*, 21(1), 121-136. <https://doi.org/10.7202/019362ar>

Landry, R. (2012). *Autonomie culturelle, cultures sociétales et vitalité des communautés de langue officielle en situation minoritaire au Canada*. *Minorités linguistiques et société*, (1), 159-179.

Laplace-Treyture, H., et Douence, D. (2019). Des balades accompagnées comme chemin de transition ? Jalons pour une réflexion à propos de l'action associative. *Enjeux et société*, 6(2), 234-276. <https://doi.org/10.7202/1066699ar>

Le Maux, B. (2007). *Le choix de l'échantillon*. *Statistiques, Logiciels et Enquêtes*. Université de Rennes, 1.

Lesueur-Elineau, L., Bascou, S., Mornet, C., Jaradé-Pieniek, T., Raux, C., et Gousseff, G. (2016). *La participation des usagers dans les politiques sociales*.

Livet, J. (2017). *Les « Grands Voisins » : Un espace de transition et de participation* [Mémoire de fin d'études, Institut d'Urbanisme et d'Aménagement Régional]. *Sciences de l'Homme et Société*. <https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-01617850/>

Makuch, K. E., et Aczel, M. R. (2020). Eco-Citizen Science for Social Good : Promoting Child Well-Being, Environmental Justice, and Inclusion. *Research on Social Work Practice*, 30(2), 219-232. <https://doi.org/10.1177/1049731519890404>

Marcel, J.-F. (2018). Esquisse du portrait d'un-e chercheur-e du changement. Dans *Recherche(s) et changement(s) : dialogues et relations* (p. 171-188). Cepaduès Éditions.

Marques Leitão, R., et Marchand, A. (2018) . Le design et l'empowerment au sein des communautés autochtones : S'engager avec la matérialité. *Recherches amérindiennes au Québec*, 48(1-2) , 91-99. Érudit. <https://doi.org/10.7202/1053706ar>

Martyn B. et Dimitra P. (2019), *Engagement civique et politique des jeunes*, Routledge Press, Londres.

Mathieu, N., & Guermond, Y. (2005). Introduction : La ville durable : un enjeu scientifique. In N. Mathieu & Y. Guermond (Eds.), *La ville durable, du politique au scientifique* (pp. 11-29): Editions Quae, Indisciplines.

Mazeaud A., Talpin., J., 2010, « Participer pour quoi faire ? Esquisse d'une sociologie de l'engagement dans les budgets participatifs », *Sociologie*, 3, pp. 357-374.

Mercier, B. Duhamel, A. (2005). *La démocratie : ses fondements, son histoire et ses pratiques*. 166. Directeur général des élections.

Mercier, C. (2009). Participation citoyenne et développement des communautés au Québec : enjeux, défis et conditions d'actualisation. Dans *Rapport opération veille et soutien stratégiques* (2019). Quelles formes de participation citoyenne pour le développement des communautés et des territoires ?. Communagir.

Mermet, L., et Salles, D. (2015) *Environnement : la concertation apprivoisée, contestée, dépassée ?* De Boeck, Louvain La Neuve. Ministère des affaires municipales, des régions et de l'occupation du territoire. (s. d.). La planification stratégique. *La prise de décision en urbanisme*. <https://www.mamh.gouv.qc.ca/amenagement-du-territoire/guide-la-prise-de-decision-en-urbanisme/planification/planification-strategique/>

Michels, A. (2011). Les innovations dans la gouvernance démocratique—En quoi la participation citoyenne contribue-t-elle à l'amélioration de la démocratie?. *Revue internationale des sciences administratives*, 77(2), 275-296.

Motoi, I., Godard, J., et Laforge, E. (2013). Contester l'intervention collective ? Facilite-elle la participation des citoyennes et des citoyens dans la société par leur positionnement critique? *Revue internationale animation, territoires et pratiques socioculturelles*, 4, 75-90.

Montoya, L. D., Mendoza, L. M., Prouty, C., Trotz, M., et Verbyla, M. E. (2021). Environmental Engineering for the 21st Century : Increasing Diversity and Community Participation to Achieve Environmental and Social Justice. *Environmental Engineering Science*, 38(5), 288-297. <https://doi.org/10.1089/ees.2020.0148>

Mucchielli, A. (2009). *Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences humaines*. Armand Colin. <https://doi-org.sbiproxy.uqac.ca/10.3917/arco.mucch.2009.02>

Mucchielli, A. (2005). Le développement des méthodes qualitatives et l'approche constructiviste des phénomènes humains. *Recherches qualitatives—Hors série*, 1, 7-40.

Municipalité de Petittiers-Saguenay. (2023). *Politique de développement durable*. (p.30). <https://petit-saguenay.com/vivre/espace-citoyen/developpement-durable-participatif/>

Näslund, D., Kale, R., & Paulraj, A. (2010). Action research in supply chain management—a framework for relevant and rigorous research. *Journal of Business Logistics*, 31(2), 331-355.

Nez, H. (2011). Nature et légitimités des savoirs citoyens dans l'urbanisme participatif. Une enquête ethnographique à Paris. *Sociologie*, 2, 387-404. <https://doi.org/10.3917/socio.024.0387>

Niang, M. (2018). Analyses de contenu (documentaire, entrevues, etc.). Dans Piron, F., et Arsenault, É. *Guide décolonisé et pluriversel de formation à la recherche en sciences sociales et humaines*. Québec : Éditions science et bien commun. (Chap. 8, section 38)

Ollivier, D., Naud, É. et Grenier, G. (2018). *Évolution et défis actuels de la participation publique en aménagement du territoire : l'expérience de l'Office de consultation publique de Montréal* (OCPM). *Cahiers de géographie du Québec*, 62(175), 81–104. <https://doi.org/10.7202/1057081ar>

Organisation de coopération et développement économique (OCDE). (2001). *Impliquer les citoyens : L'information, la consultation et la participation du public dans le processus de prise de décision*. <https://www.oecd.org/fr/innovation/gouvernement-numerique/2384248.pdf>

Organisation de coopération et développement économique (OCDE). (2020). *Innovative Citizen Participation and New Democratic Institutions: Catching the Deliberative Wave*. OECD. <https://doi.org/10.1787/339306da-en/>

Paillé, P., et Mucchielli, A. (2016). *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*. Quatrième édition. Malakoff Cedex: Armand Collin.

Pegdwendé Sawadogo, H. (2018). L'approche qualitative et ses principales stratégies d'enquête. Dans Piron, F., et Arsenault, É. *Guide décolonisé et pluriversel de formation à la recherche en sciences sociales et humaines*. Québec : Éditions science et bien commun. (Chap. 7, section 29)

Percy-Smith, B. (2006). From Consultation to Social Learning in Community Participation with Young People. *Children, Youth and Environments*, 16(2), 153-179.

Perez, Y. A. (2008). La pratique de la recherche-intervention dans les organisations : Retour sur les modes de production des connaissances gestionnaires à partir du terrain. *Humanisme et Entreprise*, 288(3), 101-113. <https://doi.org/10.3917/hume.288.0101>

Potz, M., & Serval, S. (2022). Co-creation for the implementation of SDGs in a French municipality. In W. Leal Filho (Ed.), *SDGs in the European Region*. Springer.

Preskill, H. et Beer, T. (2012). *Evaluating social innovation*. Center for evaluation innovation. <https://repository.fteval.at/id/eprint/146/>

Prieur, M. (1993). Démocratie et droit de l'environnement et du développement. In: *Revue Juridique de l'Environnement*, n°1. (p.23-30). <https://doi.org/10.3406/rjenv.1993.2922>

Rancière, J. (1995). *La mésentente*, Paris, Galilée.

Ray, R. (1993). *The Practice of Theory : Teacher Research in Composition*, Urbana, IL, Le conseil national des professeurs d'anglais.

Reed, J. (2006). *Appreciative Inquiry : Research for Change*. SAGE Publications.

Rey-Valette, H., Beuret, J.-E., et Richard-Ferroudji, A. (2018). Des indicateurs pour identifier les effets des démarches participatives : Application au cas du département du Gard: *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, Janvier(1), 5-32. <https://doi.org/10.3917/relu.181.0005>

Rey-Valette H., Mathé S. (2012). L'évaluation de la gouvernance territoriale. Enjeux et propositions méthodologiques. *Revue d'Économie Régionale et Urbaine* 2012-5 : 783-804.

Riffon, O. (2016). Une typologie pour l'analyse des représentations du développement durable des instruments de mise en œuvre à l'échelle territoriale. Dans Jean-Claude Néméry et Fabrice Thuriot (dir.), *Les instruments de l'action publique et les dispositifs territoriaux*. (p. 43-58). Administration, aménagement du territoire. Paris : l'Harmattan.

Riverin, S., Tremblay, P.-A., Tremblay, S., et Tremblay, S. (2023). *Petit-Saguenay : portrait d'une communauté en transition*. Université du Québec à Chicoutimi, GRIR – Groupe de recherche et d'intervention régionales.

Robinson, J. A., Kocman, D., Speyer, O., et Gerasopoulos, E. (2021). Meeting volunteer expectations—A review of volunteer motivations in citizen science and best practices for their retention through implementation of functional features in CS tools. *Journal of Environmental Planning and Management*, 64(12), 2089-2113. <https://doi.org/10.1080/09640568.2020.1853507>

Rochette, A., Roberge-Dao, J., Roche, L., Kehayia, E., Ménard, L., Robin, J.-P., Sauvé, M., Shikako-Thomas, K., St-Onge, M., Swaine, B., Thomas, A., Vallée-Dumas, C., et Fougeyrollas, P. (2022). Advancing social inclusion of people with disabilities through awareness and training activities : A collaborative process between community partners and researchers. *Patient Education and Counseling*, 105(2), 416-425. <https://doi.org/10.1016/j.pec.2021.05.032>

Rousselet, R. (2020). Favoriser la participation d'une diversité de publics. *Démocratie Ouverte*. <https://www.democratieouverte.org/favoriser-la-participation-dune-diversite-de-publics/>

Rowe, G., & Frewer, L. J. (2004). Evaluating Public-Participation Exercises : A Research Agenda. *Science, Technology, & Human Values*, 29(4), 512-556.

Roy, S. N. (2009). L'étude de cas. Dans B. Gauthier (dir.), *Recherche sociale : de la problématique à la collecte des données* (5e éd., p. 199-225). Presses de l'Université du Québec.

Savoie-Zajc, L. (2000). L'analyse des données qualitatives : pratiques traditionnelle et assistée par le logiciel NUDIST. *Recherches qualitatives*, 21, 99-123.

Scalzo, D. (2016). Vers une plus grande marginalisation des municipalités rurales. *Vie économique*, 8(1). Repéré à www.eve.coop/?a=248

Sénéchal, J., Bourque, D., et Verreault, G. (2021). Action collective et participation citoyenne : Leçons tirées de l'expérience La voix des parents. *Intervention* (152), 175-186. https://revueintervention.org/wpcontent/uploads/2021/02/ri_152_2021.1_Senechal_Bourque_Verreault-1.pdf

Serval, S., Potz, M., et Hernandez, S. (2022). *Le travail institutionnel et les rôles du territoire dans la mise en oeuvre de la cocréation des politiques publiques locales: le cas de la cocréation d'une stratégie territoriale de développement durable*. Dans Conférence de l'EGPA, panel francophone.

Simard, J. (2015) Plan d'urbanisme - Règlement numéro 15-289. Municipalité de Petit-Saguenay. <https://petit-saguenay.com/wp-content/uploads/2021/05/Plan-durbanisme-de-Petit-Saguenay.pdf>

Simard, P., Benazera, C., Boyer, G., & Charland, M. (2016). *La caractérisation des communautés locales : Quand la santé publique se fait actrice du développement*. *Nouvelles pratiques sociales*, 28(2), 264-279. <https://doi.org/10.7202/1041191ar/>

Simard, P., Allaire, J. F., Boyer, G., Morin, P., & Des Roches, M. (2012). Évaluation du processus d'implantation du Tableau de bord des communautés de l'Estrie.

Sintomer, Y. (2007). *Le pouvoir au peuple. Jurys citoyens, tirage au sort et démocratie participative*. Lectures, Les livres.

Theys, J. (2002). L'approche territoriale du "développement durable", condition d'une prise en compte de sa dimension sociale. *Développement durable et territoires*. Économie, géographie, politique, droit, sociologie, (Dossier 1).

Torring, J., Sørensen, E., & Røiseland, A. (2019). Transforming the Public Sector Into an Arena for CoCreation: Barriers, Drivers, Benefits, and Ways Forward. *Administration & Society*, 51(5), 795–825. <https://doi.org/10.1177/0095399716680057>

Torring, J., Ferlie, E., Jukić, T., & Ongaro, E. (2021). A theoretical framework for studying the co-creation of innovative solutions and public value. *Policy & Politics*, 49(2), 189–209. <https://doi.org/10.1332/030557321X16108172803520>

Tremblay, P.-A., Bérard, S., Bussièrès, D., Caillouette, J., Doyon, M., Dufresne, C., Lachapelle, R., Laroche, S., Lavoie, M.-É., Morin, L., Tremblay, S., Tremblay, S., Camus, A., Fontan, J.-M., Tremblay, D.-G., & Klein, J.-L. (2022). Les Ateliers des savoirs partagés : Connectivité et Développement en Milieu Rural: Shared Knowledges Workshops: Connectivity and Rural Development. *Journal of Rural and Community Development*, 17(2), Article 2. <https://journals.brandonu.ca/jrcd/article/view/2070>

Vachon, B. (2009). Éléments de réflexion pour une véritable politique de décentralisation au Québec, associée à une politique nationale des territoires. *Revue Organisations & territoires*, 18(3), 41-54.

Valette, E., Schreiber, K., Conaré, D., Bonomelli, V., Blay-Palmer, A., Bricas, N., Lepiller, O. (2019). 2 An emerging user-led participatory methodology. *Sustainable Food System Assessment: Lessons from Global Practice*, 2. 10.4324/9780429439896-2

Van Den Hove, S. (2001). Approches participatives pour la gouvernance en matière de développement durable : une analyse en termes d'effets. *Gouvernance et développement durable, Bâle/Genève/Munich, Helbing & Lichtenhahn*, 53-89.

Vanlierde, A., et Houioux, G. (2021). *La participation citoyenne des aînés dans les politiques municipales : évaluation du processus «Ville amie des aînés»*. *Pensée plurielle*, 53(1), 140-157.

Vanlint, A. (2018). Le journal de bord comme outil de terrain. Dans Piron, F., et Arsenault, É. *Guide décolonisé et pluriversel de formation à la recherche en sciences sociales et humaines*. Québec : Éditions science et bien commun. (Chap. 7, section 31)

Venne, J-F. (2023, 18-19 novembre). L'état du Québec 2024. Le Devoir, Cahier promotionnel E. https://inm.qc.ca/sites/inm.qc.ca/wp-content/uploads/2023/11/Cahier_special_Le_Devoir.pdf

Ville de Rosemère. (2018). *Politique de participation citoyenne* (p. 15) https://www.ville.rosemere.qc.ca/download.php?filename=Rosemere_PPC_FRA.pdf

Villes Régions Monde. (s. d.). Compte rendu – Montréal participe! Conversations sur les 20 ans de l'OCPM : Quels enseignements et quelles perspectives pour demain?. Consulté le 20 septembre 2023, à l'adresse <http://www.vrm.ca/compte-rendu-montreal-participe-conversations-sur-les-20-ans-de-locpm-quels-enseignements-et-queles-perspectives-pour-demain/>

Webler, T., Kastenholz, T., Renn, O. (1995). Public participation in impact assessment: A social learning perspective, *Environmental Impact Assessment Review*, Vol. 15, Issue 5, pp. 443-463.

White, M. et Epston, D. (2003). *Les moyens narratifs au service de la thérapie*. Bruxelles : Satas.

Wittmayer, J. M., & Schöpke, N. (2014). Action, research and participation: roles of researchers in sustainability transitions. *Sustainability science*, 9, 483-496.

Xypas, C. (2003). Introduction : Qu'est-ce que la citoyenneté ?. Dans : Constantin Xypas éd., *Les citoyennetés scolaires: De la maternelle au lycée* (pp. 281-290). Paris cedex 14: Presses Universitaires de France. <https://doi-org.sbiproxy.uqac.ca/10.3917/puf.meiri.2003.01.0281>

Yin, R. K. (2014). *Case study research: design and methods* (5e éd.). SAGE Publications.

Young, I. M. (2004). Situated knowledge and democratic discussions. In *The politics of inclusion and empowerment: Gender, class and citizenship* (pp. 19-35). London: Palgrave Macmillan UK.

Zarinpoush, F. (2006). Project evaluation guide for non profit organizations: Fundamental methods and steps for conducting project evaluation. Imagine Canada. Récupéré de http://sectorsource.ca/sites/default/files/resources/files/projectguide_final.pdf

Zetlaoui-Léger, J. (2022). *Urbanisme participatif*. In G. Petit, L. Blondiaux, I. Casillo, J.-M. Fourniau, G. Gourgues, S. Hayat, R. Lefebvre, S. Rui, S. Wojcik, et J. Zetlaoui-Léger (Éds.), Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la Participation, DicoPart (2e édition). GIS Démocratie et Participation. <https://www.dicopart.fr/urbanisme-participatif-2022>

Ziervogel, G., Cowen, A., et Ziniades, J. (2016). Moving from Adaptive to Transformative Capacity : Building Foundations for Inclusive, Thriving, and Regenerative Urban Settlements. Sustainability, 8(9), Article 9. <https://doi.org/10.3390/su8090955>

CERTIFICATION ÉTHIQUE

Ce mémoire a fait l'objet d'une certification éthique. Le numéro du certificat est 2023-1214.

ANNEXE 1 : GUIDE D'ENTREVUE POUR CITOYENS DE PETIT-SAGUENAY

Avant tout, je tiens à vous remercier de bien vouloir participer à cette étude. De ce fait, j'aurais besoin de votre consentement à participer. Avez-vous signé le formulaire d'information et de consentement ? Avez-vous des questions ?

Cette rencontre a pour objectif principal de recueillir votre expérience en tant que participants à la démarche *Créer le Petit-Saguenay de vos rêves*, comprenant toutes les activités de consultation qui ont eu lieu de Février à Juin 2022. L'entrevue se déroulera sous une forme de discussion plutôt que sous une forme journalistique; vous pouvez donc sans problème déborder des thèmes suggérés pour m'apporter toute information complémentaire que vous jugez pertinente. Les informations et impressions que vous allez me transmettre durant cet entretien permettront de comprendre l'utilité d'une telle démarche prospective dans une petite communauté comme la notre. Ainsi, nous pourrions évaluer s'il est pertinent de répliquer la démarche dans un autre village. De plus, les informations abordant les atouts et faiblesses d'activités précises auxquelles vous avez participé nous permettront d'affiner et d'améliorer nos pratiques.

L'entretien devrait durer environ 1 h et sera divisé en 3 grandes parties. La première visera à faire connaissance et mieux comprendre votre implication dans la vie municipale. La seconde partie est la plus importante. Elle vous permettra de m'expliquer ce que vous avez vécu en tant que participant au travers de la démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves*. La troisième partie abordera spécifiquement des atouts et faiblesses des activités de consultations auxquelles vous avez participé. Pour cela, je vous proposerais de compléter une grille d'analyse multicritères.

Répondez toujours au meilleur de vos connaissances. Ceci est une entrevue de recherche et non pas un examen. Il n'y a pas de bonnes ou mauvaises réponses. C'est votre réalité qui m'intéresse. Je vous rappelle que je vais enregistrer cette entrevue, afin de faciliter l'analyse des informations que vous allez me transmettre. Aussi, sachez que vous pouvez vous retirer du processus de la recherche durant l'entrevue ou quelques jours suivant l'entrevue.

Avez-vous des questions ? Pouvons-nous débiter l'entrevue ?

Partie 1 - Informations sur le participant

1- Parlez-moi un peu de vous.

- Âge, profession
- Depuis combien de temps habitez-vous à Petit-Saguenay ?
- Quelle est votre implication communautaire ?
- 2- Quelle est votre familiarité avec les démarches de participation citoyenne ?
- Aviez-vous déjà participé à une activité de participation publique ? Où ? Quel contexte ?
- En 2008, aviez-vous participé à la démarche *Rêver le village de Petit-Saguenay en 2020* ?
- 3- À quelle animation de la démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves* avez-vous participé ?
 - Arbre à souhait de Noël
 - Questionnaire sur la participation citoyenne (poste ou en ligne)
 - Marche-discussion avec le club de marche
 - Carnets d'expéditions pour petits explorateurs
 - Discussions de feu de camp
 - Vox pop au festival d'hiver
 - Jeu de dés de la transition au tournoi de hockey des entreprises
 - Atelier de réflexion au lancement de la politique MADA
 - Atelier de réflexion avec le comité touristique
 - Chasse aux coco pour enfants et distribution de semences à Pâques
 - Atelier *La Forêt des Frères* à l'école du Vallon
 - Dataviz à l'école du Vallon
 - Carnets d'expédition à l'école du Vallon
 - Questionnaires envoyés aux élèves de l'école secondaire Fréchette
 - Création d'une chanson avec la chorale
 - Tissage des enjeux prioritaires avec le cercle des fermières

- Dîner-discussion avec les agriculteurs
- Dispositif d'écriture à la Poste
- Concours de Phot-o-pinion
- Atelier créatif avec le centre d'artiste LE LOBE
- Atelier de synthèse

Partie 2 – Retour sur la démarche globale *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves*

3- Aviez-vous connaissance/conscience de l'existence de **la démarche** dans son ensemble ? (*question importante pour savoir si dans la suite de l'entretien il vaut mieux distinguer la démarche globale des ateliers auxquels la personne a participé. Si oui, la plupart des questions pourront être posés à propos de la démarche globale, mais aussi plus spécifiquement de chaque activité. Si non, les termes « démarche » et « activité » peuvent être utilisés de la même manière.*)

4- Comment avez-vous apprécié cette démarche ?

- Définir la démarche/activités en quelques mots
- Quels étaient les objectifs selon vous ?
- Par quel moyen de communication en avez-vous entendu parler ?
- Est-ce qu'elle était différente des autres consultations auxquelles vous avez participé ? Si oui, en quoi était elle particulière ?

5- Pensez-vous que cette démarche a permis de mobiliser voire remobiliser certains citoyens ?

- Avez-vous fait de nouvelles rencontres pendant les activités ?
- Quels effets a pu avoir le COVID sur une telle démarche/activités et inversement quels effets cette démarche/activités a pu avoir sur les personnes qui ont soufferts de la pandémie ?
- Dans quelle mesure cette démarche/activités a-t-elle participé à développer votre sentiment d'appartenance au village ?
- Est-ce qu'un quelconque désir de mobilisation/d'action est-il né en vous ?
- Avez-vous appris des choses sur la transition socioécologique ? Si oui, pensez-vous que c'est un sujet fédérateur pour une communauté ?
- Pensez-vous que ce genre de démarche/activité peut renforcer notre pouvoir d'agir collectif ? C'est-à-dire la capacité à agir concrètement, en tant que communauté, pour faire avancer ou développer les choses vitales et qui font sens pour vous.

- Finalement, considérez-vous que cette démarche/activité ait réussi à mobiliser le monde ?

6- Dans quelle mesure la démarche a-t-elle permis de toucher les publics les plus éloignées traditionnellement de la décision politique ?

- Pensez-vous que la démarche a permis de rejoindre des personnes qui ne se seraient jamais exprimées sinon ?
- Représentativité de la communauté : aurait-on oublié de rendre la démarche accessible à certaines personnes ?
- Est-ce que votre perception de la participation citoyenne a changé ?
- Comment avez-vous vécu les animations réalisées directement dans les clubs associations (intrusif, volontaire ?) ?
- Est-ce que la culture de participation dans le village aurait changé selon vous ?

7- La démarche a-t-elle permis de rapprocher les citoyens et l'équipe municipale ?

- Pensez-vous que cette démarche a permis de développer certaines de vos compétences (écoute, réflexion, écriture, etc.) ? Et chez les agents/élus ?
- Dans quelle mesure les décideurs ont une meilleure compréhension des besoins citoyens ?
- Est-ce que cela a amélioré vos connaissances sur les politiques publiques ?
- À quel point le processus était-il transparent à vos yeux ?
- Est-ce que votre confiance dans l'équipe municipale a changé ?
- Pensez-vous que la démarche a permis de faire rayonner Petit-Saguenay ?

8- Dans quelle mesure pensez-vous que cette démarche va structurer les futures actions et processus de la municipalité ?

- Quelle proportion des idées ressorties de la démarche vous semble innovante ?
- Quelle proportion des idées ressorties de la démarche vous semble concrète/réalisable ?
- Avez-vous lu le récit de vision ? Qu'en avez-vous pensé ? Est-ce que la vision établie semble commune et partagée ?
- Au-delà des politiques publiques qui sont alimentées grâce à ces idées/visions... pensez-vous qu'il y a d'autres retombées utiles ?

- Avez-vous ressenti de l'épuisement, un sentiment d'exploitation ou de surcharge de travail à un moment donné dans la démarche ?
- Pensez-vous que c'est plus ou moins laborieux d'élaborer la politique de même ?
- Finalement, est-ce que vous conseillerez à d'autres municipalités d'organiser ça dans leur village aussi ? Pourquoi ?

Partie 3 – Évaluation des différentes activités de la démarche

9- Pour chacune des activités auxquelles vous avez participé, qu'est-ce qui vous a motivé à y aller ?

- Qu'avez-vous pensé des activités auxquelles vous avez participé ?
- En avez-vous parlé avec d'autres citoyens après coup ?

10- Complétez la grille d'évaluation multi-critères (ci-jointe)

- Discuter des résultats et des choix pour approfondir certaines réponses

J'aurais terminé avec mes questions. Avez-vous d'autres éléments que vous aimeriez aborder ?

L'entrevue est terminée. Je vous remercie pour votre temps et vos précieuses informations.

ANNEXE 2 : RÉFÉRENTIEL D'ÉVALUATION DE LA DÉMARCHE CRÉER LE PETIT-SAGUENAY DE NOS RÊVES

Questions évaluatives	Critères	Sources
Dans quelle mesure la démarche, grâce à ses mécanismes innovants, a permis de (re)mobiliser certains citoyens ?	Dans le contexte post-pandémique, est-ce que la démarche a contribué à redonner envie ou confiance aux citoyens pour se joindre à des rencontres publiques ?	Verbatims
	Est-ce que les activités ont permis de créer des rencontres (mélange néo/natifs) ?	Verbatims
	Le sentiment d'appartenance au village s'est-il développé pour certains au travers de leur participation ?	Verbatims
	Un désir de mobilisation ou d'action est-il né de la démarche ?	Verbatims
	Est-ce la démarche a-t-elle permis de développer un certain <i>empowerment</i> de la communauté ?	Verbatims
	L'éducation et la sensibilisation autour de la TSE au travers de la démarche a-t-elle été fédératrice ?	Verbatims
Dans quelle mesure la démarche a-t-elle permis de toucher les publics les plus éloignés traditionnellement de la décision politique ?	Quelle proportion de citoyens de Petit-Saguenay a été rejointe au travers de la démarche ?	Chiffres (comparaison aux tendances nationales)
	Combien de nouveaux participants (hors du cercle des « toujours les mêmes ») ont été rejoints au travers de la démarche ?	Pourcentages + Verbatims
	Est-ce que la démarche est représentative de la communauté (âge, genre, etc.) ?	Chiffres (comparaison au recensement village) + Verbatims
	La démarche a-t-elle permis d'améliorer les compétences (écoute, tour de paroles, prises de notes, réflexion, etc.) de certains citoyens ?	Verbatims
	Est-ce que la conception et la perception des citoyens de la participation publique se sont améliorées grâce à la démarche ?	Verbatims
	Comment étaient perçues les animations réalisées directement dans les clubs associations... était-ce trop intrusif ?	Verbatims
	Est-ce que la culture de participation dans le village semble avoir changé depuis cette démarche ?	Verbatims

Dans quelle mesure la démarche va structurer les futures actions et démarches de la municipalité ?	Les idées citoyennes issues de la démarche sont-elles réellement prises en compte par les décideurs ?	Pourcentage (idées présentes dans plan d'action)
	Quelle proportion des idées ressorties de la démarche est nouvelle/innovante ?	Pourcentage (idées considérées comme créatives dans synthèse) + Verbatims
	Quelle proportion des idées ressorties de la démarche est concrète/réalisable ?	Pourcentage (idées considérées comme faisables dans synthèse) + verbatims
	Est-ce que la vision rédigée à la fin de la démarche est collective et partagée ?	Verbatims
	La démarche aurait-elle créé des sentiments d'épuisement, d'exploitation ou de surcharge auprès des citoyens ?	Verbatims
	Pour les agents et élus, est-ce plus ou moins laborieux d'élaborer des politiques publiques de cette manière ?	Verbatims
	Quel est le rapport effort-retombées ?	Chiffres (comparaison à la démarche de 2008)
	La démarche a-t-elle permis de rapprocher les citoyens et l'équipe municipale ?	Est-ce que les décideurs ressortent avec une meilleure compréhension des besoins citoyens ?
Est-ce que les citoyens ressortent avec une meilleure compréhension des politiques ?		Verbatims
La démarche a-t-elle permis une montée en compétences des agents et/ou élus ?		Verbatims
Est-ce que la démarche était considérée comme transparente, aux yeux de tous ?		Chiffres (synthèse, résumé, compte-rendu publics)
A-t-on assisté à un renforcement de la confiance dans l'équipe municipale, de la part des citoyens, mais de l'équipe municipale aussi en elle-même ?		Verbatims
La démarche a-t-elle permis de faire rayonner la municipalité ?		Verbatims

ANNEXE 3 : GRILLE D'ÉVALUATION MULTICRITÈRES (UTILISÉE LORS DES ENTREVUES)

NOM RÉPONDANT : _____ <i>Il y a peut-être des effets dont nous avons déjà parlé au courant de notre entretien et d'autres non.</i>										
<p>0 : Pas d'avis 1 : Pas d'accord 2 : Peu d'accord 3 : D'accord 4 : Complètement d'accord</p>	<div style="display: flex; justify-content: space-between;"> Arbre à souhaits de Noël Chasse aux cocos Questionnaire sur la participation citoyenne Marché-débat aux adolescents de l'école secondaire Carnets d'expédition en autonomie à l'école primaire Discussion sortie pêche blanche Vox Pop au festival d'hiver Dés au tournoi de hockey des entreprises Atelier au lancement de la politique MADA Atelier la Forêt des Frères à l'école primaire Création de chanson avec la chorale Atelier créatif final avec le LOGIC Carnets d'expédition Écriture finale à l'école primaire Phot-o-philo Tissons nos enjeux avec le Cercle des Fermières Dîner avec les agriculteurs Synthèse participative </div>									
N'EFFET	sur la politique (contenu, connaissances, ouverture)									
1	Permet une meilleure connaissance des besoins et des attentes des citoyens									
2	Crée des occasions de débats									
3	Apporte de nouvelles idées innovantes									
4	Retarde l'élaboration des politiques									
5	N'apporte que des modifications mineures aux décisions									
sur la municipalité (image, légitimité, etc.)										
6	Améliore l'image de la municipalité									
7	Améliore la confiance des citoyens envers la municipalité									
8	Légitime les actions de la municipalité dans ses domaines de compétence									
9	Favorise seulement les critiques et postures d'opposants									
10	Mets des citoyens mal à l'aise									
sur le projet (élaboration des politiques)										
11	Améliore la perception du concept de participation citoyenne									
12	Améliore la connaissance des participants sur la politique									
13	Crée des surcoûts									
14	Crée une surcharge de travail pour les employés municipaux et élus									
15	Crée un sentiment d'exploitation ou d'épuisement chez les participants									
16	Permet d'entendre des personnes qu'on n'entend pas souvent dans la vie municipale									
sur les participants										
17	Crée du lien social entre participants									
18	Favorise les initiatives et compétences citoyennes									
19	Légitime les associations ou les collectifs de citoyens									
20	Renforce la reconnaissance et la notoriété des participants									
21	Crée des tensions entre participants									
22	Permet de passer un vraiment bon moment									
23	Améliore les connaissances des participants sur la TSE									
24	Améliore les compétences des participants (écoute, prise de notes, réflexion, etc.)									
Autre rubriques ?										
25	_____									
26	_____									
27	_____									
28	_____									
29	_____									

ANNEXE 4 : ARBRE THÉMATIQUE NVIVO

Nœuds	Fichiers
ANIMATIONS	13
Mécanismes d'animation	0
Cercles de clôture	4
Introduction	1
Sous-groupes	1
Public ciblé	13
Autonome	2
Carnet d'expédition en sentier	2
En ligne	6
Questionnaire sur la participation citoyenne	6
Exterieur	8
Carnet d'expédition à l'école primaire	2
Chasse aux cocos	7
Marche-discussion	3
Intellectuelle	8
Atelier au lancement de la politique MADA	5
Atelier au lancement du plan marketing territorial	4
Diner-discussion avec les agriculteurs	6
Questionnaire aux adolescents de l'école Fréchette	2
Ludique	10
Création de chanson avec la chorale	3
Dataviz à l'école primaire	2
Dés au tournoi de hockey	7
Lecture à l'école primaire	4
Tissons nos enjeux avec les fermières	3
Tout public	12
Autonome	3
Écrire une lettre au futur maire	2
Phot-o-pinion	1
En ligne	0
Exterieur	7
Arbre à souhaits de Noël	7
Vox pop	2
Intellectuelle	7
Synthèse participative	7
Ludique	5
Atelier créatif LOBE	5
DÉMARCHE GLOBALE	12
Analyse SWOT	12
Faiblesses (interne)	9
Limites	7
Manques	7
Risques	6
Forces (interne)	12
Approches	12
Communication	9
Public varié, complémentarité animations	10
Réseau d'acteurs	7
Menaces (externe)	7
COVID effet antagoniste	7
Difficile d'évaluer les effets de la participation citoyenne	3
Effets	11
sur la municipalité	9
sur les participants	10
sur les politiques	11
Perspectives répliation démarche	9
Oui...	6
... Mais...	7
... Besoin d'un guide d'élaboration	3
Rapport efforts retombées	6
Ressources	4
Temps	2
FACTEURS DE PARTICIPATION	7
Nouvelles idées à partager avec la municipalité	3

ANNEXE 5 : GRILLE D'ANALYSE DES ACTIVITÉS DE LA DÉMARCHE CRÉER LE PETIT-SAGUENAY DE NOS RÊVES

Groupes	Homogènes										Hétérogènes						
	Informelle					Formelle					Informelle		Formelle				
Type	A&E	A&EL	E	L	I	A	A&EL	A&E	E	L	I	A	A&EL	A&E	E	L	I
sur la politique (contenu, connaissances, ouverture)																	
Permet une meilleure connaissance des besoins et des attentes des citoyens	x	xx	x	x	x	x	x	x	x	x	x						xx
Permet de cibler les ontologies de l'humain par rapport à la nature	x																
Laisse place au débat																	
Permet de prioriser																	
Améliore le contenu des politiques	x		xx	xx	xx	xx	xx	xx	xx	xx	xx						
Permet de comprendre les canaux de communications	xx																
Données qui font appel à l'affect																	
Bonnes données grâce au cadre scolaire		xx		xx	xxx												
Sollicite l'intelligence collective																	
Présence d'un expert externe																	
Créer des attentes																	
A peu d'impacts sur le contenu de la politique	xx	xxx	xx	xx	xx	xx	xx	xx	xx	xx	xx						
Difficile d'avoir des données réalistes																	
Ne permet pas d'être en intelligence collective	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x						
sur la municipalité (image, légitimité, etc.)																	
Améliore l'image de la municipalité																	
Améliore la confiance des citoyens envers la municipalité																	
Légitimise les actions de la municipalité dans ses domaines de compétence	x																
Fait découvrir le territoire	x	x	x	x													
Encourage l'économie locale																	
Favorise les critiques et postures d'opposants	x																
Met des participants mal à l'aise																	
sur le projet (élaboration des politiques)																	
Améliore la perception du concept de participation citoyenne																	
Améliore la connaissance des participants sur la politique																	
Fait gagner du temps dans l'élaboration des politiques	x																
Fait connaître la démarche																	
Permet d'entendre des personnes qu'on n'entend pas souvent dans la vie municipale	x	x	xx	xxx	x	xx	xx	x	xx	xx	xx						
Permet de rejoindre du monde de l'extérieur	x																
Combinaison avec les besoins d'autres acteurs																	
Polyvalent, adaptable dans l'action																	
Profite d'une fête nationale																	
Profite d'un événement existant																	
Mobilisatrice																	
Permet de synthétiser et analyser des données																	
Dubils dans les invitations																	
Niveau de participation faible ou nul	x																
Ne permet pas d'entendre la voix de chaque participant																	
Difficile mobilisation des leaders																	
Non participation ou rétention de l'ensemble du public présent																	
Demande beaucoup d'efforts financiers																	
Demande beaucoup d'efforts humains																	
Risques de pertes ou d'interprétation de données	x																
Manque de suivi																	
Manque d'informations pour faire le lien avec le projet	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x						
Manque de temps																	
Risque de collaboration avec milieu des arts, avec organismes peu connus																	
Conditions météorologiques incontrôlables	x	x	x	x													
sur les participant-es																	
Crée du lien social entre participants (par l'action)																	
Crée du lien social entre participants (par les échanges)	x																
Favorise les initiatives et compétences citoyennes (qu'ils ont déjà)																	
Légitimise les organismes, associations ou collectifs de citoyens																	
Permet de passer un vraiment bon moment	x																
Améliore les connaissances des participants sur la TSÉ																	
Améliore les compétences des participants (écoute, prise de notes, réflexion, connexion à la nature etc.)	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x						
Favorise l'activité physique	x	x	x	x													
Sensibilise aux bienfaits de la nature	x	x															
Permet de se sentir écouté																	
Désir d'actions né de l'activité																	
Renforce le sentiment d'appartenance																	
Attise la curiosité, donne envie																	
Mobilise d'autres formes d'intelligence	x																
Permet de s'approprier la démarche et les données																	
Réciprocité																	
Demande un effort de participation	x	xx	x														
Expérience hétérogène selon les participants																	
Participants s'influencent entre eux																	
Ne favorise pas les échanges entre participants	x																
Crée un sentiment d'incompréhension ou d'incapacité (consignes, vocabulaire trop compliqués, etc.)	x																
Manque d'un contact direct avec les participants	x																
Peut créer un sentiment d'exploitation ou d'épuisement chez les participants																	
sur les animateur-rices																	
Aide à aller vers les gens	N.A	N.A															
Activité clef en main	N.A	N.A															
Challenge certains animateurs, les sort de leur zone de confort	N.A	N.A	x	x													
Met en valeur le rôle important des animateurs	N.A	N.A															
Permet une animation en interne	N.A	N.A															
Demande un effort de retranscription des données																	
Demande un effort de tri des données préalable	N.A	N.A															
Peut mettre des animateur-rices mal à l'aise	N.A	N.A															

LÉGENDE	
L	Activité ludique
A	Activité en autonomie
E	Activité en extérieur
I	Activité intellectuelle
EL	Activité en ligne
x	propos modéré dans les entrevues
xx	propos fort dans les entrevues
xxx	propos très fort dans les entrevues
+/-	propos divergents dans les entrevues
x	rajout personnel
Couleur claire	Point positif
Couleur foncée	Point négatif

ANNEXE 6 : TABLEAU DE TRAVAIL DES LIEUX POTENTIELS DE RENCONTRES AVEC LA POPULATION DE PETIT-SAGUENAY

	Priorisation		Activités							Contact privilégié	Idées d'atelier	
	Petit-Saguenay	Grand Dialogue	Nom	Lieux	Date	Heure	Modalités	régulières	ponctuelles			
Tous les citoyens		Oui Très intéressant	Sapin de Noël de vœux	Devant casse-croûte	11 décembre	12h30	en extérieur		x			
		Oui, pour optimiser le Dataviz		Bureau de poste	lundi au vendredi	9h-12h et 13h-15h		x		Jean : claudie breton	"Ecris-toi une lettre pour dans 10 ans"	
		Oui, beau lieu de voxpop	Carnaval de l'hiver			25 février au 6 mars	toute la journée	en extérieur		x		Vox pop, galaviz
	Les "gens de la place" (anciennes familles, qui ont déjà leur cercles d'amis)	Se retrouvent chez eux, peu impliqués donc prioritaires										Moyens de les rejoindre : porte à porte ou par voix postale, selon Lisa (directrice générale municipalité) Se faire inviter chez les gens.
Agents municipaux	Peut se faire dans un second temps		Réunions hebdomadaires	municipalité	Lundi	9h am		x				
Conseiller municipaux	Peut se faire dans un second temps		Conseil municipal	municipalité	Premier lundi du mois			x				
Comité touristique de Petit-Saguenay (entreprises touristiques, d'hébergement)	Indispensable pour le développement		présentation plan marketing territorial		Février ?				x		Petit atelier lors de la présentation?	
CDDAT (Comité de développement durable et d'aménagement du territoire)	Peut se faire dans un second temps	Oui, stratégique.	reunion mensuelle	municipalité	2ème mercredi du mois			x			Petit atelier lors d'une rencontre? Activité Machine à café?	
Personnes âgées	*** Population principale/représentative le plus du village donc prioritaires	Oui, pour enfin tester cette activité!	Club de marche	sentier/aréna	mardi	1h pm	marche en extérieur puis café	x		Ginette	Activité Club de marche: on donne un thème, les gens en discute en marchant, et on collecte style vox pop au retour	
		Oui, ludique!	Club de l'âge d'or	arena	mardi et jeudi	pm	jeux de poches et cartes	x			jeux de poche thématique : où tu pognes un thème et tu dois parler de ce sujet	
			Présentation politique MADADA	Eglise	42 janvier					x		
			ludique !	Pratiques de la chorale	église	lundi	1h pm		x		Jean	On lance le défi à la chorale de nous écrire une chanson sur leur village rêvé ! Peut-être écrire des paroles sur un arrangement déjà connu à la place? Saver du temps et est tout aussi pertinent pour les données!
				Entraînement danse en ligne	sous sol église	mercredi	1h pm		x		Ester houde	Activité de danse en ligne ludique thématique : "plutôt ci ou plutôt ça ?" -> se positionner sur la bonne ligne (selon sa réponse) pour danser
			Oui	Messe de la Fabrique et comité pastorale	église	dimanche, une semaine sur deux	11h am		x			tester quelque chose sur le perron de l'église, après la messe
			Oui, nouvelle approche, plus lente	Cercle des fermières	sous-sol église	toutes les semaines	soirs		x		Jacynthe Gagnon	Atelier de discussion libre?
Enfants du primaire	** Jamais consultés donc prioritaires	Oui, on a déjà tout le matériel	Ludothèque, bibliothèque	École du Vallon				x			Activités développées dans la voix des jeunes? La biblio hors sentiers: lecture et Dataviz Activités communes parents/enfants (profiter du peu d'élèves par classe)	
			joujouthèque	Aréna				x			Dataviz?	
		Oui, on a déjà tout le matériel	service de garde	École du Vallon				x		Léa (responsable service de garde, conseillère municipale)	Dataviz école (Elizabeth) : défi âges différents Coin-coin? Les dés?	
Adolescents	*** Difficiles à aller chercher donc prioritaires	Oui, approche novatrice d'un public peu accessible, alors qu'ils sont captifs!		École secondaire Fréchette à l'Anse-Saint-Jean, maison des jeunes, patinoire, marches de l'église, skate-parc, parc, quai marin, terrain de soccer, Petit groupe de plein air (avec Mia) mercredi soir après l'école, Hockey mercredi à l'aréna - 20aine, groupe de "filles actives" (mié) - 30aine, art visuel le midi, imprimante 3D, gouvernement étudiant (toutes les deux semaines), comité de vie étudiante, groupe de cuisine de filles, les filles de volley-ball (Félicia)				x		l'AGIR Francis, sportif de rue il a beaucoup de contacts avec les jeunes (intervenant) Intervenant de la maison des jeunes Emilie Savard (école)	- Prendre place dans l'autobus (passer par la Commission Scolaire) - Donner du chocolat chaud à la patinoire (les jeunes aiment les trucs gratuits, ça permet d'avoir un premier contact). On pourrait mettre le data viz à la patinoire (où les gens mettent leurs patins) - Le sportif de rue fait beaucoup d'activités sportive avec les jeunes. On pourrait se joindre à son activité. - Soirée pizza au skate parc - Projection en plein air (Courts-métrage Regard) - Offrir un transport pour une journée de ski au Mont-Édouard (on peut leur parler dans l'autobus et sur l'heure du dîner) -> Passer par LA PÉRIODE DE LECTURE (8h30 à 8h45) à l'école, et non par les activités para-scolaire pour rejoindre tout le monde et c'est le moment propice.	
Sportifs	Oui, public moins facile d'accès		Patinoire	arena	Tous les soirs			x				
			Coupe des entreprises	arena	11/12 mars				x			
			Tournoi 5x5 hockey	arena	5/6 février					x		
Nouveaux arrivants	** nouvelles ressources humaines, important de comprendre leurs motivations, vision pour le village avec regard neuf		Distribution guide du nouvel arrivant		février				x		Bon moment pour leur demander un souhait par rapport à leur nouveau coin de pays, peut-être dans le thème Autre à souhaité (sans être un sapin de Noël, peut être simplement une affiche aussi, une map de Petit-Saguenay)?	
			5 à 7 avec bouches micro pour poser des questions	arena	février				x	Manon	Animation d'une activité de dialogue Assemblée de microbrasserie	
Futurs résidents (écoquartier)			Fin de semaine à Petit-Saguenay avec les architectes		Janvier		en personne		x			
			Un jeudi soir sur deux				zoom	x			Atelier de vision?	
Scierie	gras potentiel, préoccupations environnementales	Oui, synergie avec la voix des travailleurs	Célébration historique, mémoire / inauguration scierie / remerciement investissement Frédéric		printemps 2022 ?		Évènement à organiser par municipalité ?		x	Syndicats, RH, parti de Noël	Voit avec Alix ? Dataviz ?	
Agriculteurs	préoccupations environnementales									Eliane (agricultrice et conseillère municipale)	Combiner visite d'une ferme + atelier de discussion (vision + semer/faner/croître) Durant marché fermier ou autre activité: vox pop, galaviz / Marché fermiers ?? / Fête des semences? / Activités ou formations prévues? / Visite d'une ferme/ Peut-être dans un magasin d'équipements ou autres?	
Association chasse et pêche	rivière, colonne vertébrale du village, très importante	Oui, public moins facile d'accès								sebastien	Magasin d'articles de chasse et pêche? Lieu d'enregistrement des prises? Activité extérieure sur le bord de la rivière?	
Cuisine collective		Facile vu qu'on a déjà une assemblée de cuisine testée	Inauguration des cuisines collectives	École du Vallon	?					clara, elias, maison des familles de la baie	Vox pop adapté, Assemblée de cuisine en présentiel!	

ANNEXE 7 : FORMULAIRE D'INFORMATION ET DE CONSENTEMENT

1 TITRE DU PROJET

Évaluation de mécanismes participatifs innovants dans l'élaboration de politiques publiques en milieu rural : une étude de cas à Petit-Saguenay.

2 RESPONSABLE(S) DU PROJET DE RECHERCHE

2.1 Responsable

Juliette Charpentier, étudiante-chercheuse

2.2 Direction de recherche

Olivier Riffon, professeur en éco-conseil

3 SOURCE DE FINANCEMENT

Ce projet est financé par le programme Mitacs.

4 PRÉAMBULE

Nous sollicitons votre participation à un projet de recherche. Cependant, avant d'accepter de participer à ce projet et de signer ce formulaire d'information et de consentement, veuillez prendre le temps de lire, de comprendre et de considérer attentivement les renseignements qui suivent.

Ce formulaire peut contenir des mots que vous ne comprenez pas. Nous vous invitons à poser toutes les questions que vous jugerez utiles à l'étudiante-chercheuse responsable du projet ou aux autres membres du personnel affecté au projet de recherche et à leur demander de vous expliquer tout mot ou renseignement qui n'est pas clair.

5 DESCRIPTION DU PROJET DE RECHERCHE, OBJECTIFS ET DÉROULEMENT

5.1 Description du projet de recherche

Cette recherche est réalisée dans le cadre d'une maîtrise en Études et interventions régionales à l'Université du Québec à Chicoutimi. Elle vise à évaluer la démarche « Créer le Petit-Saguenay de nos rêves » et plus spécifiquement les activités qui ont été mises en place pour faire rêver les citoyens de Petit-Saguenay quant à l'avenir de leur village. L'objectif est d'évaluer l'utilité de la démarche, c'est-à-dire l'atteinte des objectifs et effets attendus par la municipalité, mais aussi son efficacité, c'est-à-dire le rapport entre les efforts (coûts) et les retombées (résultats). Au final, cette recherche devrait nous permettre de savoir s'il serait pertinent de répliquer la démarche dans d'autres villages au Québec et aussi d'améliorer les pratiques du Grand Dialogue pour leurs prochaines animations dans la région.

5.2 Objectif(s) spécifique(s)

Cette étude comprend trois objectifs principaux :

- Identifier les facteurs de participation qui semblent motiver les personnes habituellement éloignées des espaces de

discussion ou de décision ;

- Identifier les atouts et faiblesses de chaque type de mécanismes d'animation évalués au sein de la démarche Créer le Petit-Saguenay de nos rêves ;
- Mesurer l'utilité et l'efficacité de la démarche « Créer le Petit-Saguenay de nos rêves » par rapport aux effets attendus et les efforts mis en place.

5.3 Déroulement

- Si ce n'est pas déjà fait, au préalable de l'entrevue, l'étudiante-chercheuse vous conseille de lire le récit de vision collectif qui se trouve sur le site internet de la municipalité à la fin de l'article « Les résultats de la démarche *Créer le Petit-Saguenay de nos rêves* ».
- À la suite de l'obtention de votre consentement à participer, l'entrevue de recherche se tiendra une seule fois et elle sera d'une durée approximative de 60 à 90 minutes.
- L'entrevue pourra avoir lieu en visioconférence (plateforme Zoom), par téléphone, sur votre lieu de travail, ou encore dans un local de rencontre de l'UQAC ou de la municipalité de Petit-Saguenay, selon ce qui vous convient le mieux.
- Afin de favoriser la tenue d'un échange souple, de faciliter l'écoute de l'étudiante-chercheuse, de relater vos propos de façon juste et précise et de faciliter l'analyse de vos informations, l'entrevue de recherche sera enregistrée en format audio-vidéo ou à l'aide d'un enregistreur numérique.
- L'entrevue sera menée à l'aide d'un guide d'entretien flexible et évolutif. Il vous sera demandé de répondre à des questions ou de donner vos impressions sur des thèmes et sous-thèmes définis d'avance. Toutefois, vous serez libre d'aborder d'autres sujets non prévus, si vous les jugez utiles à la recherche et à la bonne compréhension de l'étudiante-chercheuse.

6 AVANTAGES, RISQUES ET/OU INCONVÉNIENTS ASSOCIÉS AU PROJET DE RECHERCHE

La recherche n'entraîne pas de risque ou de désavantage prévisible pour le participant, hors d'avoir à consacrer le temps nécessaire pour participer à ce projet. Vous ne retirerez aucun bénéfice personnel de votre participation à ce projet de recherche. Toutefois, les résultats obtenus pourraient contribuer à l'avancement des connaissances dans ce domaine.

7 CONFIDENTIALITÉ, DIFFUSION ET CONSERVATION

7.1 Confidentialité

Soyez assuré que toutes les informations recueillies dans le cadre de cette recherche seront confidentielles et ne pourront en aucun temps permettre à des personnes extérieures à la recherche de vous identifier, vous ou vos proches.

Seule l'étudiante-chercheuse connaîtra votre identité, puisque toutes les données seront rendues anonymes par l'utilisation d'un code qui vous sera attribué et sera utilisé sur tous les documents en lien avec la recherche.

Si l'entrevue est réalisée via la plateforme Zoom, seul le format audio des entrevues enregistrées sera conservé pour le traitement des données. Les autres formats seront immédiatement supprimés suite au téléchargement. Les fichiers audios seront transférés sur un lecteur Flash USB avant d'être supprimés de l'environnement Zoom.

Seule l'étudiante-chercheuse responsable du projet aura accès au lecteur (conservé à domicile). Finalement, le contenu du lecteur sera protégé à l'aide d'un mot de passe.

7.2 Consultation de vos données

De manière générale, les données recueillies auprès d'un participant lui appartiennent (ses informations personnelles, ses propos, ses réponses, etc.). Dans cette optique, vous avez le droit d'avoir accès aux données que vous avez transmises à l'étudiante-chercheuse. Vous pourrez en faire la demande à la fin de l'entrevue, ou a posteriori par courriel à l'étudiante-chercheuse. Elle vous enverra une copie de la retranscription complète de votre entrevue par courriel.

7.3 Diffusion

Les données recueillies serviront à la production d'un mémoire de maîtrise et pourraient, éventuellement, servir à des fins de communications scientifiques orales ou écrites. Dans tous les cas, aucune information nominale vous concernant ne sera divulguée.

7.4 Conservation

Tous les documents ayant servi à la recherche (guide d'entrevue, notes de recherche, transcriptions d'entrevues, etc.) seront conservés pour une durée de 7 ans, en vertu de la Règle 3 du calendrier de conservation des documents administratifs de l'UQAC. Ils seront par la suite détruits selon les normes en vigueur à l'UQAC.

8 PARTICIPATION VOLONTAIRE ET DROIT DE RETRAIT

Votre participation à ce projet de recherche est volontaire. Vous êtes donc libre d'accepter ou de refuser d'y participer. Vous pouvez également vous retirer de ce projet sans avoir à donner de raisons, en faisant connaître votre décision à l'étudiante-chercheuse responsable, et ce, sans qu'il y ait de préjudices. Ceci dit, comme les données recueillies seront anonymisées (et qu'il sera impossible de vous associer aux informations partagées une fois l'analyse des données commencée), le retrait devra se faire en amont, durant l'entrevue ou quelques jours suivant l'entrevue. Enfin, toute nouvelle connaissance acquise durant le déroulement du projet qui pourrait affecter votre décision de continuer d'y participer vous sera communiquée sans délai par courriel.

9 INDEMNITÉ COMPENSATOIRE

Aucune rémunération ou indemnité compensatoire ne sera remise lors de ce projet.

10 PERSONNES-RESSOURCES

Si vous avez des questions concernant le projet de recherche ou si vous éprouvez un problème que vous croyez relié à votre participation au projet de recherche, vous pouvez communiquer avec l'étudiante-chercheuse responsable du projet aux coordonnées suivantes : 418-924-9034 ou juliette.charpentier1@uqac.ca

Vous pouvez également contacter le directeur de ce projet de recherche, monsieur Olivier Riffon, aux coordonnées suivantes : 418-545-5011 post 2444 ou Olivier_Riffon@uqac.ca

Pour toute question d'ordre éthique concernant votre participation à ce projet de recherche, vous pouvez communiquer avec le Comité d'éthique de la recherche (par téléphone au 418-545-5011 poste 4704 (ligne sans frais : 1-800-463-9880 poste 4704) ou par courriel à l'adresse cer@uqac.ca

11 CONSENTEMENT DU PARTICIPANT

- Je consens à participer à ce projet de recherche aux conditions qui y sont énoncées. Je comprends que je suis libre d'accepter de participer et que je pourrai me retirer de la recherche avant, pendant ou juste après l'entrevue si je le désire, sans aucun préjudice ni justification de ma part. Une copie signée et datée du présent formulaire d'information et de consentement m'a été remise.

Dans le cadre du projet intitulé *Évaluation de mécanismes participatifs innovants dans l'élaboration de politiques publiques en milieu rural : une étude de cas à Petit-Saguenay*, j'ai pris connaissance du formulaire d'information et de consentement et je comprends suffisamment bien le projet pour que mon consentement soit éclairé. Je suis satisfait des réponses à mes questions et du temps que j'ai eu pour prendre ma décision.

Nom et signature du participant

Date

Signature et engagement du chercheur responsable du projet

Je certifie avoir moi-même, ou un membre autorisé de l'équipe de recherche, expliqué au participant les termes du présent formulaire d'information et de consentement, répondu aux questions qu'il a posées et lui avoir clairement indiqué qu'il pouvait mettre un terme à sa participation avant, pendant ou juste après l'entrevue, et ce, sans préjudice. Je m'engage, avec l'équipe de recherche, à respecter ce qui a été convenu au formulaire d'information et de consentement et à en remettre une copie signée au participant à cette recherche.

Nom et signature de la chercheuse responsable du projet de recherche

Date



Le Grand dialogue

Guide méthodologique pour le Synthèse-o-thon
Expérience de synthèse citoyenne sérieusement festive

VERSION EXPÉRIMENTALE – 31 MARS ET 1^{ER} AVRIL 2022

Objectifs de ce document

Ce document a été produit pour participer aux activités collaboratives d'analyse des données du Grand dialogue, que ce soit à l'animation, à la prise de notes ou à la synthèse.

Il vise particulièrement à :

- Rappeler l'éthique du dialogue rythmant les échanges ;
- Présenter le contexte des activités de synthèse ;
- Expliquer la méthodologie de synthèse et les outils d'analyse proposés ;
- Définir les thèmes clés qui accompagnent l'analyse.

Éthique du dialogue

L'éthique du dialogue établit des conditions favorables à la discussion, piliers de nos échanges. Quatre bases de l'éthique du dialogue nous guideront :

- L'écoute au centre
- La parole bienveillante
- L'inclusion
- L'accueil des émotions

En action, voici comment se traduit l'éthique du dialogue :

- Nous pouvons exprimer nos idées, sans gêne et sans crainte
- Nous devons écouter les idées des autres, sans jugement et sans critique
- Nous discutons pacifiquement, dans le respect des personnes
- Nous ne tentons pas d'avoir raison, et nous avons le droit de ne pas être d'accord
- Nous valorisons la diversité de points de vue
- Nous laissons parler ceux et celles qui parlent moins, et suggérons des pauses à ceux et celles qui parlent plus
- Nous tentons d'intégrer les idées de tout le monde dans notre compte-rendu
- Nous remercions la personne qui anime et celle qui prend les notes
- Nous sommes à l'écoute du groupe, nous accueillons les émotions avec bienveillance et empathie, nous prenons soin de nous.

Pour en savoir davantage, écoutez cet extrait sonore : <https://bit.ly/3uDUlpx>

Mise en contexte : le projet d'un Grand dialogue

Le Grand dialogue pour la transition socio-écologique est une initiative citoyenne, accompagnée par des chercheuses et des chercheurs, qui vise un changement social radical à travers l'animation d'un dialogue régional.

L'objectif du Grand dialogue est de mobiliser la population, et d'animer un dialogue positif et inclusif sur l'avenir de la région, pour coconstruire une vision mobilisante et partagée de notre futur, puis d'élaborer une feuille de route régionale pour la transition socio-écologique.

Le Grand dialogue expérimente des mécanismes collaboratifs et participatifs de mobilisation, d'animation, de concertation, de recherche et de prise de décision. L'initiative mobilise des centaines de citoyen-ne-s et plusieurs d'organisations régionales.

Depuis mars 2021, le Grand dialogue a réalisé des dizaines d'animations de manière virtuelle, sur le terrain, dans des classes, etc. Ces activités ont permis à plus de 2000 personnes de partager leurs rêves, aspirations et idées autour de 21 thématiques associées à notre vie individuelle et collective.

Toutes les idées, rêves et propositions recueillies serviront à alimenter une vision nouvelle de notre région et seront diffusées au courant de la prochaine année. Eu vue de cette diffusion, nous devons analyser l'ensemble de ces données récoltées ! Et aujourd'hui, nous vous proposons de participer à une première séance collective d'analyse et de synthèse, pour donner du sens aux rêves partagés pendant les animations !

Objectifs des activités de synthèse citoyenne

Pourquoi faire participer la collectivité à la démarche ?

Le Grand Dialogue veut agir comme porte-voix du plus grand nombre de citoyennes et de citoyens de la région, dans le but de faire entendre leurs préoccupations et leurs aspirations pour l'avenir. Il est donc cohérent d'inviter ceux et celles qui ont déjà participé au processus, notamment au traitement des données à l'exercice d'analyse. C'est une immersion à la découverte des rêves et projets citoyens.

À quoi va servir l'analyse des données ?

Des milliers de propositions citoyennes ont déjà été récoltées, en lien avec nos 21 thématiques. L'objectif de l'activité est de synthétiser les données afin que le contenu soit accessible et cohérent. Une fois synthétisées, une proposition de vision régionale pourra prendre forme. Ce sera notre destination, notre guide pour la préparation de la feuille de route pour la transition socio-écologique, mais aussi pour élaborer de futures activités.

Les données synthétisées pourront servir à la diffusion des aspirations des gens de la région dans le milieu politique, mais également dans les diverses organisations et entreprises présentes sur le territoire afin de les inciter à procéder à des changements cohérents avec les volontés citoyennes.

Déroulement et méthodologie

Les activités de synthèse citoyenne du Grand dialogue explorent une méthode de recherche unique et originale, qui permet à chacun et chacune de plonger et de s'immerger dans l'analyse des données récoltées lors des animations.

L'équipe d'accompagnement a tenté de faire une activité de synthèse ludique pour analyser un certain nombre de données ciblées. Cette méthodologie sera testée dans un premier temps en groupe restreint afin de valider les modes de fonctionnement. Par la suite, des exercices de synthèse citoyenne pourront être reproduits sur le territoire et déployés dans un événement de synthèse de plus grande envergure.

La méthodologie retenue se déploie en cinq étapes, qui sont présentées ici (un exemple concret d'analyse est aussi disponible à l'Annexe 1).

Étape 0 : Accueil et brise-glace (15 min)

Accueil

À votre arrivée à l'évènement, vous serez invité-e à former une équipe de synthèse qui devrait idéalement compter de 4 à 5 personnes.

À noter que chaque équipe sera accompagnée par une à deux personnes de l'équipe de soutien. Ces personnes auront des rôles spécifiques, visant à faciliter et encadrer l'exercice :

- Animation : Gérer les tours de parole, s'assurer du bon déroulement des différentes étapes de la méthodologie, appliquer l'éthique du dialogue.
- Prise de notes : Consigner les résultats de l'exercice de synthèse.

Une fois votre équipe formée, on vous proposera des ensembles de données, portant sur différents thèmes. Vous aurez à faire le choix des données à traiter. On vous remettra alors une série de 100 à 150 énoncés, que vous devrez analyser et synthétiser.

Brise-glace

En équipe, on vous invite d'abord à faire un tour de table pour vous présenter. Simplement mentionner votre nom, et d'où vous venez.

Ensuite, vous êtes amenés à réfléchir à une question brise-glace qui serait intéressante à poser. Vous recevrez ensuite une question brise-glace en provenance d'une autre équipe. Vous êtes invités à répondre à la question brise-glace avec votre équipe.

Étape 1 : Imprégnation

(10 min)

Cette première étape d'analyse est individuelle.

On vous invite tout d'abord à prendre connaissance de l'aire de jeu, soit la feuille sur laquelle vous aurez à trier et séparer les différentes idées. Si vous avez des questions à ce stade, vous pouvez demander des explications à une personne de l'équipe de soutien.

On vous invite ensuite à prendre le temps de lire tous les énoncés (les 100 à 150 énoncés que vous avez reçus par équipe) afin de vous en imprégner.

Pendant cette première lecture, posez-vous les questions suivantes :

- Quels grands thèmes ou catégories ressortent à la première lecture ?
- Quels sont les énoncés plus saugrenus, qui détonnent ou qui paraissent plus originaux ?
- Quels sont les énoncés transversaux ou qui touchent à plusieurs thématiques, qui pourraient en englober plusieurs ?

Notez vos observations sur une feuille.

** Si d'autres questions émergent, veuillez les noter sur une feuille à part et les garder pour la suite...

Étape 2 : Analyse et classement

(90 minutes)

Une fois que tout le monde a pris connaissance des énoncés, il sera temps de partager vos idées et d'analyser les données en équipe.

À cette étape, vous prenez les énoncés un par un, et vous tentez de les classer sur l'aire de jeu. L'élément crucial, à cette étape, est de définir les catégories qui vous permettront de classer et trier vos énoncés. Petit conseil : écrivez les noms des catégories au crayon de plomb, il se peut que vous ayez à les modifier en cours de route!

Idéalement, vous arriverez à créer une douzaine de catégories, dans lesquelles vous séparez vos énoncés. À chaque fois qu'une nouvelle catégorie apparaît, inscrivez-la sur une des bulles dans l'aire de jeu, et commencez à y mettre les énoncés qui s'y rattachent. Si des catégories sont semblables, ou si elles réfèrent aux mêmes dimensions (voir le lexique en annexe), tentez de les rapprocher sur l'aire de jeu.

L'aire de jeu comporte aussi des zones pour mettre les énoncés qui détonnent :

- Les idées plus théoriques, conceptuelles ou systémiques
- Les éléments existant que nous aimerions voir disparaître une bonne fois pour toutes (que l'on souhaite voir fâner)
- La présence d'idées de liaison, de passerelles c'est-à-dire qui permettent de faire des liens avec d'autres thématiques (précisez aussi quelle thématique est en lien)
- Les idées inclassables comme les énoncés intrus, incompréhensibles, qui manquent de clarté, qui sont trop complexes ou qui vont dans d'autres thématiques

À chaque énoncé, assurez-vous que tous les membres de l'équipe soient d'accord avec le choix de catégorisation de l'idée émise. S'il n'y a pas consensus, prenez le temps de discuter des différentes conceptions de chacune et chacun, des options alternatives possibles et des interprétations nouvelles.

À la fin de cette phase, l'ensemble de vos énoncés devrait être séparé dans les différentes zones de l'aire de jeu.

Étape 3 : Synthèse

(45 min)

Lorsque vous avez classé tous vos énoncés, vous pouvez tenter, en équipe, de produire une synthèse des éléments clés pour chacune des catégories.

Pour ce faire, vous pouvez reprendre chaque pile d'énoncés (le contenu des différentes zones de classement) et les relire.

Il s'agit d'en faire une analyse d'une part quantitative et d'autre part qualitative (voir le lexique en Annexe 2).

Pour la dimension quantitative, faites ressortir les éléments suivants :

- Le nombre de posts-it par zone.
- Les différents mots-clés ou concepts que vous retrouvez dans chaque pile.

Par la suite, pour la dimension qualitative, regroupez les mots-clés que vous avez soulevés en idées complémentaires, et tentez de résumer en une ou deux phrases l'idée générale qui ressort de l'ensemble des énoncés.

Pour structurer davantage, vous pouvez aussi vous demander si certaines idées font référence plutôt à des concepts (des éléments théoriques) ou à des actions concrètes. Il est possible alors de séparer les deux dans votre synthèse.

Le résultat : Plusieurs séries d'idées complémentaires, disposées dans une suite logique. Ces séries d'idées pourront éventuellement être reprises par d'autres équipes d'analystes ou par des artistes, afin de produire un énoncé de vision.

Étape 4 : Interprétation

(30 min)

Enfin, avec le temps restant, on vous invite à pousser la réflexion un peu plus loin et à interpréter votre analyse !

Vous pouvez indiquer :

- Quelles idées sont les plus porteuses, plus pertinentes, plus rassembleuses ? Et pourquoi ?
- Quelles sont les idées qui reviennent le plus souvent, les thèmes récurrents, les incontournables ?
- Quelles échelles d'action sont les plus évoquées : individuelle, collective, politique (voir le lexique en annexe) ?
- Voyez-vous des idées particulièrement originales et audacieuses ?
- Quelles sont vos idées coup de cœur ?
- Quelles sont les idées de projets les plus rapidement faisables et celles qui seront les plus longues et laborieuses à mettre en place ?

Notez ces idées dans les zones prévues sur l'aire de jeu.

On vous invite enfin à faire part de toutes les difficultés rencontrées pendant l'exercice à l'équipe de soutien, afin d'améliorer le processus de synthèse pour les prochaines fois.

Étape 5 : Clôture

(15 min)

Vous avez maintenant terminé votre travail d'analyse citoyenne ! Bravo ! À travers l'exercice, vous aurez réussi, à partir d'un ensemble de données, à résumer les propositions citoyennes en une série d'énoncés synthétiques.

On vous invite à prendre le temps de vous féliciter pour ce travail et à remercier les personnes pour leur participation.

Avant de partir, l'équipe d'animation proposera une activité de clôture. L'objectif de cette dernière étape est de recueillir vos impressions à la suite de l'exercice et pourquoi pas, de générer de nouveaux rêves ! Vous n'aurez qu'à vous laisser guider par l'équipe d'animation.

Merci !

Merci d'avoir participé à cette première expérience collective de Synthèse-o-thon ! Nous espérons que l'activité vous a plu. Si vous avez des questions, commentaires, suggestions d'améliorations, n'hésitez pas à nous les faire parvenir. D'autres Synthèses-o-thon sont prévus pour analyser la grande quantité de données récoltées lors des activités d'animation ! La synthèse que vous avez fait aujourd'hui servira à alimenter notre feuille de route régionale et nous rapproche davantage vers la transition socioécologique souhaitée !

Merci !

L'équipe d'accompagnement

Alix, Anissa, Anouk, Catherine, Élisabeth, Florence, Frédéric, Jean-Benoit, Mathilde, Olivier, Philippe, Sophie, Véronique F., Véronique L., Véronique P.

Annexe 1

Exemple complet d'exercice de synthèse

Étape 1 : Imprégnation

À votre arrivée à l'atelier, après une activité brise-glace avec votre équipe d'analystes, on vous donne la liste d'énoncés suivants, sur la thématique de l'alimentation. Vous en prenez connaissance de manière individuelle.

1	Ateliers sur les différentes étapes du jardinage offert aux écoles et à la population
2	Avoir un accès à des aliments sains pour tous
3	Chaîne d'approvisionnement 100% SLSJ
4	Circuits courts entre les producteurs et les consommateurs
5	Connaissances traditionnelles reconnues et diffusées
6	Cours de cuisine à l'école pour que les jeunes apprennent à cuisiner, à utiliser les restes
7	Des événements festifs ! Fête des récoltes !
8	Éviter le gaspillage alimentaire
9	Fierté de nos produits régionaux
10	Kiosques libre-service partout partout
11	La gourgane
12	Le gaspillage alimentaire est minimisé au maximum (redistribution...)
13	Les cours de culture/cuisine dans les écoles secondaires
14	Les produits locaux sont mis en valeur dans les épiceries
15	L'insécurité alimentaire n'existe plus
16	Manger 100% local
17	Nouvelles spécialités boréales au menu
18	Numérique, bases de données, automatisation, robotisation
19	Objectif régional zéro gaspillage alimentaire atteint
20	On a réduit le gaspillage alimentaire en produisant ce qu'on a besoin
21	On encourage les circuits courts
22	On sait tou.te.s faire pousser des aliments!
23	On valorise notre terroir dans l'assiette
24	Plus de liens entre les consommateurs et les producteurs (on sait d'où vient notre nourriture)
25	Offre de repas gratuits à tous les enfants dans toutes les écoles de la région
26	Retour du QwackFest!
27	Sécurité alimentaire pour tous
28	Tous les enfants mangent à leur faim
29	Valorisation du métier d'agriculteur
30	Valoriser les marchés publics

Vous notez alors les premières catégories qui ressortent de l'ensemble des énoncés. On pourrait noter par exemple l'alimentation locale, le gaspillage alimentaire, l'élimination de la faim, l'éducation...

Étape 2 : Classement

Arrive le travail en équipe. Vous commencez le tri des énoncés, en créant des catégories au fur et à mesure, et en rassemblant les énoncés qui y sont liés.

Par exemple, on pourrait regrouper sous le thème **Gaspillage**

8	Éviter le gaspillage alimentaire
12	Le gaspillage alimentaire est minimisé au maximum (redistribution...)
19	Objectif régional zéro gaspillage alimentaire atteint
20	On a réduit le gaspillage alimentaire en produisant ce qu'on a besoin

Puis, sous le thème **Sécurité alimentaire**

2	Avoir un accès à des aliments sains pour tous
15	L'insécurité alimentaire n'existe plus
25	Offre de repas gratuits à tous les enfants dans toutes les écoles de la région
27	Sécurité alimentaire pour tous
28	Tous les enfants mangent à leur faim

Après avoir créé une catégorie Alimentation locale, vous constatez qu'il y a vraiment plusieurs énoncés en lien avec cette catégorie. Vous décidez de les séparer en deux catégories distinctes : Alimentation régionale, et circuit court (ou de proximité).

Cela donne, pour l'**Alimentation régionale**

3	Chaîne d'approvisionnement 100% SLSJ
14	Les produits locaux sont mis en valeur dans les épiceries
16	Manger 100% local
17	Nouvelles spécialités boréales au menu

Et pour les **circuits courts**

4	Circuits courts entre les producteurs et les consommateurs
10	kiosques libres-services partout partout
21	On encourage les circuits courts
24	Plus de liens entre les consommateurs et les producteurs (on sait d'où vient notre nourriture)
30	Valoriser les marchés publics

Vous notez ensuite la catégorie de l'**éducation**. Vous pourriez mettre cette catégorie dans la zone **Thème passerelle** (ou liaison), puisque l'éducation va bien au-delà de l'alimentation. Il s'agit d'ailleurs de l'une des 21 thématiques du Grand dialogue.

1	Ateliers sur les différentes étapes du jardinage offert aux écoles et à la population
5	Connaissances traditionnelles reconnues et diffusées
6	Cours de cuisine à l'école pour que les jeunes apprennent à cuisiner, à utiliser les restes
13	Les cours de culture/cuisine dans les écoles secondaires
22	On sait tou.te.s faire pousser des aliments!

Vous notez enfin que plusieurs énoncés touchent à la **fierté**, à la mise en valeur de notre alimentation régionale.

7	Des événements festifs! Fête des récoltes!
9	Fierté de nos produits régionaux
23	On valorise notre terroir dans l'assiette
26	Retour du QwackFest!
29	Valorisation du métier d'agriculteur

Il vous reste, à la toute fin, deux énoncés **Inclassables**

11	La gourgane
18	Numérique, bases de données, automatisation, robotisation

Tous vos énoncés sont maintenant répartis par catégories sur l'aire de jeu, dans les différentes zones.

Étape 3 : Synthèse

Il est maintenant temps de prendre chaque catégorie, et de tenter d'en faire une synthèse, d'abord en sortant les concepts clés des différents énoncés, puis en formulant un énoncé de vision pour chaque catégorie. Cela donnerait, par exemple :

Gaspillage

Zéro gaspillage
Redistribution
Pas de surproduction

L'objectif Zéro gaspillage alimentaire est atteint, en minimisant la surproduction, en minimisant les pertes et en redistribuant les aliments.

Sécurité alimentaire

Accès à des aliments sains pour tous.tes
Insécurité alimentaire éliminée
Enfants mangent à leur faim
Gratuit dans les écoles

Plus personne n'a faim dans la région, la sécurité alimentaire est atteinte pour tous et toutes, particulièrement pour les enfants.

Alimentation régionale

Chaîne d'approvisionnement locale
Présence des produits locaux dans les épiceries
Spécialités boréales

On mange local, les aliments sont produits ici, transformés ici, et distribués ici, même dans les épiceries.

Circuit de proximité

Circuits courts
Lien entre producteurs et consommateurs
Marchés publics et kiosques

Plusieurs initiatives facilitent l'achat de proximité, comme les kiosques et les marchés publics, ce qui crée du lien entre les consommateurs et les producteurs.

Éducation

Apprendre à produire
Apprendre à transformer et à bien manger
Connaissances traditionnelles
Intégration dans les programmes scolaires

Les gens dans la région savent produire et cuisiner des aliments sains, et connaissent leurs traditions alimentaires. Des programmes scolaires intègrent l'éducation à l'alimentation.

Fierté et célébration

Évènements
Mise en valeur du terroir
Sentiment de fierté
Découverte du patrimoine alimentaire
Valorisation des agriculteurs

L'alimentation locale est célébrée, les gens sont fiers des produits du terroir et le métier d'agriculteur est valorisé.

Votre synthèse des énoncés serait la suivante :

L'objectif Zéro gaspillage alimentaire est atteint, en évitant la surproduction, en minimisant les pertes et en redistribuant les aliments.

Plus personne n'a faim dans la région, la sécurité alimentaire est atteinte pour tous et toutes, particulièrement pour les enfants.

On mange local, les aliments sont produits ici, transformés ici, et distribués ici, même dans les épiceries.

Plusieurs initiatives facilitent l'achat de proximité, comme les kiosques et les marchés publics, ce qui crée du lien entre les consommateurs et les producteurs.

Les gens dans la région savent produire et cuisiner des aliments sains, et connaissent leurs traditions alimentaires. Des programmes scolaires intègrent l'éducation à l'alimentation.

L'alimentation locale est célébrée, les gens sont fiers des produits du terroir et le métier d'agriculteur est valorisé.

Étape 4 : Interprétation

S'il vous reste du temps, vous pouvez tenter d'interpréter un peu la vision.

Vous pourriez par exemple noter les **liens qui ressortent** entre l'alimentation et la santé (sécurité alimentaire), l'éducation, l'autonomie régionale.

Vous pourriez identifier **quelques incontournables**, par exemple les circuits courts pour faciliter l'achat local, ou l'importance de la sécurité alimentaire pour tous.

Vous pourriez faire ressortir une ou deux idées que vous trouvez particulièrement **audacieuse**, par exemple, d'offrir des repas régionaux gratuits à tous les enfants dans les écoles de la région.

Ou une idée **coup de cœur**, comme le retour du Qwackfest, par exemple !

Notez toutes ces idées sur l'aire de jeu.

Évidemment, ces éléments d'interprétations sont plus subjectifs, et sont propres à votre groupe. Il y a de la place pour ça !

Étape 5 : Clôture

C'est terminé ! Laissez vos notes et les résultats de votre travail de synthèse entre les mains des bénévoles présents.

Vous aurez contribué à un exercice complexe, mais vraiment important dans le cadre du Grand dialogue.

Merci !

Annexe 2

Le lexique co-construit du Grand dialogue et de la transition socio-écologique

Le vocabulaire du Grand dialogue

Les incontournables

Autodétermination : Action de décider par soi-même de son statut politique, économique et/ou de son mode de gouvernance. L'autodétermination est le résultat d'une prise en charge par les citoyen·ne·s et les organisations de l'avenir d'un territoire donné selon une approche "bottom-up" (par le bas). L'autodétermination suppose l'autonomisation d'un collectif et a une visée profondément émancipatoire.

Recherche action participative : Manière de faire de la recherche qui s'appuie sur l'intelligence collective afin de faire participer toutes personnes à la production de connaissances. L'issue de la recherche n'est pas uniquement académique, elle vise la co-construction d'un savoir partagé et ancré dans son milieu.

Transformation sociale : Changements dans la manière de s'organiser, de créer des liens ou encore dans la manière d'accueillir la différence dans notre société.

Transition socio-écologique (TSE) : ensemble de pratiques et de discours ralliant une multitude d'actrices et d'acteurs en vue de lutter contre les crises sociales et écologiques (Audet, 2015). La TSE suppose des changements progressif et radicaux de nos modes de vie en vue de réduire leur empreinte écologique et leurs dommages collatéraux. Il s'agit également d'aplanir les inégalités et les injustices en visant une société plus libre, plus juste, plus verte et plus responsable.

Rêve : Représentation du futur souhaité, de ce qui doit changer pour établir la transition socio-écologique.

Feuille de route : Plan d'actions constitué des pistes concrètes pour faire la transition et répondre au mieux aux préoccupations et aux besoins des citoyen·ne·s.

Les 21 thématiques

Notre territoire : Aménagement bâti. Usages des terres. Paysages. Milieux de vie. Quartiers. Gestion du territoire. Nitassinan. Bassins versants.

Notre mobilité : Déplacements sur le territoire. Moyens de transport. Mobilité des biens et des personnes.

Notre alimentation : Production. Transformation. Distribution. Consommation. Valorisation des résidus alimentaires. Sécurité alimentaire. Autonomie alimentaire. Système alimentaire.

Notre santé collective : Santé physique. Santé mentale. Promotion de la santé. Prévention. Guérison. Système de santé. Vision systémique de la santé. Environnements favorables à la santé. Développement social.

Nos territoires imaginaires : Spiritualité. Récits fondateurs. Valeurs. Croyances. Mythes. Identité. Patrimoine. Histoire. Beauté. Sacré.

Notre accueil : Inclusion. Diversité. Équité. Ouverture aux différences. Attitudes. Hospitalité. Générosité. Partage. Minorités. Femmes.

Notre vivre-ensemble : Lien social. Rencontres. Lieux. Réseaux. Intergénérationnel. Projets collectifs. Cohabitation. Premières Nations.

Notre lien au monde : Ouverture sur le monde. Connectivité. Liaison avec l'extérieur de la région. Citoyenneté planétaire. Communications. Responsabilité globale.

Notre nature : Environnement naturel. Ressources. Paysages naturels. Biodiversité. Écosystèmes. Enjeux environnementaux.

Nos arts et notre culture : Expression artistique. Diffusion culturelle. Médiation. Transmission culturelle.

Notre travail : Relation au travail. Emplois. Rythme. Conditions de travail. Conciliation.

Notre consommation : Production. Achats. Usages. Récupération. Recyclage. Déchets. Énergie. Biens et services.

Notre économie : Modèles économiques. Secteurs d'activité. Diversification. Mécanismes et outils économiques. Entrepreneuriat. Vitalité.

Notre pouvoir d'agir collectif : Gouvernance. Prise de décision. Lieux de pouvoir. Partage des pouvoirs. Implication citoyenne. Subsidiarité. Politique. Concertation.

Nos débats : Dialogue. Chicanes. Réconciliations. Lieux de discussion. Règles éthiques. Débat. Prise de position. Décisions.

Nos jeunes : Aspirations. Réalités. Accompagnement. Soins. Intérêts. Avenir. Générations futures.

Nos aîné.e.s : Aspirations. Réalités. Accompagnement. Soins. Intérêts. Conditions de vie. Reconnaissance. Transmission de leur histoire.

Nos apprentissages : Éducation. Formation. Institutions d'enseignement. Éducation informelle. Recherche. Valorisation. Tout au long de la vie.

Nos loisirs : Tourisme. Sport. Culture. Divertissement. Plaisir. Détente. Découverte. Inspiration. Passe-temps.

Notre éthique : Valeurs. Principes. Relation à la nature et au vivant.

Notre résilience : Capacité d'adaptation. Réactions aux crises. Urgence socio-écologique. Innovation. Débrouillardise.

Les métaphores

Semer : Les éléments de changements qui n'existent pas encore et que l'on doit créer. Peuvent regrouper les choses qui nous manquent et les nouveautés à mettre en place.

Croître : Les éléments émergents, les pratiques qui commencent à apparaître et qui doivent prendre plus de place pour réaliser la TSE.

Fleurir : Les éléments forts, déjà existant et solidement implantés dans la région, sur lesquels on doit construire, sur quoi on peut miser pour réaliser la TSE

Faner : Les éléments néfastes qui doivent disparaître parce que considérés comme des freins et des obstacles à la transition socio-écologique.

Les termes de la recherche sur la transition

Termes généraux

Besoin : Ensemble de tout ce qui apparaît « être nécessaire ».

Concepts : Outils intellectuels issus de la pensée qui nous permettent de comprendre le monde.

Consensus : Accord de l'ensemble des volontés sans aucune opposition formelle. En cas d'opposition formelle, la décision doit être reportée et la discussion devra continuer.

Éthique : De manière générale, l'éthique est relative à la science de la morale et désigne l'ensemble des concepts morales d'un milieu. Elle fait référence aux principes partagés de responsabilité, de justice, de paix, de bienveillance et de solidarité qui constituent le vivre ensemble. Il s'agit au Grand dialogue de promouvoir une démarche éthique de développement durable afin d'identifier des valeurs communes, justes et inclusives qui reposent notamment sur le dialogue, l'écoute, la transparence, la participation, un mode de vie sain et la co-construction.

Environnement : Renvoie aux différents écosystèmes et leur biodiversité qu'il s'agit de protéger dans une visée écologique et durable. L'environnement fait référence notamment aux bassins versants, forêts, marais, bandes riveraines, biodiversité animale et végétale, plantes envahissantes, cultures biologiques, émissions de gaz à effet de serre, gestion des matières résiduelles, etc.

Holistique : Qui s'intéresse à un objet dans sa globalité

Interdisciplinarité : Art de faire travailler ensemble des personnes ou des équipes issues de différentes disciplines scientifiques.

Projet : Idée concrète, action ou plan permettant d'arriver à une vision et/ou un rêve.

Qualitatif : Manière d'analyse qui va au-delà du comptage numérique quantitatif et qui s'attarde aux significations et aux sens des données.

Quantitatif : Compter de manière numérique un ensemble de données.

Gouvernance : Se réfère à la manière dont le pouvoir est distribué au sein d'une organisation ou d'une collectivité tout comme la prise de décision, la gestion du risque, la participation ou encore de la reddition de comptes. Ex : système politique, types d'organisation, distribution du pouvoir, participation citoyenne, consultation, concertation, transparence, les lois, les règles et les normes, etc.

Interdisciplinarité : Art de faire travailler ensemble des personnes ou des équipes issues de différentes disciplines scientifiques.

Systémique : Caractère de ce qui est relatif à un système, qu'il soit économique, politique, social ou autre. Parler d'approche systémique suppose de considérer et d'appréhender un problème dans son ensemble.

Territoire : Le milieu dans lequel on projette les objectifs de transition socio-écologique. Le territoire est l'ensemble des éléments qui appartiennent à un lieu donné.

Théorie : Ensemble cohérent de notions, d'explications et/ou d'hypothèses sur un sujet donné.

Transversale : Qui concerne et recoupe plusieurs dimensions.

Actions et échelles d'interventions

Action individuelle : Ensemble d'actions qui relève de l'individu et qui englobe notamment les choix de consommation, de logement, d'emploi, de moyens de transport, de modes de vie, de modes de relation.

Action politique : Ensemble d'actions qui relève des politiques publiques (comme par exemple un plan d'action pour le développement durable) et dont les moyens d'actions sont multiples et peuvent englober : la mobilisation citoyenne, les consultations publiques, les lois et règlements, dérogations, etc.

Action organisationnelle : Ensemble d'actions qui relève de la responsabilité sociale des entreprises (RSE) notamment en ce qui a trait aux respects des normes environnementales et aux certifications (biologique, équitable, LEED...), mais aussi en termes de gouvernance.

Action sectorielle : Renouvellement des normes, changements multisectoriels, consultations d'experts, etc.

Action collective : Ensemble des actions qui relève des Initiatives citoyennes comme les jardins collectifs, les écoquartiers, les écovillages et autres projets collectifs et collaboratifs.

Échelle micro-locale : Échelle qui rassemble les actions réalisées au niveau individuel cad au niveau de la famille, du voisinage, du quartier, des biens et services de proximité.

Échelle locale : Échelle qui rassemble les actions réalisées au niveau politique notamment à la municipalité, MRC, milieux scolaires, parcs, transports collectifs, vie culturelle, etc.

Échelle régionale : Échelle englobant plusieurs MRC, les organismes de bassin versant, les commissions scolaires, les offres touristiques, les attraits culturels, etc.

Échelle provinciale : Échelle englobant le système de santé, plan d'action pour la province de Québec, taxations, chasse et pêche, gestion des ressources naturelles, zonage

Échelle nationale et internationale : Échelle macro qui englobe les filières étrangères, le commerce international, les ports et le milieu maritime, etc.

Les nouveaux mots...

Vous avez rencontré un terme ou une notion qui vous a donné du fil à retordre ?

N'hésitez pas à alimenter ce lexique co-construit en suggérant des termes ici :

Annexe 3

Références pour les curieux et curieuses

- Abraham, Y.-M. (2019). Guérir du mal de l'infini. Produire moins, partager plus, décider ensemble. *Écosociété*.
- Audet, R. (2015). Le champ des sustainability transitions: Origines, analyses et pratiques de recherche. *Cahiers de recherche sociologique*, 58, 73–93.
- Audet, R., Segers, I., & Manon, M. (2019). Expérimenter la transition écologique dans les ruelles de Montréal: Le cas du projet Nos milieux de vie! *Lien social et Politiques*, 82, 224–245.
- Cohen, A., & Raineau, L. (2020). Transition énergétique et « démocratie technique ». *Écologie & Politique*, 1(60), 147–164.
- Deneault, A. (2019). *L'économie de la nature*. Lux Éditeur.
- McCarthy, J. (2015). A socioecological fix to capitalist crisis and climate change? The possibilities and limits of renewable energy: *Environment and Planning A: Economy and Space*.
- Meadows, D., Meadows, D., & Randers, J. (2013). Les limites de la croissance (dans un monde fini). *Écosociété*.
- Sandiford, P. J. (2015). Participant Observation as Ethnography or Ethnography as Participant Observation in Organizational Research. In K. D. Strang (Ed.), *The Palgrave Handbook of Research Design in Business and Management* (pp. 411–443). Palgrave Macmillan US. https://doi.org/10.1057/9781137484956_22
- Stiegler, B. (2018). Qu'appelle-t-on Panser? Au-delà de l'Entropocène. *Les liens qui libèrent*.
- Wittmayer, J. M., & Schöpke, N. (2014). Action, research and participation : Roles of researchers in sustainability transitions. *Sustainability Science*, 9(4), 483-496. <https://doi.org/10.1007/s11625-014-0258-4>